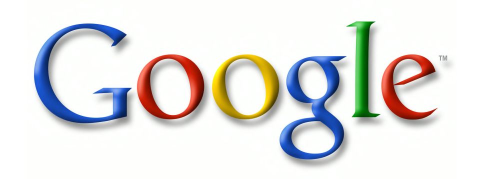
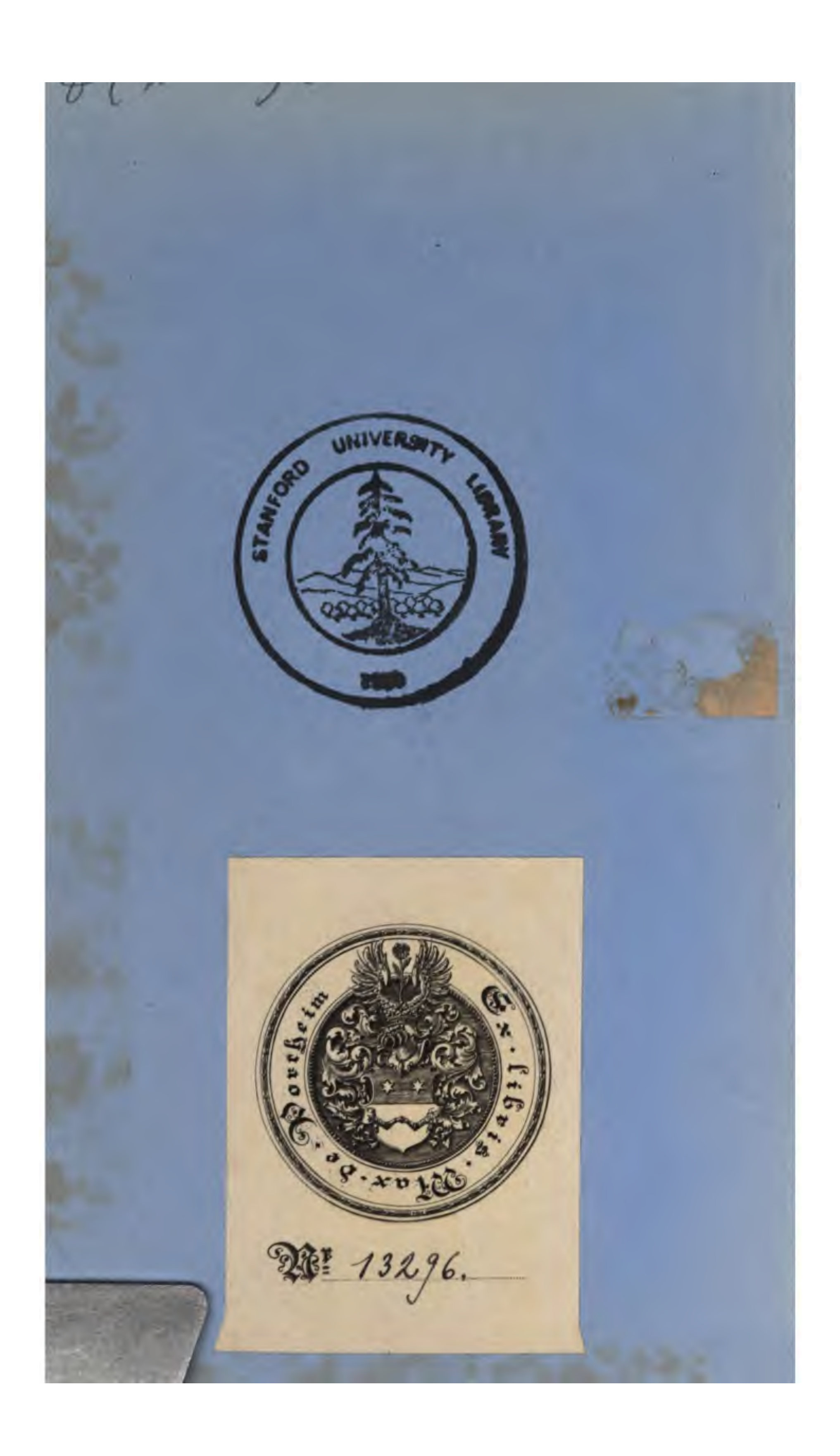






STANFORD UNIVERSITY LIBRARY
Ex · libris · Max · de · Portheim
Nr 13296.


Dbl 3204

A mon charmant et illustre ami
le Professeur H. von Zwiedineck-Südenhorst
Hommage respectueux et
souvenir affectueux de
son ami [illegible] dévoué
[illegible]

LA

# GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE

(1740-1748)

---

## CAMPAGNE DE SILÉSIE

(1741-1742)

PARIS. — IMPRIMERIE E. CHAPELOT ET C$^{e}$, 2, RUE CHRISTINE.

# LA GUERRE
DE LA
# SUCCESSION D'AUTRICHE
(1740-1748)

---

## CAMPAGNE DE SILÉSIE
(1741-1742)

---

**Par le Major Z*****

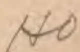




PARIS
LIBRAIRIE MILITAIRE R. CHAPELOT ET Cie
IMPRIMEURS-ÉDITEURS
SUCCESSEURS DE L. BAUDOIN
**30, Rue et Passage Dauphine, 30**

1901





LA

# GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE

(1740-1748).

## CAMPAGNE DE SILÉSIE (1741-1742).

**La diète de Pressburg. — Campagne de Moravie et de Bohême (1741-1742). — Bataille de Czaslau. — Préliminaires de Breslau. — Traité de Berlin[1].**

### I.

#### LA DIÈTE DE PRESSBURG.

S'il s'est écoulé un laps de temps un peu plus long entre la publication du 2e et du 3e volume de la *Guerre de la Succession d'Autriche,* si la Section historique des Archives de la guerre autrichienne nous a fait quelque peu attendre le beau travail dont peuvent s'enorgueillir à bon droit les capitaines von Hœn et Kienast, il suffira, pour s'expliquer ce léger retard, de jeter un coup d'œil sur l'importance même du livre qu'ils viennent de publier et surtout de tenir compte des sujets qu'ils avaient à traiter.

La tâche qui leur incombait était à la fois plus délicate et

[1] *Oesterreichischer Erbfolge-Krieg*, nach den Feld Acten und anderen authentischen Quellen bearbeitet in der Kriegsgeschichtlichen, Abtheilung des *K. und K. Kriegs Archivs,* par les capitaines von HOEN et KIENAST, T. III, avec atlas. — Vienne, Seidel, 1898.

plus complexe que celle dont avait été chargé et dont s'était si magistralement acquitté l'auteur du 2e volume.

Sans vouloir en rien diminuer les mérites du colonel von Duncker, il est juste de considérer que, lorsqu'il s'est agi pour lui de mettre en scène le premier acte de la première guerre de Silésie, de retracer les préparatifs de Frédéric, les événements militaires de la campagne de 1740-1741, de présenter au lecteur la série si curieuse d'épisodes et de négociations qui ont précédé et amené la signature de l'Acte de Klein-Schnellendorf, il n'a eu qu'à reprendre les beaux travaux dont il avait déjà enrichi les ***Mittheilungen des K. und K. Kriegs Archivs***, qu'à en modifier quelque peu la forme et à faire un choix parmi les précieux documents qu'il avait recueillis au cours de ses longues et consciencieuses recherches. De plus, en raison même de l'admirable méthode à laquelle on attache, à juste titre, tant de prix, à la ***Section historique*** de Vienne, en raison même du remarquable esprit de suite avec lequel on y poursuit la réalisation d'un programme rationnellement établi, l'homme éminent qui a su imprimer une impulsion, si rare aujourd'hui, aux travaux des officiers placés sous ses ordres, le feld-maréchal-lieutenant de Wetzer, avait, comme nous l'avons fait remarquer[1], tenu à ce que le 2e volume de la *Guerre de la Succession d'Autriche*, afin de former un tout homogène, s'arrêtât au moment où, après la capitulation de Neisse, conséquence de l'Acte de Klein-Schnellendorf, Frédéric II quitta son armée pour se rendre à Breslau (23 novembre 1741). On se rappelle peut-être, et il nous semble, en tout cas, nécessaire de le redire ici, que nous avions cru bien faire en ajoutant à ce premier aperçu quelques données déjà recueillies et publiées précédemment par le colonel von Duncker, données que la Section historique n'a pas manqué d'utiliser dans le volume qu'elle vient de publier, et grâce auxquelles il nous avait été possible de résumer les événements qui se sont déroulés en Silésie, en Bohême et en Moravie, jusqu'à la fin de l'année 1741, de caractériser l'attitude de Frédéric et de terminer de notre mieux l'examen de la première campagne du grand roi de Prusse.

---

[1] Voir la *Guerre de la Succession d'Autriche* (1740-1748), *Campagne de Silésie* (1740-1741), par le major Z... — Paris, Baudoin, 1897.

Pendant que Frédéric profitait de l'avènement et des embarras de celle qu'il appelait à tort *une insignifiante princesse sans expérience,* pour envahir la Silésie en pleine paix, pendant que Neipperg se faisait battre à Mollwitz, et que la France, la Bavière et la Saxe, se lançant elles aussi contre l'Autriche, se décidaient à faire le jeu de la Prusse, l'indomptable énergie de Marie-Thérèse, croissant à mesure qu'un nouveau coup la frappait, avait su trouver un point d'appui inespéré à son trône à moitié renversé, faire naître des dévouements inattendus et provoquer une série d'événements que l'habileté de Frédéric n'avait pu prévenir et qui, en raison même de leur caractère particulier, n'avaient pu trouver, dans les volumes publiés jusqu'à ce jour par la Section historique de l'état-major autrichien, la place qui leur appartient dans l'ordre chronologique des faits. Aussi, avant de s'occuper de la campagne de 1741-1742, des opérations de Frédéric contre le prince Charles de Lorraine, toute la première partie du 3e volume de la *Guerre de la Succession d'Autriche* est consacrée à l'étude approfondie de la diète de Pressburg, à l'examen de ses conséquences au point de vue militaire, à l'exposé des armements de l'Autriche pendant l'espèce d'armistice, pendant la trêve singulière qui suspendit les hostilités entre la Prusse et l'Autriche, depuis la reddition de Neisse jusqu'à l'ouverture de la campagne de Moravie.

Dès le lendemain de son avènement, à un moment où elle était peut-être la seule à prévoir et à redouter les dangers qui allaient fondre sur elle, Marie-Thérèse, sans tenir compte des observations et des objurgations de ses ministres, avait pris la détermination de se jeter dans les bras des Hongrois. Quoique jeune et sans expérience, elle avait compris qu'en présence de l'épuisement presque total des ressources des anciennes provinces de la monarchie, il lui fallait oublier les griefs qu'on pouvait avoir contre les Magyars. Malgré la conférence secrète du 24 octobre 1740, à laquelle avaient assisté, à côté du grand-duc François-Étienne de Lorraine, les vieux conseillers de l'empereur Charles VI, conférence dans laquelle on avait jeté les premières bases de l'entente avec la Hongrie et arrêté les mesures les plus propres à faciliter et à accélérer l'accord si ardemment désiré par Marie-Thérèse, cet accord, dont elle avait si grandement besoin, était encore loin d'être fait, en

dépit de l'intervention, du dévouement et de la popularité du vieux feld-maréchal comte Palffy, l'ancien *Judex Curiæ*, que la jeune reine avait eu l'heureuse idée d'appeler au commandement en chef des forces militaires de la Hongrie. Ce que Palffy put obtenir de ses compatriotes, qui ne voulaient s'engager qu'à bon escient, était encore bien peu de chose. On avait consenti à le laisser organiser et mettre en route les premiers renforts qui rejoignirent l'armée de Neipperg au commencement de l'été de 1741.

Braves, belliqueux, ardents, enthousiastes, chevaleresques, animés de sentiments généreux, dévoués à leurs souverains, les Hongrois étaient, il y a 150 ans, ce qu'ils sont encore de nos jours. Les progrès de la civilisation ont assurément modifié les institutions, transformé du tout au tout l'aspect du pays, mais le fond et les traits essentiels du caractère de la race magyare n'ont point changé. Aujourd'hui, comme au temps de Marie-Thérèse, l'idée de la patrie et de la nationalité hongroise guide et inspire tous les actes de ce peuple, qui, malgré toutes les vicissitudes du sort, a toujours, et en toute circonstance, cherché à affirmer son existence, et n'a pas, un seul instant, cessé de revendiquer et de proclamer des droits qu'il n'a réussi à faire reconnaître qu'à force d'énergie, de luttes et de patriotisme. Avec un peuple imbu de pareilles idées, décidé à sauvegarder avant tout son existence comme nation, l'entente que recherchait Marie-Thérèse ne pouvait s'établir du jour au lendemain. La jeune reine avait, heureusement pour elle, autant d'esprit politique que de volonté et de force d'âme. Sans se laisser abattre par la terreur que répandit partout l'entrée inopinée des Prussiens en Silésie, sans se laisser décourager par les obstacles qui se dressaient de tous côtés devant elle, elle suivit, avec une admirable persévérance, la ligne de conduite que, dès les premiers jours de son règne, elle avait cru nécessaire et sage d'adopter à l'égard de la Hongrie. La patience, la résignation, la clairvoyance de Marie-Thérèse, jointes aux sacrifices qu'elle consentit, aux concessions qu'elle dut accorder pour triompher des résistances et des exigences de la diète de Pressburg, lui permirent seules d'aplanir les difficultés, d'obtenir enfin ces concours dont il lui était impossible de se passer, cet appui matériel dont dépendait le salut de la monarchie.

Mais qu'il y a loin de la réalité des faits à l'émouvante scène

imaginée par Voltaire, à ce cri sublime de « *Moriamur pro rege nostro Maria-Theresa* », à ce cri qui n'a d'ailleurs jamais été poussé [1], comme l'a si justement fait remarquer M. Pingaud (*Histoire générale*, de MM. Lavisse et Rambaud, t. VII, p. 172), et qui a donné la couleur d'une légende rapide et dramatique à un épisode compliqué de l'histoire. Grâce à ce cri, on a trop réduit, dans cette affaire, la part de la politique et fait trop grande celle de l'enthousiasme.....

« Les Hongrois ne se livrèrent et ne se dévouèrent qu'à bon escient : leurs garanties prises, ils donnèrent carrière à leur pitié généreuse comme à leur belliqueuse ardeur. »

Au lieu d'entrer dans l'exposé plus ou moins détaillé de faits assurément intéressants, mais qui auraient le grave inconvénient de nous entraîner trop loin, une phrase et surtout un fait suffiront pour faire saisir toute l'étendue des sacrifices matériels, des concessions d'ordre moral et politique consentis par Marie-Thérèse. « Ce que la Maison d'Autriche nous avait refusé depuis près de trois siècles, notre gracieuse reine a daigné nous l'accorder en six petites heures », ne peut s'empêcher de s'écrier le nouveau *Judex Curiæ*, l'ancien ban de Croatie, le général de cavalerie comte Joseph Esterhazy, la veille du couronnement, au sortir de la séance que la diète avait tenue le 24 juin.

Quant au fait auquel nous faisons allusion, il est encore plus caractéristique. Malgré le bon vouloir dont elle venait de faire preuve à l'égard de la Hongrie, Marie-Thérèse n'avait pu amener la diète à accorder la co-régence au grand-duc de Toscane, son mari, et François-Étienne avait dû assister, *incognito*, en simple spectateur, presque perdu dans la foule, aux fêtes du couronnement. Les acclamations frénétiques, les cris enthousiastes du peuple, en caressant agréablement les oreilles de la souveraine, parvinrent tout au plus à adoucir le chagrin, la douleur de la femme à laquelle on venait de refuser, sans raison plausible, sans motif sérieux, une satisfaction à laquelle elle tenait tant, et qu'on lui accorda quelques mois plus tard.

---

[1] Sur un signe fait par le palatin de Hongrie, le vieux feld-maréchal comte Palffy, la foule salua, le 25 juin 1741, Marie-Thérèse, qui venait de placer sur sa tête la couronne de Saint-Étienne, de ce simple cri : *Vivat Domina et Rex noster*.

Mais si le peuple avait laissé éclater un enthousiasme dont il eût été aisé de profiter de suite, les membres de la diète, au contraire, ne paraissaient nullement pressés d'en finir, nullement disposés à s'engager avant d'avoir assuré le triomphe définitif de leurs revendications. Les scènes émouvantes et grandioses du 25 juin 1741 n'eurent pas de lendemain. Comme Marie-Thérèse l'avait senti et deviné, elles n'avaient servi qu'à lui faire entrevoir, à travers un rêve, l'aube encore lointaine de jours meilleurs, à mettre un peu de baume sur les plaies qui faisaient saigner son cœur. Au milieu de cette crise terrible, où les événements se précipitaient avec une désespérante rapidité, où chaque jour de retard pouvait amener de nouveaux désastres, peut-être même la catastrophe finale, il fallut à Marie-Thérèse près de trois mois de longues et pénibles négociations pour arracher à ses sujets hongrois un effort qui risquait fort d'être stérile, parce qu'il se produisait trop tardivement.

Malgré les résistances acharnées de ses ministres épouvantés par les résolutions audacieuses de celle qui pouvait dire à bon droit : « Je suis une pauvre reine, mais j'ai le cœur d'un roi », Marie-Thérèse, pressée par la nécessité, résolut d'en finir, de jouer le tout pour le tout. Le 11 septembre, elle réunit au château de Pressburg les membres des deux Tables[1]. Après un court exposé de la situation fait par le comte Louis Batthyany, chancelier de la couronne hongroise, Marie-Thérèse se borna à peindre sa détresse en quelques mots entrecoupés de larmes et de sanglots, à confier à la Hongrie la défense de ses enfants, de sa couronne, de son empire. Ce fut à peine si les membres de la Diète laissèrent au Palatin le temps d'ajouter quelques paroles; profondément émus par l'allocution de la reine, ils répondirent à ses larmes par le cri unanime : *Vitam nostram et sanguinem consecramus!* Quelques heures après, le jour même, dans l'après-midi du 11 septembre, la diète rejetait les propositions de l'Électeur de Bavière, et le surlendemain, 13 septembre, les délégués de la diète votaient enfin la levée de 30,000 fantassins

[1] La Diète, dont faisaient partie les quatre États du royaume de Hongrie, se composait à ce moment de 67 évêques et prélats, de 187 magnats, comtes et barons, membres de la Table des magnats, puis de 235 propriétaires fonciers et représentants des bailliages, et de 75 délégués des villes libres royales, membres de la Table Basse ou Table des Etats.

hongrois et imposaient à chaque membre de la noblesse l'obligation de monter lui-même à cheval (*insurgere*) ou de fournir un remplaçant.

Il s'était du reste produit, pendant ces quelques jours, un revirement complet en faveur de Marie-Thérèse. Six jours plus tard, le 19 septembre, la diète consentait, presque à l'unanimité, à accorder la co-régence au grand-duc, qui prêtait, le 21, le serment d'usage.

Marie-Thérèse était trop habile pour ne pas reconnaître par des distinctions les services que lui avaient rendus certains magnats. Les comtes Joseph Esterhazy, Alexandre Karolyi et Georges Czaky furent promus feld-maréchaux, tandis que plusieurs généraux, tels que Jean Baranyay, André Kohary, Joseph Festetics et Jean Ghilanyi étaient nommés feld-maréchaux-lieutenants.

Les concessions, que la nécessité avait amené Marie-Thérèse à accorder à la Hongrie, allaient avoir des conséquences bien autrement importantes que celle prévues par la reine. Sans parler de l'enthousiasme général, qui s'empara des Hongrois, c'est à partir de ce moment que l'idée de nationalité reprit corps, que la Hongrie commença à poursuivre la réalisation de ce qu'elle avait jusque-là considéré comme un rêve, à travailler à la reconstitution de son autonomie, et à jeter les premières bases de ce dualisme qu'elle allait mettre plus d'un siècle à conquérir.

Les événements de Pressburg ne tardèrent guère à amener le premier de ces revirements si inattendus, si surprenants, et cependant tous dus à des causes sérieuses, qu'on remarqua si fréquemment dans l'attitude de Frédéric II. Dès le 18 septembre au soir, le roi de Prusse, sachant que la Hongrie allait se lever, ne perdait pas une minute. Voulant à tout prix hâter la marche des négociations secrètes qu'il avait entamées depuis quinze jours avec lord Hyndford, il n'hésita pas à charger le général-major prince Thierry d'Anhalt-Dessau, de s'aboucher avec le général Lentulus, afin de discuter avec lui les conditions d'une entente éventuelle.

Tandis que Frédéric multipliait les conférences et pressait la marche des négociations qui devaient aboutir, le 9 octobre, à la signature de l'Acte de Klein-Schnellendorf, Marie-Thérèse se heurtait encore à des difficultés de toute sorte qui retardaient

la levée et l'organisation de l'insurrection hongroise. Ce fut seulement le 29 octobre, après une session qui avait duré près de cinq mois, après 90 séances, que Marie-Thérèse put prononcer la clôture de cette mémorable diète.

Dans l'intervalle, le 7 septembre 1741, les États de Hongrie avaient cependant décrété l'organisation d'une armée de 40,000 hommes. Quatre jours plus tard, la députation chargée de prendre les mesures les plus propres à assurer le salut de la reine et du pays, avait proposé à la diète la levée de 30,000 fantassins et l'appel aux armes de l'insurrection à cheval.

Ces 30,000 fantassins devaient servir à former 13 régiments forts chacun de 2,300 hommes, c'est à-dire de régiments présentant l'effectif normal sur pied de guerre, et comme on comptatt, en outre, sur 15,000 cavaliers fournis par l'insurrection, la Hongrie allait, d'après ce calcul, mettre à la disposition de la reine un renfort total de 45,000 hommes. A ces chiffres, il fallait encore ajouter : 14,000 hommes qu'on comptait tirer de la Croatie et de l'Esclavonie, 6,000 de la Transylvanie et 35,000 hommes qu'on espérait lever dans les confins militaires. Comme l'armée autrichienne ne se composait à ce moment que de 107,892 hommes, le concours promis par les pays transleithans aurait doublé l'effectif des forces militaires de la monarchie. Malheureusement pour Marie-Thérèse, les chiffres, que nous venons d'aligner, étaient sensiblement exagérés et n'existaient que sur le papier. D'autre part, l'enthousiasme du premier moment fut de courte durée. On ne tarda pas à réfléchir et à trouver des raisons concluantes pour démontrer à la reine qu'il serait impossible de lui fournir plus de 21,622 fantassins, chiffre qui fut d'ailleurs définitivement admis par la loi organique du 29 octobre 1741 (*De generali insurrectione infrascripto declarata*). Les 21,622 conscrits devaient être fournis par les 5,405 et 1/2 *portes* existant alors en Hongrie et répartis entre six régiments à quatre bataillons forts chacun de 5 compagnies dont l'effectif était fixé à 150 hommes. L'excédent en hommes était destiné à compléter les effectifs de trois anciens régiments hongrois qu'on venait précisément de rappeler d'Italie pour les affecter au corps de Khevenhüller.

Il serait malheureusement trop long d'entrer dans les détails d'organisation, d'armement et de formation des cadres des six

nouveaux régiments d'infanterie hongroise. Mais, en revanche, il est indispensable d'exposer, aussi sommairement que possible et à grands traits, l'organisation de ce qu'on a appelé, de ce qui s'appelait, en effet, l'insurrection à cheval, de ces *banderia* dont parle la loi organique de 1715 et qui, depuis ce moment, ne différèrent guère que par le nom des formations fournies par la *milice portale à cheval*. Avant d'aller plus loin, avant de parler du rôle joué par les troupes que la Hongrie allait fournir à Marie-Thérèse, il nous a, pour cette raison, semblé nécessaire de refaire, en quelques lignes, l'historique de cette organisation peu connue et d'une nature toute particulière.

On avait d'abord désigné sous le nom de « *militia* », qu'on retrouve dans tous les documents, l'ensemble des dispositions qui réglaient les obligations militaires de la noblesse hongroise. Mais, dans le langage habituel, on ne tarda pas à remplacer le mot *militia* par celui d'« *insurrectio* ».

Aux termes des dispositions en vigueur, tout noble, quel que fût son rang, devait le service personnel (*personalis insurrectio*), toutes les fois que son tour arrivait. Il en résultait que tout homme libre était et restait soldat, à partir du moment où il était en état de porter les armes, et tant qu'il pouvait les porter. La valeur de la propriété foncière servait de base pour l'établissement des prestations personnelles, des charges militaires que chaque homme libre, que chaque noble devait supporter.

Seuls, le serf et l'homme affranchi sous certaines conditions (*conditionarius*), étaient exempts du service militaire, parce qu'ils n'étaient pas considérés comme des *individus*, comme des *personnes* dans l'État.

A côté de l'*insurrectio personalis*, c'est-à-dire du service personnel dû par les nobles et par les hommes libres, on trouvait une autre catégorie de gens astreints au service militaire, l'*insurrectio portalis* ou *militia portalis*, qui ne tarda pas à devenir bien autrement considérable et importante que l'insurrection personnelle de la noblesse.

Lorsque les Magyars, cessant d'être nomades, commencèrent à devenir sédentaires et à cultiver le sol, les nobles, dans l'impossibilité de mettre en valeur et d'administrer les vastes étendues de terrain qui leur appartenaient, se virent amenés à céder, sous certaines conditions, une partie de leurs fiefs, soit à leurs

affranchis, soit à des immigrés. Telle fut l'origine de ce que l'on appela *subfeuda*, l'origine d'une classe moyenne qui s'intercala entre les nobles et les serfs et s'occupa exclusivement de l'agriculture et de l'élevage des bestiaux.

C'est ainsi que se forma en Hongrie un troisième état, une troisième classe, celle des paysans, qui vint se juxtaposer à la noblesse et au clergé, et le paysan, appelé *rusticus* ou *colonus*, s'établit d'une façon sédentaire sur les lopins de terre qu'on lui avait concédés.

Ces différentes agglomérations de paysans établis sur des points déterminés furent désignées sous le nom de *mansus* ou de *mansiones*. Plus tard, lorsque les paysans, afin de mieux assurer leur sécurité personnelle, se réunirent et se groupèrent en communes, lorsqu'ils se construisirent des maisons, on désigna sous le nom de *hoba* ou *huba*, les espèces de centres qui se formèrent peu à peu. Plus tard encore, lorsque les différentes fermes et maisons de paysans devinrent des villages, on prit l'habitude de déterminer l'étendue et l'importance des différentes exploitations concédées aux paysans sous le nom de *portæ* et ce fut d'après le nombre de ces portes de fermes (*portæ*) qu'on fixa l'échelle des charges que les propriétés foncières devaient supporter. Une *porta* était donc l'équivalent absolu de ce que l'on appela plus tard « *sessio jobagionalis integra* ».

Au point de vue militaire spécial, de l'*insurrectio*, la *militia portalis* représentait l'ensemble des obligations militaires imposées à la noblesse qui devait, en raison même et en proportion des terres qu'elle avait concédées aux paysans, fournir, lever et entretenir à ses frais un certain nombre d'hommes.

Le roi Koloman, qui régnait à la fin du XII^e siècle, avait, le premier, rendu deux décrets qui fixaient d'une manière formelle le nombre des guerriers que chacun des fiefs devait fournir en cas de besoin.

Sous le règne de Sigismond, on détermina le nombre des troupes que la noblesse devait lever et entretenir à ses frais, en tenant compte de l'étendue des fiefs et du nombre des sujets. Il en fut de même sous les rois successeurs de Sigismond. Ferdinand I^er avait organisé, tant pour assurer la défense permanente du pays que pour être prêt à parer à tout en cas de guerre, une troupe de cavalerie qui devait être entretenue par la noblesse et

dont les subsistances devaient être fournies par les fiefs en se réglant sur le nombre des individus établis sur ces terres.

Même pendant toute la durée de la domination des Turcs, pendant les troubles causés par Becksay, Bethlen et Rakoczy, les rois légitimes de Hongrie maintinrent dans la limite du possible les lois qui régissaient les prestations militaires du pays.

Il va de soi que des temps aussi troublés n'avaient pas été sans porter de sérieuses atteintes aux *portæ* et, par suite, à l'organisation de la *militia portalis*. Aussi, afin de sauver au moins quelque chose, on crut nécessaire de modifier en 1609 l'organisation de l'*insurrectio portalis* en décidant qu'on procéderait à un nouveau recensement des « portes » et qu'à l'avenir quatre fermes, ou douze maisons de paysans de moindre importance, compteraient pour une « porte ».

Mais cette modification ne fut que provisoire et temporaire et l'ancienne organisation *personalis* et *portalis* rentra en vigueur, dès que la Hongrie eut réussi à s'affranchir de la domination des Osmanlis.

En 1715, la diète hongroise, tout en maintenant les anciennes institutions militaires de caractère purement défensif, décréta la création d'une armée régulière et permanente, composée en partie d'indigènes, en partie d'étrangers. Au moment où l'on promulgua cette loi, il existait en Hongrie un régiment d'infanterie (Haiduques) créé en 1702, treize régiments de hussards datant de 1688, 1696 et 1702. En 1734 et 1735, on forma les régiments d'infanterie Palffy et Kökenyesdy de Vettes et les régiments de hussards Havor, Karolyi, Splenyi, Pestvàrmegyei et Ghilanyi.

A partir de ce moment, on désigna sous le nom de *banderium* (bandière ou bannière) les différentes unités fournies par l'insurrection, et, par suite, on appela *bona banderiata* les fiefs appartenant à ceux des magnats hongrois qui se trouvaient en mesure de fournir à la *militia portalis* un nombre d'hommes suffisant pour former à eux seuls des fractions constituées qui équivalaient à ce que sont maintenant nos compagnies et nos escadrons. Aux termes de la loi de 1498[1], la force minimum d'une *bannière* était fixée à 50 cavaliers. Ceux des membres de la noblesse, qui ne

[1] Louis II, Décret VII, art. XXVII (Piringer, Ungarns Banderien).

pouvaient pas lever une *bannière*, ne comptaient pas parmi les seigneurs et devaient consentir à ce que leur *contingent portal*, tout comme celui fourni par ceux qu'on appelait les *petits nobles*, fût incorporé dans la bannière (*banderium*) du comitat.

Bien qu'afin d'accélérer la levée de l'insurrection, l'on eût, placé, dès le 7 octobre à la tête de chacun des quatre districts de la Hongrie, un général chargé de s'entendre avec les comitats, l'organisation des troupes hongroises ne marcha que fort lentement. Il y avait, il est vrai, vers la mi-octobre, un assez grand nombre d'hommes réunis dans les comitats, mais on n'avait pas de quoi les armer et les équiper. Aussi, quand Marie-Thérèse quitta Pressburg pour retourner à Vienne, au chagrin qu'elle avait ressenti à la nouvelle de la chute de Prague, vint s'ajouter la douleur que lui causaient la lenteur des armements en Hongrie, le bruit des querelles et des dissensions qui remplissaient les pays au delà de la Leitha.

Marie-Thérèse, quoique désillusionnée, n'était pas femme à s'abandonner au découragement. A peine revenue à Vienne, elle avait envoyé à Pressburg le feld-maréchal prince Joseph-Frédéric de Saxe-Hildburghausen, qui, malgré son habileté, son dévouement et ses efforts, ne parvint guère qu'à envoyer quelques cavaliers et environ 800 *portalistes* à Khevenhüller, qu'à rendre compte de la mise sur pied de 2 bataillons, dont les effectifs étaient d'ailleurs encore fort incomplets. On était bien loin, on le voit, dans les derniers jours de l'année 1741, des résultats qu'avait paru promettre le grand enthousiasme des journées de juin et de septembre.

Si la levée s'était effectuée avec une lenteur telle qu'il n'y avait, en somme, d'à peu près organisées, à la fin de décembre 1741, que 9 compagnies (1350 hommes) de chacun des régiments d'infanterie Ujvary, Forgach, Andrassy, Szirmay et Bethlen, que quatre squelettes de compagnies du régiment Haller[1], il était, d'autre part, impossible de se dissimuler que, comme cela s'est toujours produit pour des troupes de nouvelle formation, pour des soldats improvisés, les quelques régiments hongrois, qui venaient de faire campagne avec Neipperg, laissaient, sous bien

---

[1] Alexich, *Die freiwilligen Aufgebote aus Ungarn*, 1741 *und* 1742 (Mittheilungen des *K. und K. Kriegs Archivs*).

des rapports, beaucoup à désirer. La bravoure, le courage individuel ne suffisent pas pour faire des soldats. Surtout, avec des hommes du caractère des Croates et des Hongrois, il fallait et il faut encore aujourd'hui un certain temps pour les instruire et les plier à la discipline. Aussi les quelques escadrons, dont Neipperg avait disposé pendant la campagne de Silésie de 1740-1741, n'avaient guère pu lui servir que pour l'exécution de quelques coups de main. « Je crois », écrivait Neipperg au grand-duc, le 23 mai 1741, « les Croates et les hussards qui doivent venir beaux et bons, et qu'on pourra s'en servir selon le goût de chaque nation, mais ce ne sera jamais dans une occasion où le canon et la mousqueterie se font sentir très sérieusement et avant que les troupes allemandes et réglées ayant percé, mis la confusion parmi l'ennemi et pour le moins à demi déjà battu. On sera même obligé de les placer où ils n'auront pas de grand feu à essuyer, qui les dégoûterait et leur ferait prendre la fuite[1]..... »

Quelques mois plus tard, en octobre, aussitôt après la signature de l'Acte de Klein-Schnellendorf, Neipperg, au moment de se mettre en retraite sur Olmütz, renvoyait les milices nationales hongroises en Hongrie, en les faisant passer par Jablunkau, et faisait partir pour Pressburg le général Ghilanyi, chargé par lui de rendre compte au grand-duc du peu de service que lui avaient rendu ces milices et d'insister, en revanche, sur l'intérêt qu'il y aurait à renforcer les effectifs des régiments de hussards (cavalerie régulière). Rien, du reste, ne caractérise mieux la valeur presque négative de ces premières levées que les extraits de cette lettre de Neipperg[2] : « Le général Ghilanyi, porteur de cette lettre, part par les ordres de V. A. R. Il n'incline pas trop à aller commander une troupe comme il s'imagine de trouver et qui sera à peu près la même que celle dont s'est plaint M. Menzell[3]. Nous savons ici ce qui en est à peu près par les trois régiments nouveaux qu'on m'avait envoyés et que j'ai

---

[1] *Kriegs Archiv.*, 1741, V, 79.

[2] Lettre de Neipperg au grand duc de Lorraine (en français), *Kriegs Archiv.*, 1741, X, 94; citée par ALEXICH, *Die freiwilligen Aufgebote in Ungarn im ersten Schlesischen Kriege* (Mittheilungen des *K. und K. Kriegs Archivs.*, t. IV, p. 162.

[3] Le major Menzell, dont il est question ici, commandait par intérim les volontaires de la levée d'Esclavonie (pandours de Trenk).

renvoyés avec une joie *imanuable* (*sic*), *et devaient qu'on ne prît pas plus tard* (*sic*) les régiments hussards à 1000, 1200 ou jusqu'à 1500 chacun ; on en tirerait au moins quelque service que vous n'aurez jamais de cette multitude inexperte qui n'est bonne qu'à désoler les pays où elle se trouve ».

La grande levée, la levée en masse, proclamée par la diète de Pressburg, avait produit si peu de résultats que, le 31 décembre 1741, Marie-Thérèse ne pouvait s'empêcher de manifester au prince de Saxe-Hildburghausen la profonde tristesse que lui causaient la confusion et le désordre qui retardaient si désastreusement l'organisation de l'insurrection hongroise.

Si Khevenhüller avait réussi à faire évacuer la haute Autriche aux Français et aux Bavarois, à pénétrer à leur suite en Bavière, Frédéric II venait de dénoncer ou plutôt de déchirer l'Acte de Klein-Schnellendorf et, donnant la main aux Français et aux Saxons, il avait franchi les frontières de la Moravie. Cette nouvelle entrée en ligne de l'armée prussienne, en augmentant les embarras de Marie-Thérèse, ne rendait que plus nécessaire, que plus urgente la mise en route des contingents hongrois. Le 4 janvier 1742, au sortir d'une conférence tenue chez le comte Gundacker Starhemberg, on avait, en envisageant la situation, non sans un certain optimisme, annoncé à la reine qu'on pourrait envoyer en Moravie, le 6 janvier, le 1^er^ bataillon ; le 8, le 2^e^ bataillon ; vers la mi-janvier, 3 autres bataillons, enfin, du 31 janvier au 10 février, 9 autres bataillons, qui seraient suivis de près par 3,000 à 4,000 *portalistes*. On avait, en même temps, pris les mesures nécessaires pour ramener à l'effectif normal les régiments de hussards Beleznay et Esterhazy.

Malgré ces belles promesses, le mois de janvier s'avançait sans que l'on eût réussi à se procurer des indications précises sur les résultats donnés par la levée dans plus de la moitié des comitats.

En présence des mouvements de Frédéric sur la Moravie, Marie-Thérèse adressa de nouveaux appels au Palatin et à la Hongrie. Mais, en dépit des efforts de Palffy, Khevenhüller n'avait, vers la fin de janvier, été rejoint que par quelques insurgés amenés par le lieutenant-colonel comte Rodolphe Palffy.

Les résultats ne tardèrent pas cependant à donner quelque satisfaction à Marie-Thérèse, puisque 27 comitats et 7 villes

libres fournirent, pendant le mois de janvier 1742, 1425 *insurgés* et 2,374 *portalistes*, soit en tout 3,779 cavaliers. Au mois de février, les 16 autres comitats et les 3 autres villes libres mirent sur pied 1733 *insurgés* et 1086 *portalistes*, en tout 2,819 cavaliers. De la fin de février à la fin d'octobre 1742, la Hongrie fournit encore aux armées de Marie-Thérèse 7,250 cavaliers, et si l'on y ajoute les 56 *insurgés* et les 485 *portalistes* qui avaient rejoint, en 1741, le chiffre total des cavaliers irréguliers, levés en Hongrie en 1741 et 1742, s'éleva à 1543 *personalistes*, à 4,722 remplaçants partis à la place des nobles qui n'avaient pas voulu marcher en personne, et à 7,434 *portalistes*, soit en tout 14,240 hommes.

Quoi qu'il en soit, et quelles qu'aient pu être les causes qui avaient retardé, dans certains comitats, l'organisation des contingents d'*insurgés* et de *portalistes*, il n'en est pas moins certain qu'à la fin de mars 1742 l'insurrection, qui aurait dû donner normalement 15,000 cavaliers, n'en avait guère fourni qu'un peu plus de la moitié (8,255), et que, à la fin de juin, l'effectif total dépassait à peine les trois quarts du chiffre total (11,946 hommes).

La formation des six nouveaux régiments d'infanterie hongroise ne présenta pas moins de difficultés que la levée de l'insurrection. Des 21,622 conscrits, dont devaient se composer ces régiments, 14,644 seulement étaient présents au corps au commencement de mai 1742, c'est-à-dire quatre mois après l'époque où ces régiments auraient dû être au complet. Du reste, à la fin de l'année 1742, il manquait encore 3,690 hommes à l'effectif normal décrété par la Diète en novembre 1741.

Mais s'il avait été difficile de rassembler les hommes appartenant tant à l'insurrection qu'aux régiments d'infanterie, il fut encore plus difficile de les maintenir aux corps. La désertion commença à produire ses ravages, même avant la mise en route des régiments, malgré les peines sévères qu'on édicta, et prit de telles proportions que 3,055 hommes abandonnèrent le drapeau pendant le courant de l'année 1742 et que l'effectif des six régiments d'infanterie se trouva, de ce fait, réduit à 14,877 hommes.

Bien qu'aux termes de la loi organique du 29 octobre 1741, Marie-Thérèse eût pris l'engagement de se charger de l'entretien de l'insurrection à partir du moment où ces formations seraient

employées hors du pays, elle eut, dès les mois de janvier et de février 1742, plus d'une lutte à soutenir à ce sujet. Parmi les adversaires les plus opiniâtres de cette mesure absolument légale, on remarqua, à la surprise générale, le feld-maréchal comte Esterhazy, dont le fils avait été cependant l'un des premiers à rejoindre, avec 84 portalistes du comitat de Komorn, les hussards hongrois attachés à l'armée de Neipperg. L'opposition se propagea, se développa surtout dans la partie nord-ouest de la Hongrie, où ce mouvement trouva un terrain habilement préparé depuis longtemps, depuis l'époque de la guerre de Trente Ans, par les Électeurs de Brandebourg, puis par les rois de Prusse, qui avaient su travailler les centres habités par les protestants hongrois. Frédéric II s'était naturellement empressé de marcher dans la voie que lui avaient tracée ses prédécesseurs. Il s'y était engagé avec d'autant plus d'ardeur que, aussitôt après son avènement, il avait prêté la plus grande attention à la situation politique de la Hongrie.

La première intervention de la Prusse dans les affaires intérieures et religieuses de la Hongrie, intervention qui porte dans les documents officiels le nom d' « intercession », date de 1672[1]. A la suite de la conspiration de Wesselenyi et des persécutions contre les protestants, le grand Électeur crut nécessaire d'adresser une première protestation à l'empereur Léopold. En 1678, il intervient de nouveau en faveur de ses coreligionnaires de Hongrie, lors de la signature du traité de Nimègue. En 1685, à l'occasion des négociations engagées entre l'Autriche et le Brandebourg au sujet du cercle de Schwiebus, l'envoyé du grand Électeur était, une fois de plus, revenu à la charge. La réponse de l'empereur prouve que l'on avait vu clair dans le jeu de ce voisin, trop petit encore pour qu'on s'alarmât de ses menées et de sa turbulence, dans les visées de ce nouveau venu sur la scène politique, qui profitait des moindres circonstances pour élever la voix et manifester bruyamment son existence. Léopold I^er^, remettant les choses au point, se contenta de répliquer sèchement que les querelles religieuses, auxquelles on faisait allusion, ne servaient en réalité qu'à masquer les velléités de rébellion des

---

[1] KIENAST, *König Friedrich II von Preussen und die Ungarn* (Mittheilungen des *K. und K. Kriegs Archivs*, 1896, p. 221 et suiv.).

magnats hongrois et, en particulier, les menées de Thököly.

L'intervention constante de l'Électeur de Brandebourg et par-dessus tout l'édit de Potsdam du 6 novembre 1685, dans lequel ce prince se proclame le *protecteur des protestants,* cet édit qui n'était en somme qu'une réponse à la révocation de l'édit de Nantes (23 octobre 1685), avaient eu, comme on devait s'y attendre, un retentissement considérable parmi les protestants établis de l'autre côté des Karpathes.

Malgré les relations amicales qui n'avaient cessé d'exister entre Léopold I[er] et Frédéric III, le fils du grand Électeur, bien que ce fût aux Habsburg que ce prince dût la couronne royale qu'on ne lui octroya, en 1701, que grâce à la protection de la maison d'Autriche, le nouveau roi de Prusse n'hésita pourtant pas à correspondre et à s'entendre avec Rakoczy. La cour de Berlin, loin de se désintéresser des mouvements insurrectionnels de Hongrie, s'y était si fortement engagée en 1708 que les rapports entre les deux puissances en furent singulièrement refroidis. Le roi de Prusse avait, en effet, favorablement accueilli les ouvertures que la France lui avait faites et paraissait tout disposé à laisser placer la couronne de Saint-Étienne sur la tête d'un prince prussien. Frédéric I[er] n'attendait plus, pour s'engager plus à fond, pour se joindre ouvertement à la Hongrie, qu'un succès de Rakoczy, qui se disposait à entrer en Silésie. Mais la bataille de Trencsin (4 août 1708) donna le coup de grâce à la fortune de Rakoczy, et Frédéric I[er] lui conseilla de faire sa soumission à l'empereur auprès duquel il lui promit d'intercéder en sa faveur.

Frédéric-Guillaume I[er] plaida comme son père la cause de Rakoczy lorsque, avec l'appui de la Prusse et des Saxons, ce dernier chercha, en 1729, à se réconcilier avec la cour de Vienne. A l'instar de son grand-père, le grand Électeur, Frédéric-Guillaume I[er], non content de montrer aux protestants d'Allemagne que le jeune royaume de Prusse était pour eux un appui autrement solide que celui qu'avait pu, à un moment donné, leur offrir la Suède au temps de Gustave-Adolphe, s'était, lui aussi, proposé par l'*énonciation* du 2 février 1732 d'agir sur l'esprit de ses coreligionnaires de Hongrie[1]. L'effet produit par ces manifes-

[1] ZWIEDINECK-SUDENHORST, *Geschichte der religiösen Bewegung in Inner-*

tations fut tel qu'en 1734 il ne fallut rien moins qu'un rescrit impérial pour calmer les craintes des hommes des confins militaires qu'on voulait envoyer en Italie et auxquels les agents prussiens avaient fait croire qu'on ne les emmenait de l'autre côté des Alpes que pour les vendre.

Frédéric II, en montant sur le trône, trouva le terrain si bien préparé par ses prédécesseurs qu'il n'eut plus qu'à suivre leur exemple. Pour mieux prouver aux protestants de Hongrie qu'il entendait continuer à leur égard la politique traditionnelle de la Prusse, il s'empressa d'attirer et d'accueillir dans les rangs de son armée un assez grand nombre de Hongrois.

Si, fidèle aux traditions et à la politique de ses pères, Frédéric II n'hésitait pas à s'immiscer dans les affaires intérieures des pays voisins et des puissances rivales, il n'entendait pas permettre qu'on en fit autant à son égard. Rien ne prouve mieux l'absence de scrupules de Frédéric que les instructions qu'il donna à son ministre Podewils chargé par lui de défendre les intérêts de la Prusse, aux conférences qui devaient aboutir à la signature des préliminaires de Breslau. Le souverain qui s'élevait si vivement contre l'ingérence éventuelle de l'Autriche dans les questions religieuses qui intéressaient les populations catholiques de Silésie, n'avait cependant pas hésité à multiplier, à l'instar de ses prédécesseurs, ses *intercessions* en faveur des protestants établis dans les États des Habsburg, à entretenir des intelligences avec les mécontents de tous pays, en Pologne, en Russie, en Suède, en France, à faire agir des émissaires et des agents secrets dans les États des princes auprès desquels il n'avait pas de représentant diplomatique officiellement accrédité.

Toujours prudent, toujours préoccupé de ne rien compromettre, n'en poursuivant pas moins ses desseins, voulant, à tout prix, éviter et prévenir des manifestations imprudentes ou prématurées, craignant, dès le mois de janvier 1742, que sa présence en Moravie, à proximité des frontières de Hongrie, n'y provoquât une agitation dont la cour de Vienne aurait pu tirer parti pour agir sur l'esprit de la noblesse et du peuple, il avait chargé Schwerin d'adresser, en son nom, d'Olmütz, une lettre

---

*Oesterreich, im 18ten Iahrhundert* (*Archiv für oesterreichische Geschichte*, T. 53); cité par Kiesast, *König Friedrich II von Preussen und die Ungarn.*

ouverte au palatin. Dans cette lettre, en date du 2 février, il invitait les Hongrois à rester chez eux, leur faisait savoir qu'il avait donné ordre de les laisser en paix, qu'il favoriserait leur commerce, ne lèverait aucune contribution, mais qu au contraire ils s'exposeraient à de terribles représailles s'ils prenaient une attitude hostile à l'égard de la Prusse. Deux jours plus tard, il faisait paraphraser cette première lettre. Schwerin annonçait en effet à Palffy que si son roi se décidait à entrer en Moravie, pour empêcher d'autres puissances de s'en emparer, il ne comptait nullement garder ce pays, mais que si l'insurrection hongroise faisait mine de s'y opposer, lui, Schwerin, avait l'ordre de porter la guerre en Hongrie.

Frédéric savait fort bien ce qu'il faisait lorsqu'il chargeait Schwerin de ces communications. Il pensait bien que Palffy ne manquerait pas de transmettre ces lettres à Vienne, et le conseil aulique de la guerre répondit immédiatement en informant le palatin de ne tenir, jusqu'à nouvel ordre, aucun compte de ces missives. Mais il est bien certain, d'autre part, que si Frédéric n'était pas fâché d'exercer de cette façon une pression indirecte sur l'esprit de Marie-Thérèse, il voulait surtout, par sa deuxième lettre, laisser entendre qu'il ne se refuserait nullement à discuter les conditions d'une paix dont il croyait avoir besoin. Frédéric venait, en effet, d'apprendre la prise de Linz et l'entrée des Autrichiens en Bavière. Son voyage à Dresde et à Prague l'avait, nous le démontrerons plus loin, fortement désillusionné sur le compte des Français et des Saxons. Les tentatives d'intervention pacifique des ambassadeurs anglais Robinson et Hyndford n'avaient pas, à la fin de janvier, l'air de devoir aboutir au résultat qu'il espérait. Dès lors, il ne risquait rien en tentant un coup qui pouvait impressionner à la fois les Hongrois et Marie-Thérèse. La *Correspondance politique* et les incidents relatifs à la mission confiée au baron Pfütschner[1] sont d'ailleurs là pour nous révéler quels étaient, à ce moment, les désirs plus

---

[1] « Pendant que le roi était à Olmütz, il y arriva un certain Fitzner (Pfütschner), conseiller du grand-duc de Toscane; il était chargé de quelques propositions de la cour de Vienne. Le roi, qui se livrait trop à sa vivacité, sans entendre ce que Fitzner avait à lui dire, lui parla sans mettre de point ni de virgule à son discours : faute impardonnable en négociation, où la prudence veut qu'on entende patiemment les autres et qu'on ne réponde qu'avec

ou moins sérieux de Frédéric. Marie-Thérèse pénétra les desseins et les vues secrètes de son adversaire, en prescrivant à Palffy de renvoyer à Schwerin son aide de camp, le capitaine Löpel, qui était venu lui remettre la deuxième lettre, et de le faire accompagner par un officier sûr et habile, chargé de le surveiller de près en route. Comme Schwerin le mandait au roi son maître, le 14 février, Palffy s'était borné à remercier poliment le feld-maréchal des communications qu'il leur avait faites.

Mais les lettres de Schwerin et la marche des troupes prussiennes vers le Danube avaient eu, en revanche, des conséquences auxquelles le roi ne s'attendait pas. Marie-Thérèse en profita pour adresser un nouvel appel aux Hongrois. Cette fois, la Hongrie ne resta pas tout à fait sourde à la voix de la reine, et, s'il n'a pas été possible de déterminer l'effectif des troupes qui se réunirent aux environs de Holitsch, il n'en est pas moins certain qu'en dépit des efforts qu'on fit à ce moment, le feld-maréchal-lieutenant Ghilanyi n'avait malgré tout que 6,000 hommes, dont 4,000 insurgés[1], à opposer aux 8,000 vieux soldats, aguerris et disciplinés, à la tête desquels le prince d'Anhalt vint occuper, le 13 mars, Ungarisch-Brod et devant lesquels Ghilanyi se replia.

Bien que l'on ne disposât à la fin de mars que de 8,255 insurgés et portalistes, en comprenant dans ces chiffres la cavalerie irrégulière hongroise des armées de Moravie et de Bavière; bien que Frédéric II n'ait jamais cru à l'existence des grands rassemblements de troupes hongroises dont il parlait, entre autres,

---

poids et mesure. Il lui rappela toutes les infractions que sa cour avait faites a la trêve d'Ober-Schnellendorf et il exhorta la reine à s'accommoder promptement avec ses ennemis. Fitzner apprit au roi la capitulation flétrissante que M. de Ségur venait de signer à Linz, d'où le roi prit occasion de tirer de nouvelles raisons pour hâter la paix, en lui insinuant que les Anglais n'avaient que leur propre intérêt en vue et sacrifieraient enfin la reine aux avantages qu'ils tâcheraient d'obtenir pour leur commerce. Fitzner ravala ainsi les choses qu'il était chargé de dire et l'on convint de part et d'autre d'entretenir une correspondance secrète par le canal d'un certain chanoine Ianini (Gianini). » (*Histoire de mon Temps*, œuvres posthumes de Frédéric. Edition de 1788, t. I, p. 229.)

[1] Il y a loin de ces chiffres à ceux donnés par Frédéric. La reine, dit-il, leva en Hongrie 18,000 hommes de troupes régulières; elle convoqua dans ce royaume le ban et l'arrière-ban, qui devaient lui valoir 40,000 hommes à peu près. (*Histoire de mon Temps*, t. I.)

dans sa lettre au cardinal de Fleury (*Correspondance politique*, II, n° 773), malgré les craintes que la pointe faite par le prince d'Anhalt avait causées à Vienne, le roi, désireux de connaître au juste l'importance des rassemblements qui se faisaient de l'autre côté des Karpathes, n'en avait pas moins décidé de placer sous les ordres du prince héritier Léopold d'Anhalt un petit corps de 10 bataillons et de 20 escadrons, qui devait prendre position entre Troppau et Ratibor. Le roi ne tarda pas, du reste, à renoncer au mouvement projeté de ce corps sur Tyrnau.

Au commencement du mois de mai il y avait, en Hongrie, d'après les états de situation, 4,600 insurgés et portalistes, dont la plus grande partie, qui formait le cordon établi sur la frontière occidentale de Hongrie et à l'est de la March, fut attribuée au prince Charles de Lorraine.

L'indiscipline et la mauvaise tenue des unités fournies par l'insurrection et placées sous les ordres du feld-maréchal-lieutenant Ghilanyi avaient tellement désappointé ce général que le conseil aulique de la guerre, cédant à ses requêtes réitérées, se décida à confier ce commandement au général Festetics. Les insurgés hongrois ne s'étaient pas mieux comportés à l'armée de Khevenhüller, et ce fut encore l'infortuné feld-maréchal-lieutenant Ghilanyi que l'on chargea, en sa qualité de Hongrois, de la tâche ingrate et difficile qui consistait à remettre un peu d'ordre dans les rangs de ses compatriotes, qui, non contents d'élever toutes sortes de prétentions, commettaient partout excès sur excès et qui, surtout à partir du mois d'avril 1742, se mirent à déserter, si ce n'est en masse, du moins par groupes.

Les *portalistes*, bien loin de suivre le déplorable exemple des *insurgés*, donnèrent, au contraire, pleine satisfaction à leurs chefs. Ces 7,300 cavaliers, bien équipés, étaient, pour la plupart, des fils de bourgeois et de paysans hongrois. 2,400 d'entre eux, versés, en décembre et en janvier, dans les régiments réguliers de hussards, afin de combler les vides qui s'étaient produits dans leurs rangs, ne tardèrent pas à y devenir d'excellents soldats.

Aussi, au lendemain de la paix de Berlin, Marie-Thérèse crut utile d'adresser à ses peuples de Hongrie l'expression de sa gratitude et de s'exprimer en des termes qui, allant droit au cœur des Magyars, les décidèrent à déclarer que les *insurgés* et *portalistes*, loin d'être libérés de leurs obligations militaires,

devraient continuer leur service jusqu'à la fin du mois d'octobre 1743. Mais, au moment où l'on publia cette décision, une bonne partie des *portalistes* et des *insurgés*, surtout ceux d'entre eux qu'on n'avait pas versés dans les régiments de hussards, avaient déjà, à l'expiration de l'année de service qu'ils avaient juré d'accomplir, repris le chemin de leurs foyers. Afin d'éviter des conflits et des difficultés dont les conséquences auraient pu être fatales, Marie-Thérèse, se rangeant à l'avis de ses ministres, dégagea les comitats et prit, d'autre part, les mesures nécessaires pour porter de 800 à 1000 chevaux l'effectif des régiments de hussards.

Si l'on ne peut arriver à déterminer exactement le chiffre total des *insurgés* que le feld maréchal-lieutenant Festetics avait à l'armée de Bohême, on sait, en revanche, qu'au commencement de juin il disposait encore de 4,070 chevaux. Mais il paraît que le siège de Prague ne leur plaisait guère, puisque, le 27 septembre, Festetics rendait compte, dans l'un de ses rapports, de ce qui venait de se passer : « Les insurgés ont presque tous pris la poudre d'escampette, parce que la nuit dernière il est tombé une pluie un peu froide[1] ». Au commencement de novembre, tous les insurgés de Festetics, à l'exception de ceux appartenant à une seule bannière (banderium), avaient abandonné leur général pour rentrer chez eux.

De tout ce qui précède et des données qu'on trouve dans les documents officiels, il résulte qu'à la fin de l'année 1742, il restait en fait de présents dans les six régiments d'infanterie de nouvelle création 14,877 hommes ; 3,055 hommes avaient déserté, et ce ne fut que près de deux ans plus tard, en 1744, qu'on arriva au chiffre total de 21,622 conscrits voté par la diète. L'effectif total de cavaliers, *insurgés* et *portalistes* réunis, jusqu'à la fin de 1742, s'élevait à 14,409. Le chiffre total des hommes que la Hongrie fournit à Marie-Thérèse en 1742, en exécution des engagements pris par la diète de Pressburg, s'éleva donc à 29,286 hommes. Si l'on ajoute à ces chiffres les hommes fournis aux trois anciens régiments d'infanterie hongroise (2,300 hommes par régiment) et aux sept anciens régi-

---

[1] Alexich, *Die friewilligen Aufgebote aus Ungarn*, 1741 *und* 1742 (Mittheilungen des *K. und K. Kriegs Archivs*, t. V, 1891).

ments de hussards (800 hommes par régiment), 2,000 hussards pour trois autres régiments, les 2,000 fantassins et les 1000 cavaliers tirés de Transylvanie, on voit que, sans parler des contingents des confins militaires, les pays de la couronne de Saint-Étienne mirent, pendant le cours de l'année 1742, 46,766 hommes, dont 22,989 cavaliers, à la disposition de la reine.

Sans entrer dans des détails qui nous entraîneraient trop loin, nous nous bornerons à dire que la Hongrie fournit, en 1742, 8.500 hommes à l'armée de Bohême, 6,700 hommes au corps Khevenhüller, qu'elle envoya 4,000 hommes à Skalitz, et chargea 1400 insurgés et portalistes de la garde des postes les plus importants de la frontière. En somme, 9,600 fantassins et 11,000 cavaliers irréguliers provenant de la levée, soit en tout 20,600 hommes, furent seuls employés activement en 1742.

Si nous avons insisté si longuement sur ces données, qui ont pu paraître fastidieuses au lecteur, c'est surtout parce que ces chiffres seuls pouvaient fournir l'explication des principaux événements de l'année 1742. Il était nécessaire d'établir qu'au lieu des 100,000 Magyars qui devaient renforcer et soutenir les vieux régiments de l'armée impériale, la Hongrie ne put en envoyer que le cinquième à peine sous les drapeaux de Marie-Thérèse.

La réalité, on le voit, met à néant une belle et poétique légende, mais elle ne fait que mieux ressortir le dévouement et la bravoure de ces insurgés hongrois qui ne tardèrent pas à s'aguerrir, à faire preuve d'autant de solidité que les soldats de métier des vieux régiments, et contribuèrent puissamment à reconquérir à côté d'eux la Moravie, à délivrer la Bohême et la haute Autriche, et à porter la guerre en territoire ennemi.

On avait eu le tort de régler insuffisamment, ou, tout au moins, d'une façon par trop ambiguë, la question si grave et si délicate des subsistances, des prestations en nature et en argent, dues à partir de certains moments et dans certains cas aux troupes de l'insurrection. Ce manque de prévoyance et de clairvoyance fut assurément la cause première et déterminante d'abord des excès de toute sorte commis par les insurgés, puis des désertions. Enfin, par suite des difficultés réelles contre lesquelles Khevenhüller et le prince Charles de Lorraine eurent à lutter, de ces difficultés qui vinrent plus d'une fois paralyser,

ou, tout au moins, contrarier gravement l'action du commandement, ces deux généraux en chef se virent réduits à soumettre au conseil aulique de la guerre ces questions d'une importance capitale, et qu'ils ne pouvaient, ni n'osaient trancher. Comme toujours, la solution n'intervint que trop tard et la réponse n'arriva que lorsque le mal était fait.

Sans aller jusqu'à prétendre, comme on l'a dit pendant si longtemps en fondant cette argumentation sur le fameux cri de *Moriamur pro rege nostra*, que la monarchie autrichienne a dû son salut à l'insurrection hongroise, il faut, pour bien et justement apprécier la portée des résolutions de la diète de Pressburg, jeter un coup d'œil sur la nature des rapports existant à ce moment entre la cour de Vienne et la Hongrie. Lors de l'avènement de Marie-Thérèse, la Hongrie était encore frémissante. L'agitation provoquée par Emerich Thököly et François Rakoczy, cette agitation, dont les subsides et les encouragements des ennemis de l'empire avaient prolongé la durée, n'était pas encore complètement apaisée. Il est, par suite, aisé de s'expliquer l'effet considérable produit, la surprise générale causée par l'attitude inattendue de la Hongrie, par l'enthousiasme et le dévouement des magnats et du peuple. Au point de vue exclusivement militaire, on retrouve aujourd'hui encore des traces manifestes et incontestables des résolutions prises par la diète de Pressburg. Les nouveaux régiments, créés et organisés lors de cette grande manifestation nationale, loin d'avoir une existence éphémère, subsistent encore de nos jours. Par un singulier hasard, l'un d'entre eux, le régiment de hussards de Beleznay (aujourd'hui 10e régiment de hussards), portera désormais à tout jamais le nom du petit-neveu de Frédéric II, devenu son chef honoraire et son propriétaire en 1814. Créé en 1741, pour protéger la monarchie autrichienne contre les Prussiens, ce régiment, par une singulière bizarrerie du sort, s'appellera aussi longtemps qu'il durera, régiment du roi Frédéric-Guillaume III de Prusse.

---

## II.

### LES ARMEMENTS DE L'AUTRICHE.

Se méfiant à bon droit de la sincérité des protestations amicales et pacifiques de Frédéric, Marie-Thérèse, aussitôt après la signature de la convention de Klein-Schnellendorf, avait ordonné à Neipperg d'abord de ramener son armée sur Olmütz, puis de continuer sa marche vers le Sud, soit pour opérer en Bohême, soit pour revenir sur Vienne. Bien que le mouvement des Bavarois, qui obliquèrent vers la gauche et quittèrent les bords du Danube pour marcher de Saint-Pölten sur Prague, eût momentanément écarté tout danger de la capitale, on n'en prescrivit pas moins, le 20 et le 22 octobre, à Neipperg d'effectuer sa jonction avec l'armée du feld-maréchal prince Lobkowitz qui, rappelé des environs de Pilsen, avait ordre de serrer sur Neipperg en se reportant vers l'Est.

Le 31 octobre, en même temps qu'on décidait de confier le commandement de l'armée de Bohême au grand-duc François-Étienne, on faisait partir de Pressburg et de Pesth le régiment d'infanterie Schulenburg[1], et de Vienne, où leur présence était désormais inutile, les régiments d'infanterie Moltke et Waldeck.

Le 17 novembre, les armées de Lobkowitz et de Neipperg opéraient leur jonction à Neuhaus. Forte à ce moment de 40,000 hommes, cette armée, après s'être inutilement portée en avant afin de couvrir Prague, qui avait été enlevée d'assaut le 25 et le 26 novembre, prit ses quartiers d'hiver et s'établit sur une longue ligne entre Tabor et Strakonitz, d'où elle devait couvrir le déploiement de l'armée de Khevenhüller et ses opérations en Bavière. En décembre 1741, l'armée autrichienne de Bohême se composait de 18 régiments d'infanterie, 13 de cuirassiers, 6 de

---

[1] Un bataillon du régiment Schulenburg resta à Vienne et les deux autres, attribués par le grand-duc au corps de Khevenhüller, furent dirigés sur Freistadt (haute Autriche).

dragons et 6 de hussards. Mais en janvier 1742, Marie-Thérèse lui enleva 1 régiment d'infanterie et 2 régiments de cuirassiers, qui rejoignirent l'armée de Khevenhüller, le 17 du même mois, à Gallneukirchen, quelques jours après la rentrée à Vienne du grand-duc, qui venait de remettre le commandement de son armée à son frère le prince Charles de Lorraine.

Pendant que cette armée, établie dans la partie sud de la Bohême, faisait face aux Français, aux Bavarois et aux Saxons, que Khevenhüller opérait sa concentration sur les limites occidentales de la basse Autriche, que l'on procédait en Hongrie à la formation de nouveaux régiments (6 d'infanterie et 2 de hussards), Frédéric II avait jeté le masque vers la mi-décembre et envoyé aux 25 escadrons qu'il avait en Bohême l'ordre de marcher contre les Autrichiens de concert avec les troupes françaises, bavaroises et saxonnes [1].

Aussi, dès les premiers jours de janvier 1742, on s'empressa de diriger sur Brünn et Ungarisch-Hradisch 5 bataillons d'infanterie, dont l'organisation était à peu près achevée, et d'établir sur la frontière de Hongrie un cordon de troupes allant de Jablunka au Danube. Un peu plus tard, au mois de mars, afin de mettre l'armée du prince Charles à même de se maintenir en Bohême et de reprendre l'offensive, on tira de l'armée de Khevenhüller 4 régiments d'infanterie et 300 hommes des confins militaires, qui arrivèrent à Budweis à la fin du mois. En avril, 2 régiments de cuirassiers, venant de Hongrie et de Transylvanie, furent attribués au prince Charles, tandis qu'on renforçait le corps Lobkowitz d'un régiment d'infanterie tiré de l'armée de Khevenhüller.

D'après un état général établi par le commissariat général des guerres en date du 2 juin 1742, la principale armée autrichienne, au moment de l'ouverture des préliminaires de Breslau, se composait en fait de troupes régulières, en y comprenant le corps Lobkowitz, de 22 régiments d'infanterie au complet, de 4 bataillons et de 4 compagnies de grenadiers des régiments Wurmbrand, Wolfenbüttel et Kheul, de 5 bataillons appartenant aux nouveaux régiments hongrois, de 12 régiments de cuirassiers,

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 628.

7 de dragons et 8 de hussards. L'état-major général de cette armée ne comprenait pas moins de 4 feld maréchaux, 1 feldzeugmeister, 3 généraux de cavalerie, 17 feld-maréchaux-lieutenants et 25 généraux-majors (appelés alors quartiers-maitres généraux — *General-Feldwachtmeister*).

Mais il importe de se rappeler que les régiments dirigés sur la Bohême à partir des derniers mois de 1740, et surtout les régiments d'infanterie, avaient été mis en marche avec des effectifs tellement faibles qu'on avait donné l'ordre de recruter du monde en route et qu'on avait même reconnu la nécessité de porter de 25 à 27, et même à 30 florins. la prime d'engagement. Les États de Bohême et la Moravie s'étaient, il est vrai, volontairement engagés à fournir, les premiers, 3,000 hommes, la seconde 1000. Leur exemple avait été suivi par quelques-uns des autres États et par quelques évêques et magnats hongrois, enfin par quelques-uns des pays de l'empire qui, jusqu'à ce moment, n'avaient jamais fourni d'hommes à l'armée impériale.

Grâce à certaines mesures terriblement onéreuses, puisqu'elles élevèrent la prime de recrutement jusqu'à 40 florins par tête, l'armée de Neipperg avait pu recevoir quelques renforts pendant les premiers mois de 1741. Un peu plus tard, le 20 juillet 1741, on avait décrété la levée dans les pays autrichiens de 15,000 conscrits, qu'on réussit, du reste, à se procurer sans trop de peine.

Aux pertes éprouvées par l'armée autrichienne pendant la campagne d'hiver 1741-1742 vinrent s'ajouter les nombreuses désertions qui firent fondre les effectifs dans des proportions inquietantes. Au mois de janvier 1742, il manquait, rien qu'aux régiments de cavalerie allemande des armées autrichiennes de Bohême et de Bavière, 1380 hommes. En juin 1742, malgré les résultats très satisfaisants donnés par les enrôlements d'hommes s'engageant dans la cavalerie, il manquait aux 13 régiments de cuirassiers, à 8 de dragons et à 6 de hussards, 1909 hommes et 2,624 chevaux. Quant aux 30 régiments allemands et aux 2 régiments italiens qui se trouvaient en Bavière, en Autriche et en Hongrie, leur insuffisance d'effectif ne s'élevait pas à moins de 18,000 hommes.

Pour combler ces vides on avait, en janvier 1742, demandé aux pays allemands et à la Bohême 8,000 conscrits et 2,600 che-

vaux à titre de prélèvement anticipé sur les levées de 1743. Les événements de guerre portèrent, comme de juste, une sérieuse atteinte aux résultats qu'on en avait espérés.

Au mois de juin, au moment où l'on se préparait à faire la paix avec la Prusse et à marcher sur Prague, on prit toute une série de mesures tendant à répartir entre les différents États la levée des 15,121 hommes qui manquaient encore à l'infanterie, puisque les enrôlements, auxquels avaient procédé les recruteurs des régiments, n'avaient fourni que 2,879 hommes. On eut recours en même temps à de nouveaux enrôlements en Hongrie.

Pour ce qui est de la remonte en chevaux de selle et en chevaux de trait destinés à la cavalerie et à l'artillerie, elle fut exclusivement assurée par les contrats passés par la Couronne. Le manque de fonds empêchait d'ailleurs les régiments de cavalerie de procéder par la voie des achats directs. Enfin, au commencement de 1742, on jugea nécessaire, en augmentant la sévérité des dispositions, déjà en vigueur depuis un an, de porter à nouveau à la connaissance du peuple l'édit qui interdisait d'une façon absolue l'exportation des chevaux.

Pendant cette première période, ce fut des confins militaires qu'on tira plus particulièrement les renforts dont avaient si grand besoin les troupes régulières. Dès la fin de mai de 1741, l'armée de Neipperg avait été rejointe par 3,000 hommes de Warasdin, qui, destinés primitivement à la haute Autriche et répartis en 20 compagnies de 150 hommes, formaient en réalité un véritable régiment possédant son état-major. Mais, conformément aux lois qui les régissaient à cette époque, ces 3,000 hommes étaient rentrés chez eux au moment où l'armée prit ses quartiers d'hiver.

Vers le 15 janvier, ils passèrent par Vienne, et, bien qu'il leur eût fallu encore vingt jours pour regagner leurs foyers, dès la fin de février ils se remirent de nouveau en route. Transportés cette fois en voiture, par Kanisza et Oedenburg, ils arrivèrent à Vienne vers la fin de mars, et en avril en Moravie. Malmenés par leurs officiers, par trop irrégulièrement payés, privés enfin du butin qui devait leur appartenir et qu'on refusait de leur accorder, ils abandonnèrent de nouveau l'armée en octobre 1742. Mais, d'autre part, comme nous l'avons dit plus haut, l'armée de Bohême comptait dans ses rangs, à partir de mars 1742,

3,000 hommes des confins militaires de Carlstadt, passés de l'armée de Bavière à celle du prince Charles.

Bien qu'en 1741 on eût envoyé en Italie 2,400 hommes des confins militaires de la Save, on demanda, en 1742, de nouveaux sacrifices à l'Esclavonie et, en juin 1742, le prince Charles de Lorraine avait déjà reçu 1314 fantassins et 100 cavaliers tirés de ces districts, auxquels il convient encore d'ajouter environ 500 hommes provenant des confins militaires du Danube, et 900 fantassins, ainsi que 500 cavaliers, tirés des pays baignés par la Theiss et la Maros.

En décembre 1742, tous ces hommes réclamèrent et obtinrent l'autorisation de rentrer dans leurs foyers.

Moins solides et moins aguerries que les formations provenant des confins militaires, les milices n'en fournirent pas moins aux troupes régulières un appoint qui n'était pas à dédaigner. Nous avons insisté précédemment sur le concours promis et donné à Marie-Thérèse par la Hongrie. La Bohême, occupée presque en totalité par les adversaires de la reine pendant une bonne partie de l'année 1742, se trouvait par la force même des choses dans l'impossibilité de participer à la défense de la monarchie. Aussi Marie-Thérèse s'empressa de profiter des sentiments que les sévices des Prussiens avaient fait naître en Moravie pour appeler aux armes les populations de ce pays et pour accorder, le 13 février 1742, à la Moravie, des grâces et des faveurs qui répondaient aux vœux les plus chers et les plus ardents des habitants. L'effet produit par cet appel aux armes fut considérable. Si les insurgés de Moravie n'osèrent pas s'attaquer aux troupes prussiennes, ils n'en furent pas moins fort nuisibles à Frédéric II en coupant les communications, en enlevant les convois de son armée. Le roi de Prusse le reconnaît lui-même. On retrouve plus d'une fois dans sa correspondance et dans ses ordres des traces de sa colère, des signes de l'embarras que lui causa « toute cette racaille de paysans de Moravie ». Ce fut en grande partie à cause d'eux, à cause du mal qu'ils faisaient à ses troupes, qu'il fit exécuter, en mars 1742, au prince Thierry d'Anhalt, sa marche d'Ungarisch-Brod sur Walachisch-Meseritsch.

Pour se rendre compte des résultats obtenus en Moravie, il suffira d'indiquer que le baron Seldnitzky, auquel la reine accorda une commission de lieutenant-colonel et une somme de

2,000 ducats, se chargea de rassembler et de prendre à sa charge 4,000 Valaques. Relevant directement du palatin et du feld-maréchal-lieutenant Ghilanyi, Seldnitzky communiqua le 29 mars, à Ghilanyi, le plan des opérations qu'il voulait entreprendre avec ses Valaques. Partant de Trentschin, il comptait chasser les Prussiens de Prerau ou de Neutitschein, puis après avoir fait mine de se porter sur Oderberg, se diriger en réalité sur Olmütz. Seldnitzky mit à exécution une bonne partie de son programme, puisque nous le trouvons à la fin de mai en Silésie à la tête de son corps franc qui, surtout après les actes de vandalisme et les ravages accomplis au commencement d'avril dans la partie nord de la Moravie par les troupes du prince Thierry d'Anhalt, s'était grossi d'une foule de paysans exaspérés par la misère et les mauvais traitements, et devait avoir, à bien peu de chose près, atteint l'effectif de 4,000 hommes. Mais, comme toutes les troupes irrégulières, comme tous les corps francs, les Valaques eux aussi commirent tant d'excès qu'on profita de la signature des préliminaires de Breslau pour procéder, à partir du 4 juillet, à leur licenciement et à leur désarmement.

L'artillerie avait beaucoup souffert à Mollwitz où elle avait perdu la plus grande partie de son matériel. On déploya une si grande activité qu'elle fut bientôt en état de rentrer en campagne. A la fin d'octobre 1741, Neipperg disposait de nouveau de 21 pièces abondamment approvisionnées de munitions et d'un parc fortement constitué. En novembre, lorsque l'armée de Neipperg eut opéré sa jonction avec le corps Lobkowitz, son artillerie se composait de 46 bouches à feu et devait, d'après les décisions prises par le Conseil aulique de la guerre, recevoir à bref délai un renfort de 16 pièces.

Après la bataille de Czaslau (Chotusitz), on fit partir de Vienne, dans les premiers jours de juin de 1742, seize canons qu'on envoya en Bohême. Le personnel de l'artillerie de l'armée de Bohême présentait à ce moment un effectif total de 1246 hommes.

Pour ce qui est du service des subsistances qu'il était impossible d'assurer avec les 250 voitures à 4 chevaux attribuées à l'armée de Neipperg, on dut forcément avoir recours à des contrats passés avec les charretiers de Vienne, qui s'engagèrent à fournir 200 chariots à 4 chevaux, puis avec les États de la basse Autriche et de Moravie auxquels on demanda d'abord 1800, puis

8,000 voitures du pays, dont une partie, il est vrai, devait être réunie par les États de Bohême. Plus tard, en avril 1742, on demanda à la Hongrie 1000 voitures traînées par six bœufs, qui auraient dû être toutes rendues à Vienne fin juin. Mais, le 3 juillet, on n'avait encore vu arriver à Vienne que trente-trois de ces voitures, qui furent suivies de près par trois cent dix autres. Il est vrai de dire qu'un certain nombre de ces véhicules avaient été dirigés tout droit de Skalitz à Brünn.

La détresse du trésor, l'arriéré considérable dû aux régiments lors de l'avènement de Marie-Thérèse, la pénurie des ressources de la monarchie, le manque absolu de crédit, aggravaient encore la situation, retardaient la mobilisation, rendaient presque impossibles l'enrôlement des hommes et l'achat des chevaux dont on avait besoin. Heureusement pour Marie-Thérèse, la Bohême se chargea de constituer, à l'aide de ses propres moyens, les magasins d'où l'armée de Silésie devait tirer ses subsistances de janvier à octobre 1741. On avait, d'autre part, résolu d'allouer à la caisse de campagne de Neipperg une somme d'un peu plus d'un million de florins qui devait être envoyée en Silésie vers la mi-avril. La solde des troupes avait été si irrégulièrement et si incomplètement payée que, en avril 1741, on songea assez sérieusement à réduire d'un kreuzer la solde journalière du soldat.

A l'entrée de l'hiver 1741-1742, on avait décidé d'allouer à chacun des régiments de l'armée de Bohême, une masse fixée pour l'infanterie à 3,000 florins, pour la cavalerie à 5,000, masse destinée à l'acquisition d'effets de grand équipement et d'outils et d'ustensiles de campagne. Au mois d'avril, ces corps n'avaient reçu que des sommes variant entre 1000 et 2,000 florins, et comme les régiments s'étaient vus dans l'impossibilité d'entretenir sur place leur petit équipement, on fut obligé, à la fin de l'hiver, de commander à Vienne 10,000 chemises, 10,000 paires de souliers et 60,000 paires de chaussettes.

En 1742, le Trésor impérial eut à supporter de nouvelles charges du chef de l'insurrection hongroise. Les quantités considérables de céréales et d'avoine sur lesquelles le gouvernement comptait n'ayant pas été fournies en temps utile, force fut de se procurer à tout prix les denrées indispensables. Sans entrer dans le détail, nous nous bornerons à signaler ici qu'un an à peine après leur formation, l'arriéré dû aux régiments hongrois de

nouvelle création s'élevait déjà à 450,000 florins et que, d'après un état fourni par le commissariat général des guerres à la date du 2 juin 1742, les dépenses mensuelles prévues pour le mois courant, rien que pour les prestations en argent dues à l'armée de Bohême et de Moravie, étaient évaluées à 504,428 florins, et que la valeur représentative des rations de pain et d'avoine arrivait au chiffre de 176,109 florins.

L'organisation du service de santé et des hôpitaux était encore tellement embryonnaire qu'il nous semble inutile d'en parler.

On avait si peu envisagé la probabilité, la possibilité même d'une guerre sérieuse avec la Prusse, que, se conformant à l'avis émis par les généraux les plus marquants de l'époque, on ne s'était guère occupé que de celles des places fortes qui pouvaient jouer un rôle dans une campagne contre les Français ou les Turcs, ou rendre des services en Italie en cas d'attaque des Espagnols. C'est ainsi que Seckendorff, dans son mémoire du 30 octobre 1739, néglige intentionnellement les places de Silésie et de la haute Hongrie « parce que l'on n'a rien à craindre de la Pologne à cause de sa faiblesse, que la Prusse et la Saxe ne peuvent rien entreprendre contre la capitale de l'empire, qu'il en est de même pour la Saxe et la Bavière relativement à la Bohême ». Palffy, dans sa note du 9 novembre 1740, recommande d'attacher une certaine importance à Pressburg, parce qu'on y garde les insignes de la royauté; à Raab et à Komorn, parce que ces places commandent le cours du Danube, mais Trentschin et Leopoldstadt lui paraissent des points absolument insignifiants. On s'explique par suite le peu de résistance qu'offrirent, en 1741, les places de Silésie. Sans parler de Neisse, la plus forte de ces places, dont le siège *pro formâ*, la défense simulée et la capitulation à terme fixe avaient été réglés lors de la signature de l'Acte de Klein-Schnellendorf, Glatz, malgré son importance capitale, était dans un état lamentable au moment où les Prussiens se présentèrent la première fois sous ses murs en janvier 1741, moment où le colonel de Camas échoua dans la tentative qu'il fit pour l'enlever par surprise. Mis en éveil par ce coup de main manqué, le commandant de Glatz travailla à partir de ce moment avec tant d'activité et d'intelligence à la réfection des ouvrages, que cette place était, en janvier 1742, en état de résister vigoureusement à un siège en règle et qu'en fin de compte ce ne fut pas la force

qui la fit tomber au pouvoir du prince héritier Léopold d'Anhalt-Dessau.

A Brünn, grâce aux sacrifices pécuniaires consentis par la Moravie lorsque, pendant le cours de l'année 1741, le Trésor ne put plus subvenir aux dépenses, on parvint à renforcer à ce point les défenses de la ville que l'ennemi ne put y entrer que lorsque les Autrichiens eurent reçu l'ordre de l'évacuer. Il n'en avait pas été de même à Olmütz et à Ungarisch-Hradisch où, faute de ressources, on avait suspendu les travaux peu de temps après les avoir commencés. Le 27 décembre 1741, Olmütz tombait entre les mains des Prussiens avant que la garnison ait pu se conformer à l'ordre de l'évacuer et de se replier sur Brünn. On avait tout juste eu le temps de faire filer sur Vienne quinze canons et deux mortiers. Quant à Ungarisch-Hradisch, on l'évacua en février 1742. Son commandant se retira par ordre sur Pressburg avec sa compagnie franche qui y fut licenciée quelques mois plus tard.

On s'empressa alors de renforcer les ouvrages, l'artillerie et les garnisons des deux places fortes de la vallée de la Waag, Trentschin et Leopoldstadt, mais les travaux qu'on y entreprit étaient si sommaires, si hâtifs, que Palffy lui-même ne les croyait guère en état de tenir sérieusement.

La présence des Prussiens en Moravie, leurs pointes poussées jusque sur les bords du Danube avaient inspiré de sérieuses inquiétudes pour Vienne et pour Pressburg. Les ouvrages de Vienne avaient été cependant renforcés en 1741, lors de la marche des Bavarois sur St-Pölten. Bien qu'il eût été impossible de les attaquer sans disposer d'un grand parc de siège et que la ville eût pu même dans ce cas opposer une longue et énergique résistance, afin d'interdire aux postes prussiens l'accès des pays au nord du Danube, de couvrir et de protéger les quantités considérables de vivres qu'on y avait amenées en se servant des voies fluviales, on fit revenir en toute hâte de Linz, sur des bateaux réquisitionnés, deux bataillons qui reçurent l'ordre d'occuper le pont fixe de Krems et de rassembler toutes les barques sur la rive droite du fleuve. On confia de plus la défense active au feld-maréchal-lieutenant Saint-Ignon, qui s'établit avec quatre régiments de cavalerie et quatre de hussards à Waidhofen sur la Thaya, et au quartier-maître général Baranyay qui prit position, avec la cavalerie hongroise régulière et irrégulière, aux environs du Man-

nhartsberg[1]. Les insurgés hongrois, sous les ordres du feld-maréchal-lieutenant Ghilanyi se tenaient du côté de Skalitz, tandis qu'on postait, à proximité de Pressburg, les cuirassiers de Lobkowitz, que le Palatin comptait faire soutenir à bref délai par les dragons de Kohary et par deux bataillons et deux compagnies de grenadiers des régiments d'infanterie Kheul et Wolfenbüttel.

---

[1] Les hauteurs du Mannhartsberg dirigées du nord au sud, forment au nord de Vienne un obstacle continu entre le Danube et la Thaya.

## III.

## LA PREMIÈRE GUERRE DE SILÉSIE
## CAMPAGNE DE 1741-1742.

### DE LA CAPITULATION DE NEISSE (NOVEMBRE 1741) A LA REPRISE DES HOSTILITÉS (JANVIER 1742).

III. — A.

### 1. Attitude de l'Autriche pendant la durée de l'armistice avec la Prusse.

Le 13 octobre 1741 au soir, on avait reçu à Pressburg la première nouvelle de la signature de l'Acte de Klein-Schnellendorf. Quarante-huit heures plus tard, le général Lentulus, porteur du texte même de la convention, de documents de toute espèce et d'une lettre adressée par Neipperg au grand-duc, y arrivait à son tour. Aussitôt après la fin d'une audience accordée au général le 16 au matin et qui dura de 8 heures du matin à 1 heure de l'après-midi, le grand-duc informait Neipperg que Marie-Thérèse ratifiait tout ce qu'il avait fait. Il lui communiquait l'ordre envoyé à Lobkowitz de faire sa jonction avec lui et lui annonçait que lui-même allait,rejoindre l'armée et en prendre le commandement.

Les nouvelles apportées par Lentulus, le rapport verbal qu'il fit à la reine et au grand-duc, avaient eu pour effet immédiat de jeter la consternation à Pressburg. Plus que jamais Marie-Thérèse regretta amèrement d'avoir cédé à la pression, aux prières des vieux conseillers de la couronne, d'avoir consenti à donner à contre-cœur son adhésion à la signature d'une convention qui ne pouvait satisfaire aucune des parties contractantes. Mais loin de récriminer contre le fait accompli, de songer à violer sa parole, à renier sa signature, malgré ses grands et légitimes regrets, elle s'empressa d'assurer l'exécution complète de l'acte

de Klein-Schnellendorf et de rompre des négociations qu'elle venait d'entamer avec la France et la Bavière [1].

Tout en approuvant les actes de Neipperg, en le rassurant complètement par ces mots qu'elle ajouta en français au-dessous de cette lettre rédigée par Bartenstein : « N'ayez point de scrupule, on est content de tout », Marie-Thérèse avait jugé nécessaire d'envoyer au feld-maréchal des instructions relatives à certains points qui n'avaient pas été réglés par l'acte établi par lord Hyndford et qui devaient l'être lors de la signature du traité de paix définitif. Il s'agissait de questions ayant trait aux dettes des territoires cédés à la Prusse, au libre exercice du culte catholique, à la sécurité publique, à l'amnistie, à la faculté d'option qu'elle réclamait en faveur de ses anciens sujets, questions qu'elle chargeait Lentulus, qui devait quitter sous peu Pressburg pour se rendre à Troppau, de discuter avec le colonel de Goltz et le prince Thierry d'Anhalt-Dessau. Elle avait eu de plus le soin d'exposer tous ces points dans un mémoire adressé à Robinson, puisque, d'après le désir exprimé par Frédéric, les deux diplomates anglais accrédités à Vienne et à Berlin, Robinson et Hyndford, devaient être chargés de la transmission des correspondances entre les deux cours. La reine, avec sa franchise et sa loyauté ordinaires, n'avait pas oublié que la Russie était son alliée. Elle exigeait par suite qu'on la comprît dans le traité à intervenir. Après avoir exprimé le désir de voir le roi de Prusse s'engager à donner sa voix au grand-duc, lors de l'élection à laquelle on allait procéder sous peu, elle avait catégoriquement déclaré à Neipperg qu'il lui était impossible d'accorder, comme le désirait Frédéric, même à quelques corps de troupes de l'armée du roi, le droit de prendre leurs quartiers d'hiver en Bohême.

Le 23 octobre, aussitôt après la réception de ces instructions, Neipperg, en envoyant à Goltz le paquet de lettres destiné, croyait-il, à lord Hyndford, ajoutait : « *Sa Majesté la reine ne demande que de se réconcilier véritablement avec Sa Majesté le roi de Prusse pour l'avenir et à perpétuité, je vous le jure* ». Et comme s'il eût eu dès ce moment le pressentiment des prétextes que le

---

[1] *Haus, Hof und Staats Archiv, Friedens Acten*, fasc. 23, la reine au feld-maréchal comte Neipperg, Pressburg, 21 octobre 1741 (Minute de Bartenstein).

roi de Prusse invoqua plus tard pour essayer de justifier les causes pour lesquelles il déchira l'Acte de Klein-Schnellendorf, Neipperg avait soin de déclarer à Goltz qu' « *on s'explique même touchant le secret qui sera gardé inviolablement de notre part et de ceux qui sont en place autant que Sa Majesté le demande*[1] ».

Neipperg venait à peine d'expédier cette lettre, dans laquelle il insistait par ordre sur les intentions si nettement pacifiques de sa souveraine, que les difficultés commencèrent à surgir. Dès ce moment il est visible que le roi de Prusse cherche les moyens de se dégager : les avantages qu'il a obtenus lui semblent déjà trop maigres. Quinze jours ont suffi pour amener un revirement complet dans l'esprit de Frédéric, pour ouvrir des horizons nouveaux à son ambition froide et calculatrice. C'est à cette époque, si proche pourtant de la signature de la convention de Klein-Schnellendorf, que s'ouvre cette ère de chicanes que nous avons essayé de résumer à la fin de l'étude que nous avons consacrée au deuxième volume de la *Guerre de la Succession d'Autriche.* La lettre que Goltz écrivait à Neipperg le 23 octobre[2], apportée à Olmütz avec les dépêches de lord Hyndford à Robinson, cette lettre, déjà bien différente comme ton, des communications amicales qu'il avait échangées jusque-là avec le feld-maréchal, marque le point de départ d'une interminable série de difficultés préméditées, de réclamations perfides et d'inadmissibles prétentions.

Se plaignant d'une part à lord Hyndford des indiscrétions que le comte Khevenhüller aurait commises en révélant à son collègue de Dresde, le comte Wratislaw, l'existence de l'Acte de Klein-Schnellendorf, exigeant au nom du roi qu'on désavouât ce diplomate, déclarant dès ce moment que, si l'on se refusait de le faire, son maître se considérerait comme dégagé de toute obligation, l'habile confident de Frédéric, après avoir signalé au feld-maréchal la conduite répréhensible de Robinson, qui avait, lui aussi, tout raconté à M. Villers, le ministre d'Angleterre à Dresde, terminait sa dépêche par ces mots : « Jugez si nous pouvons être de bonne humeur ».

On recommençait déjà à jouer au plus fin à la cour de Prusse.

---

1 *Archives particulières des comtes de Neipperg.*

2 Voir Major Z..., *La Guerre de la Succession d'Autriche, Campagne de* 1740-1741, p. 60. — Paris, Baudoin, 1897.

Goltz, qui s'était bien gardé de parler à Neipperg de la conclusion du traité de paix définitif, avait jugé à propos de donner à ce sujet son avis à lord Hyndford. « N'attendez pas jusqu'au 25 décembre pour signer un traité en règle, lui écrivait-il le 21 octobre. Tâchez d'en finir au plus vite, demain même, si faire se peut, avant que le diable s'en mêle. *Aut nunc, aut nunquam*[1]. » Il allait même jusqu'à lui conseiller de se procurer les pleins pouvoirs nécessaires, jusqu'au 3 ou 4 novembre au plus tard, époque du retour du roi à Breslau.

Mais le même Goltz, qui blâmait si vivement les indiscrétions des diplomates anglais et autrichiens, se gardait bien de constater que Valory avait été mis au courant de tout ce qui s'était passé. Dans un rapport que Valory adressait à sa cour du camp de Züll, le 17 octobre, il mandait au roi que, d'après ce qu'on avait affirmé dans une réunion de généraux, le roi de Prusse venait de faire sa paix avec Marie-Thérèse. On avait même fait part à Valory des conférences secrètes qui avaient été conduites par Goltz.

Le gouvernement autrichien n'eut aucune peine à ramener les faits à leurs justes proportions. Afin de mieux prouver combien elle respectait la parole donnée, combien elle tenait à conclure définitivement la paix, Marie-Thérèse chargea le baron de Gillern, qu'elle savait être *persona grata* auprès de Frédéric, de se rendre à Troppau et d'y prendre la direction des négociations. « Ce ne sera donc pas ma faute, disait-elle dans le rescrit qu'elle adressait à Neipperg le 29 octobre, si la paix n'est pas chose conclue d'ici peu de jours. »

On poussait même la condescendance si loin que l'on affectait de ne rien savoir du sans-façon avec lequel les Prussiens enfreignaient les conventions de Klein-Schnellendorf. Le 29 octobre 1741, Neipperg prescrivait au lieutenant-colonel de Levrier, qui commandait à Troppau, de fermer les yeux sur les agissements des Prussiens s'ils faisaient mine de cantonner quelques troupes dans la principauté de Troppau ou d'y faire des fourrages[2], et de se borner à le tenir au courant de ce qui se passait.

---

[1] Le colonel von der Goltz à lord Hyndford, de l'Armée, 21 octobre 1741 (*Haus, Hof und Staats Archiv*, fasc. 23).

[2] *Archives particulières des comtes de Neipperg.*

En répondant, le 1er novembre, au rescrit de la reine, Neipperg, auquel Goltz venait d'écrire pour le prier d'adresser à l'avenir toutes les dépêches destinées à lord Hyndford « sans autre adresse que celle que j'ai indiquée à Jägerndorf, puisque je ne serai pas présent à la cour pendant l'hiver[1] », avait demandé à être déchargé du fardeau des négociations diplomatiques. Le feld-maréchal allait, bien au contraire, avoir à intervenir d'autant plus sérieusement que l'on venait de recevoir à Pressburg la première nouvelle de l'entrée et de l'apparition des Prussiens dans le comté de Glatz.

Ce que Goltz s'était bien gardé de dire dans son billet et ce que Neipperg n'apprit que deux jours plus tard, c'est que le colonel avait été détaché par le roi auprès du prince Léopold d'Anhalt en marche sur Glatz et la Bohême.

Les nouvelles relatives à l'apparition des troupes prussiennes dans le comté de Glatz avaient, comme de juste, causé à Pressburg autant de stupéfaction que d'ennui. Cette violation flagrante des engagements pris à Klein-Schnellendorf, que la reine ne manqua pas de relever dans ses lettres du 31 octobre[2], et contre laquelle elle ordonna à Neipperg de protester, démontra à Marie-Thérèse le peu de valeur que Frédéric attachait à l'acte du 9 octobre. En même temps qu'elle prescrivait à Neipperg de faire prendre à Glatz les mesures de précaution nécessaires, Marie-Thérèse avait décidé de mettre tout en œuvre pour presser la conclusion d'un traité définitif et en règle destiné à remplacer une convention dont le roi de Prusse semblait disposé à ne plus tenir aucun compte.

En attendant la réponse de la reine, Neipperg, se conformant aux ordres de son gouvernement, avait exposé à lord Hyndford les griefs de la cour de Vienne. Il insistait à nouveau sur les indiscrétions commises par les hussards prussiens qui précédaient leur armée et, envoyés en avant pour fourrager, annonçaient partout que *la paix était faite*. Il lui signalait la présence de Goltz au quartier général du prince Léopold de Dessau dont le corps se

---

[1] Colonel von der Goltz au feld-maréchal comte Neipperg, 29 septembre 1741 (*Haus, Hof und Staats Archiv*, fasc. 23, original en français).

[2] Marie-Thérèse au feld-maréchal comte Bartenstein, Pressburg, 31 octobre 1741 (*Haus, Hof und Staats Archiv*, fasc. 23).

portait sur Glatz et sur la Bohême, lui rappelait les déclarations que le roi de Prusse avait faites en leur présence, lorsqu'il s'engageait solennellement à cesser les hostilités aussitôt après la reddition de Neisse, à se borner jusque-là à une petite guerre simulée, à une guerre *pro formâ*. Il y avait loin, disait le feld-maréchal, de ces déclarations à la marche que les troupes prussiennes, au lieu de se cantonner dans la haute Silésie, exécutaient, sous le prétexte de chercher des quartiers d'hiver, à travers le comté de Glatz, à cette marche qui devait en réalité les conduire en Bohême. Neipperg comptait sur Hyndford pour décider Frédéric à rappeler ses troupes en Silésie, pour lui représenter qu'il ne diminuerait en rien sa gloire et son prestige en écartant cette nouvelle cause de conflit[1].

Le jour même où Neipperg adressait cette lettre à lord Hyndford, la reine se rendait aux prières de Neipperg et l'informait de la décision qu'elle venait de prendre en donnant au baron de Gillern l'ordre de se charger des négociations. Quelques jours après, aussitôt après l'arrivée du grand-duc François-Étienne à l'armée, Neipperg informa lord Hyndford des résolutions prises à Vienne, par le curieux billet que nous reproduisons textuellement :

« Jaispitz, 16 novembre 1741.

« Le feld-maréchal comte Neipperg à lord Hyndford.

« L'on envoie de Vienne le baron de Gillern à Troppau pour entrer non seulement en correspondance avec vous sur le traité à faire avec S. M. Prussienne et sur toutes choses qui y auraient le moindre rapport, mais aussi pour se transporter à Breslau si vous le trouvez bon, comme il vous en fera l'ouverture, et conférer avec vous, Mylord, sur tout ce qui concerne les affaires. Vous en serez content, Mylord, s'il peut arriver à cet honneur, je vous en donne ma parole. Vous savez que je ne vous dirai jamais une chose pour l'autre, donc vous pouvez compter entièrement sur l'avance que je vous en fais et sur sa discrétion. Vous pourriez même en prévenir S. M. le roi de Prusse[2]. »

---

[1] Feld-maréchal comte Neipperg à lord Hyndford, Eibenschütz, 2 novembre (*Haus, Hof und Staats Archiv*, fasc. 23).

[2] *Archives particulières des comtes de Neipperg* (Minute en français).

## 2. Retraite de l'armée autrichienne à travers la Moravie.

« Réunissez-vous à Lobkowitz et aux troupes qu'il a en Bohême, tombez sur vos adversaires avant qu'ils aient pu opérer leur jonction[1] » : tel avait été le conseil que Frédéric avait donné à Neipperg à l'issue de la fameuse conversation qu'il venait d'avoir le 9 octobre 1741 avec le feld-maréchal et avec lord Hyndford au château de Klein-Schnellendorf. Obligée de couvrir Vienne menacée par les Franco-Bavarois, Marie-Thérèse s'était uniquement résignée à céder Neisse et la plus grande partie de la Silésie afin de pouvoir opposer à l'Électeur l'armée de Neipperg, forte à ce moment de 20,000 hommes. Malgré la lenteur des mouvements des Franco-Bavarois, malgré les mesures défensives prises par Khevenhüller, Marie-Thérèse n'en continuait pas moins à redouter la prise possible de sa capitale et les conséquences considérables d'un pareil événement. On résolut donc de presser le retour de Neipperg dont l'armée devait opérer sa jonction en Bohême avec le corps de cavalerie du prince Lobkowitz[2]. On était tellement inquiet qu'on demanda même à Neipperg de pousser sur Vienne un corps volant de cavalerie formé de quelques régiments de hussards et d'un peu de cavalerie allemande. Il ne fallut rien moins qu'un mémoire de Neipperg pour amener le grand-duc à renoncer à ce projet, dangereux et nuisible sous tous les rapports, et inspiré par la terreur exagérée qui régnait à Vienne[3].

Neipperg, après avoir envoyé à Olmütz le feld-maréchal-lieutenant Browne, chargé d'y préparer tout en vue du séjour que ses troupes devaient y faire, fit aussitôt commencer le mouvement. Afin de diminuer dans la limite du possible les difficultés d'éta-

---

[1] Rapport de lord Hyndford de Breslau, 14 octobre 1741, cité par CARLYLE, t. III, p. 407-408.

[2] Le corps de cavalerie du feld-maréchal Lobkowitz se composait de cinq régiments de cuirassiers, qui avaient été renforcés peu de temps auparavant par deux régiments de hussards, détachés de l'armée de Neipperg.

[3] Feld-maréchal comte Neipperg au grand-duc François-Etienne de Toscane, Troppau, 19 octobre (*K. K. Kriegs Archiv*, t. X, p. 59).

blissement des troupes dans les cantonnements et d'assurer leurs subsistances, il forma son armée en deux colonnes. La situation se compliquait à tout instant. Les États de Moravie refusaient de se charger de fournir à l'armée les vivres et les effets dont elle avait besoin; les caisses de l'armée étaient presque vides. Il y restait tout au plus les sommes suffisantes pour payer les soldats; quant aux officiers, depuis six mois déjà, ils ne touchaient plus que la demi-solde. La misère augmenta le nombre des déserteurs et le chiffre des malades. Près de 500 hommes abandonnèrent l'armée pendant sa marche sur Olmütz, et près de 2,500 hommes entrèrent au même moment dans les hôpitaux. Arrivé à Olmütz, le 25 octobre, Neipperg comptait y donner à son armée le repos dont elle avait besoin pour se refaire avant d'aller opérer sa jonction avec Lobkowitz entre Znaym et Zlabings. Mais le 27, à l'arrivée de Lentulus qui, venant de Pressburg, lui annonçait que le grand-duc comptait rejoindre l'armée le 7 novembre, Neipperg fractionna son armée en cinq colonnes, qu'il fit partir d'Olmütz du 28 octobre au 1er novembre, et à chacune desquelles il attribua une ligne de marche spéciale. Le 7 novembre, l'armée était arrivée sur la ligne Zlabings—Fratting—Znaym et ne tardait pas à y être rejointe par le corps d'artillerie stationné jusque-là à Leitomischl.

### 3. Marche de l'armée sur la Bohême.

Entre temps, la situation s'était singulièrement modifiée. Cédant aux sollicitations de Frédéric et malgré l'opposition des généraux français, l'Électeur de Bavière s'était avancé lentement et à son corps défendant jusqu'à deux marches de Vienne. Mais il abandonna ce grand projet par l'appréhension puérile, nous dit Frédéric [1], que les Saxons, étant seuls en Bohême, pourraient conquérir ce royaume et le garder. Mais ce que le roi ne dit pas lorsqu'il déclare un peu plus loin que, pour l'éloigner de Vienne, les Français fortifièrent la méfiance de Charles-Albert contre les Saxons, c'est que les rumeurs relatives à la suspension d'armes conclue entre la Prusse et l'Au-

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. IV.

triche, l'intention prêtée au roi de faire prendre des quartiers d'hiver[1] à son armée aussitôt après la prise de Neisse, enfin la nouvelle du mouvement de l'armée de Neipperg sur Olmütz et la Moravie triomphèrent des dernières hésitations de l'Électeur et le décidèrent à donner l'ordre de mouvement sur la Bohême. Les Bavarois passèrent par suite le Danube à Krems, l'Électeur et les Français à Mauthausen. Les deux colonnes se réunirent peu de jours après à Budweis, le 4 novembre. Le général baron von Minucci, venant d'Amberg et de Waidhaus, était entré en Bohême à la tête d'un corps franco-bavarois et avait atteint Pilsen dès le 26 octobre.

Le sacrifice consenti par Marie-Thérèse avait sauvé Vienne; mais il lui fallait maintenant assurer au plus vite la défense de la Bohême, presque entièrement dégarnie de troupes. Du reste, quand la cour d'Autriche informa Neipperg du passage du Danube par les Bavarois, l'avance prise par l'armée de l'Électeur était déjà trop considérable pour qu'il fût possible à Neipperg de lui barrer la route, même en modifiant les directions données à ses colonnes.

L'armée de Neipperg, jointe au corps de Lobkowitz, renforcée de deux régiments d'infanterie et placée sous les ordres du grand-duc de Toscane, devait chasser l'ennemi de la Bohême, pendant que le reste des forces disponibles, confiées au feld-maréchal comte Khevenhüller, avait pour mission de reprendre la haute Autriche et d'entrer en Bavière.

Le 13 novembre, l'armée autrichienne commença son mouvement sur Neuhaus; elle avait été précédée par son avant-garde

---

[1] L'Électeur de Bavière aurait probablement agi tout autrement s'il avait connu la réponse que Frédéric avait faite à une lettre de Podewils, datée de Breslau le 18 octobre. « Comme l'envie, disait Podewils au roi, jette son venin sur tous les objets qui peuvent l'exciter, il y en a qui prétendent savoir de source et de science certaines que la retraite du maréchal comte de Neipperg est une affaire concertée par la négociation de milord Hyndford, malgré les discours que ce dernier a tenus d'avoir échoué entièrement, et qu'on est convenu de laisser faire tranquillement à Votre Majesté la conquête de Neisse, à condition qu'elle s'est engagée de ne rien entreprendre contre la Moravie et la Bohême et de faire rentrer ses troupes en quartiers d'hiver, après la prise de Neisse. »

Frédéric répondit à Podewils, de son quartier général de Neunz, le 21 octobre 1741 : « On verra bientôt le contraire. Patience. » (*Correspondance politique*, I, n° 563.)

(4 régiments de hussards, sous les ordres du général comte Nadasdy), qui s'était mise en route le 10 et le 11. Le 17 novembre, le grand-duc était rejoint à Neuhaus par le corps Lobkowitz, renforcé par cinq bataillons tirés de la garnison de Prague. L'armée du grand-duc se composait dès lors de 37 bataillons et de 34 compagnies de grenadiers, représentant un total de 20,084 combattants; de 19 régiments de cavalerie (11,683 cavaliers), de 6 régiments de hussards (2923 chevaux), et de 1750 hommes des confins militaires de Warasdin; en tout 36,440 hommes, avec 35 canons régimentaires, 6 obusiers, 2 mortiers et 5 fauconneaux.

Mais, pour arriver à réunir ces forces, destinées à opérer en Bohême et en Bavière, la reine, confiante dans les engagements pris par Frédéric, avait entièrement dégarni la Moravie et les frontières de la Silésie. Cette mesure lui paraissait présenter d'autant moins de dangers qu'elle croyait fermement à la conclusion prochaine d'un traité de paix définitif. Elle n'avait, par suite, laissé dans ces parages que 500 hommes et 100 hussards avec le lieutenant-colonel de Levrier, à Troppau; 1200 hommes, pour la plupart malades et invalides, à Olmütz; 400 hommes à Brünn; 200 hommes à Ungarisch-Hradisch; enfin, à Glatz, sur les frontières de Bohême et de Silésie, 1700 à 1800 hommes, sous les ordres du lieutenant-colonel de Fontanella.

### 4. Position des armées autrichiennes à la fin de l'année 1741.

La grande armée autrichienne ne put, malheureusement pour Marie-Thérèse, parvenir à obtenir les résultats qui devaient, dans l'esprit de la reine, être la conséquence de son mouvement sur la Bohême.

Au commencement de novembre, la Saxe, entrée dans la coalition contre Marie-Thérèse, avait poussé vers Prague une armée de 20,000 hommes, commandée par Ratowski, pendant que, d'un autre côté, Charles-Albert se portait vers cette ville, où il comptait ramasser la couronne de saint Wenceslaw.

La garnison de Prague était si peu nombreuse, l'enceinte de la place si vaste, que, pour empêcher sa chute, il eût fallu marcher

à grandes journées et offrir aux alliés, sous ses murs mêmes, la bataille dont le gain seul pouvait la conserver à la reine. Le mauvais temps, la pénurie des vivres ralentirent la marche de l'armée autrichienne. Son chef, le grand-duc, n'était pas un homme de guerre, et Neipperg, dont il écoutait les conseils, intimidé par les échecs qu'il avait éprouvés pendant la campagne précédente, sachant de plus que l'armée n'avait plus confiance en lui, n'osait lui recommander les résolutions énergiques qu'il importait de prendre.

Le 27 novembre, à son arrivée à Beneschau, le grand-duc apprit que Prague était depuis deux jours au pouvoir des alliés. Ce fut pour lui comme un coup de foudre; il retourna avec précipitation sur ses pas, et ce fut, ajoute Frédéric, moins une retraite qu'une fuite[1]. Son armée vint prendre ses quartiers d'hiver sur la ligne Deutsch-Brod—Tabor—Pisek, d'où elle devait couvrir le flanc droit de Khevenhüller. La plus grande partie de la cavalerie s'établit, avec Lobkowitz, dans les cercles de Czaslau et de Chrudim.

Un peu plus tard, à la nouvelle du mouvement d'un corps allié, dirigé de Prague sur Budweis pour rétablir la communication avec Linz, le grand-duc donna à son armée l'ordre de se concentrer à Budweis. Le 28 décembre, il se porta de Budweis sur Protivin, et rencontra, ce même jour, les Franco-Bavarois, dont il s'exagérait la force. N'osant pas s'engager sérieusement, il ramena son armée à Budweis.

A la fin de 1741, l'armée principale forme dans ses cantonnements deux groupes distincts et séparés : l'un, à Budweis, a devant lui un corps ennemi qui occupe Pisek; l'autre, le corps Lobkowitz, s'est retiré sur Deutsch-Brod devant les Saxons et les Français de Polastron[2].

Dans la basse Autriche, Khevenhüller a passé l'Enns, le 30 décembre, et commencé la série d'opérations qui devaient réparer les insuccès de Bohême et rétablir un peu les affaires de Marie-Thérèse.

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. IV.

[2] Jean-Baptiste, comte de Polastron, lieutenant général des armées du roi, mort en 1742.

III. — B.

## 1. Les quartiers d'hiver des Prussiens.

La mise en route de l'armée de Neipperg pour la Moravie permettait d'autant mieux à Frédéric de cantonner ses troupes à leur aise en Silésie, que la place forte de Neisse allait, aux termes mêmes de l'Acte de Klein-Schnellendorf, lui être remise avant peu.

Le roi avait atteint le but qu'il s'était proposé en entreprenant la guerre : la Silésie était à lui.

Mais il lui restait à justifier aux yeux de ses alliés la convention qu'il venait de signer, convention assurément avantageuse pour lui, mais qui devait d'autant plus inquiéter les Bavarois, les Saxons et les Français, qu'elle donnait à Marie-Thérèse la possibilité d'employer contre eux les forces opposées jusque-là aux troupes prussiennes de Silésie.

Dès le 23 octobre, Frédéric chargea Schmettau[1] de faire connaître à l'Électeur de Bavière les motifs qui lui avaient dicté sa conduite. L'exposé qu'il lui fit est un mélange d'autant plus curieux de faits réels et de données exagérées, pour ne pas dire absolument fictives, que Frédéric ne voulait pas laisser Schmettau voir tout à fait clair dans son jeu. A cette époque, il n'avait pas encore dit toute la vérité à Valori. Il s'était contenté d'affirmer à l'ambassadeur de France, fort étonné de cette communication inattendue, que Neisse, cette place forte au siège de laquelle il devait assister, allait sous peu lui ouvrir ses portes.

Cinq jours après l'Acte de Klein-Schnellendorf, Frédéric, jouant à merveille un rôle qui servait si bien ses intérêts, avait commencé, avec un admirable machiavélisme, à préparer l'Électeur de Bavière aux graves communications qu'il aurait dû lui faire dès ce moment. Ses opérations, écrivait-il (*Correspondance politique*, I, n° 557), sont subordonnées au parti que prendra l'ennemi; la nature du pays gêne ses desseins, la rareté des

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 568.

vivres l'arrête très souvent; enfin, une campagne de onze mois est suffisante pour une armée qui, sortie de la mollesse et de l'inaction d'une longue paix, débute par là. Huit jours après, le 22 octobre, 24 heures avant de faire porter sa lettre à Schmettau, il écrivait une fois de plus à l'Électeur pour insister sur la nécessité de plus en plus urgente pour lui de s'assurer des quartiers d'hiver tranquilles « dont son armée a un besoin indispensable ». (*Correspondance politique*, I, nº 565.)

A vrai dire, en signant la convention de Klein-Schnellendorf et en dehors des avantages matériels qu'il en retirait, le roi n'était pas fâché de voir retomber le poids de la guerre sur ses alliés qui, jusqu'à ce moment, n'avaient eu personne devant eux, n'avaient guère fait que des fautes et n'avaient rien entrepris de sérieux. Il allait du même coup pouvoir tirer vengeance des difficultés opposées par la France à la cession du comté de Glatz que le roi réclamait avec une insistance croissante.

D'autre part, le roi de Prusse ne croyait pas à ce moment que l'Autriche pouvait opposer une résistance sérieuse à ses alliés. Il pensait que, après quelques succès remportés au début par les Autrichiens, les alliés finiraient par reprendre le dessus; mais il croyait utile et conforme à ses intérêts de semer pas mal d'obstacles sur leur route, de les obliger par suite à avoir besoin de l'intervention de son armée et de leur faire payer son concours le plus cher possible. Dès ce moment, il avait jeté son dévolu sur certaines parties de la Bohême qui, dans le partage éventuel, mais certain aux yeux des alliés, des États héréditaires de Marie-Thérèse, devait échoir à l'Électeur Charles-Albert, le comté de Glatz et un ou deux cercles au nord de l'Elbe.

Dans l'idée de Frédéric, ce devait être l'armée de Neipperg qui allait se charger de lui assurer la réalisation de ses désirs en obligeant les Français et les Bavarois à employer toutes leurs forces pour venir à bout des Autrichiens. Frédéric voyait tout bénéfice pour lui à affaiblir de cette façon l'Électeur de Bavière, toujours à court d'argent et qui consentirait alors à lui vendre ou à lui donner en gage les provinces qu'il convoitait, l'Électeur de Saxe, qu'il se proposait de laisser crier et s'agiter dans le vide, et le roi de France, auquel, dans le cas où la cour de Versailles ne se résignerait pas à faire bonne mine à mauvais jeu, il se réservait de susciter d'autres embarras.

Fidèle au principe qu'il était plus que jamais décidé à appliquer, convaincu que rien ne valait mieux, en vue des négociations ultérieures, qu'une prise de possession effective, Frédéric se prépara, sans plus tarder, à mettre à exécution les résolutions auxquelles il s'était arrêté, à occuper les territoires qu'il comptait bien garder.

Sans attendre la capitulation de Neisse, Frédéric, qui venait de faire prendre des quartiers d'hiver en Silésie à Schwerin et à la plus grande partie de son armée, donna, le 22 octobre, au prince héritier Léopold d'Anhalt-Dessau, l'ordre d'entrer en Bohême à la tête d'un corps composé de 10 bataillons, 38 escadrons et 20 bouches à feu, et de se cantonner dans la partie nord de ce royaume.

Informé de la marche du prince Léopold sur Glatz, sachant que ce prince comptait ensuite pénétrer de là en Bohême, Neipperg, n'osant cependant rien prendre sur lui dans une occurrence aussi grave, demanda des instructions à Vienne, après avoir mis Lobkowitz au courant de ce qui se passait.

En entrant en Bohême, Frédéric, sans revenir ici sur les avantages qu'il comptait tirer ultérieurement du fait même de l'occupation, poursuivait un double but : il voulait, d'une part, faire supporter à un pays ennemi les charges résultant de la présence de ses troupes et donner le change à ses alliés; de l'autre, détourner les soupçons qu'auraient pu, malgré ses dénégations, faire naître dans leur esprit les rumeurs relatives à l'accord intervenu entre lui et l'Autriche, en ayant l'air de reprendre de ce côté les opérations contre Marie-Thérèse.

L'entrée en Bohême répondait de plus à son intention bien nettement arrêtée de ne plus porter à lui tout seul le poids de la guerre, comme c'eût été le cas s'il eût consenti à se conformer jusqu'au bout au plan d'opération élaboré par Belle-Isle; elle lui permettait, en outre, de rester maître absolu de régler ses opérations militaires en tenant uniquement compte de ses intérêts, tout en lui épargnant le danger de se brouiller avec ses alliés.

Cette entrée en Bohême lui permettait enfin d'imposer silence à leurs récriminations et pouvait aisément leur être présentée comme une diversion ayant pour objet de couvrir l'entrée en ligne des Saxons.

Tous ces arguments plus ou moins plausibles, plus ou moins

spécieux, Frédéric les avait exposés, du reste, à Schmettau, dans sa fameuse lettre du 23 octobre [1], en y ajoutant quelques recommandations caractéristiques.

Le roi chargeait Schmettau de s'arranger de façon qu'on le laissât en paix jusqu'à la fin de l'année. C'était, d'après lui, au tour des autres, des Saxons en particulier, de se battre et de faire des sacrifices.

Malgré toute son habileté, malgré toutes les combinaisons que lui avait suggérées le talent particulier qu'il possédait pour transfigurer les faits, Frédéric n'avait pas réussi à donner le change à Valori. Dans son rapport de Breslau, 22 octobre, Valori résume en ces termes les réponses que le roi lui avait faites, lorsqu'il le pria de lui faire connaître ce qu'il y avait lieu de mander à Belle-Isle : « Dites-lui, répondit le roi, que je vais prendre mes quartiers d'hiver. Comme vous l'avez vu, une partie de mon armée s'établit dans la haute Silésie, ma cavalerie se cantonne le long de l'Oder jusqu'à Ratibor. Le corps de siège de Neisse ira à Schweidnitz, Münsterberg et Frankenstein. Quant au prince Léopold, il entre en Bohême avec les troupes que j'avais sous mes ordres directs. Si je ne prends pas Glatz cet hiver, j'en ferai le blocus. »

Attribuant les causes et l'origine du mécontentement du roi à son impatience de finir la guerre, Valori, après avoir enregistré, sans vouloir encore y ajouter foi, les bruits qui courent à Breslau et indiqué qu'il pourrait bien y avoir un lien entre la présence et les négociations de lord Hyndford à Neisse et le mouvement rétrograde de Neipperg, n'hésite pas à déclarer qu'il n'y a plus lieu de compter pour le moment sur la coopération effective de l'armée de Frédéric; mais il ne va cependant pas jusqu'à croire que le roi de Prusse songe à renoncer à l'alliance avec la France.

Valori n'était, du reste, pas le seul à se défier de Frédéric. La Saxe et la Bavière, qui avaient toutes deux des visées sur la Bohême, ne s'expliquaient que trop clairement les raisons pour lesquelles, au lieu de suivre Neipperg, il avait préféré diriger une partie de ses troupes sur ce royaume. Elles protestèrent vivement contre l'entrée en scène de ce troisième larron. Le roi

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 568.

ne daigna même pas prendre leurs réclamations au sérieux et se contenta de leur répondre ironiquement qu'il y aurait bien assez de quartiers en Moravie et en Bohême pour toutes les troupes des alliés « pour peu que les Saxons et les Bavarois commencent par prendre Prague ».

Quant aux réclamations de Marie-Thérèse, le roi s'en préoccupait d'autant moins qu'il savait bien que la reine, tout en protestant contre l'entrée de ses troupes en Bohême, se garderait bien de considérer, au moins pendant quelque temps, ce fait, quelque grave qu'il pût être, comme une violation flagrante des engagements pris à Klein-Schnellendorf. Marie-Thérèse, cédant à la force des choses, dut, en effet, faire bonne mine à mauvais jeu et laisser les Prussiens entrer à leur guise en Bohême.

Le 25 octobre, le corps du prince héritier d'Anhalt-Dessau était à Frankenstein; le 26, il pénétrait dans le comté de Glatz. Le 27, pendant que ses troupes se reposaient, le prince reconnaissait Glatz. Le lendemain, les Prussiens s'établissaient, en décrivant un arc de cercle assez étendu, sur les faces nord, est et ouest de la place, à laquelle on laissa cependant du côté du sud la liberté de communiquer avec l'Autriche. Toute cette opération s'était faite sous le masque de dehors pacifiques[1]. On fut assez naïf à Vienne pour croire, pendant quelque temps, que le prince d'Anhalt n'avait pas été mis par son roi au courant de ce qui s'était passé à Klein-Schnellendorf.

Le 28 octobre, le reste du corps se porta vers Skalitz, où il arriva le 13 novembre. Un petit piquet autrichien, fourni par la garnison de Glatz et établi à Trautenau, se retira, conformément aux ordres donnés à son chef, sur Dobruska, où se trouvait un petit magasin de vivres. Ne recevant pas d'instructions, le lieutenant, qui commandait ce peloton, s'entêta à y rester, malgré les avis qui lui signalaient l'approche des Prussiens, et il fut fait prisonnier par les deux escadrons de hussards Bronikowski, qui formaient l'avant-garde du prince héritier.

---

[1] Les autorités de Glatz mandaient à Neipperg que « le prince d'Anhalt-Dessau, invoquant une convention militaire qui allait être passée entre le feld-maréchal et la Prusse, désirait s'entendre au sujet des cantonnements et des vivres, et demandait que ses troupes fussent traitées en auxiliaires ». (*Preussische Truppen als auxiliar-Völker ansehen.*) [*K. und K. Kriegs Archiv, Silésie*, 1741, X, ad. 101, *b, c, d, e.*]

Le 3 novembre, le prince Léopold était à Königgrätz; le 4, à Jung-Bunzlau où il faisait connaître aux autorités des cercles voisins, qu'il avait convoquées sur ce point, la composition des rations journalières que chaque habitant aurait à fournir gratuitement aux soldats qu'il logeait.

A partir du 6, les troupes occupaient leurs quartiers, qui s'étendaient au sud et à l'ouest jusqu'à la rive droite de l'Elbe. Königgrätz avait été désigné comme point de ralliement et de rassemblement en cas d'attaque.

Frédéric qui, moins d'un mois auparavant, avait déclaré à Neipperg que, dans le cas où la nécessité le contraindrait à cantonner quelques troupes en Bohême, elles y payeraient à beaux deniers ce qu'elles consommeraient, semble avoir intentionnellement oublié ce qu'il avait dit au feld-maréchal. Il ne lui suffit plus d'approuver le mode établi par le prince héritier d'Anhalt, et il trouve tout simple de terminer sa lettre par ces mots : « A bientôt, espérons-le, le résultat définitif[1] ». Le roi de Prusse, on le voit, ne daigne même plus se rappeler qu'il a signé à Klein-Schnellendorf une convention qu'il a, du reste, violée aussitôt. Il affecte, il est vrai, de considérer la Bohême comme un territoire qui n'appartient déjà plus à Marie-Thérèse, et sans se préoccuper des réclamations de l'Électeur de Bavière, qu'il fera mine de regarder comme le légitime possesseur du pays, puisqu'en lui écrivant le 28 décembre 1741 et le 4 janvier 1742 il adressera ses lettres au roi de Bohême[2], il laisse ses troupes y commettre toutes sortes d'excès, ruiner totalement les habitants, « tirer des cercles qu'elles occupent autant que la reine tirait de tout le royaume, et le double ou même le triple de ce que les terres rapportent par an[3] ». Non contents d'épuiser le pays par leurs réquisitions, les Prussiens, qui avaient commencé « par recruter considérablement, mais sans employer la violence[4] », ne tardèrent pas à changer de manière. « Les Prussiens, écrit Levrier à

---

[1] Frédéric II au prince héritier d'Anhalt-Dessau, 8 décembre 1741.

[2] *Correspondance politique*, I, n° 648 et n° 654.

[3] La reine à lord Hyndford (mémoire chiffré), Vienne, 21 janvier 1742. (*Haus, Hof und Staats Archiv*, Z. t. III, fasc. 23, K. 2.)

[4] Lieutenant-colonel de Levrier au feld-maréchal comte Neipperg, Troppau, 27 novembre 1741. (*Archives particulières des comtes de Neipperg*.)

Neipperg, le 10 décembre, ne gardent plus de mesures dans leurs façons de recruter », et, huit jours plus tard, le 18 décembre, il ajoute : « Ils enlèvent aussi partout de force tous les jeunes gens du pays et en prennent même de 12 et 13 ans[1] ».

Rien, du reste, n'est plus édifiant que la lettre que le roi de Prusse adressa à ce propos et à la suite des réclamations de l'Électeur de Bavière, devenu roi de Bohême, au prince d'Anhalt-Dessau, le 30 décembre 1741. Loin de se laisser émouvoir par les prières et les supplications des victimes, loin de tenir le moindre compte des notes du Bavarois, Frédéric ne s'inquiète plus que d'une seule chose : les généraux français l'ont prévenu qu'en continuant à procéder de cette façon, les affaires prendraient une fort mauvaise tournure pour lui. Ce qu'il redoute, c'est que les habitants abandonnent le pays, émigrent en masse et que ses soldats soient « en peine » pour y trouver leurs subsistances. Il n'entre cependant pas dans sa pensée d'adresser le moindre reproche au prince héritier. Il ne fait aucune difficulté pour reconnaître qu'il lui a donné l'ordre de recruter le plus de monde possible; « mais, dit-il, ce que je demande, c'est qu'on procède avec méthode et qu'on plume le coq sans le faire piailler ». Ces recommandations, froidement cyniques, ne suffisent pas au philosophe de Sans-Souci, et il ajoute : « Il est encore trop tôt pour que mes officiers en viennent à de pareilles violences. Nous ne savons pas encore combien de temps nous aurons à rester dans ces quartiers et pendant combien de temps le pays devra nous faire vivre[2] ».

Il est vrai qu'au même moment il déclare à l'Électeur, après avoir justifié ses officiers, qui, ayant perdu leurs bagages, avaient voulu compléter leurs compagnies à bon compte, que d'après les nouvelles reçues de Bohême on a mis fin à tous ces excès, qui ne se reproduiront plus à l'avenir. En réalité, rien n'était changé. Les exactions, les violences des troupes prussiennes continuaient comme par le passé.

---

[1] Lieutenant-colonel de Levrier au feld-maréchal comte Neipperg, Troppau, 10 et 18 décembre 1741. (*Archives particulières des comtes de Neipperg*.)

[2] Frédéric II au prince héritier d'Anhalt-Dessau, 30 octobre 1741, *Orlich Geschichte des Schlesischen Krieges*, t. I, p. 409. (Cette lettre ne figure pas dans la *Correspondance politique*.)

Les excès commis en Bohême, le pillage auquel les Prussiens se livrèrent dans ces pays, qu'ils occupaient en violation des clauses de l'armistice, valent bien, ce me semble, les incendies du Palatinat.

### 2. Les Prussiens modifient l'assiette de leurs quartiers d'hiver.

Vers le 15 novembre, toute l'armée prussienne, répartie dans ses quartiers d'hiver, formait trois groupes bien distincts : dans la basse Silésie, le général-lieutenant von der Marwitz avec 20 bataillons, 8 compagnies de grenadiers et 30 escadrons; dans la haute Silésie, le feld-maréchal comte Schwerin avec 10 bataillons et 27 escadrons; enfin, en Bohême, dans les cercles, au sud de l'Elbe, le corps du prince héritier Léopold d'Anhalt-Dessau.

Le roi de Prusse n'avait à ce moment aucune raison pour souhaiter de voir les événements se précipiter. Décidé plus que jamais à n'être l'instrument d'aucune politique, à ne s'inspirer que de ses seuls intérêts, Frédéric se félicitait encore à ce moment de la « démarche scabreuse » qui avait eu pour conséquence « cette espèce de suspension d'armes entre la Prusse et l'Autriche[1] ». Ce qu'il voulait, c'était, avant tout, refaire son armée, gagner du temps et attendre les événements avant de se décider, avant d'être contraint à prendre un parti définitif. Évitant avec une merveilleuse adresse les obstacles qui se rencontraient sur sa route, il avait trouvé le moyen d'avoir réponse à tout, de se mêler de tout, sans jamais se compromettre. Son absence totale de scrupules l'avait considérablement aidé dans cette tâche, qui eût présenté des difficultés insurmontables pour tout autre que lui.

A Klein-Schnellendorf même, il avait conseillé à Neipperg de se réunir à Lobkowitz et de tomber sur ses adversaires avant qu'ils aient eu le temps d'opérer leur jonction, et il avait même ajouté ces mots, qui rendaient bien sa pensée tout entière, la pensée qui allait inspirer tous ses actes pendant les trois der-

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. IV.

niers mois de l'année 1741 : « *Si la reine remporte quelque succès, peut-être me rapprocherai-je d'elle. Si ses armées sont battues, dans ce cas, chacun pour soi* ».

Presque au même moment, du reste, il ne se gênait pas pour donner à l'Électeur de Bavière, arrivé à Saint-Pölten, le conseil de pousser sur Vienne sans perdre un instant.

Vers la fin d'octobre, il chargeait Goltz d'attribuer à un malentendu les premières incursions de ses troupes du côté de Würbenthal et de Lichtenwerden, de déclarer à Neipperg que pareille chose ne se reproduirait plus. Or, ces mouvements qu'il avait ordonnés, il était dès lors bien décidé à les continuer et à les accentuer.

Pendant que le même Goltz écrivait par ordre à lord Hyndford pour lui conseiller de presser la signature d'un traité définitif et de faire savoir à la reine de Hongrie qu'il n'y avait plus un moment à perdre, le roi exprimait, le lendemain 22 octobre, des sentiments diamétralement opposés dans la lettre qu'il écrivait à Belle-Isle. Félicitant le maréchal des services qu'il avait rendus à la cause des alliés, de l'appui qu'il donnait à la candidature de l'Électeur de Bavière, de la signature du traité avec la Saxe, irrité de la mauvaise volonté des Saxons, qui paraissaient décidés à lui contester la possession d'une partie de la haute Silésie et de Neisse, Frédéric lui disait : « En un mot, les Saxons devront se trouver très heureux dès qu'ils obtiendront une portion du démembrement de la maison d'Autriche, et, s'ils deviennent nos alliés, ce n'est point à eux à nous prescrire la loi, mais à recevoir avec reconnaissance ce que l'on veut bien leur accorder[1] ».

Presque au même moment, il renonçait à ses prétentions sur le comté de Ravenstein et chargeait Podewils, en le pressant de conclure l'affaire, d'acheter, moyennant 400,000 écus, la renonciation de l'Électeur de Bavière à ses droits sur Glatz[2].

Le 28 octobre l'affaire était conclue. Frédéric donnait de nouveau des conseils à l'Électeur, toujours établi à Saint-Pölten, lui annonçait qu'il allait assiéger Glatz et rétablir la communication

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 566.
[2] *Ibid.*, I, n° 569.

avec les Français, qui, de concert avec les Saxons, ne tarderont pas à s'emparer de Prague. « Je dois aussi remercier Votre Altesse Électorale des facilités qu'elle a voulu porter à l'affaire de Glatz. Elle me rend, par cette seigneurie, la clef de ma maison, qui ne lui était d'aucun usage, et dont je lui conserverai à jamais une éternelle reconnaissance[1] ».

Le 1er novembre, au moment où Neisse allait ouvrir ses portes, la Prusse adhérait au traité de partage des États autrichiens que la Bavière et la Saxe avaient conclu, le 19 septembre, à Francfort-sur-le-Mein. Le 4 novembre, Frédéric, satisfait des gages et des garanties qu'il s'était fait donner, signait, à Breslau, un traité d'alliance avec l'Électeur de Bavière, Charles-Albert, et lui promettait sa voix.

Presque au même moment, du reste, du 4 au 9 novembre, les Saxons du général comte Rutowsky franchissaient la frontière de Bohême.

La capitulation de Neisse, obtenue par Frédéric le 2 novembre, deux jours avant le délai fixé, permettait au roi d'user déjà d'un peu moins de ménagements vis-à-vis de l'Autriche. Aussitôt après avoir signé avec la Bavière le traité de Breslau, qui lui reconnaissait la propriété du comté de Glatz, Frédéric n'avait pas hésité à démentir de la façon la plus catégorique, dans une note-circulaire adressée à ses représentants à l'étranger, l'existence d'une convention passée entre la Prusse et l'Autriche[2]. Et cependant, au moment même où il faisait rédiger cette note, Frédéric continuait à traiter avec l'Autriche et ne songeait encore en aucune façon à rompre les négociations avec la cour de Vienne. Cela ne l'empêchait pas d'assurer sur l'honneur à l'Électeur de Bavière qu'il n'avait pas fait et ne ferait pas de paix avec les Autrichiens et qu'il ne la ferait que « lorsque l'Électeur sera satisfait[3] », et au roi de Pologne « qu'il considérait les intérêts de la Saxe et de la Pologne comme inséparables avec les siens[4] ».

Non content de ces manifestations, craignant que ses lettres

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 571.
[2] *Ibid.*, I, n° 578.
[3] *Ibid.*, I, n° 581.
[4] *Ibid.*, I, n° 580.

n'aient pu parvenir à dissiper les soupçons d'Auguste III, il envoya Podewils à Dresde, écrivit à l'Électeur de Mayence pour lui demander de donner sa voix au Bavarois et terminait une nouvelle lettre adressée, le 8 novembre, à Belle-Isle, en protestant à nouveau contre les rumeurs venant de Vienne[1].

Malgré toutes ces belles paroles, Frédéric ne trouvait pourtant pas que le moment fût venu pour lui de jeter le masque et d'entreprendre quoi que ce soit en faveur de ses alliés. Avant de se déclarer, le roi, auquel la Bavière avait cédé le comté de Glatz, mais qui n'était pas encore à la veille d'être maître de la ville même de Glatz, toujours occupée par les Autrichiens, tenait plus que jamais à ne rien compromettre par une précipitation inutile et maladroite. « La prudence, comme il le dit (*Histoire de mon Temps*, t. I, p. 198), semblait exiger une conduite mitigée par laquelle il établît une espèce d'équilibre entre les maisons d'Autriche et de Bourbon ». Et de plus, en raison même d'une foule de circonstances que le roi avait envisagées sous tous leurs aspects, il lui fallait attendre de voir quelle tournure prendraient les opérations en Bohême. Il se demandait à lui-même ce qui arriverait dans le cas où l'armée de Neipperg, après avoir opéré sa jonction avec Lobkowitz, y infligerait un échec sérieux aux alliés, et obligerait l'Électeur à faire la paix. Ce qui l'arrête en

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 585. — Breslau, 8 novembre 1741, au maréchal comte de Belle-Isle, à Francfort-sur-le-Mein : « J'ai été charmé de voir, par la vôtre du 2 de ce mois, que l'affaire de mon accession au traité d'alliance entre la Bavière et la Saxe vient d'être réglée à mon entière satisfaction. Je vous rends bien des grâces de tous ces soins et peines que vous y avez pris, et je vous prie de croire que je vous en conserverai une reconnaissance infinie et que vous n'aurez pas travaillé pour un ingrat.

« Sur ce que vous venez, Monsieur, de me proposer, que par mes troupes qui sont entrées en Bohême je désire former une diversion efficace en faveur de l'Electeur, je vous prie de considérer que dans la situation où mes troupes sont actuellement, elles sont trop séparées pour qu'elles puissent agir efficacement dans les contrées de la Bohême, et, comme je n'y saurai faire de changement, je crois que tout ce que je puis faire est de vous assurer la Moravie en cas que l'envie prenne à Neipperg d'en sortir avec ses troupes.

« Quoique je sois attentionné aux artifices malicieux de la cour de Vienne, néanmoins les faussetés qu'elle tâche de répandre depuis sur mon sujet m'ont extrêmement indigné contre elle, et M. de Valory vous apprendra de quelle façon je m'en suis expliqué. Le temps m'en justifiera, et vous verrez par ma conduite que je sais observer les engagements que j'ai pris avec mes fidèles alliés et amis. »

ce moment, ce qui l'empêche de prendre une résolution, c'est Glatz, qu'il veut à tout prix être sûr de voir tomber entre ses mains.

Aussi, dès qu'il apprend que les Saxons se préparent à entrer en Bohême et se proposent de pousser ensuite sur la Moravie, sans perdre une minute, dès le 31 octobre, il mande au prince héritier Léopold d'Anhalt, qu'il devra profiter du moment où les Saxons le masqueront et se trouveront entre lui et l'armée autrichienne pour tenter un coup de main sur Glatz[1].

Mais s'il veut et s'il désire cette place, dont il a reconnu l'importance capitale, il n'en reste pas moins le calculateur froid et prudent, qui prévoit toutes les éventualités, entre autres celle d'une rencontre entre les alliés et les Autrichiens du côté de Prague. Dans ce cas, le prince Léopold devra rester immobile dans ses quartiers, même si les alliés éprouvaient un échec sérieux. Il ne se retirera sur la Silésie que si Neipperg se porte contre lui. Enfin, si les alliés lui demandent de leur venir en aide, le prince leur répondra d'une manière vague et évasive, mais dans les termes les plus polis[2].

Frédéric est d'autant plus prudent, son attitude est d'autant plus réservée et expectante, qu'il n'est pas éloigné de croire à la possibilité pour les Autrichiens de battre les alliés en Bohême. Il lui fallait donc à tout prix éviter de commettre des actes qui l'auraient empêché de se rejeter en temps utile du côté de l'Autriche et de se faire payer par elle son inaction égoïste et intéressée. Il est d'autant moins permis d'en douter que, à la fin de décembre 1741, le roi disait cyniquement à lord Hyndford qu'il ne savait guère ce qu'il aurait fait « si les Autrichiens n'avaient pas été assez bêtes pour se laisser enlever Prague sous leur nez ». La fortune souriait, d'ailleurs, toujours au roi de Prusse. La dissolution vers la fin d'octobre du corps hanovrien, danois et hessois, réuni en Hanovre, faisait disparaître toute crainte d'une attaque dirigée contre ses derrières et lui laissait plus que jamais son entière liberté d'action.

Du reste, les affaires prenaient, à partir de la mi-novembre,

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 579.
[2] *Ibid.*, I, n° 594.

une tournure de plus en plus défavorable pour l'Autriche. L'Électeur de Bavière avait amené le gros de ses forces presque sous Prague et venait d'opérer sa jonction avec les Saxons de Rutowski. « L'Espagne, pour nous servir des termes mêmes employés par Frédéric[1], ne voulut pas demeurer oisive tandis que tout le monde pensait à son agrandissement. 20,000 Espagnols reçurent l'ordre de s'embarquer à Barcelone pour passer en Italie, où 21,000 Napolitains n'attendaient que leur arrivée pour commencer les hostilités. » Malgré ces faits, auxquels il attribua leur réelle importance lorsqu'il fixa ses souvenirs dans l'*Histoire de mon Temps*, le roi ne jugea pas encore le moment venu de céder aux prières de l'Électeur. Loin de donner au prince Léopold l'ordre d'aller rejoindre les Franco-Bavarois à Prague, il se contenta, afin de témoigner son bon vouloir à Belle-Isle, de mettre à la disposition des alliés cinq escadrons de hussards Bronikowski ; mais il eut soin de munir leur chef d'instructions qui rendaient inutile l'envoi de ces quelques cavaliers[2].

Toutefois, le 28 novembre, dès qu'il a reçu la nouvelle de la prise de Prague (26 novembre), l'avis de la retraite précipitée du grand-duc et de l'arrivée d'un corps franco-saxon sur les bords de la Sazawa, il se montre déjà plus disposé à accentuer ses bonnes intentions à l'égard des alliés. Cédant à la demande de Belle-Isle, il prescrit au prince Léopold d'envoyer au maréchal, non plus cinq, mais vingt-trois escadrons. Il est vrai que cette cavalerie ne devra être employée qu'à l'aile gauche de l'armée afin de pouvoir à tout moment revenir sur la Silésie[3].

En même temps, d'ailleurs, il s'empresse d'écrire au cardinal de Fleury pour protester contre l'accusation ridicule portée contre lui. Loin de traiter avec l'Autriche, il a adressé à l'Élec-

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. IV, p. 206. — « La reine d'Espagne, ajoute-t-il, qui était de Parme, forma des prétentions sur cette principauté et sur celle de Plaisance, qu'elle appelait son *cotillon*, pour y établir son second fils, don Philippe. Elle fit passer 20,000 Espagnols, sous les ordres de M. de Montemar, par le royaume de Naples, en même temps que don Philippe, avec un autre corps, passait par le Dauphiné et la Savoie pour passer en Lombardie. Ainsi un feu qui, dans son origine, ne parut qu'une étincelle en Silésie, se communiqua de proche en proche et causa bientôt en Europe un embrasement universel. »

[2] *Correspondance politique*, I, n° 597.

[3] *Ibid.*, I, n[os] 604, 605, 607.

teur de Mayence une lettre pressante et pathétique pour le décider à donner sa voix à l'Électeur[1].

Pour la première fois aussi, depuis l'Acte de Klein-Schnellendorf, Frédéric change de ton vis-à-vis de l'Angleterre. Non content de déclarer nuls et non avenus les engagements qu'il avait affecté de respecter jusque-là, il va tout à coup jusqu'à menacer le cabinet de Saint-James de faire entrer ses troupes dans le Hanovre, si l'Angleterre continue à prêter à Marie-Thérèse son appui politique ou à lui fournir des subsides. De jour en jour son attitude devient de plus en plus défavorable à l'Autriche. Aussitôt après avoir versé à l'Électeur de Bavière la moitié du prix convenu pour la cession de ses droits sur Glatz, Frédéric chargeait à deux reprises son représentant à Munich, Klinggräffen, de s'entendre avec Schmettau et de voir si l'on aurait quelque chance de faire accepter par l'Électeur, « qui ne pourra jamais les rembourser », des avances gagées par le cercle de Königgrätz[2].

Le 7 décembre, la solution définitive n'était plus qu'une question de jours. Le prince Léopold d'Anhalt conférait à Prague avec Belle-Isle et Schmettau et s'engageait, sous réserve de l'approbation du roi, d'établir ses 25 escadrons sur la ligne Smrdow —Willimow—Bojanow (à mi-chemin entre Czaslau et Deutsch-Brod). Le lendemain, 8, Frédéric donna, d'ailleurs, au prince l'ordre de faire prendre à l'infanterie prussienne des quartiers situés plus au sud, tout en lui recommandant d'éviter toute rencontre avec l'ennemi et de s'arranger de façon à avoir devant lui les quartiers des Saxons. Il critiquait l'envoi projeté de la cavalerie dont Belle-Isle n'avait plus besoin « puisque la campagne était finie ». Mais Frédéric ne tarda pas, d'ailleurs, à approuver

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 610. — Berlin, 3 décembre 1741, au cardinal de Fleury : «... Pour démentir d'une façon authentique et sans équivoque les bruits que les Autrichiens avaient répandus dans le monde de notre accommodement, j'ai écrit à l'Electeur de Mayence une lettre pathétique et pressante pour accélérer l'élection de l'Electeur de Bavière. »

[2] *Correspondance politique*, I, n[os] 606 et 618. — Dans cette deuxième dépêche, du 9 décembre 1741, Frédéric dit à Klinggräffen : « Quant à l'emprunt d'argent que le confident autorise de presser..., comme une hypothèque de Neumark ne serait pas de ma convenance, vous aurez alors votre seul point de vue sur le cercle de Königgrätz, seul objet qui me pourrait disposer à des emprunts d'argent .. »

la marche en avant de la cavalerie, qui occupa, le 13 décembre, Pardubitz, et le 16, Chrudim.

Trois semaines plus tard, le 8 janvier, lorsque les Français de Polastron et les Saxons eurent occupé Deutsch-Brod, l'infanterie prussienne poussa, elle aussi, jusqu'à Pardubitz et s'établit en arrière des Français et des Saxons sur la ligne Hohenmauth—Leitomischl—Landskron.

### 3. Schwerin en Moravie.

Le 8 décembre, Frédéric envoie, comme nous venons de le voir, ses ordres et ses instructions au prince Léopold. Les troupes pousseront en avant en Bohême, établiront leurs quartiers à Chrudim, Brandeis, Wildenschwert, Lititz, Wamberg, Oertitz, Landskron, Grulich, Mittelwalde et Wilhelmsthal. Il conseille même au prince de faire occuper, en Moravie, les villes d'Altstadt, Goldenstein, Römerstadt et Ullersdorf, afin de mieux se relier avec Schwerin, auquel le roi va prescrire de s'emparer d'Oppau, de Brunisch, d'Engelsberg, de Freudenthal et, si faire se peut, de Friedland [1]. Pour ce qui est des Saxons, le roi désire les voir occuper certaines localités situées à proximité de la frontière de Moravie, telles que Deutsch-Brod, Biela, Przibslaw, Gimrawow, Polna.

Comme il le fit dans toutes les circonstances un peu graves, et surtout toutes les fois qu'il jugea à propos de jeter le masque, Frédéric n'a pas manqué de chercher à expliquer à la postérité les motifs de sa conduite. « Les partis mitigés, lit-on à ce propos dans l'*Histoire de mon Temps* [2], n'étaient plus de saison. Ou il fallait s'en tenir à la *trêve verbale* (?) qui n'assurait de rien et que les Autrichiens avaient si ouvertement enfreinte, ou il fallait détromper les alliés de la Prusse de leurs soupçons par quelque coup d'éclat. L'expédition en Moravie était la seule que les circonstances permissent d'entreprendre, parce qu'elle *rendait le roi plus nécessaire et le mettait en situation d'être également recherché des deux partis*. Le prince s'y détermina, en même

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 615.
[2] T. I, chap. V, p. 221.

temps, bien résolu pourtant de *n'y employer que le moins de ses troupes qu'il pourrait et le plus de celles que ses alliés voudraient lui donner*. »

Le 9 décembre, le roi a légèrement modifié ses projets primitifs : au lieu d'attendre jusqu'au moment où le prince Léopold aura fait son mouvement, Schwerin se portera de suite sur Troppau[1]. Bien plus, le roi approuve même le projet conçu par le feld-maréchal, qui voudrait s'emparer d'Olmütz. Il l'autorise à pousser la ligne de ses cantonnements jusqu'à Hohenstadt—Sternberg—Leipnick—Weisskirchen—Odrau—Fulnek—Wagstadt—Oderberg—Ratibor, mais, évidemment dans la crainte de voir « la racaille hongroise profiter de ce mouvement » pour tenter quelque coup, il lui recommande de refuser sa gauche et d'éviter tout engagement avec un ennemi supérieur en nombre.

Désireux de ménager le plus possible ses troupes en train de se refaire, Schwerin composa le premier échelon du corps d'opération de Moravie de 5 bataillons de 500 hommes chaque pris dans autant de régiments d'infanterie, et de 3 escadrons de 100 hommes fournis par les carabiniers, les dragons de Posadowsky et les uhlans de Natzmer ; il en forma deux colonnes, l'une, la plus faible, sous les ordres du général-major Truchsess ; l'autre, qu'il conduisit en personne.

Truchsess, qui avait commencé son mouvement le 19, parut le 20 devant Freudenthal. La garnison, composée de 200 convalescents et malades et d'un peloton de hussards, hors d'état de défendre la ville, capitula après avoir obtenu le droit d'en sortir librement avec armes et bagages.

Schwerin, parti le 18 de Leobschütz, arrivé devant Troppau le 19, somma aussitôt le lieutenant-colonel de Levrier de lui rendre la place dans les mêmes conditions. Cet officier, autorisé par Neipperg, qui avait prévu cette éventualité, accepta les propositions de Schwerin. Le feld-maréchal entra le 20 à Troppau, aussitôt après le départ de Levrier, qui se retira avec ses 400 fantassins et ses 100 hussards sur Walachisch-Maseritsch.

Le 22, Schwerin se porta sur Olmütz, mais, craignant que son petit corps d'opération ne fût trop faible pour enlever cette place,

---

[1] *Correspondance politique*, I, n° 620, au feld-maréchal Schwerin, Berlin, 9 décembre 1741.

il envoya aux troupes qu'il avait jusque-là laissées dans leurs quartiers, l'ordre de le faire rejoindre par deux bataillons tirés des régiments Sydow et Selchow, et trois escadrons fournis par les dragons de Möllendorf et le régiment de gendarmes.

Le 24 décembre, Schwerin opérait à Sternberg sa jonction avec la colonne du général-major Truchsess. Le 25, il paraissait en vue d'Olmütz, établissait son quartier général au couvent de Hradisch, procédait à l'investissement de la place et adressait au général von Terzy, qui y commandait, une sommation dans laquelle on relève entre autres, cette phrase, pour le moins singulière : « Vu que dans les conjonctures présentes j'ai absolument besoin de la ville d'Olmütz ».

Schwerin avait eu le soin d'éviter, depuis son entrée en Moravie, tout acte dont le caractère manifestement hostile, aurait pu permettre de se rendre un compte exact de la nature et de la portée de ce mouvement, qui, s'il constituait une violation, plus grave encore que les précédentes, de la suspension d'armes solennellement consentie à Klein-Schnellendorf, n'avait été en somme qu'une marche militaire effectuée sur des territoires appartenant, il est vrai, à Marie-Thérèse. C'est ainsi qu'on lit dans les registres de la ville d'Olmütz la note suivante : « Le 20 décembre, le roi de Prusse a fait entrer, à la surprise générale, dans le margraviat de Moravie un corps de troupes, commandé par le feld-maréchal comte Schwerin, sous le prétexte qu'ami sincère de la reine il venait la protéger et la secourir contre les Bavarois, Saxons et Français coalisés, et que, tenu par le traité qui le liait à la France et à la Bavière, il se voyait obligé de se donner l'air d'être son ennemi jusqu'à la fin du mois de mars 1742 [1] ».

Le général Terzy, qui s'était empressé de faire filer sur Vienne la plus grande partie de l'artillerie de la place et qui n'avait autour de lui que 1100 hommes, dont à peine 100 étaient valides,

---

[1] Schwerin confirma verbalement cette déclaration au baron Schubitz, *Kreishauptmann* d'Olmütz, délégué auprès de lui à la suite d'une conférence tenue à Brünn le 18 décembre. Sans consentir à s'expliquer, il se borna à affirmer qu'il venait avec l'intention de protéger le pays et qu'il le ménagerait, tant qu'on ne ferait pas acte d'hostilité contre ses troupes.

envoya au feld-maréchal baron von Seherr, qui commandait à Brünn, un de ses officiers, porteur de la sommation de Schwerin. Le conseil aulique de la guerre, ignorant, comme la cour de Vienne, la nouvelle attitude prise par Frédéric, ne sachant pas que le roi de Prusse avait rompu les négociations, venait précisément, le 22 décembre, d'interdire à Seherr tout acte d'hostilité contre les Prussiens. Le feld-maréchal ne pouvait, par suite, qu'autoriser Terzy à signer la capitulation. Le 28 décembre, la garnison se repliait sur Brünn, et Schwerin entrait à Olmütz. Son corps s'établit sur la ligne Prerau—Olmütz—Müglitz et s'étendit, en janvier, jusqu'à Böhmisch-Trübau, d'où il se reliait avec les troupes du prince héritier Léopold d'Anhalt-Dessau.

Pendant cette opération, Frédéric avait ordonné à ce prince de lever des contributions de toute espèce dans le pays, d'y rassembler des subsistances pour son corps et de procéder à l'établissement de magasins capables d'assurer le ravitaillement d'une armée de 36 bataillons et de 115 escadrons, que le roi se proposait de faire opérer au printemps suivant dans la partie septentrionale de la Moravie, où ces troupes n'auraient pu trouver sur place les ressources nécessaires.

## 4. Occupation de Glatz.

Frédéric n'avait pas, pendant ce temps, perdu de vue cette ville de Glatz, dont la possession lui tenait de plus en plus à cœur, non seulement à cause de la richesse du comté, mais surtout à cause de l'importance stratégique de ce territoire. En donnant au prince Léopold d'Anhalt l'ordre de tâter Glatz et d'essayer de l'enlever, Frédéric avait eu le soin de lui recommander de ménager le pays. « Je ne veux pas, lui écrivait-il, ruiner ce que je suis bien décidé à conserver. »

Bien que les Saxons n'eussent pas fait le mouvement espéré par Fréderic et qui les aurait interposés comme une espèce d'écran entre ses troupes et les Autrichiens, il crut cependant pouvoir profiter du moment où l'armée du prince Léopold transportait ses quartiers vers le sud de la Bohême pour voir s'il ne serait pas possible de réaliser ses projets.

Renforcé par l'arrivée d'un régiment venu des environs de

Breslau, le prince Léopold commença, vers la mi-décembre, par envoyer du côté d'Habelschwerdt 2 régiments d'infanterie qui coupèrent les communications, libres jusque-là, de Glatz avec l'intérieur de l'Autriche, et par charger de l'investissement même de la place 5 escadrons de hussards, qui la cernèrent complètement.

La place, défendue par une garnison de 1707 fantassins, 50 hussards et la milice locale, armée de 26 canons et de quelques mortiers, était malheureusement, en dépit des efforts faits par son commandant, le lieutenant-colonel de Fontanella, en si mauvais état, qu'en réalité la citadelle était seule capable d'opposer un semblant de résistance.

Le 2 janvier 1742, le prince reconnut en personne la ville avec 2 escadrons de hussards. Le lendemain, le général-major von Derschau, venu en parlementaire, remettait à Fontanella une sommation que celui-ci refusa d'accepter.

Le prince, qui avait pu se convaincre de l'impossibilité d'enlever la place par un coup de main, se contenta de montrer les jours suivants ses hussards, qui vinrent dès lors escadronner jusque sous les murs de la ville en attendant l'arrivée de l'infanterie.

Le 9 janvier, il disposait de 4 bataillons, qu'il forma sur un front très étendu et qu'il fit avancer jusqu'à portée de canon. Trompé par cette ruse de guerre, convaincu de l'imminence d'une attaque en règle, ne se croyant pas en mesure de pouvoir défendre la ville, intimidé par les déclarations menaçantes du prince, Fontanella consentit à entamer des négociations, qui durèrent jusqu'au soir. On convint alors que la ville serait remise 48 heures plus tard aux Prussiens, que la garnison se retirerait dans la citadelle, que les vieillards, les femmes, les enfants, les malades et les blessés sortiraient librement et se rendraient à Brünn ; enfin, que, pour ménager la ville, les troupes prussiennes, qui entreraient à Glatz, s'abstiendraient d'attaquer la citadelle.

Le 11 janvier, les troupes prussiennes, qu'on avait, à cause du froid, cantonnées dans les faubourgs, faisaient leur entrée à Glatz. Le prince en partait quelques jours plus tard, après avoir fait couper les conduites qui amenaient l'eau à la citadelle et chargé le général-major von Derschau d'en assurer le blocus avec 1 bataillon et 5 escadrons de hussards.

III. — C.

## 1. L'Autriche après la rupture de l'Acte de Klein-Schnellendorf.

Lorsque nous avons rendu compte, il y a deux ans, du 2e volume de la *Guerre de la Succession d'Autriche*, afin de ne pas interrompre le fil des événements politiques de l'année 1741, nous avons cru bien faire en essayant de caractériser l'attitude de Frédéric II pendant les derniers mois de cette année à l'aide des documents antérieurement recueillis par le colonel von Duncker. Comme nous le pensions, la Section historique n'a pas manqué, elle aussi, d'utiliser le travail du colonel.

Il ne nous restera donc qu'à emprunter au volume qui vient de paraître, les documents nouveaux qui complètent notre premier aperçu et permettent d'apprécier dans tout leur ensemble les moyens dont Frédéric II s'est si habilement servi pour donner, pendant trois mois, le change, d'une part à ses alliés, de l'autre à Marie-Thérèse et à ses ministres, et pour déjouer, sans en avoir l'air, les efforts de Neipperg et des deux ambassadeurs d'Angleterre. Nous avons déjà fait ressortir le changement de ton si caractéristique des lettres de Goltz à Neipperg dès le lendemain de la capitulation de Neisse, changement qui montre bien qu'à partir de ce moment le roi n'entendait plus attacher la moindre valeur à l'Acte de Klein-Schnellendorf; nous avons mentionné l'envoi du baron de Gillern à Troppau, et mis en lumière les procédés dont le roi s'était servi pour éviter de donner à lord Hyndford la réponse que comportaient les notes et les projets de traité du gouvernement autrichien. Frédéric ne s'était d'ailleurs décidé à sortir de son mutisme que le 28 novembre, quelques heures après avoir reçu la nouvelle de la prise de Prague. Ne sachant pas encore que l'armée autrichienne s'était mise précipitamment en retraite, croyant à l'imminence d'une bataille, il avait cru sage de demander à Hyndford de patienter jusqu'au 25 décembre.

Malgré l'attitude de plus en plus cassante de Frédéric, on persistait, en dépit de tout, à croire à Vienne et à Pressburg, à la sincérité du roi de Prusse; on ne s'étonnait même pas de voir

lord Hyndford déclarer qu'il n'osait pas présenter Gillern en qualité de représentant de la reine, de peur de s'exposer aux reproches du roi. Celui-ci, disait-il, ne manquerait pas de protester contre l'intervention d'un nouveau personnage qu'il faudrait mettre au courant d'un secret qui ne devait être connu que de la reine, du roi et de lui.

Malgré la dépêche que lord Hyndford adressait de Berlin à Gillern le 3 décembre, malgré le rapport que Gillern envoyait le 10 décembre de Troppau à la reine et à Neipperg[1], la reine n'avait pas voulu, même à ce moment, se décider à croire à la mauvaise foi, aux intentions perfides du roi. Rien ne prouve mieux la confiance de la reine que le mémoire dans lequel, à la date même du 13 décembre, tout en laissant entrevoir la possibilité de faire au roi d'autres concessions, elle se déclarait prête à renoncer à ses droits de suzeraineté sur la Nieder-Lausitz, à ses droits sur la succession de Juliers et de Berg, sous la réserve toutefois du consentement donné sur ce dernier point par l'Angleterre.

Or, ce fut précisément le 13 décembre que Frédéric se décida à jeter le masque. Comme nous l'avons dit, Raesfeld, ministre de Prusse à La Haye, ayant informé le roi que le baron von Burmannia, ministre de Hollande à Vienne, persistait à parler à son gouvernement de l'existence d'un armistice et de la conclusion probable et prochaine d'un traité de paix entre l'Autriche et la Prusse, Frédéric fit aussitôt annoncer dans tous les journaux officiels qu'il venait « d'envoyer aux vingt-cinq escadrons qu'il avait en Bohême, l'ordre de marcher contre l'ennemi, de concert avec les troupes françaises, bavaroises et saxonnes[2] ».

Le 18 décembre, comme nous l'avons dit, Gillern avait quitté Troppau sur les conseils de Levrier. Arrivé le 20 à Olmütz, où il était encore exposé à être enlevé, il se rendit presque aussitôt à Brünn. Ce fut de cette ville que Gillern, qui venait de recevoir le courrier envoyé par lord Hyndford, fit connaître à Neipperg l'insuccès définitif des démarches du médiateur anglais, la capi-

---

[1] *Archives particulières des comtes de Neipperg* (*Mittheilungen des K. und K. Kriegs Archivs*, t. VI, p. 359).

[2] *Correspondance politique*, I, n° 628.

tulation d'Olmütz, qui avait ouvert ses portes aux Prussiens la veille, et la rupture totale des négociations[1].

Le roi de Prusse avait poussé la prudence et la ruse jusqu'au bout, et comme Gillern le faisait remarquer, avant de partir pour Vienne le lendemain, afin d'être plus sûr que les Autrichiens ne seraient pas mis officiellement et formellement au courant des opérations de ses troupes, Frédéric n'avait pas hésité à faire intercepter les deux lettres que lord Hyndford avait adressées à Gillern à la date des 15 et 19 décembre.

Il suffit, du reste, de laisser la parole à Frédéric lui-même pour voir, comme l'a justement affirmé l'historien de Marie-Thérèse, Arneth, que le roi n'avait jamais songé sérieusement à tenir les engagements qu'il avait pris à Klein-Schnellendorf. On lit, en effet, à la page 240 de l'*Histoire de mon Temps* (édition de 1746), cette phrase bien significative : « C'est pourquoi je consentis à cette suspension d'armes, prévoyant d'avance que l'indiscrétion des ministres autrichiens me fournirait *un prétexte légitime pour rompre cette trève lorsque je le trouverais à propos* ».

Cet aveu sincère, mais tellement compromettant qu'on l'atténua dans les éditions subséquentes, prouve bien, si on le compare à la déclaration contenue dans une lettre que Frédéric avait écrite le 25 juin 1741 à Valory : « Une longue guerre ne saurait me convenir », que, comme toujours, le roi de Prusse n'agissait pas à la légère et poursuivait envers et contre tous et par tous les moyens à sa disposition, la réalisation du programme qu'il s'était tracé.

La correspondance du roi est d'ailleurs là pour prouver que nous ne prêtons pas à Frédéric des desseins plus noirs que ceux qu'il nourrissait en réalité et pour nous révéler presque jour par jour ses idées et ses projets. C'est ainsi que, dès le 30 août 1741, il écrivait du camp de Reichenbach à Jordan :

« Tout pilote pour faire voile
Guette les plus heureux moments,
Que le secours des éléments
Le seconde en enflant sa toile. »

---

[1] Gillern à Neipperg, Brünn, 28 décembre 1741, et lord Hyndford au baron de Gillern. (*Archives particulières des comtes de Neipperg.*)

D'ailleurs, pour qu'il ne reste aucun doute à Jordan, il ajoute à ces vers ces mots qui expliquent bien toute sa politique : « Ce sont ces moments favorables que nous attendons pour ne point manquer notre coup, *je tiens nos arrangements presque certains et je présume qu'en jouant à jeu sûr, on ne m'en saura pas plus mauvais gré*[1]. » Le 24 avril, il annonce à Voltaire que l'on ne tardera pas à se battre. Dans la lettre qu'il écrit le 4 septembre à Schmettau[2], comme dans celle qu'il envoie le 7 à Jordan, il expose à ses deux correspondants le but de ses opérations :

« Ni tous les saints, ni le grand diable
Ne savent point où nous allons;
Mais vous, mon confident aimable,
Je vous apprends que nous ferons
Sous peu le siège désirable
Du fort de Neiss que nous prendrons[3]. »

L'idée de la cessation prochaine des hostilités, cette idée qui le décidera à conclure l'Acte de Klein-Schnellendorf, n'en a pas moins commencé à germer dans son cerveau. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les dernières lignes de cette lettre : « Comme ce que nous allons faire à présent, dit le roi, achève de nous assurer la tranquillité en Silésie et que cette *opération sert de base à nos quartiers d'hiver*, j'en ai la réussite extrêmement à cœur ».

Sans revenir sur les précautions que Frédéric prit pour cacher à l'Électeur de Bavière et à Belle-Isle les négociations qui précédèrent la signature de l'Acte de Klein-Schnellendorf, nous nous contenterons d'emprunter à la lettre que le roi écrivit à Jordan, le 25 octobre, deux ou trois phrases, qui montrent bien que, dès cette époque, Frédéric était absolument décidé à rejeter, quelqu'avantageuses qu'elles pussent être, les propositions que Marie-Thérèse aurait pu être amenée à lui faire en vue d'un traité définitif de paix : « Vous voulez la paix à toute force, répond-il à Jordan[4], et par malheur vous ne l'aurez pas; mais je vous pro-

---

[1] Frédéric II, *Œuvres posthumes*, t. VI, p. 238. Édition de 1788.
[2] Frédéric II, *Correspondance politique*, t. I, p. 494, au feld-maréchal Schmettau, 4 septembre 1741.
[3] Frédéric II, *Œuvres posthumes*, t. VI, p. 241.
[4] Frédéric II à Jordan, 25 octobre 1741, *Œuvres posthumes*, t. VI, p. 246.

mets, en revanche, une prompte fin de campagne ». Tel est le langage bien clair que tenait envers l'homme auquel il avait l'habitude de révéler ses pensées les plus intimes, le prince qui venait, quinze jours auparavant, de signer l'Acte de Klein-Schnellendorf et qui affectait d'être si pressé de se réconcilier sérieusement avec l'Autriche.

Après avoir pesé les termes de cette lettre, on ne peut guère s'étonner des contradictions qu'on relève entre les actes de Frédéric et les engagements qu'il venait de prendre. Il a consenti à l'article 6 de l'Acte de Klein-Schnellendorf; il y a déclaré que le « *roi de Prusse ne demandera jamais plus de Sa Majesté hongroise que la basse Silésie avec la ville de Neisse*[1] ». Mais cette stipulation, qui a pu lui paraître suffisante et avantageuse à un certain moment, n'est pas de nature à le gêner, à l'arrêter dans la voie dans laquelle il s'est engagé dès le mois de décembre 1740, parce que, disait-il, *il lui fallait la Silésie*. L'appétit, qu'il avait dissimulé dans le principe, lui est revenu. Il s'est contenté de Neisse; mais il aurait voulu avoir Glatz, que Marie-Thérèse a eu, à ses yeux, le grand tort de lui refuser. Dans la lettre qu'il a adressée à Hyndford dans la nuit du 25 au 26 septembre, il a bien pu dire : « Pour Glatz, je crois qu'on n'en parlera plus ». Qu'à cela ne tienne! Le roi n'en parle plus, en effet, aux Autrichiens; mais il s'entend presque aussitôt avec l'Électeur de Bavière, qui a toujours besoin d'argent et auquel il rachète ses droits, tout comme avant et après le 9 octobre il négociait avec les Saxons la cession de territoires à l'est de Neisse, territoires qui, comme Glatz, étaient occupés par les Autrichiens et appartenaient à la reine. C'est ainsi que Frédéric respectait la foi jurée.

S'il nous paraît superflu de revenir ici sur les différents griefs, tous plus spécieux les uns que les autres, que Frédéric ne cessa de formuler contre l'Autriche, sur les différents moyens qu'il mit en œuvre pour arriver à se dégager sans avoir l'air de violer la parole donnée[2], il est indispensable cependant d'insister sur l'influence que la prise de Glatz exerça sur les résolutions du roi. A

---

[1] *L'Acte de Klein-Schnellendorf soussigné par mylord Hyndford sur la* PAROLE *du roi de Prusse, le 9 d'octobre* 1741.

[2] Voir Major Z..., *La Guerre de la Succession d'Autriche, Campagne de Silésie,* 1740-1741. — Paris, Baudoin, 1897.

partir du 28 novembre, Frédéric est décidé à intervenir de nouveau, à reprendre les armes, à tirer parti du piège qu'il a tendu à l'Autriche au moment de Klein-Schnellendorf. Comme il l'écrit, le 5 décembre 1741, à sa sœur Wilhelmine, aussitôt après avoir donné à Schwerin l'ordre d'entrer en Moravie : « Il faut pourtant qu'au printemps prochain on ait forcé la reine de Hongrie et son royal époux à accepter les conditions qu'on leur impose[1]. »

Il ressort, du reste, de nombreuses lettres de Frédéric, que dès le mois d'août 1741, le roi avait conçu le projet de s'assurer de bons quartiers d'hiver, afin de pouvoir reprendre plus efficacement la guerre contre Marie-Thérèse et, comme il l'écrit à Belle-Isle, le 3 décembre, arriver jusqu'à Vienne[2].

En un mot, ce fut bien moins pour assurer quelque repos à ses troupes que pour se ménager la possibilité de se réserver l'avenir, que Frédéric conclut l'Acte de Klein-Schnellendorf. Plus que jamais, il tenait à pouvoir disposer de toutes ses forces au moment où l'on en viendrait, en fin de compte, à procéder au morcellement de l'héritage de Charles VI, et, comme il le reconnaît lui-même[3], le plus grand avantage que « le roi retira de cette espèce de trêve avec les Autrichiens fut de rendre ses forces plus formidables. »

Grâce à l'accroissement de revenus (3,600,000 écus) que lui procura l'acquisition de la Silésie et dont la plus grande partie fut employée à l'augmentation de l'armée, Frédéric disposait, à la fin de 1741, de 106 bataillons et de 191 escadrons. Le grand coup, le coup mortel que Schmettau avait été chargé de préparer, et que les Bavarois n'avaient pas su ou pas pu porter à l'Autriche en 1741, ce coup, il comptait le frapper lui-même dans la campagne qu'il allait entreprendre.

Malgré le dédain dont Frédéric fait intentionnellement étalage toutes les fois qu'il parle de ce qu'il appelle « cette espèce de trêve avec les Autrichiens », malgré le soin que, afin de se justifier aux yeux de ses alliés et de la postérité, il apporte à l'exposé des « motifs les plus secrets » qui ont inspiré sa conduite;

---

[1] Frédéric II, *Œuvres complètes*, chap. XXVII, t. I, p. 103.

[2] Frédéric II, *Correspondance politique*, I, n° 643, à Belle-Isle, Berlin, 23 décembre 1741.

[3] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. IV, p. 215.

le roi savait fort bien que l'Acte de Klein-Schnellendorf ne pouvait que lui être avantageux. Cette « espèce de trêve » hâtait la réalisation de ses désirs les plus chers et lui permettait d'attendre les événements avant de prendre un parti.

Ce qu'il ne savait pas à ce moment, c'est qu'il n'avait dû qu'à un hasard heureux la signature de cette convention.

Malgré sa jeunesse et son inexpérience, Marie-Thérèse avait mieux jugé la situation que ses vieux conseillers, que les diplomates les plus rompus aux finesses de leur métier. Avec cet instinct particulier aux femmes supérieures, elle n'avait pas eu besoin d'autant de temps que ses ministres pour juger le caractère de Frédéric et pour deviner ses véritables projets. Elle avait eu l'intuition des événements qui allaient se produire; elle avait toujours été convaincue que ces concessions, qu'on lui avait arrachées après une si longue résistance, n'assureraient à ses sujets ni la paix, ni même la neutralité bienveillante de la Prusse. La lettre qu'elle écrivit à Neipperg, le 11 octobre, avant d'être informée de la signature de l'Acte de Klein-Schnellendorf, fournit la preuve manifeste et irrécusable des regrets et des pressentiments de la reine : « *Ses intentions,* dit-elle à Neipperg, *ne sont que tromperies et lenteurs exprès pour nous amuser. Je souhaiterais même qu'avec la meilleure grâce du monde et dehors de confiance, vous pouviez partir sans rien conclure*[1] ».

La jeune reine, on le voit, n'avait jamais cru à la sincérité du roi de Prusse. Mais, esclave de sa parole, elle avait tenu à honneur d'exécuter fidèlement et scrupuleusement la convention du 9 octobre. Frédéric, au contraire, n'avait jamais songé sérieusement à tenir ses engagements, et rien ne fait mieux ressortir le scepticisme politique du roi et la clairvoyance de Marie-Thérèse que la phrase significative qu'on trouve à la page 240 de l'*Histoire de mon Temps* (Édition Posner, 1746) et que nous avons citée précédemment.

La signature et la rupture de l'Acte de Klein-Schnellendorf ne sauraient, à aucun point de vue, être considérées comme des faits isolés, exceptionnels, relevés par hasard dans la vie politique si mouvementée, si accidentée de Frédéric. Les préli-

---

[1] *Haus, Hof und Staats Archiv, Friedens Acten,* fasc. 23.

minaires de Breslau, suivis de la paix de Berlin (1742), le traité de Dresde (26 décembre 1745), qui n'était, au dire même de Frédéric, qu'un renouvellement pur et simple de la paix de Breslau[1], ont le même caractère que la convention du 9 octobre 1741.

Dans ces différentes circonstances, Frédéric ne prend conseil que de son propre intérêt, ne s'inspire plus, quand il est arrivé au résultat auquel il aspirait, que de la devise : *Chacun pour soi.*

Frédéric n'a, du reste, pas craint d'exposer lui-même dans l'*Avant-Propos* de l'*Histoire de mon Temps*, ses idées sur le peu de cas qu'un prince doit faire, selon lui, de la parole donnée ; de formuler dans cette préface des doctrines politiques destinées à représenter comme le résultat de principes arrêtés toutes les atteintes données à la bonne foi et à l'équité, dont il s'est rendu coupable pendant le cours de son règne :

« La Postérité lira peut-être avec surprise les récits des traités faits et rompus. Quoique ces exemples soient communs, cela ne justifierait pas l'auteur de cet ouvrage s'il n'avait d'autres raisons meilleures pour excuser sa conduite.

« L'intérêt de l'État doit servir de règle aux souverains. Les cas de rompre les alliances sont ceux : 1° si l'allié manque à remplir ses engagements ; 2° où l'allié médite de vous tromper et où il ne vous reste de ressources que de le prévenir ; 3° une force majeure qui vous opprime et vous force à rompre vos traités ; 4° enfin, l'insuffisance des moyens pour continuer la guerre..... Les princes sont les esclaves de leurs moyens ; l'intérêt de l'État leur sert de loi, et cette loi est inviolable. Si le prince est dans l'obligation de sacrifier sa personne même au salut de ses sujets, à plus forte raison doit-il leur sacrifier des liaisons dont la continuation leur deviendrait préjudiciable. Les exemples de pareils traités rompus se rencontrent communément. Notre intention n'est pas de les justifier tous. J'ose pourtant avancer qu'il en est de tels, que la nécessité ou la sagesse, la prudence ou le bien des peuples obligeaient de transgresser, ne restant aux souverains que ce moyen-là d'éviter

---

[1] FRÉDÉRIC II, *Histoire de mon Temps*, chap. XIV.

leur ruine..... Il me paraît clair qu'un particulier doit être attaché scrupuleusement à sa parole, l'eût-il même donnée inconsidérément..... La parole d'un particulier n'entraîne que le malheur d'un seul homme ; celle des souverains, des calamités générales pour des nations entières. Cela se réduit à cette question : Vaut-il mieux que le peuple périsse ou que le prince rompre son traité ? Quel serait l'imbécile qui balancerait pour décider cette question ? Vous voyez..... qu'avant de porter un jugement décisif sur les actions d'un prince, il faut commencer par examiner mûrement les circonstances où i s'est trouvé, la conduite de ses alliés, les ressources qu'il pouvait avoir ou qui lui manquaient pour remplir ses engagements. »

Le prince qui émettait de semblables doctrines, était cependant le même qui, peu de temps auparavant, avait eu à cœur de réfuter Machiavel.

## 2. La situation en Moravie.

Malgré la chute de Prague, la situation des Autrichiens, loin d'être désespérée, était en somme plutôt satisfaisante à la fin de décembre 1741. En Bohême, on était en mesure d'offrir la bataille à l'adversaire, de l'offrir même dans des conditions telles qu'on était parfaitement en droit de compter sur un succès probable. Khevenhüller se disposait à entrer dans la haute Autriche, presque entièrement dégarnie de troupes alliées, et les avantages, que son armée ne pouvait manquer de remporter de ce côté, devaient être de nature à amener un revirement dont l'effet se ferait sentir en Bohême.

Tout semblait marcher à souhait, l'horizon semblait s'éclaircir, lorsqu'on reçut à Vienne la nouvelle de l'apparition, en Moravie, des Prussiens, dont comme toujours on exagérait les forces.

Comme nous l'avons montré précédemment, la Moravie était encore plus dégarnie de troupes autrichiennes que la haute Autriche de troupes franco-bavaroises. Malgré les pressantes demandes que le feld-maréchal Seherr avait adressées au conseil aulique, on n'avait rien fait, même à Brünn. L'armée de Bohême

était occupée du côté de Budweis. La route de Vienne s'ouvrait donc toute grande devant les Prussiens.

Cette fois encore, pendant que tout le monde s'affole et se désespère autour d'elle, Marie-Thérèse, inacessible aux découragements et aux défaillances, dont son entourage donne le lamentable spectacle, oppose une admirable énergie, un merveilleux sang-froid au nouveau danger qui menace sa capitale. Elle se garde bien, comme on le lui conseillait, d'arrêter Khevenhüller et de le faire revenir sur ses pas. Afin de sauver la garnison de la ville de Brünn, elle se borne à autoriser Seherr à capituler, si les Prussiens amènent du gros canon.

Le sang-froid et le coup d'œil de Marie-Thérèse avaient empêché la catastrophe qu'aurait provoquée la pusillanimité de ses conseillers.

On ne tarda pas à voir que Schwerin n'avait guère que 6,000 hommes avec lui et que, pour le moment du moins, Frédéric, satisfait de l'occupation de Troppau et d'Olmütz, ne songeait pas à attaquer Brünn et ne pensait pas à percer sur Vienne.

On en profita pour faire mine de mettre Brünn en état de défense ; mais en réalité, soit à cause du mauvais temps, soit à cause du manque d'argent, l'année 1741 s'acheva, sans qu'aucun renfort de troupes ait été dirigé sur Brünn, sans qu'on ait pu améliorer d'une façon quelque peu sérieuse les ouvrages à moitié en ruines de Brünn et d'Ungarisch-Hradisch.

### 3. Le prince Charles de Lorraine prend le commandement de l'armée de Bohême.

En Bohême, où l'armée autrichienne, s'était établie dans ses quartiers d'hivers dans les premiers jours de janvier, le prince Charles de Lorraine avait pris, à la date du 2 janvier, le commandement en chef que son frère, le grand-duc de Toscane, lui avait remis au moment de quitter le quartier général de Budweis et de partir pour Vienne.

Avant de songer à rien entreprendre, le prince Charles, obligé de laisser à l'armée le temps de se refaire, resta d'abord à

Budweis avec les treize régiments d'infanterie, les neuf régiments de cavalerie et les quatre régiments de hussards cantonnés depuis la fin de décembre aux environs de cette ville.

Vers le 15 janvier, le prince, sur l'ordre de la reine, détacha de son armée le général Kalckreuth qui, avec un régiment d'infanterie et deux de cuirassiers, devait assurer sur la rive gauche du Danube l'investissement de Linz, bloquée sur la rive droite par Khevenhüller, sous les ordres duquel il passait.

L'aile droite de l'armée du prince Charles, formée par le corps détaché, placé sous les ordres de Lobkowitz[1], avait dû, soit à cause du manque de vivres, soit, ce qui paraît plus probable, à cause du mouvement en avant des Français et des Saxons, se replier le 3 janvier, des environs de Deutsch-Brod sur Iglau, où, conformément aux ordres qui lui parvinrent de Vienne, elle prit position afin de contrarier les mouvements des Prussiens en Moravie et de couvrir les communications de l'armée de Bohême avec Vienne.

Pendant l'arrêt forcé que firent subir aux opérations en Bohême les rigueurs de la température et l'épuisement des régiments autrichiens, la reine avait cherché, par tous les moyens possibles, à remettre cette armée en état de coopérer efficacement à la réalisation du plan de campagne accepté par le prince Charles et qui tendait à la reprise de Prague et de la partie de la Bohême occupée par les Franco-Bavarois. Ce plan, absolument logique, pouvait amener des résultats d'autant plus significatifs que Linz venait de capituler le 24 janvier, que l'ennemi avait évacué la haute Autriche, que les troupes légères du général Bärnklau, après avoir enlevé Passau et Oberhaus, battaient déjà l'estrade en Bavière, où leur apparition avait jeté la terreur.

Malgré le coup qu'avait porté à la reine l'élection de Charles-Albert, cette élection qui coïncida, par une curieuse bizarrerie, avec la capitulation de Linz, on aurait pu, grâce aux succès et aux progrès de Khevenhüller, espérer une solution favorable et prochaine sans la menace, croissante de jour en jour, d'un

---

[1] Composition du corps Lobkowitz : 6 régiments d'infanterie, 8 régiments de cuirassiers, 2 régiments de dragons et 2 régiments de hussards.

mouvement offensif des Prussiens sur Vienne, menace d'autant plus sérieuse que Schwerin annonçait hautement et en tous lieux que son roi allait entamer sous peu de nouvelles opérations.

Du reste, quel que pût être l'objectif choisi par Frédéric, la rentrée en ligne de ses armées suffisait à elle seule pour modifier du tout au tout une situation que le mouvement offensif et les succès de Khevenhüller avaient sensiblement améliorée. Il fallait, en effet, en raison du nouveau danger que courait la monarchie, ou bien se hâter d'exécuter le grand mouvement projeté sur Prague, ou se décider à abandonner la Bohême, renoncer aux conquêtes de Khevenhüller et charger l'armée du prince Charles de s'opposer à l'attaque imminente des Prussiens.

Loin de suivre les errements funestes du conseil aulique de la guerre, Marie-Thérèse comprenant, comme elle le dit elle-même, que « *de loin on ne saurait prendre aucune résolution positive*[1] », invita le prince Charles à lui faire connaître le plan d'opération auquel il croirait devoir donner la préférence.

Malheureusement pour Marie-Thérèse, Charles de Lorraine n'était pas, tant s'en faut, un prince Eugène. D'une bravoure à toute épreuve sur le champ de bataille, il compromettait tout par son indécision, sa terreur de la responsabilité, son manque absolu d'initiative. Il faut dire, du reste, que les circonstances n'étaient guère faites pour lui faciliter la réponse à la grave question qu'on venait de lui poser.

L'esprit de son armée laissait beaucoup à désirer; les effectifs étaient loin d'être au complet; la maladie et les désertions auraient rapidement et singulièrement éclairci les rangs de ses régiments, s'il s'était prononcé pour une reprise immédiate des opérations au plus fort de l'hiver. Lui-même trouvait son armée trop peu nombreuse pour avoir des chances sérieuses de triompher de ses adversaires : il ne cessait de réclamer des renforts ; il déclarait, d'autre part, qu'il ne saurait comment assurer ses

---

[1] Marie-Thérèse au prince Charles de Lorraine, 27 janvier 1742 (*K. und K. Kriegs Archiv, Feld Acten.* Böhmen, 1742, fasc. I, p. 44).

subsistances s'il lui fallait prononcer un mouvement offensif d'une certaine ampleur.

Enfin, il faut le constater, le prince avait peut-être à un trop haut degré le sentiment de la terrible responsabilité qui pesait sur lui, en sa qualité de commandant en chef de la seule, de la dernière armée de Marie-Thérèse. En un mot, imbu des principes en faveur à cette époque, incapable de rompre avec la méthode qu'on avait toujours préconisée à Vienne, épouvanté des conséquences incalculables que ses résolutions pourraient exercer sur le sort de l'Autriche, ne voulant à aucun prix d'une responsabilité aussi lourde à porter, il n'osa pas, comme la reine le lui offrait, secouer le joug du conseil aulique et il s'arrêta au parti le plus désastreux que puisse prendre un général : l'inaction.

Grâce à un concours inespéré de circonstances, l'Autriche échappa aux conséquences incalculables qu'aurait dû entraîner cette déplorable résolution. Mais on n'en est que plus en droit d'affirmer qu'en présence des dissensions des alliés, de leurs querelles, de leur égoïsme, une offensive énergique aurait été couronnée de succès, et que, si Marie-Thérèse avait pu prendre en personne le commandement de son armée, elle aurait, comme elle le dit dans cette même lettre du 27 janvier à laquelle nous venons de faire allusion, sans se laisser arrêter par le danger que pouvait faire courir à ses États la rentrée en scène de l'armée prussienne, essayé de pénétrer en Bohême, d'arracher Prague aux Français qu'elle considérait comme ses ennemis les plus redoutables et de frapper un grand coup, qui aurait décidé le cabinet de Versailles à sortir d'une coalition que la reine considérait comme l'œuvre de la France et qui n'aurait pas survécu à sa retraite.

### 4. Mise en état de défense de Brünn.

Tout en songeant avant tout à reprendre l'offensive en Bohême. Marie-Thérèse n'avait pas perdu de vue la Moravie directement exposée aux coups de main des Prussiens. Elle s'était sérieusement occupée de la mise en état de défense de Brünn, avait adjoint au vieux feld-maréchal Seherr le général von Roth, l'officier qui, en janvier 1741, avait fait échouer les attaques des Prussiens contre Neisse. A partir de ce moment on

travailla si activement à Brünn, où Marie-Thérèse avait de plus donné l'ordre d'envoyer trois bataillons hongrois, en marche sur Skalitz, que Roth ne craignait pas, à la fin de janvier, d'affirmer que, si les Prussiens le « laissaient encore tranquille pendant quatre semaines, le Spielberg (citadelle de Brünn) serait en mesure de leur opposer une raisonnable défense »[1].

### 5. Plans de campagne et conseils de guerre de Vienne (28 janvier 1742).

A la nouvelle de la marche en avant des Prussiens, Marie-Thérèse s'était uniquement préoccupée de Brünn et du rôle à attribuer à l'armée du prince Charles qui faisait face aux Français établis à Pisek. Cette fois encore la reine ne partageait pas la manière de voir de ses ministres.

Considérant à juste titre Frédéric comme leur adversaire le plus redoutable, ils auraient voulu, non seulement porter contre lui le gros de leurs forces, mais tirer de l'armée de Khevenhüller des renforts qu'on aurait dirigés sur la Bohême. Mais on ignorait, naturellement, les intentions de Frédéric. On se demandait s'il essayerait d'entrer en Hongrie, s'il mettrait le siège devant Brünn, ou bien si, masquant cette ville, il chercherait à envahir la basse Autriche.

On ne s'arrêta pas un seul instant à la possibilité d'un mouvement sur Budweis et d'opérations entreprises de concert avec le maréchal de Broglie.

On ne s'inquiéta guère des mesures à prendre afin de parer à la première de ces hypothèses. La Hongrie semblait suffisamment protégée par les troupes de l'insurrection et surtout par la mauvaise saison. Enfin, on n'avait pu arriver à arrêter un plan d'opérations répondant aux deux autres éventualités,

Aussi, bien que la reine eût accordé au prince Charles une entière liberté d'action, elle dut, cédant à la pression et aux craintes de son entourage, se décider à réunir à Vienne, le 28 janvier, un conseil de guerre, auquel prirent part les feld-maréchaux Königsegg, Neipperg et Harrach (ce dernier, prési-

---

[1] *K. und K. Kriegs Archiv*, H. K. R., 1742, fasc. I, p. 7.

dent du conseil aulique de la guerre), les généraux de cavalerie Lichtenstein et Batthyany et le chancelier de Bohême, Kinsky.

Le conseil, considérant que Frédéric ne semblait pas « homme à rien livrer au hasard et ne cherchait au contraire qu'à s'avancer pas à pas pour assurer ses conquêtes », émit l'avis qu'il chercherait avant tout à enlever Brünn. L'armée du prince Charles devait par suite opérer contre le roi; mais on n'alla pas plus loin. On examina, sans prendre de résolutions, les avantages et les inconvénients : 1° d'un mouvement sur Znaym; 2° d'une marche sur la basse Autriche en passant soit par Horn, soit par Linz. On insista seulement sur l'intérêt qu'il y aurait à arrêter Khevenhüller après la prise de Braunau et de Passau; on conseilla à la reine d'affaiblir l'armée de Khevenhüller pour renforcer celle du prince Charles, d'augmenter la garnison de Vienne et d'armer solidement les remparts de la capitale. Enfin, honteux peut-être de leur indécision, les membres du conseil de la guerre se prononcèrent, dans une sorte de paragraphe additionnel, en faveur d'une concentration de l'armée, qui s'effectuerait en portant l'armée du prince Charles de Budweis sur Wittingau et le corps Lobkowitz de Deutsch-Brod et d'Iglau sur Neuhaus[1].

La reine, peu éclairée par ces idées assez vagues, mais cependant en opposition complète avec les siennes, se borna à transmettre les réponses du conseil au prince Charles, à Khevenhüller et à Lobkowitz, en leur demandant de les examiner. En même temps elle adressa au prince Charles un petit mémoire qui, rédigé probablement par Bartenstein et portant le titre de *Ohnmassgebigste Gedanken*, montre bien qu'il existait à ce moment à Vienne deux courants d'idées bien distinctes et bien différentes. L'auteur du mémoire, tout en reconnaissant que Frédéric est l'adversaire le plus dangereux de l'Autriche, pensait que l'armée du prince Charles était suffisamment forte pour battre les Prussiens. Il se prononçait énergiquement contre tout affaiblissement de l'armée de Khevenhüller, parce que, disait-il, « c'était en Bavière qu'on devait reconquérir la Bohême » et il ajoutait : « Si l'on a la bonne fortune de battre les Prussiens et de conserver le dessus en Bavière, l'abandon de la Bohême sera chose d'autant plus

---

[1] *K. und K. Kriegs Archiv*, 1742, fasc. I, p. 8.

facile à réparer que les Saxons, dans ce cas, seront tout disposés à changer de côté [1] ».

Mais dans l'intervalle on avait appris que les Prussiens allaient prendre presque immédiatement l'offensive; que le roi, parti de Berlin, se rendait, par Dresde et Prague, à Olmütz, où son armée se concentrait. On avait appris en même temps que le général Truchsess était arrivé le 26 janvier avec treize compagnies de grenadiers et quatre canons, à Wischau, à une journée de marche de Brünn. D'autres troupes le suivaient en passant par Prossnitz, allant sur Lettowitz où il y avait déjà un millier de chevaux. Ces mouvements semblaient indiquer que le roi comptait commencer les hostilités par l'investissement de Brünn.

On était à la veille de la reprise des opérations, et grâce aux tergiversations, aux divergences d'opinion, on n'avait même pas pu parvenir à préparer un plan de campagne.

### 6. La Mission de Pfütschner.

Marie-Thérèse avait, jusqu'au dernier moment, fait tous ses efforts pour empêcher la reprise des hostilités. Le 13 décembre, le jour même où Frédéric se décidait à jeter le masque, puis le 22 décembre, elle avait adressé à lord Hyndford deux mémoires, que ce dernier n'osa même pas remettre au roi. La révolution qui venait de placer l'impératrice Élisabeth sur le trône de Russie, et « dans laquelle on soupçonna le roi d'avoir trempé [2] », venait de délivrer Frédéric d'un grave souci. Le roi, tout en disant que « l'impératrice n'avait de prédilection pour aucune des puissances » et qu' « elle se sentait de l'éloignement pour la cour de Vienne et pour celle de Berlin [2] », savait fort bien qu'Élisabeth se garderait bien, après avoir terminé la guerre contre la Suède, de prendre parti pour l'Autriche. Lord Hyndford esssaya, néanmoins, de tenter une suprême démarche; mais l'audience, que le roi lui accorda, le 25 ou le 26 décembre, lui démontra péremptoirement l'inutilité de sa tentative.

---

[1] *K. und K. Kriegs Archiv.* 1742, fasc. I, ad. 44, et *Ibid.*, *Lettre de Marie-Thérèse au prince Charles*, fasc. 1, p. 51.

[2] *Histoire de mon Temps*, chap. IV, p. 209 à 215.

Malgré cela, Marie-Thérèse, afin d'établir d'une façon indéniable la correction de son attitude, adressa, le 21 janvier 1742, à lord Hyndford, un *Mémoire secret* en chiffres, dans lequel elle fit consigner ses légitimes griefs. « On le remarque, disait-elle, non pour se plaindre, mais pour fonder le soin extrême qu'on doit avoir d'éviter de semblables inconvénients pour l'avenir ». Elle alla même jusqu'à laisser entrevoir la possibilité de cessions territoriales plus considérables, la renonciation à la haute Silésie, dans le cas où Frédéric s'engagerait à retarder l'élection de l'empereur. Enfin, cédant à contre-cœur aux instances du grand-duc, elle l'autorisa même à écrire lui-même au roi, en ayant le soin de lui recommander de ne pas s'humilier et de prendre pour prétexte de sa communication les avantages remportés par Khevenhüller.

Le grand-duc, rentré à Vienne à la fin de janvier, chargea aussitôt son ancien précepteur, le baron Pfütschner, de se rendre à Olmütz auprès de Frédéric II. Il devait demander au roi de faire la paix avec la reine, de s'allier avec elle, et chercher à lui ménager à lui-même une entrevue avec le roi.

Malgré la raideur et le pédantisme du personnage, le choix de Pfütschner était en somme assez habile. Pfütschner avait connu Frédéric à l'époque où il avait accompagné le grand-duc à Berlin. De plus, c'était un homme fort instruit en toutes choses, tout dévoué au grand-duc et d'une honnêteté à l'abri de tout soupçon. Frédéric accorda, le 4 février, à Pfütschner l'audience qu'il lui avait fait demander. « Le roi, dit-il lui-même dans l'*Histoire de mon Temps*, qui se livrait trop à sa vivacité, sans entendre ce que Pfütschner avait à lui dire, lui parla sans mettre de point ni de virgule à son discours, faute impardonnable en négociations, où la prudence veut qu'on attende patiemment les autres et qu'on ne réponde qu'avec poids et mesure. » Rejetant naturellement tous les torts sur la cour de Vienne, refusant toute espèce d'importance aux succès de Khevenhüller, exagérant les dangers de la situation de l'Autriche, il déclara à Pfütschner qu'il ne restait à Marie-Thérèse qu'un seul moyen d'échapper au désastre qui la menaçait : il lui fallait « s'accommoder promptement avec ses ennemis ». Il se chargeait, du reste, d'intervenir pour elle, d'obtenir la paix, sous la condition de la cession de la Bohême à la Bavière, de la Moravie et de la haute Silésie à la Saxe. Quant à

lui, il se contenterait du comté de Glatz. Cette générosité, insolite de sa part, l'intérêt qu'il semblait porter à ses alliés, dont, en général, sa politique égoïste se souciait fort peu, Frédéric se chargea lui-même d'en exposer les motifs à Pfütschner. Afin de mieux garantir ses conquêtes, il tenait à n'avoir aucun point de contact avec le territoire autrichien, il lui fallait entre l'Autriche et lui un État ou des États tampons[1]. Il alla même jusqu'à déclarer que dans ce cas, pourvu qu'il y ait seulement une bande de terre interposée entre leurs possessions respectives, il s'efforcerait de faire entendre raison à la Saxe et à la Bavière et de conserver à l'Autriche des portions de la Bohême, de la Moravie et de la haute Silésie. Cette générosité, s'exerçant aux dépens de ses alliés, lui coûtait d'autant moins qu'il se promettait bien, au moment de la signature de la paix en question, de se faire rétrocéder par la Bavière une partie de la Bohême. Quant à la France,

---

[1] *Correspondance politique*, I, 610. — Frédéric II, au cardinal de Fleury, Berlin, 3 décembre 1741 : «... J'ai parlé à M. de Valory des mesures que je croyais qu'il serait nécessaire de prendre pour la gloire du roi de France et pour le repos de l'Allemagne contre les mauvais desseins du roi d'Angleterre... Il y a actuellement quelques-unes de nos troupes sous les ordres de l'Electeur, et je me prépare à ouvrir au printemps prochain la campagne à la tête de 40,000 hommes de nos troupes. Nous ferons avec le maréchal de Belle-Isle tous les arrangements nécessaires pour que nous puissions avoir le plaisir de vous donner bientôt la nouvelle de la façon dont vos braves Français et vos alliés savent exécuter et mettre dans leur perfection les projets des grands événements que vous avez roulés dans la capacité de votre génie, que vous avez arrangés dans le conseil de votre sagesse. »

Insistant sur « l'artifice grossier employé par la cour de Vienne pour désunir les alliés », il ne craint pas de dire : « Jamais je ne pourrais faire de démarche plus contraire à ma gloire et à mes intérêts que de faire une paix plâtrée avec nos ennemis, qui conserveront naturellement le levain dans leurs cœurs contre moi, qu'ils regardent comme l'auteur de leurs infortunes. »

« D'ailleurs, ajoute-t-il, rien ne m'est plus avantageux que de voir entre les Autrichiens et moi les Saxons, qui me servent pour ainsi dire de digue contre l'envie qui pourrait prendre à la reine de Hongrie de récupérer la Silésie. Le voisinage de l'Electeur de Bavière de l'autre côté me convient beaucoup mieux que celui des Autrichiens, avec lesquels je ne saurais vivre en sûreté... Mais, plus que toutes les raisons que je viens d'alléguer, les vieux principes politiques de ma maison demandent qu'elle soit étroitement unie avec la France... De plus, dans les liaisons où je suis maintenant, je puis voir l'agrandissement de la France sans envie, de même que cette couronne peut considérer le mien sans qu'il lui soit préjudiciable... Il y a même des raisons du côté de nos deux cours, également faites pour cultiver de plus en plus notre union et la rendre, s'il se peut, éternelle. C'est tout le contraire avec l'Angleterre et l'Autriche... »

on n'en parlait même pas. Frédéric avait jugé bon à ce moment d'oublier les combinaisons qu'il avait exposées dans la lettre que, juste un mois auparavant, il avait adressée au cardinal de Fleury[1]. Il est évident que le roi, redoutant par-dessus tout la prépondérance de l'influence française en Allemagne, n'aurait pas été fâché de mettre cette puissance en présence d'un fait accompli et de s'attribuer, au moment de la signature du traité, le rôle qu'il craignait de voir jouer au cabinet de Versailles, rôle qui, à ses yeux, lui revenait de droit.

Renouvelant, du reste, la tactique qui lui avait si bien réussi au moment des pourparlers de Klein-Schnellendorf, tout en modifiant les procédés qui lui avaient déjà servi à tromper Valory[2], il ne craignit pas d'écrire à ce même Valory qu'il avait congédié Pfütschner, après lui avoir déclaré que son gouvernement, s'il avait des propositions à faire, devait les soumettre à tous les alliés.

Frédéric, quoi qu'il en dise, avait espéré faire accepter ses propositions à Marie-Thérèse. Après avoir recommandé à Pfütschner le secret le plus absolu, comptant sur une réponse du grand-duc, qu'il se refusait du reste à voir pour le moment, il « convint d'entretenir une correspondance secrète par le canal d'un certain chanoine Janini[3] ».

Pfütschner repartit le même jour pour Vienne. Sa mission

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 655. — Frédéric II, au cardinal de Fleury, Berlin, 4 janvier 1742 : «... Il me semble que nous ne pourrions rien faire de mieux que de rester inviolablement attachés à nos engagement sans y porter d'altération en quoi que ce puisse être : c'est le moyen le plus sûr de faciliter la paix qui, je crois, ne pourra manquer d'être acceptée, si, après l'élection, les quatre puissances alliées la leur faisaient offrir de concert, selon les conditions stipulées. Au cas de refus, on serait plus autorisé de leur ôter Vienne et toute l'Autriche si l'on veut. Mais je me flatte que, isolés comme ils sont et destitués de tout secours, ils accepteront les conditions que les alliés leur feront. *Vous pouvez compter sur moi quant aux interêts de la France...* »
*Ibid.*, II, n° 658. — Frédéric II, à Belle-Isle, 8 janvier 1742 : « J'ai écrit au cardinal pour lui communiquer mes idées sur les moyens d'accélérer la paix ».

[2] Voir Major Z..., *La Guerre de la Succession d'Autriche, Campagne de Silésie*, 1740-1741, p. 53, et *Correspondance politique*, II, n° 686. — Frédéric II, à Valory, Olmütz, 4 février 1742.

[3] *Histoire de mon Temps*, chap. V. Il s'agit ici du comte François de Gianini, chanoine d'Olmütz.

n'eut pas de suites. Marie-Thérèse n'était pas femme à accepter, sans combattre, des conditions tellement dures qu'elle eût hésité à y souscrire, même après toute une série de défaites. Elle était décidée à lutter avec une énergie désespérée plutôt que de se laisser voler la Silésie, la Bohême et la Moravie.

---

## IV.

### LES DÉBUTS DE LA CAMPAGNE.

---

#### 1. Reprise des hostilités.

Après la prise de Prague, au lieu de se porter résolument au devant de l'armée du grand-duc, les Franco-bavarois avaient attendu dans cette ville l'arrivée du maréchal de Belle-Isle[1] (29 novembre 1741) et y étaient restés dans une inaction presque complète. L'approche de l'hiver, le désir de ménager les troupes, le manque de magasins empêchèrent même Belle-Isle de se décider à prendre résolument l'offensive. A la nouvelle de la retraite du grand-duc, il maintint le gros de l'armée dans ses quartiers d'hiver, porta un petit corps français, sous les ordres de Polastron, sur les bords de la Sazawa et détacha d'abord d'Aubigné sur Pisek, puis une partie des Saxons sur Kaurim afin de rétablir les communications avec la haute Autriche.

D'Aubigné, se croyant trop faible, marcha avec une si grande circonspection qu'il laissa au grand-duc le temps de lui barrer la route, et s'arrêta à Protiwin. Les Saxons, qu'on renforça, devaient pousser sur Deutsch-Brod et s'établir en se reliant au corps du prince héritier d'Anhalt, dans les cercles de Czaslau et de Chrudim, couverts sur leur front par la Sazawa.

Devant la supériorité numérique des alliés, Lobkowitz s'était replié prudemment sur Iglau.

Mais d'Aubigné ayant informé Belle-Isle que le grand-duc semblait vouloir se porter contre lui, le maréchal lui envoya, en même

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, ne manque pas de décocher en passant un trait à Belle-Isle : « Le maréchal de Belle-Isle, dit-il, que la sciatique avait retenu à Dresde tant que les affaires parurent critiques en Bohême, se rendit à Prague d'abord après sa reddition ».

temps que toutes les troupes dont il disposait, l'ordre de pousser sur Budweis, pendant que les Saxons et Polastron marchaient sur Deutsch-Brod.

A ce moment, du reste, Belle-Isle, prétextant l'état de sa santé, demanda au cardinal d'être relevé de son commandement qu'on donna au maréchal de Broglie[1]. Dès son arrivée, Broglie changea toutes les dispositions de son prédécesseur et rassembla son armée à Pisek, où d'Aubigné s'était replié à la nouvelle de l'approche des Autrichiens. Il ne se décida même pas à en bouger, lorsque le grand-duc se fut retiré sur Budweis, d'où il coupait les communications avec la haute Autriche où les Franco-bavarois de Ségur et de Minuzzi durent bientôt plier devant les attaques de Khevenhüller.

L'Électeur de Bavière avait à la même époque quitté l'armée pour se rendre par Dresde et Munich à Mannheim, où il était plus à portée de Francfort et plus à même de s'occuper de son élection. Ses chances avaient considérablement augmenté du reste depuis la prise de Prague.

Mais le 30 décembre 1741, Khevenhüller avait pris l'offensive, passé l'Enns en trois endroits, conquis la haute Autriche, attaqué Linz où Ségur et Minuzzi s'étaient enfermés et menacé les États de l'Électeur. Consterné de ce revers inattendu, hors d'état d'augmenter son armée, Charles-Albert implora l'assistance des rois de Prusse et de Saxe qui seuls pouvaient le sauver. Pour arriver à ce résultat il fallait, d'après lui, jeter au plus vite les Prussiens de Schwerin et du prince Léopold, réunis aux Saxons et aux Français de Polastron, sur Lobkowitz et le prince Charles qu'on chasserait ainsi d'Iglau et de Budweis. Après leur retraite l'armée de Broglie pourrait alors se porter sur Linz, en faire lever le siège et épargner à la Bavière l'invasion qui la menaçait.

Mais Auguste III, fort mécontent des concessions que Frédéric avait arrachées à l'Électeur, qui avait consenti à laisser au roi de Prusse les territoires qu'il convoitait et qui lui convenaient mieux que les lambeaux de terre qu'on voulait lui attribuer, cher-

---

[1] Frédéric n'est guère plus gracieux et plus indulgent pour le maréchal de Broglie que pour Belle-Isle. Il traite peu respectueusement le maréchal de Broglie de « *vieux paralytique* ».

chait précisément à ce moment à s'entendre avec le cardinal de Fleury, auquel il venait de proposer de placer son armée sous les ordres du maréchal de Broglie. Mal disposés pour l'Électeur, mais ne voulant pas se brouiller avec lui, Auguste III et son ministre, le comte Brühl, convaincus que Frédéric refuserait son appui, crurent avoir trouvé le moyen de se tirer d'affaire en déclarant qu'ils se conformeraient aux résolutions de la Prusse.

Or, comme il l'a dit lui-même, Frédéric trouva que les partis mitigés n'étaient plus de saison, que malgré l'hiver il fallait rester en campagne et mettre de suite un terme aux succès, inattendus pour lui, de l'Autriche. Une défaite complète des Franco-bavarois pouvait avoir pour lui des conséquences incalculables. La France, épuisée d'argent, inquiète de l'attitude menaçante de l'Angleterre, aurait probablement traité avec l'Autriche. La Saxe n'aurait pas hésité à embrasser le parti de Marie-Thérèse, qui aurait pu alors se retourner avec toutes ses forces contre Frédéric et lui arracher les territoires qu'il venait d'acquérir. Enfin, en sauvant l'Électeur, Frédéric comptait bien lui faire payer chèrement le service qu'il allait lui rendre et se faire octroyer de nouvelles possessions. Son intervention lui permettait en outre de rester maître absolu de la situation, d'empêcher l'écrasement de l'Autriche, à laquelle il tenait à laisser la puissance nécessaire pour contrebalancer l'influence de la Bavière.

Le meilleur moyen de sauver la Bavière consistait pour Frédéric à se porter par Iglau sur Wittingau, pendant que le maréchal de Broglie pousserait de Pisek sur Budweis. Mais de cette façon on prenait entre deux feux les Autrichiens, qu'on risquait fort d'anéantir. Une pareille opération pouvait amener la ruine totale de l'Autriche à un moment, où un aussi grave événement était loin de convenir à Frédéric. Il n'était pas homme à tirer les marrons du feu pour les autres; il ne voulait pas jouer le jeu de la Bavière et de la France. Pareille victoire aurait rendu ces deux États maîtres des destinées de la maison de Habsbourg et par trop augmenté la puissance de la Saxe et de la Bavière. Enfin il ne se souciait nullement de voir toutes les armées alliées combattre côte à côte. Ce voisinage lui semblait d'autant plus dangereux et contraire à ses intérêts que la Bavière subissait déjà l'influence de la France et que la Saxe n'aurait pas manqué de

profiter de cette occasion pour faire des avances au cabinet de Versailles dans l'espoir d'obtenir du cardinal de Fleury des agrandissements territoriaux que Frédéric était bien décidé à lui refuser.

Frédéric opposa à l'exécution de ce plan des considérations militaires dont il connaissait mieux que personne le peu de valeur. Aussi, avec son habileté ordinaire, il se détermina à proposer l'adoption du plan d'opération que Belle-Isle lui avait envoyé de Francfort le 8 janvier. Le roi avec ses Prussiens doit se porter par Olmütz sur la basse Autriche ; les Saxons occuperont le nord de la Moravie; les franco-bavarois pousseront sur Vienne par la vallée du Danube et viendront donner la main à Frédéric.

Frédéric auquel cette expédition convenait d'autant mieux « qu'elle le rendait plus nécessaire et le mettait en situation d'être également recherché des deux partis », modifia légèrement ce plan en adjoignant quelques troupes prussiennes aux Saxons et au corps de Polastron appelés à marcher sur Iglau et qui de cette façon allaient être placés sous ses ordres. D'autre part, en s'engageant ainsi sur la route de Vienne, il caressait dès ce moment le projet d'arriver à son but : une paix, avantageuse pour lui, obtenue, non pas à l'aide de combats qu'il désirait éviter, mais à l'aide de manœuvres qui l'auraient conduit dans la basse Autriche, où son armée aurait trouvé des vivres en abondance et où sa présence devait, rien que par l'effet moral causé par les dangers qu'elle faisait courir à Vienne, décider Marie-Thérèse à lui offrir la paix dans de bonnes conditions. En procédant de la sorte il se croyait sûr d'éviter des événements qui auraient compromis ses projets ultérieurs.

Le maréchal de Broglie n'était pas assez fort pour venir à lui seul à bout de l'armée autrichienne établie à Budweis, de cette armée qui, restée intacte, était toujours assez forte pour tenir la Bavière en échec. L'Autriche sortait affaiblie et diminuée d'une campagne qui augmentait encore la puissance et les possessions territoriales de la Prusse. Enfin, malgré l'élection de Charles-Albert, de cet empereur qui n'était rien autre que la créature des Français, il comptait de cette façon porter une grave atteinte à l'influence et à la prépondérance de la France en Allemagne.

Ce sont du reste ces considérations que Frédéric n'a pas craint

d'exposer dans les quelques lignes que nous avons citées plus haut, et que nous avons tirées de l'*Histoire de mon Temps*. S'il avait voulu écraser l'Autriche, il eût pu le faire rien qu'en renforçant avec une partie plus considérable de son armée les Saxons et le corps de Polastron; mais pour les raisons que l'on sait, il était bien résolu de n'employer « que le moins de ses troupes qu'il pourrait et le plus de celles que ses alliés voudraient lui amener ». Non content de n'affecter à ces opérations qu'un corps de 15,000 hommes, au lieu de les prendre, comme c'eût été naturel, dans le corps du prince Léopold stationné en Bohême à proximité des Français et des Saxons, il tint au contraire à les tirer presque en totalité du corps de Schwerin.

Mais Frédéric avait de bonnes raisons pour procéder de la sorte. Il savait que les alliés ne supportaient qu'à leur corps défendant sa présence en Bohême, et il craignait de les voir profiter du départ d'une partie des troupes qu'il y avait mises pour occuper les quartiers qu'elles auraient abandonnés et qu'il eût été difficile de reprendre plus tard. Toutes ces considérations, jointes à la résolution, bien arrêtée dans son esprit, de conserver à tout jamais Glatz, le décidèrent à faire entrer en campagne le corps du feld-maréchal Schwerin. Cette détermination était d'autant moins dangereuse pour lui qu'en admettant même que les affaires prissent une mauvaise tournure, il avait en Bohême, en Moravie, en Silésie, plus de monde qu'il n'en fallait pour renforcer son armée.

## 2. Frédéric à Dresde.

La difficulté de ce plan, Frédéric le reconnaît lui-même[1], consistait à décider la cour de Dresde, non seulement à joindre ses troupes aux Prussiens, mais à les placer sous les ordres du roi. Comme il le faisait toujours quand il poursuivait la réalisation d'un projet, Frédéric n'avait rien négligé de ce qui pouvait en assurer la réussite. Dès le 15 janvier, aussitôt après la réception de l'appel désespéré de Charles-Albert, il avait écrit dans ce sens à l'Électeur et avait exposé les mêmes idées, posé

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*.

les mêmes conditions dans les lettres adressées au cardinal de Fleury et à Belle-Isle[1].

Il tenait tellement à obtenir le commandement des troupes saxonnes que, au lieu d'aller droit de Berlin à Olmütz, il crut nécessaire de passer par Dresde avant de se rendre sur le théâtre de la guerre. En attendant, il avait ordonné à Schwerin de tenir son corps prêt à marcher et s'était fait précéder à Dresde par Valory, « pour qu'il sondât les esprits et les préparât aux propositions qu'on voulait faire ».

Valory et Frédéric arrivèrent juste à temps à Dresde. Maurice de Saxe avait réussi à réveiller la méfiance et la jalousie d'Auguste III et de son ministre Brühl « qui se prêtaient avec répugnance à l'agrandissement de l'Électeur de Bavière », à décider son demi-frère à se concilier les bonnes grâces de la France en lui offrant de placer son armée sous les ordres du maréchal de Broglie. Les choses étaient tellement avancées qu'il ne restait plus à régler que quelques points de détail, lorsque Valory et, vingt-quatre heures après lui, Frédéric débarquèrent à Dresde. Leur venue était d'autant plus opportune que Brühl, qui devait sa fortune et sa place à l'Autriche, à laquelle, en 1735, il avait communiqué le plan de partage de la succession de Charles VI fait par Auguste II, menacé de voir sa trahison découverte par un agent autrichien envoyé à cet effet à Dresde[2], avait promis « de faire que les Saxons se retirent de la Bohême ». Il convient d'ajouter aussi que la Saxe en voulait à Frédéric du tour qu'il lui avait joué en faisant entrer ses troupes en Bohême.

Frédéric ne se dissimulait pas les difficultés qu'il allait rencontrer à Dresde et jamais peut-être il ne donna une preuve plus éclatante de son adresse, de son habileté, de sa ténacité, de ses rares talents de diplomate que pendant les quelques heures qu'il passa en Saxe et qui lui suffirent pour obtenir tout ce qu'il désirait.

La conférence, qui se tint dans l'après-midi du 19 janvier chez

---

[1] *Correspondance politique*, II, n[os] 662, 663, 664 : « J'avertis d'avance qu'un roi de Prusse n'est pas un subalterne : il doit commander où il se trouve ».

[2] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*. L'agent dont il est question ici aurait été, d'après Frédéric, « une vieille demoiselle de Kling, intrigante de profession, et qui aurait assisté à l'éducation de la reine de Pologne ».

le roi de Prusse, et à laquelle assistèrent Brühl et Maurice de Saxe, Valory et M. des Alleurs[1], le général comte Rutowsky et le feld-maréchal Schmettau, mérite, à cause de son importance, qu'on en rende compte avec quelque détail.

Le roi y exposa son plan. Il fallait se porter en masse sur Iglau, faire marcher de là les Prussiens sur la Thaya, les Saxons et le corps français plus à droite, mais à même hauteur, afin de chasser les Autrichiens de Pilgram, Potschatek et Teltsch. Le prince Charles de Lorraine n'aurait plus alors qu'à opter entre deux partis, accepter la bataille avec son armée inférieure en nombre à celle des alliés, ou se replier au sud de la Thaya pour couvrir la basse Autriche. Dans les deux cas, Broglie pourrait sans peine prendre Budweis et Tabor et rouvrir la communication avec Linz. Enfin, si le prince Charles reste sur sa frontière, il suffira d'une légère conversion vers la droite pour entrer dans la haute Autriche et pousser sur le Danube. Le roi considérait cette éventualité comme la plus favorable, mais la moins probable de toutes, même dans le cas où Linz aurait ouvert ses portes avant l'exécution de ce mouvement.

« Le comte de Saxe objecta que le maréchal de Broglie avait à peine 16,000 hommes avec lui et que l'expédition à Iglau manquerait faute de subsistances et de fourrages[2]. » Brühl s'éleva également contre le plan du roi. « La première objection était sans réplique; quant à la seconde le roi se chargea de la lever, d'aller à Prague se concerter avec M. de Séchelles, intendant de l'armée, sur les moyens de fournir des vivres aux Saxons[1]. »

Il se contenta alors de demander aux Saxons de se porter en avant jusqu'à Iglau, d'où ils couvriraient sa droite, puis, avec une rare habileté, il réclama la « rédaction d'un protocole, afin de bien établir les responsabilités de chacun ».

Les déclarations du roi n'avaient cependant pas réussi à convaincre Brühl et Maurice de Saxe. Ils avaient compris que le roi voulait avant tout faire accepter un plan qui ne l'obligeât pas à se charger de l'exécution d'une opération décisive. Mais, d'ailleurs, il était clair qu'on ne l'amènerait pas à modifier sa manière

---

[1] Roland Puchot des Alleurs, capitaine aux gardes françaises, puis envoyé en Pologne en 1741, ambassadeur à Constantinople en 1747, mort en 1755.

[2] Frédéric II, *Histoire de mon Temps.*

de voir. Le roi voulait dissiper les soupçons de ses alliés, faire quelque chose pour sauver l'Électeur de Bavière, et l'effet moral, que produirait le mouvement de l'armée du roi, pouvait d'autre part suffire pour arrêter les progrès des Autrichiens en Bavière. Brühl et Maurice de Saxe venaient enfin de céder, lorsque Auguste III entra dans la chambre. « Le roi fit en quelque sorte le vendeur d'orviétan, débitant sa marchandise le mieux qu'il était possible; il appuyait surtout sur ce que le roi de Pologne n'aurait jamais la Moravie, s'il ne se donnait la peine de la prendre.

« Auguste III répondit oui à tout avec un air de conviction mêlé de quelque chose dans le regard qui dénotait l'ennui.

« Le lendemain, à 6 heures du matin, le roi fit inviter le père Guarini, qui était en même temps une espèce de favori, de ministre, de bouffon et de confesseur. Il lui parla de façon à lui persuader qu'il ne voulait réussir que par lui ; la finesse de cet Italien fut la dupe de son orgueil. Le père Guarini, en quittant le roi, se rendit auprès de son maître, qu'il acheva de confirmer dans la résolution qu'il avait prise[1]. »

Après une seconde conférence tenue le 20 janvier, les Saxons furent placés sous les ordres du roi et reçurent l'ordre de se porter, eux aussi, sur Iglau. Ils devaient y recevoir des subsistances que M. de Séchelles s'engageait à leur fournir, rester à Iglau et prendre leurs quartiers le long de la Sazawa en s'étendant vers Prague.

Le 20 janvier, à 10 heures du matin, le roi quittait Dresde ; il avait obtenu tout ce qu'il voulait. Il lui avait fallu, comme il le disait, « brusquer l'aventure, enlever la cour de Saxe comme on prend une place d'assaut[2]. » Les Saxons et le corps Polastron étaient placés, il est vrai, sous ses ordres jusqu'à la prise d'Iglau ; mais il était bien entendu que les Saxons y resteraient pour couvrir la droite de son armée[3] pendant sa marche sur la Thaya.

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*.

[2] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*.

[3] *Correspondance politique*, II, n° 668. Prague, 22 janvier 1748, Schmettau au roi de Bohême.

### 3. Établissement du plan définitif d'opérations.

Le 21 janvier au soir Frédéric arriva à Prague. En route il avait causé avec le major de Marsilly, aide de camp de Broglie, chargé par le maréchal d'aller terminer, à Dresde, les négociations qui devaient mettre les Saxons sous ses ordres. Frédéric poussa la malice jusqu'à le laisser continuer sa route. Aussitôt après son arrivée à Prague, il y reçut d'abord le prince héritier d'Anhalt, puis Gassion et Séchelles. Insistant sur la nécessité de sauver Linz et la Bavière, il ne cessa de revenir à tout instant sur le peu de bonne volonté de la cour de Saxe, dont il n'avait pu vaincre la résistance qu'en promettant à Auguste III, que Séchelles fournirait des subsistances aux troupes saxonnes. « Je ferai l'impossible possible », répondit Séchelles, et le roi, enchanté de cette réponse, ajoute dans l'*Histoire de mon Temps :* « Sentence qui devrait être écrite en lettres d'or sur le bureau des intendants d'armée. »

Le 22, le roi était à Alt-Bunzlau, le 23 à Königgrätz, et le 24 devant Glatz, qui résistait toujours et qu'il donnait l'ordre de bombarder afin de presser la reddition de cette place, à laquelle il tenait tant. Le 26, accompagné du prince Léopold et de Schmettau, il se rendit à Landskron « où il avait appointé le chevalier de Saxe, le général de Polastron, le général-lieutenant Renard et le feld-maréchal Schwerin, pour concerter avec eux les opérations[1] ».

Frédéric y eut encore une lutte assez vive à soutenir pour vaincre les résistances qu'il rencontra de la part du chevalier de Saxe et de Polastron. Le chevalier de Saxe était d'autant plus mal disposé qu'il ne s'était éloigné qu'à contre-cœur de son armée et qu'il ne lui souriait guère d'être placé sous les ordres du roi. Polastron était une créature de Belle-Isle, mais il venait de recevoir deux lettres, l'une de Broglie, furieux de ce qui venait de se passer à son insu à Dresde, l'autre de Maurice de Saxe, qui

---

[1] Le chevalier de Saxe, frère du maréchal. A propos de Polastron, Frédéric disait de lui dans l'*Histoire de mon Temps :* « M. de Polastron était un homme confit en dévotion, qui semblait plus né pour dire son chapelet que pour aller à la guerre ».

lui exposait les véritables motifs, pour lesquels on avait demandé la coopération de Séchelles. Le maréchal de Broglie défendait à Séchelles de s'engager à fournir des subsistances aux Saxons, à cause des mouvements que le roi allait faire avec l'armée saxonne et qui allaient découvrir Prague et l'armée française. Broglie avait pénétré les intentions du roi. Malheureusement, l'ordre envoyé à Séchelles arriva trop tard. Il avait déjà livré au roi de Prusse 12,000 sacs de farine, et Broglie dut se contenter de défendre à Polastron de dépasser Iglau et lui prescrire de revenir ensuite derrière la Sazawa. Quant au chevalier de Saxe, personnellement opposé au plan de Frédéric, qui lui paraissait dangereux pour la Saxe, il ne devait, lui aussi, aller que jusqu'à Iglau. Pour ce qui est de Frédéric, il ne se gêna pas pour formuler d'autres exigences lors de la conférence de Landskron. Non content des concessions qu'il avait obtenues à Dresde, il déclara au chevalier de Saxe et à Polastron qu'il comptait pousser jusqu'à la Thaya et assiéger ensuite Brünn. L'habileté du roi triompha, cette fois encore, de l'opposition des deux généraux. Rien ne lui coûtait d'ailleurs. Il n'hésita pas à s'engager à faire couvrir, en cas de besoin, la Saxe par l'armée du prince Léopold, à déclarer solennellement qu'il répondait des subsistances des Saxons en Moravie. « Je m'en fais un point d'honneur », s'écria-t-il pour en finir.

A la suite de cette affirmation, on convint définitivement de marcher sur Iglau. Les deux généraux consentirent à se placer jusque-là sous les ordres du roi, mais, dès ce moment, ils firent toutes leurs réserves pour l'avenir. Le chevalier de Saxe[1] s'attendait à recevoir à Iglau l'ordre de refuser sa coopération ultérieure. Quant à Polastron, comptant sur les changements que ces opérations allaient faire subir à la situation respective des deux adversaires, il n'avait pas jugé nécessaire de communiquer à Frédéric les ordres qu'il avait dans sa poche et qui lui enjoignaient de se replier aussitôt après la prise de cette ville.

Après avoir décidé que l'armée alliée[2] devait être tout entière

---

[1] Le chevalier de Saxe au roi de Pologne, Deutsch-Brod, 12 janvier 1742.

[2] Ordre de bataille de l'armée alliée, prussienne, française et saxonne : 43 bataillons (19 prussiens, 19 saxons et 5 français); 81 escadrons (44 prussiens, 31 saxons, 6 français).

concentrée à Gross-Bitesch et Gross-Meseritsch, le 7 février, le roi partit pour Olmütz, où il arriva le 28 janvier, pendant que les deux généraux rejoignaient leurs corps.

## 4. Frédéric à Olmütz.

A son arrivée à Olmütz, le roi reçut successivement la nouvelle de l'élection de l'Électeur de Bavière, qui devenait ainsi l'empereur Charles VII, de la chute de Linz et des efforts que faisait la France pour presser la conclusion de la paix entre la Russie et la Suède. Ces graves événements ne furent pas sans troubler Frédéric. La capitulation de Linz pouvait permettre à Marie-Thérèse de renforcer l'armée du prince Charles et obliger le roi à augmenter sensiblement l'effectif des troupes qu'il voulait engager. De plus, le bruit de la cession de Brême et de Verden à la Suède l'inquiétait d'autant plus que, si la Suède réussissait à reprendre pied en Allemagne, la Prusse risquait de nouveau d'être enserrée entre deux puissances dont le roi redoutait l'hostilité et qui entraveraient ses accroissements ultérieurs. L'embarras du roi apparaît bien nettement dans les deux lettres qu'il écrivit à ce moment à Podewils [1].

Faisant de moins en moins de fond sur la valeur et la durée de l'alliance française, Frédéric avait songé à se rapprocher de nouveau de l'Autriche, à s'entendre avec la Russie. Il risquait d'autant moins à le faire que la perte de Linz venait de porter

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 676 et 677. Frédéric à Podewils, Olmütz, 30 janvier 1742 :

« Trouvez l'occasion de faire dire par lord Hyndford à Vienne, que je ne veux nullement voir la Maison d'Autriche par trop abaissée en Allemagne, que je m'opposerai à ce qu'on lui prenne autre chose que la Silésie, la Moravie et la Bohême. Tout cela doit être dit avec circonspection et savoir-faire. Ecrivez à Mardefeld (ministre de Prusse à Saint-Pétersbourg). Recommandez-lui de flatter l'impératrice de Russie et de l'assurer de mon inébranlable amitié.

« J'ai trouvé la cour de Dresde d'une prodigieuse timidité, mais je les ai pourtant déterminés pour qu'ils agissent de concert avec moi. Par ce moyen, je me vois l'arbitre de la guerre..... J'ai vu les Français à Prague, ils sont beaucoup plus faibles qu'on ne se les était imaginés.....

« J'ai prodigieusement d'ouvrage ici, mais je me flatte que dans trois semaines le gros des affaires sera arrangé.

« Ne serait-il pas bon de faire un traité d'amitié avec la Russie et de donner un gros présent à Lestocq?..... »

un gros coup au prestige militaire de la France. L'Électeur de Bavière, quoique devenu empereur, n'en était pas plus puissant pour cela. Ses États étaient entre les mains des Autrichiens; le feld-maréchal Törring venait d'être battu à Schärding le 17 janvier. Le nouvel empereur n'avait plus ni hommes ni argent, et il paraissait peu probable que la France pût ou voulût lui venir en aide. La Prusse seule était à même de sauver Charles VII.

Aussi, au moment où le roi écrit sa deuxième lettre, le calme et la confiance lui sont revenus. Il est redevenu l'arbitre de la guerre; il ne se laissera pas tromper par la France; il ne signera la paix que sous les conditions qui lui agréeront; il profitera de la détresse de Charles VII pour lui acheter, moyennant un million de thalers, le cercle de Königgrätz, et, comme il ne faut rien négliger, il écrit au cardinal pour faire valoir l'importance du service qu'il rend aux alliés et qui doit lui valoir une récompense[1].

Mais, Frédéric n'en avait pas encore fini avec les difficultés qu'il croyait avoir aplanies pendant son séjour à Dresde et à Prague. C'était maintenant Rutowsky qu'on envoyait de Dresde prendre le commandement des Saxons et proposer une fois de plus au roi d'opérer sa jonction avec Broglie, qu'on croyait à la veille d'être attaqué par les Autrichiens. C'était, d'autre part, la réponse de Broglie, arrivée à Olmütz le 2 février. Le maréchal n'approuvait pas le plan arrêté lors de la conférence de Landskron et demandait au roi de se diriger d'Iglau sur Pilgram et Neuhaus.

L'opposition de ses alliés exaspéra Frédéric, qui répondit

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 675. Frédéric au cardinal de Fleury, 29 janvier 1742 :

« L'invasion des Autrichiens en Bohême m'a engagé à venir moi-même ici après avoir fait consentir le roi de Pologne de me donner le commandement de ses troupes pour les joindre aux miennes et faire une diversion convenable. Je me mettrai, le 2 de février, à la tête de ces troupes, pour obliger l'ennemi à évacuer la Bohême, la Moravie et peut-être la Bavière. Je ne prétends point me faire valoir, mais je suis persuadé que, dans le fond de votre cœur, vous sentez toute l'importance du service que je rends à la France et à ses alliés, et j'espère que je n'obligerai pas des ingrats. S'il est vrai que c'est dans l'occasion qu'on connaît ses amis, vous devez bien m'apprendre à connaître à présent... Enfin, monsieur, je fais tout pour la France; je n'ai pas attendu qu'on m'appelle pour secourir mes alliés; j'ai fait plus que contient notre traité, de façon que je dois croire que vous ne négligerez pas un allié si plein de bonne volonté, de zèle et de fidélité. »

sèchement à Broglie[1] et menaça Auguste III de se replier sur la Silésie : « Comment Votre Majesté s'emparera de la Moravie, je n'en sais rien, et je crois même qu'elle n'y arrivera pas[2] ».

Se défiant de plus en plus de la Saxe, et surtout de la France, dont la politique lui semblait tendre vers la création en Allemagne d'une foule de petits royaumes (*reguli*)[3], Frédéric en revenait à l'idée de reprendre les négociations avec l'Autriche, sans en faire part, bien entendu, au cabinet de Versailles. Le cardinal de Fleury n'avait donc pas absolument tort lorsqu'il disait, à ce moment, qu' « il voyait dans son miroir magique les actions de tous les princes de l'Europe, qu'il n'y avait que celles du roi de Prusse qu'il ne voyait point »[4].

L'intervention de l'Angleterre, que Podewils est chargé de négocier, ne lui suffit plus : un agent secret se disposait à se rendre à Vienne, au moment même, où Pfütschner arriva à Olmütz. On n'avait pas pu arriver à une entente, mais le roi s'était assuré ce qu'il voulait : le moyen d'entretenir une correspondance secrète, tout en poursuivant par les armes la réalisation de ses projets. Cette fois, cependant, le roi s'était trompé dans ses calculs. Il était parti d'une donnée inexacte. Croyant à l'épuisement presque complet des forces vives de l'Autriche, il n'avait, pour arriver à ses fins, mis en œuvre que des moyens insuffisants.

Le corps d'opération prussien ne représentait, en effet, qu'un effectif total de 14,900 hommes, établis, lors de l'arrivée du roi à Olmütz, à Schönberg, Mährisch-Trübau, Prossnitz et Mährisch-Weisskirchen. Le général Truchsess couvrait, depuis le 26 janvier, cette concentration et occupait Wischau avec 10 compagnies de grenadiers et quelques uhlans.

Il eût été d'autant plus facile à Frédéric de renforcer ce corps d'opération qu'il avait encore dans la basse Silésie 7 bataillons

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 681, au maréchal de Broglie, Olmütz, 3 février 1742.

[2] *Correspondance politique*, II, n° 684, au roi de Pologne, Olmütz, 4 février 1742.

[3] *Correspondance politique*, II, n° 665, à Podewils, Postdam, 16 janvier 1742.

[4] Frédéric II, *Œuvres posthumes*. Jordan à Frédéric II, Berlin, 27 janvier 1742.

et 5 escadrons; dans la haute Silésie et la Moravie 11 bataillons, 8 compagnies de grenadiers, 15 escadrons de cavalerie et 8 escadrons de uhlans (ces derniers démontés, il est vrai); en Bohême, 10 bataillons et 23 escadrons; enfin, dans les provinces de la Vieille-Prusse, 41 bataillons et 61 escadrons.

Frédéric aurait donc pu aisément, sans affaiblir les autres corps, sans même dégarnir ses États héréditaires, prêter un concours autrement efficace à ses alliés aux abois et amener, par une action confiée à des forces respectables, la solution définitive de la crise.

Pendant son séjour à Olmütz, il se contenta de déterminer la force et la répartition des troupes qui devaient, après le départ du corps d'opération, garder la Moravie, assurer les communications avec la Silésie, et couvrir la frontière du côté de la Hongrie. Mais, s'il se préoccupait sérieusement de l'insurrection hongroise, il ressort, au contraire, de la nature même du reste de ses préparatifs, qu'il croyait pouvoir arriver haut la main sur Vienne et pensait de plus en plus que la campagne, qui allait s'ouvrir, ne serait rien autre chose qu'une marche militaire.

Schwerin et Schmettau avaient tous deux essayé, mais en vain, de lui faire accepter leurs idées. Tous deux étaient d'avis qu'il fallait avant tout s'emparer de Brünn, dont la prise présentait d'autant moins de difficultés que la place était hors d'état de résister longtemps, d'autant plus d'avantages qu'on s'assurait ainsi la possession de la plus grande partie, et de la partie la plus riche, de la Moravie. Schwerin était même revenu à la charge, lorsque le roi lui communiqua son plan d'opérations, son projet de se porter par Iglau sur la Thaya. Le feld-maréchal essaya inutilement de convaincre le roi des dangers auxquels il s'exposait en laissant une place si considérable sur les flancs de son armée. L'explication, qui eut lieu au couvent de Hradisch, le 28 janvier, fut si vive que Schwerin se fit porter malade et quitta l'armée. Le roi s'entêta à penser qu'il suffirait de sa seule apparition dans la basse Autriche pour amener la paix, et il se refusa, soit à perdre du temps devant Brünn, soit à détacher des troupes qu'on aurait chargées de masquer, puis d'investir cette ville.

Frédéric avait d'ailleurs de bonnes raisons pour agir de la sorte, pour laisser même les Autrichiens travailler au nez et à la

barbe de Truchsess à la mise en état de défense du Spielberg. Les besoins de la politique l'emportèrent ici sur les considérations militaires. La Moravie lui servait à amuser et à tenir la Saxe. C'était grâce à la promesse de lui céder cette province qu'il avait pu s'assurer le concours d'Auguste III. Il n'avait par suite aucune raison pour se hâter de tenir sa parole, aucune raison pour verser le sang de ses soldats et conquérir un territoire qu'il ne pouvait garder et qu'il s'était engagé à rétrocéder. Le roi, il est vrai, ne croyait pas à la longue durée de la campagne et faisait, par suite, peu de cas de l'existence de cette place qu'il laissait de gaieté de cœur sur ses derrières. La faute commise, en négligeant Brünn, n'en exerça pas moins, et il le reconnut lui-même, une influence considérable sur les opérations.

Frédéric commit, d'ailleurs, au même moment, une autre faute, dont les conséquences ne furent pas moins graves pour lui. Rejetant, surtout par avarice, les propositions de Schwerin, il entra en campagne sans avoir pu assurer les subsistances de son armée, sans avoir pu constituer les magasins qu'il avait voulu faire établir à Olmütz. Le roi sentait si bien qu'il était fautif qu'il essaya de se justifier dans l'*Histoire de mon Temps* : « On avait, dit-il, établi des magasins dans cette ville, mais M. de Séchelles n'y avait pas présidé. Le séjour du roi dans cette ville fut trop court pour obvier à cet inconvénient ». Du reste, il persistait à croire que la campagne durerait au plus trois semaines[1].

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 677, Frédéric à Podewils, 30 janvier, et II, n° 687, Frédéric à lord Hyndford, 6 février 1742.

Lord Hyndford avait écrit le 1er février au roi en lui disant : « Je suis autorisé de la reine de Hongrie de faire à Votre Majesté de meilleures propositions que jamais et plus avantageuses que celles que Sa Majesté m'a fait l'honneur de me dire avoir été offertes par les alliés ». Le roi avait peut-être deviné que lord Hyndford outrepassait les intentions de la cour de Vienne. Toujours est-il qu'en lui répondant de Jedownitz, le 6 février, il lui disait : « Je crois ne pouvoir être bientôt de retour à Berlin, les opérations, dont je suis actuellement occupé pour approcher une paix désirable, ne pouvant finir dans quelques jours ; j'espère que vous voudrez bien bien agréer ce petit délai ».

V.

CAMPAGNE DE MORAVIE.

---

## 1. Concentration des alliés à Gross-Bitesch.

Dès les premiers jours du mois de février le corps prussien, chargé de combiner ses opérations avec les Français et les Saxons, était concentré entre Prossnitz et Wischau. Des postes de cavalerie, dépassant ce dernier point, avaient poussé jusqu'à Lultsch afin de mieux cacher les projets du roi et de donner des inquiétudes à l'ennemi au sujet de Brünn. De plus comme les Prussiens étaient en avance sur la date convenue à Landskron, le roi en profita pour faire occuper Ungarisch-Hradisch, dont la possession lui paraissait indispensable et lui permettait de mieux couvrir ses derrières du côté de la Hongrie. Lorsque le lieutenant-colonel von Bolstern arriva le 5 février au matin devant cette petite place, il n'y trouva plus personne. Le lieutenant-colonel von Stubenberg, informé de la marche des Prussiens, ne disposant que d'une seule compagnie franche et n'ayant pu obtenir l'envoi de renforts qu'il n'avait cessé de réclamer, avait fait filer son artillerie sur Brünn et s'était, dès le 2 février, replié sur la Hongrie.

Le 5, le roi quittait Olmütz et rejoignait à Wischau son armée qu'il mit en mouvement sur Gross-Bitesch dès le lendemain. Schwerin, resté à Olmütz, y avait pris le commandement des troupes que le roi y laissait.

Les 2,870 Français de Polastron et les 16,180 Saxons de Rutowsky occupaient au commencement du mois de février, aux environs de Deutsch-Brod, des quartiers qu'ils quittèrent le 5 au matin. Ils marchèrent avec une telle lenteur qu'en quatre jours ils ne firent que quarante kilomètres, après avoir eu le 4 à Gross-Losenitz et le 5 à Saar deux escarmouches insignifiantes avec les éclaireurs de Lobkowitz. Le 10 février, Rutowsky établit son

quartier général à Gross-Meseritsch. Le général de Polastron s'installa à Nettin.

Le mouvement du corps prussien s'était effectué par petits détachements marchant chacun pour leur compte. Le 6, le roi était à Jedownitz; le 7, après avoir passé la Zwittawa, à Gurein. Le verglas avait rendu la marche presque impossible. Le 8 on fit halte, et le 9 le roi mettait son quartier général à Gross-Bitesch. La concentration de l'armée d'opération était désormais un fait accompli.

Frédéric se trouvait par suite avec 35,000 hommes sur le flanc droit de Lobkowitz qui se réunissait à Iglau, et dont il menaçait les communications avec l'armée du prince Charles. La route de Vienne s'ouvrait toute grande devant le roi. Entre lui et Vienne il n'y avait, en fait de troupes autrichiennes, que la petite garnison de Brünn. L'armée du prince Charles, même après sa jonction avec Lobkowitz, n'aurait pu opposer que 30,000 hommes au maréchal de Broglie, et de toute façon Frédéric était de deux marches au moins plus près de Vienne qu'elle. La campagne semblait donc s'ouvrir dans les conditions les plus favorables pour le roi de Prusse.

« Si je n'ai pas réussi, dans la campagne d'hiver de 1742 que je fis pour dégager les pays de l'Électeur de Bavière, c'est que les Français y agissaient en étourdis et les Saxons en traîtres[1]. » Le roi de Prusse se garde bien de parler de la faute capitale que lui seul avait commise en dédaignant l'adversaire qu'il allait avoir à combattre, en pensant qu'il le frapperait de terreur. Il ne voulait pas reconnaître que l'insuccès final de son plan tenait à deux causes : l'insuffisance des forces mises en mouvement et l'insuffisance des préparatifs.

L'entourage du roi, ses confidents les plus intimes ne partagèrent d'ailleurs à aucun moment sa confiance, sa foi dans le succès. Aux craintes que leur inspirait cette campagne d'hiver venaient s'ajouter d'autres causes de préoccupations motivées par la mauvaise volonté, fort explicable et fort naturelle, des Saxons. A peine arrivé à Gross-Bitesch, le roi ne put, qu'au prix des

---

[1] Frédéric II, *Instruction militaire du roi de Prusse pour ses généraux* art. XXVIII.

plus grands efforts, dissimuler à Rutowsky le désappointement qu'il éprouva en apercevant Maurice de Saxe aux côtés du général saxon.

Le roi savait si bien que le comte de Saxe était l'un de ses plus irréconciliables adversaires, qu'il ne craignit pas de dire peu après, dans une de ses lettres à Rutowsky : « Tout ira bien pourvu que le comte de Saxe ne s'en mêle pas ».

Maurice de Saxe n'était venu que pour se rendre compte des intentions du roi et pour pouvoir s'opposer en connaissance de cause à la réalisation de ses projets. Avec sa rare intelligence, il ne lui fallut pas longtemps pour s'apercevoir que le roi ne se souciait nullement de ses alliés de Bavière, de Saxe et de France, ne songeait qu'à de nouvelles acquisitions, ne pensait qu'à tout tirer à lui lorsqu'on entamerait les négociations. A son retour de Gross-Bitesch, Maurice de Saxe savait à quoi s'en tenir. « Je n'ai pu, écrivait-il au comte de Brühl, deviner ses pensées les plus secrètes; mais s'il s'entend avec la reine de Hongrie et si l'on chasse les Français de la Bohême, qu'adviendra-t-il de nous autres, Saxons? Nous serons forcés de conclure la paix aux conditions qui lui conviendront et je suis sûr que nous la payerons cher, cette paix. » La visite de Maurice de Saxe avait d'ailleurs eu des conséquences désagréables pour Frédéric.

La cour de Saxe avait changé de manière de voir et décidé de ne laisser son armée à la disposition ou sous les ordres du roi de Prusse après la prise d'Iglau, que si le roi s'engageait à se porter sur Neuhaus. Malgré cela, Maurice de Saxe, redoutant la faiblesse de Rutowsky et l'influence que Frédéric exerçait sur lui, demanda à Broglie de le renvoyer en personne à Gros-Bitesch sous le prétexte de communiquer une résolution déjà connue du roi : l'ordre donné à Polastron de rejoindre l'armée du maréchal.

L'entrevue fut naturellement orageuse. Frédéric ne voulut rien entendre; on lui avait donné l'armée saxonne jusqu'à la prise d'Iglau. Elle restera jusqu'à ce moment sous ses ordres. Enfin, quand il se fut écrié : « Eh bien! vous ne voulez pas de la Moravie! à la bonne heure, je me retirerai aussi! » [1], Rutowsky

---

[1] Rapport de Rutowsky, *Archives saxonnes*, fasc. 116.

s'inclina et céda. Le rappel de Polastron donna lieu à des difficultés plus sérieuses encore. Frédéric, en présence des ordres formels qu'on lui présenta, dut laisser Polastron libre d'agir à sa guise; mais le général français, imbu des idées de Belle-Isle, prit sur lui de ne se séparer de Frédéric qu'après la prise d'Iglau.

Rassuré par les déclarations des deux généraux placés sous ses ordres, Polastron chargea Valory de faire connaître à Schmettau qu'il lui était impossible de quitter le roi au moment où ses troupes étaient à la veille de partager les lauriers que les Prussiens allaient cueillir et il exposa à Broglie les raisons qui l'avaient empêché de se conformer à ses ordres.

## 2. La prise d'Iglau.

Fixé désormais sur les effectifs dont il allait pouvoir disposer jusqu'à la prise d'Iglau, le roi porta le 12 février son armée contre cette place. Le 12 février au soir, les têtes de l'armée avaient atteint l'Iglawa. Frédéric mit son quartier général à Trebitsch et les Saxons s'établirent sur la ligne Neudorf—Gross-Meseritsch—Tassau—Budischau.

Polastron, auquel il n'avait pas envoyé d'ordre, avait suivi le mouvement des Saxons et s'était arrêté à Wollein et Zhorsh-Stranetzka. Les Prussiens avaient pris position au sud-est des Saxons. On n'avait rencontré en chemin que quelques éclaireurs autrichiens qui se retirèrent après avoir échangé quelques coups de fusil avec l'avant-garde.

Le 13 février, pendant que les Saxons et les Français restaient dans leurs quartiers, les Prussiens s'avancèrent jusque sur la ligne Heraltitz—Startsch.

Frédéric, d'après les renseignements qui lui étaient parvenus, s'attendait si peu à voir les Autrichiens lui opposer une résistance sérieuse à Iglau, qu'il chargea le prince Thierry d'Anhalt d'attaquer la place avec 8 bataillons, 13 escadrons et 1180 hussards et uhlans. Ces troupes, appartenant aux trois contingents alliés, devaient être réunies le 14 à midi, les Prussiens à Pirnitz, les Saxons à Przimielkau et les Français à Wiese. Les nouvelles, reçues le 13 au soir et qui lui signalaient la présence d'un gros

corps de cavalerie autrichienne à Pirnitz, décidèrent le roi à modifier ses ordres, à renforcer le prince Thierry de 2 bataillons prussiens et de 3 escadrons saxons, et à lui prescrire de faire venir tout son monde à Heraltitz. Le dégel retarda ce mouvement. Les Prussiens, l'infanterie et la cavalerie saxonne atteignirent seuls Heraltitz le 14 au soir; la cavalerie légère saxonne n'y arriva que le 15 au matin. Les Français, prévenus trop tard, restèrent à Wiese.

Le 15, le prince Thierry se porta enfin d'Heraltitz sur Iglau, précédé par la cavalerie légère saxonne qui donna, au nord de Prisnek, contre 80 hussards autrichiens. Après une escarmouche de peu d'instants, ces hussards se replièrent sur leur gros, fort de 4 escadrons, qui se retira d'abord sur Iglau et continua ensuite sa retraite sur la route de Neuhaus. Lobkowitz avait eu le temps, non seulement d'évacuer Iglau, mais d'en retirer les magasins que Frédéric tenait surtout à enlever. Il avait si bien dérobé son mouvement, que la cavalerie saxonne, qui s'arrêta d'ailleurs à peu de distance au delà d'Iglau, ne put rétablir le contact. 4 bataillons saxons occupèrent Iglau.

L'armée de Frédéric devait exécuter, le 15 février, un mouvement général au delà de l'Iglawa. Mais seuls les Prussiens poussèrent jusque sur la ligne Schelletau—Mährisch-Budwitz.

Mécontent du résultat insignifiant, presque dérisoire, d'une opération qu'il comptait voir se terminer de tout autre façon et sur laquelle il avait fondé de grandes espérances, ce fut sur les Saxons que Frédéric fit tomber sa mauvaise humeur. A l'en croire « leur lenteur et leur mauvaise volonté firent perdre dans cette expédition des jours et même des semaines, ce qui nuisit au bien des affaires [1] ». Rutowsky et le chevalier de Saxe que « par galanterie » on avait logés à Budischau, « s'y trouvèrent si bien que jamais on ne put faire avancer leurs troupes; ils y demeurèrent trois jours » [1].

S'il est hors de doute que les généraux saxons mirent peu d'empressement à assurer l'exécution des ordres du roi, il n'est que juste de constater d'autre part que le roi aurait dû tenir compte du mauvais temps et de l'état déplorable des chemins,

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. V.

qui ralentirent la marche de son armée. L'opération qu'il avait conçue, l'enlèvement d'Iglau et de ses magasins, ne pouvait réussir que grâce à la rapidité du mouvement. Elle était fatalement destinée à échouer du moment où l'on ne parvenait pas à y surprendre Lobkowitz. Or le roi, lorsqu'il donna ses ordres de mouvement, avait eu le grand tort de ne tenir que peu de compte de l'époque avancée de la saison. Il est donc en bonne justice, au moins autant que les Saxons, personnellement responsable de ce qui lui est arrivé, et la mauvaise humeur, à laquelle il donne libre cours dans l'*Histoire de mon Temps*, prouve bien qu'il sentait, sans vouloir en convenir, la gravité de la faute qu'il avait commise et dont il n'était pas fâché de rendre responsables ceux de ses alliés qu'il tenait le plus à déconsidérer, ces Saxons qui se permettaient de convoiter des territoires dont il avait besoin et envie.

### 3. Mouvement des Prussiens sur la Thaya.

L'occupation d'Iglau mettait fin aux arrangements que le roi avait pris avec ses alliés. Dès le 17 février, Polastron, se conformant aux ordres de Broglie, se dirigeait par Saar et Czaslau sur Prague. Le départ de ce petit corps auxiliaire aurait dû être, jusqu'à un certain point, agréable au roi, puisque à Landskron il avait demandé « à être débarrassé au plus vite de Polastron et de ses insupportables Français » [1], s'il n'avait eu d'autre part à tenir compte de l'effet moral considérable produit par leur rappel, effet qu'augmentait encore l'attitude peu encourageante des Saxons. D'autant plus railleur et plus ironique qu'il était plus irrité et plus mécontent, Frédéric, en annonçant à Broglie qu'il allait lui renvoyer le corps Polastron et lui rendre sa liberté d'action, n'avait pu s'empêcher de lui dire : « Je ne doute pas, que renforcé du corps de M. de Polastron, nous n'apprenions bientôt les brillants succès qui suivront vos entreprises » [2].

Rutowsky, travaillé par Brühl et par Maurice de Saxe, connais-

---

[1] *Rapport du chevalier de Saxe*, Deutsch-Brod, 30 janvier.

[2] *Correspondance politique*, II, n° 693, au maréchal de Broglie, Gross-Bitersch, 11 février 1742.

sant d'ailleurs tous les détails de l'entrevue de Prague et la teneur de la lettre d'Auguste III qu'il avait remise à Frédéric à Trebitsch, pensait que l'occupation d'Iglau allait mettre fin à un état de choses qui lui pesait. Dès le 15, par suite d'un malentendu, il est vrai, Rutowsky ne s'était pas conformé à l'ordre du roi qui le faisait venir à Heraltitz avec ses Saxons. Quoi qu'en ait dit plus tard Frédéric, il tenait tellement à garder les Saxons sous ses ordres qu'il n'hésita pas à envoyer à Dresde son aide de camp général, le comte Wartensleben, porteur d'une lettre autographe[1], dans laquelle les menaces se mêlaient aux séductions et aux cajoleries. De son côté, Rutowsky, avant de prendre une résolution, avait chargé un de ses officiers, le général Renard, de déclarer au roi qu'il ne lui prêterait son concours, que si le roi se décidait à se porter sur Neuhaus.

Malgré les arguments que le roi fit valoir dans son entretien avec le général Renard, pour lui démontrer l'inutilité du mouvement sur Neuhaus, malgré l'attitude et les paroles menaçantes de Schmettau, malgré la lettre que le roi écrivit à Rutowsky et dans laquelle il l'invitait à ne rien faire avant le retour de Wartensleben, le général saxon transféra son quartier général, le 17, à Pirnitz et fit savoir au roi qu'il comptait donner à ses troupes l'ordre de commencer, le 19, leur marche sur Prague.

Frédéric, profondément désappointé, se plaignit en termes assez vifs à Valory. Il n'avait du reste pas attendu la prise d'Iglau pour envoyer, dès le 7 février, Podewils à Olmütz, où le roi comptait que son ministre trouverait une réponse que le grand-duc s'était bien gardé de donner. Giannini, que le roi avait invité à venir à Gross-Bitesch, se borna à répondre que ce voyage était inutile par la raison qu'on ne lui avait fait parvenir aucune indication.

Le plan du roi, ce plan sur lequel il comptait tellement, ne lui avait valu jusqu'ici que des déceptions. L'Autriche ne se laissait pas intimider ; ses alliés voulaient le quitter et leur départ allait singulièrement aggraver sa situation. L'armée du prince Charles occupait une forte position et pouvait y être rejointe par des ren-

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 697, au roi de Pologne, Oppatau, 15 février 1742.

forts tirés de l'armée de Khevenhüller. Elle risquait d'autant moins d'y être attaquée, que Broglie ne redoutait rien tant qu'une attaque du prince Charles. Après le départ des Saxons il n'allait rester au roi que 15,000 hommes pour tenir tête à une armée supérieure en nombre. Cette fois encore, Frédéric eut la bonne fortune de triompher de la résistance de la cour de Saxe, qui se décida, à contre-cœur, à laisser ses troupes sous les ordres du roi. Valory informa Rutowsky de cette résolution d'Auguste III, dans la nuit du 18 au 19, et le 19 le général saxon, après avoir donné à ses troupes l'ordre de surseoir à leur mouvement, se rendit au quartier général du roi, qui venait de partir pour Znaym, où il alla s'établir. Les troupes, qui avaient commencé le 16 leur marche vers le sud, vers les frontières de la Moravie, s'installèrent le 19 dans des quartiers répartis sur la ligne Vöttau — Znaym — Laa — Nikolsburg — Pohrlitz — Kromau — Daleschitz. Afin de couper les communications entre Brünn et la Hongrie, le roi envoya un bataillon à Austerlitz et deux régiments de cavalerie à Seelowitz et à Auspitz.

Déconcerté un moment, Frédéric n'avait pas tardé à se ressaisir. En présence des complications qui semblaient le menacer, il avait pris une résolution énergique, digne de son génie. Il avait poussé ses troupes sur la route de Vienne et ordonné à une partie des forces qu'il avait en Moravie de serrer sur lui et de s'établir à proximité des quartiers qu'il venait de prendre sur les bords de la Thaya. Ce mouvement, qui mettait « ses troupes à leur aise par la quantité de subsistances qu'elle lui procura », devait de plus, dans l'esprit de Frédéric, lui assurer la continuation de la coopération des Saxons, à cause du prix qu'Auguste III attachait à l'expulsion des Autrichiens hors de la Moravie, et amener, d'autre part, par la terreur qui se répandrait à Vienne, Marie-Thérèse à consentir à la paix.

Tout semblait marcher de nouveau au gré de Frédéric. Maurice de Saxe, convaincu de l'inutilité de ses efforts, venait de se décider à rejoindre le maréchal de Broglie, après avoir adressé à Brühl une lettre qui ne contenait que ces mots : « Monsieur, vous n'avez plus d'armée ! » Quant à Rutowsky, compromis et désavoué par sa cour, il demandait pour cause de maladie à être relevé de son commandement.

Sur l'ordre donné le 20 par Frédéric au général Renard, l'ar-

mée saxonne s'établit du 24 au 26 février dans des quartiers voisins d'Iglau et de la Bohême. Le mécontentement des Saxons, fort contrariés de se voir placés entre les armées autrichienne et prussienne dans des régions déjà épuisées par le passage des troupes de Frédéric, s'accrut encore, en raison même de leurs privations et de la pénurie des vivres, devenue de plus en plus sensible, depuis que le maréchal de Broglie avait défendu à Séchelles de les ravitailler.

Rutowsky avait d'ailleurs résumé la situation de l'armée saxonne dans le rapport qu'il avait adressé à Auguste III, le 24 février : « En un mot, Sire, nous manquons de vivres et le roi de Prusse nous a fait prendre une mauvaise position. Neuhaus n'est qu'à une journée de marche de nos postes. L'ennemi peut s'y concentrer et nous surprendre. C'est dire que nos troupes ne peuvent se refaire et se reposer ».

### 4. Arrêt des opérations sur les frontières de la basse Autriche.

Malgré l'appui problématique que les Saxons allaient être contraints de donner à Frédéric, la situation du roi s'était pourtant sensiblement améliorée.

Toutefois, et en dépit de la confiance qu'il affichait dans sa lettre à Jordan[1], le roi n'en avait pas moins dû se convaincre de l'impossibilité de pousser sur Vienne rien qu'avec ses seules forces, qui lui paraissaient insuffisantes pour une pareille expédition. Tout compte fait, il se décida à faire prendre à son armée une position, d'où il lui était possible de menacer la frontière de la basse Autriche. Il avait d'autant moins perdu l'espoir de recevoir une réponse satisfaisante de Vienne qu'il persistait à croire

---

[1] Le roi voyait de nouveau tout en rose. Il croyait fermement à la réalisation des projets qui lui tenaient à cœur. Il se voyait à la veille d'en finir rapidement avec Marie-Thérèse. « Je puis vous confier entre nous, écrit-il de Znaym, le 25 février, à son confident Jordan, qu'il ne s'agit pas moins que de porter de grands coups à la Maison d'Autriche et que, de la façon dont les choses vont, peut-être peu de semaines seront d'une décision infinie dans les affaires de l'Europe. Mes hussards approchent jusqu'à 4 milles de Vienne. Lobkowitz fuit, Khevenhüller accourt ; enfin la confusion est totale chez l'ennemi. »

l'armée de Bohême en retraite sur la basse Autriche et sur Vienne.

Envisageant cependant la possibilité d'un refus de Marie-Thérèse et de la continuation de la guerre, Frédéric avait, dès la mi-février, recommencé à se rapprocher de la France, à faire valoir dans ses lettres au cardinal de Fleury les services éclatants qu'il prétendait avoir rendus à la cause des alliés, les preuves de dévouement qu'il venait de donner à la Bavière.

Toujours actif et toujours prévoyant, il exposa à ses alliés ses idées sur la prochaine campagne dans un mémoire qu'il leur adressa le 22 février.

Les Français devaient mettre une armée de 30,000 hommes en Bavière; l'armée de Broglie, renforcée par des troupes de l'empire, sera portée à ce même effectif. Enfin une troisième armée, composée des troupes prussiennes stationnées sur la Thaya et des Saxons, et placée sous les ordres du roi, présentera un effectif d'environ 40,000 hommes. Ces trois armées se porteront sur Vienne; mais, Frédéric voulant comme par le passé opérer seul et pour son compte, l'armée française venant de Bavière et celle de Broglie venant de Bohême devaient s'approcher de Vienne du côté de l'ouest, tandis que le roi, après avoir pris Brünn, marcherait sur Presbourg et sur Vienne, qu'il attaquerait par l'est.

En attendant, le roi ne croyait pas pour le moment pouvoir dépasser la Thaya. Ses troupes, qu'il voulait refaire, devant d'après ses prévisions séjourner pendant un assez long temps dans ces parages, Frédéric songea à remplir ses caisses et à créer des dépôts de vivres à l'aide des contributions, dont il ordonna de frapper les couvents les plus riches et les domaines les plus considérables.

Afin de faciliter la levée et la rentrée de ces réquisitions, Frédéric envoya le général Posadowsky faire, à la tête de trois bataillons d'infanterie et de deux régiments de cavalerie, une randonnée qu'il poussa jusqu'à Ober-Hollabrünn et même jusqu'à Stockerau. La colonne de Posadowsky rentra à Znaym, le 28 février, sans avoir rencontré le moindre parti autrichien, mais après avoir répandu la terreur jusqu'aux portes de Vienne. Posadowsky n'avait ménagé, ni le pays, ni ses habitants pour remplir, à la satisfaction du roi, la mission dont on l'avait chargé; il

n'avait pas hésité à emmener comme otages les prêtres et les gentilshommes, partout où on ne lui versait pas immédiatement et intégralement les contributions dont il les frappait. Frédéric, en écrivant à ce propos à Valory, le 27 février, lui disait en plaisantant : « Nous tirons le diable par la queue pour subsister »[1].

Les Saxons auraient dû, eux aussi, faire une expédition du même genre; on les en dispensa momentanément à cause de leur trop grande fatigue, et, quand leurs troupes furent reposées, la situation générale s'était si fort modifiée, qu'on jugea inutile de procéder à une nouvelle opération.

### 5. Frédéric II se décide à se replier sur Brünn.

Jusqu'au 24 février, Frédéric avait cru que l'armée autrichienne de Bohême se repliait pour venir s'établir au sud du Danube entre Krems et Vienne, lorsqu'il apprit que cette armée, renforcée par 15,000 hommes du corps de Khevenhüller se concentrait, au contraire, au nord du Danube entre la Thaya et Krems, et se disposait à attaquer les Prussiens et les Saxons. Cette nouvelle paraissait d'autant plus vraisemblable que les Saxons, en se portant d'Iglau vers les quartiers que le roi leur avaient assignés, avaient eu deux affaires avec la cavalerie autrichienne : le 21, entre Triesch et Teltsch; le 23, près d'Ober-Cerewke, et avaient signalé la présence de cinq régiments de cavalerie du corps Lobkowitz au nord-est de Neuhaus.

Malgré la confiance qu'il afficha en prescrivant, le 24, aux Saxons de se concentrer et de tenir bon au nord-ouest de Znaym sur la ligne Mährisch-Budwitz—Lispitz—Schiltern—Frain—Luggau, ces nouvelles inquiétèrent d'autant plus le roi qu'il n'avait pas encore pu parvenir à pénétrer les projets de son adversaire. Il songea à s'établir provisoirement à Retz afin de s'opposer à un mouvement des Autrichiens sur la basse Autriche, puis, comme il l'écrivait, le 26, à Rutowsky, à concentrer les Saxons et les Prussiens à Kromau—Eibenschütz et Mohelno, pour le cas où les Autrichiens essayeraient de pousser de Neuhaus vers Brünn.

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 717. A Valory, Znaym, 27 février 1742.

Frédéric reconnaissait à ce moment la gravité de la faute qu'il avait commise en négligeant Brünn. Tant que cette place restait aux mains de son adversaire, il lui était impossible d'assurer les communications entre son armée et ses États. Il voyait maintenant que, sans la prise de Brünn, il lui était difficile de se maintenir en Moravie. Mais, d'autre part, Brünn devait être attribuée à la paix à Auguste III, et c'était pour cela que le roi n'avait pas voulu la conquérir pour ce prince. L'attitude hostile des populations de la Moravie et la nouvelle que des forces assez considérables de l'insurrection hongroise devaient être réunies, le 10 mars au plus tard, à Holicz, augmentaient encore la gravité de la situation. Il n'y avait plus un moment à perdre. Frédéric se décida à renforcer son armée en même temps que, afin de se couvrir contre les Hongrois, il donnait l'ordre à Schwerin d'établir entre la March et la Schwarzawa six bataillons et vingt escadrons que le roi se réservait ainsi la possibilité d'appeler à lui.

Frédéric se faisait si peu d'illusion sur la situation qu'il termine par quelques phrases, dans lesquelles il ne prend même pas la peine de dissimuler son inquiétude, la lettre qu'il écrit, le 27, à Belle-Isle[1].

Il fait un grand effort sur lui-même pour essayer, sans pouvoir y parvenir, de prendre, dans sa lettre à Jordan, un ton badin à travers lequel on voit apparaître sa tristesse, ses inquiétudes et ses soucis.

« Les maisons, lui dit-il[2], ont toutes ici des toits plats à l'ita-

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 720. Au maréchal comte de Belle-Isle, Znaym, 27 février 1742 :

« J'ai trouvé ici nos affaires plus délabrées que je ne les ai crues, c'est pourquoi je me renforce de 20 escadrons et de 6 bataillons. Si je puis, en attirant les forces de l'ennemi sur moi, conserver le maréchal de Broglie et Prague, je croirai avoir rendu un service signalé aux alliés. Je ne saurai savoir si j'y parviendrai avec ou sans bataille. M. de Lobkowitz marche vers Krems, où il attend un renfort de 8,000 fantassins que Khevenhüller amène de Bavière. On dit que le prince Charles y joindra 5,000 ou 6,000 hommes. Si je suis en force vers ce temps-là, je verrai ce que j'aurai de mieux à faire. En attendant, Brünn muni de 6,000 hommes et de hussards, nous incommode beaucoup, bouchant notre communication. Si le roi d'Angleterre nous peut procurer la paix, suivant l'alliance de la reine de Hongrie, cela vaudrait bien la peine de faire alliance avec lui. »

[2] Frédéric II à Jordan, Znaym, 28 février 1742.

lienne, les rues sont malpropres, les montagnes âpres, les vignes fréquentes, les hommes sots, les femmes laides et les ânons très communs. C'est la Moravie en épigramme. »

Ce qu'il y avait de pire pour lui, c'est qu'il ne pouvait faire aucun fond sur les Saxons. Dès le 25, ils avaient recommencé à se plaindre du manque de vivres. De plus, « ils s'inquiétaient dans leurs quartiers; ils voyaient partout l'ennemi; la peur grossissait pour eux tous les objets [1] ». Dans la nuit du 27 au 28, le général von Jasmund avait reçu et transmis à Rutowsky la nouvelle, fausse d'ailleurs, de la présence de treize régiments autrichiens à Tremles. Craignant d'être attaqués et tournés, « tous les Saxons, lorsqu'on s'y attendait le moins, abandonnèrent leurs quartiers [2] ». Le roi, furieux, défendit à Rutowsky de se retirer sans ordres à moins d'y être absolument contraint et lui donna l'ordre de réoccuper Iglau et Teltsch [3]. En route, les Saxons du général von Jasmund avaient eu, près de Datschitz, le 3 mars, une affaire avec quelques cavaliers autrichiens, affaire dans laquelle ils avaient fait preuve de peu d'entrain et de solidité. « Le peu de fond, qu'on pouvait faire sur ces troupes, fit réfléchir le roi sur la situation où il se trouvait [3]. » A son grand regret, il lui fallait se résoudre à rester inactif. Une fois encore, il songea à faire exécuter à son armée une grande conversion vers sa droite. Mais Schmettau n'eut guère de peine à l'amener à renoncer à une opération qui, exécutée par une armée numériquement trop faible, l'exposait à trop de dangers. Frédéric résolut donc de resserrer les cantonnements de son armée, de rapprocher les Saxons de sa droite, de leur faire prendre des quartiers entre la Thaya et la Thaya morave, et d'établir leur quartier général à Fratting. Il pensait de plus qu'ils trouveraient dans ces parages de quoi vivre sur le pays pendant dix à douze jours [4].

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps.*

[2] *Correspondance politique,* II, n° 726. Frédéric II à Valory :

« Les Saxons ont abandonné Iglau le plus vilainement du monde. Ils ont une peur démesurée de l'ennemi et ne veulent rien faire. Si César avait eu de pareils soldats, il n'eût pas conquis un village dans les Gaules. »

[3] Frédéric II, *Histoire de mon Temps.*

[4] *Correspondance politique,* II, n° 724 et n° 729, au roi de Pologne et à Rutowsky, Znaym, 1er et 2 mars 1742.

On n'eut même pas le temps d'exécuter cet ordre. Le 1er mars, le roi, à la nouvelle de la présence à Skalitz de 15,000 à 16,000 hommes de l'insurrection hongroise, dut, comme nous l'avons indiqué, se décider « à dissiper cette milice avant que le nombre en devînt trop considérable[1] ».

Mais, pour constituer cette colonne mobile, forte de 10 bataillons, 10 escadrons et 1000 hussards qu'on confia au prince Thierry d'Anhalt, le roi avait dû affaiblir son armée que, même avant ce détachement, il croyait à peine assez forte pour tenir sur la Thaya contre une attaque quelque peu sérieuse d'un ennemi qui lui était supérieur en nombre.

Comme il l'écrivait à Jordan de, Pohrlitz, dix jours plus tard, le 11 mars : « Les choses s'embrouillent de plus en plus ». L'horizon politique n'était en effet guère plus rassurant que la situation militaire. Frédéric avait eu beau faire, la France se défiait de lui de plus en plus. Son fameux plan d'opération ne devait être approuvé qu'après l'arrivée de Belle-Isle à Versailles et, comme Valory lui avait parlé de la fourniture d'un équipage de ponts pour passer le Danube, le roi en avait conclu qu'on allait chercher à l'amener à consentir, ce dont il ne voulait à aucun prix, à la jonction de son armée avec l'armée française en amont de Vienne.

En Angleterre, on était à la veille d'un changement de ministère, et le roi craignait de voir le successeur de Walpole accorder à Marie-Thérèse une protection effective.

En Suède, il fallait s'attendre à ce que l'influence anglaise prît avant peu le dessus.

Frédéric en conclut qu'il n'était que temps de renouer au plus vite les relations qu'il avait rompues avec lord Hyndford.

Le 2 mars, le chanoine Giannini arriva à Znaym porteur du *Pro Memoria*, expédié de Vienne et qu'on lui avait envoyé « de curé en curé jusqu'à Olmütz, le 26 février ». Jamais encore Frédéric n'avait éprouvé déception pareille à celle qui lui était réservée. Malgré la lenteur que la cour de Vienne avait mise à lui faire parvenir sa réponse, il croyait si bien à la possibilité, à la probabilité d'un accord, que, le 26 février, il avait fait tenir à

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps.*

Schmettau des instructions détaillées relatives à la mission qu'il devait remplir auprès de l'empereur, afin de régler avec lui la question du cercle de Königgrätz que le roi voulait prendre en gage au prix de 800,000 écus et même d'un million[1] ».

Dès son arrivée à Znaym, Giannini avait demandé une audience au roi, qui lui fit dire qu'il pourrait « traiter avec le conseiller intime Eichel, avec qui je parloi en effect, et, comme j'étoi impossibilité d'approcher le roi, il me fallut indispensablement décrir le *Pro Memoria* et le lui donner à ce que S. M. en peut peser le contenu[2] ».

Marie-Thérèse, rejetant purement et simplement les propositions du roi, avait chargé le grand-duc de rédiger ce *Pro Memoria*. La reine consentait à céder la basse Silésie, dont la frontière serait déterminée par une ligne courant au sud de la Neisse, le comté et la ville de Glatz, à condition, toutefois, de raser les remparts de la ville et du château ; mais, en retour, elle exigeait que Frédéric s'engageât à la faire rentrer, s'il le fallait, même par la force des armes, en possession de ses autres États héréditaires[3]. Rien ne prouve mieux l'état d'esprit du roi, que le fait qu'il ne songea même pas à rejeter, sans autre forme de procès, des propositions en réalité inacceptables et qui paraissaient même passablement ironiques et presque insolentes. Eichel, le porte-parole du roi, se borna à faire observer à Giannini que « ce *Pro Memoria* lui paraissait un peu sec[2]..... que le roi était content de ses avantages et qu'il falloit songer à en faire à ses alliés, dont il me répéta le jour suivant. On voyois bien que la cour de Vienne le vouloit détacher, mais qu'il ne le feroit point en aucune manière[2]..... » Avant d'aller plus loin et d'exposer l'entrevue que Giannini eut encore le lendemain 4 mars avec Eichel, avant de reprendre le chemin de Vienne, il est, sinon indispensable, tout au moins curieux d'extraire de la relation du chanoine certaines indications qu'il y consigna et qu'il avait recueillies de la bouche de personnages de l'entourage du roi.

---

[1] Frédéric II, *Correspondance politique*, t. II, n° 716, au feld-maréchal comte Schmettau, Znaym, 26 février. Instructions données à Schmettau pour son voyage à Prague.

[2] Annexe XXXI. Giannini, *Relation de mon voyage à Znaym*. Vienne, 7 mars 1742. (Texte original en français.)

[3] *Haus, Hof und Staats-Archiv, Friedens Acten.*

Schmettau, à son passage à Olmütz, lui avait dit « qu'en cas qu'il y eût, comme il espéroit, quelque ouverture d'accommodement, le roi l'enverroit en tout secret au nouvel Élu, qui lui tienne bien à cœur et avec qui on conviendroit d'une paix et d'une alliance contre la France; en conséquence, qu'on s'accommoderoit avec la Saxe comme on pourroit; qu'au reste, le roi auroit bien pu s'avancer en Autriche et aller prendre d'emblée Pressbourg, ce qu'il n'a pas entrepris pour ne pas empirer les conditions de paix avec la reine[1] ». Un peu plus loin, Giannini ajoutait : « Je ne sçai si c'est le sentiment du roy, mais il est bon que je le dise ici : ce que le général de La Mothe m'a conté comme un sentiment commun de tous les Prussiens : qu'il seroit bien que la cour de Vienne fisse la paix sur le pié ci-dessus et une alliance contre la France, qu'après on trouveroit la manière de dénicher la Saxe de la haute Silésie et de Moravie; que pour la Bohême ce seroit un patrimoine du novell'empereur pour soutenir sa dignité[1]..... »

Quant à Eichel, « il vint, dit encore Giannini, me trouver le jour suivant et me dit de bouche une quantité de choses que j'eu soin de noter d'abord après son départ; mais, voulant pourtant aller de pié sure et ne rien rapporter que de vrai, je lui fis voir mes remarques et il trouva que j'avoi expliqué l'intention du roy avec des termes un peu forts : il me dit donc qu'il prendroit la liberté de mettre en ordre mon écrit. C'est ce que je vouloi, et l'ayant mis en état à sa mode il vint sur les 11 heures du mattin me l'apportai.... Je copiai donc ledit écrit que je nomme *Notanda* de Znaym avec la consolation de sçavoir que le roy l'avoit eu sous les yeux : car M. d'Eichel en venoit[1] ». Puis, parlant de son départ pour Vienne, il ajoute : « La raison de ce voyage du côté du roy est affin de sçavoir plus tôt les sentiments de la cour : on présuppose qu'elle achettera comme il voudra l'*amitié du roi qu'il veut bien lui accorder*, paroles les soussignées propres de M. d'Eichel quand il m'exposoit les pensées du roy, bien différentes des siennes qu'il me marquoit toujours à part[1] ».

Les *Notanda*, dont Giannini parle ici, n'étaient pas, à propre-

---

[1] Annexe XXXI. GIANNINI, *Relation de mon voyage à Znaym.*

ment parler, de véritables propositions de paix; c'étaient, en réalité, de simples aperçus dans le genre de ceux que le roi avait exposés à Pfütschner, lorsqu'il le reçut à Olmütz. Le roi y dépeignait naturellement la position de l'Autriche sous les couleurs les plus sombres, et s'offrait à être le sauveur de la reine, à condition de devenir l'arbitre de la paix. Sans aborder la question délicate des cessions de territoire, il donnait à entendre qu'il serait disposé à signer la paix, rien que pour son compte, si les alliés repoussaient les ouvertures pacifiques qu'il serait chargé de leur soumettre [1].

Il n'en était pas moins évident que, à cause des fautes qu'il avait commises, il était désormais impossible et dangereux pour le roi de s'entêter à rester sur cette position de la Thaya, où son armée était par trop en l'air. Il lui fallait trouver un prétexte pour expliquer le mouvement rétrograde de son armée. Il se souvint alors de Brünn, déclara que « sans la prise de Brünn, les alliés ne pouvaient même pas se soutenir en Moravie [2] » et donna l'ordre de faire investir cette place, à l'est par les Prussiens, à l'ouest de la Zwittawa et de la Schwarzawa par les Saxons, qui devaient se charger de l'attaque en règle, tout en continuant à occuper Znaym et la ligne de la Thaya. Ce mouvement était tout à son avantage. Il s'éloignait des Autrichiens, se rapprochait de ses renforts, opérait sa jonction avec Schwerin, se ménageait la possibilité de prendre, comme il avait toujours cherché à le faire, sa ligne d'opération éventuelle sur Pressbourg; enfin, il

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 734. *Notanda* de Znaym, 5 mars 1742. Ces *Notanda*, qui, rédigés par Eichel, furent remis à Giannini, commençaient par ces mots : « Comme on a trouvé le contenu du *Pro Memoria* dont j'ai été chargé trop général et peu satisfaisant, on est bien aise que j'aille moi-même à Vienne pour y représenter à la personne connue et à ceux qui sont du secret : Qu'on était sensible à la confiance que la cour de Vienne persistait de marquer dans le *Pro Memoria* et qu'on souhaitait sincèrement de sauver la Maison d'Autriche du naufrage..... Qu'il était de la dernière importance pour la cour de Vienne de penser à ses vrais intérêts et de s'accommoder aux circonstances du temps, avant que les affaires seront venues à la dernière extrémité..... Que si l'on voulait continuer à avoir quelque confiance sur celui qui n'aimera jamais que la Maison d'Autriche soit tout à fait écrasée, on n'aurait qu'à lui communiquer, avec les renseignements nécessaires, les conditions avec lesquelles on pensait de faire la paix..... Qu'on se chargerait de les communiquer aux alliés pour régler le reste. Si, contre toute attente, ces conditions seraient refusées, on aurait alors les mains libres de faire ce qu'on voudra. »

[2] FRÉDÉRIC II, *Histoire de mon Temps*, chap. V.

interposait de nouveau les Saxons entre lui et le prince Charles, et leur assignait des quartiers trop étendus par rapport à leur effectif et, de plus, situés dans les pays mêmes sur lesquels ses troupes avaient déjà vécu.

Pour mieux enlever à ce mouvement son véritable caractère de retraite, Frédéric annonça, le 3 mars, aux Saxons, qu'en raison de l'arrivée à Skalitz de la colonne du prince Thierry d'Anhalt, ils auraient à reprendre, de Znaym jusqu'à Brünn, les anciens quartiers de son armée. Le 5 mars, Rutowski vint prendre congé du roi qui lui parla de son projet de se porter aussitôt après la chute de Brünn sur Pressbourg, et, de là, de concert avec les Français, sur Vienne. Le 7 mars, le chevalier de Saxe prit le commandement du corps saxon.

Frédéric n'avait pas eu, dans le principe, l'intention de mettre de suite son projet à exécution ; mais, le 7 au matin, il apprit par des déserteurs et des lettres interceptées que des troupes appartenant au corps Khevenhüller étaient arrivées à Krems, que la cavalerie de l'armée de Bohême, que des régiments venant de Vienne, enfin, que les insurgés hongrois s'ébranlaient pour se porter contre lui.

Il donna immédiatement l'ordre de la retraite. Le prince Thierry d'Anhalt se porta vers la frontière hongroise, le reste de l'armée du roi vers Brünn sur la rive gauche de la Zwittawa, les Saxons sur la ligne Kromau—Znaym[1].

Le semblant d'offensive de Frédéric avait par suite complètement échoué par sa faute. Il n'avait pu ni prévenir la chute de Linz, ni empêcher Khevenhüller d'entrer en Bavière, ni même attirer l'armée du prince Charles hors de la Bohême.

Quant à Marie-Thérèse, elle était moins que jamais disposée à céder. Au lieu d'obtenir la paix avantageuse qu'il avait espérée, il fallait que le roi se résignât à continuer la guerre. Pour la terminer à son profit, il sentait qu'il lui faudrait frapper un grand coup, et ce coup, il lui était, de toute façon et pour une foule de raisons, impossible de le tenter avant la prise de Brünn.

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 736, au général chevalier de Saxe, Znaym, 7 mars 1742.

VI.

## SITUATION ET ÉVÉNEMENTS MILITAIRES DU COTÉ DES AUTRICHIENS.

---

### 1. Jusqu'à la reprise des grandes opérations par l'armée de Bohême.

Le prince Charles de Lorraine reçut presque simultanément, du 25 au 28 janvier, l'avis d'abord des préparatifs des Prussiens, puis du départ de Frédéric pour l'armée, ensuite les rescrits par lesquels la reine l'invitait à lui faire connaître ses idées relatives au plan d'opérations. Après avoir conféré à plusieurs reprises avec Lobkowitz, le prince Charles avait résolu de concentrer à Mährisch-Budwitz le corps Lobkowitz, établi à Iglau, et l'armée de Bohême, cantonnée autour de Budweis; il se proposait, quand il aurait été rejoint par les troupes de Khevenhüller, soit de se porter à la rencontre des Prussiens, soit de s'opposer à leur jonction avec les Saxons. Mais avant de rien faire, et, bien que la reine lui eut laissé la plus entière liberté d'action, il envoya à Vienne le général baron von Philibert chargé moins de faire approuver son plan que de lui rapporter la promesse formelle de l'arrivée de renforts tirés de l'armée de Khevenhüller. En revanche, il n'avait pas donné à Philibert la moindre indication relative à la date à laquelle il comptait commencer ses opérations.

Mais Khevenhüller n'était nullement disposé à s'affaiblir au profit de l'armée de Bohême, à laquelle il se refusait même à rendre les trois régiments que le prince Charles avait mis à sa disposition lors du siège de Linz. Il ne croyait pas Vienne menacée d'un danger sérieux. Le mauvais temps et l'état épouvantable des chemins se chargeraient d'arrêter les progrès des Prussiens. Le prince Charles devait, d'après lui, rester en Bohême, au moins

jusqu'au moment où Frédéric aurait réellement atteint les bords du Danube. Alors seulement il y aurait lieu d'effectuer la réunion des deux armées pour donner une bataille décisive dans la haute Autriche [1]. Il pensait toutefois qu'il serait utile d'attaquer le plus tôt possible les Français et les Saxons, déconseillait tout mouvement contre Frédéric, dans le cas où le roi irait mettre le siège devant Brünn, et insistait sur la nécessité de couper les communications en Moravie et sur les services que pouvaient rendre pour ce genre d'opérations les insurgés hongrois.

L'arrivée de Philibert à Vienne décida la reine, qui avait reçu presque en même temps la réponse de Khevenhüller, à réunir, le 4 février, une conférence qui modifia du tout au tout les décisions prises antérieurement. L'armée de Bohême, renforcée par une partie de celle de Khevenhüller, qui se porterait sur les derrières de l'ennemi, devait attaquer les Français. Le 5 février, la reine, à laquelle ce plan souriait beaucoup, parce que sa réussite lui aurait rendu la plus grande partie de la Bohême, envoya ses ordres à Khevenhüller. Le feld-maréchal devait, à la tête d'un corps de 12,000 hommes au moins, passer le Danube à Straubing et prendre ensuite par Waldmünchen et le Böhmerwald pour faciliter par son apparition le mouvement offensif du prince Charles. On espérait de la sorte arriver à prendre entre deux feux les 18,000 Français postés à Pisek, qui s'empresseraient de se retirer au plus vite.

Mais pendant qu'on prenait ces résolutions à Vienne, Lobkowitz signalait au prince Charles, à la date du 4 février, le mouvement des Saxons de Rutowski et des Français de Polastron, de Deutsch-Brod sur Iglau. Lobkowitz, dont les troupes, réparties entre Pilgram, Iglau, Triesch et Neuhaus, étaient couvertes sur leur front par deux régiments de hussards, avait demandé des renforts au prince Charles. Croyant, d'après certains bruits, à un mouvement des Français contre Budweis, le prince, loin de se rendre à sa demande, se borna à lui recommander de protéger les magasins d'Iglau et de n'abandonner cette ville que s'il y

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten, Bayern). Khevenhüller à la reine, Passau, 1[er] et 3 février 1742, fasc. II, pièces 1 et 2.

était forcé, « parce qu'il attendait, le 6 au plus tard, Philibert, qui allait lui rapporter les ordres de la cour » [1].

Lobkowitz concentra ses troupes et prit ses dispositions pour ramener à Neuhaus les approvisionnements rassemblés à Gross-Meseritsch, Trebitsch et Krzizanow.

Le 7, Philibert rapportait de Vienne l'ordre d'opérer, de concert avec Khevenhüller, contre les Français établis à Pisek. Après avoir conféré, le 8, avec Lobkowitz, le prince Charles décida qu'on ne bougerait pas avant d'avoir la réponse de Khevenhüller et qu'on employerait ce laps de temps à rassembler des vivres.

Le prince Charles et Lobkowitz, qui avaient conclu du mouvement de Rutowski et de Polastron de Deutsch-Brod sur Saar, que ces deux généraux, en s'engageant ainsi sur la route directe de Brünn, avaient l'intention d'assiéger cette place de concert avec les troupes du roi, changèrent encore une fois de manière de voir, le 9 février au matin. Le feldzeugmeister Thüngen, l'un des généraux placés sous les ordres de Lobkowitz, venait de leur faire savoir que les Saxons et les Prussiens semblaient, au contraire, vouloir tomber sur le flanc droit des troupes établies à Iglau. On résolut par suite d'évacuer Iglau dès qu'on aurait achevé de transporter à Neuhaus les vivres qui s'y trouvaient, et, en tout cas, d'éviter tout engagement sérieux avec un adversaire supérieur en nombre. Quant à Lobkowitz, il retourna à Iglau aussitôt après avoir pris connaissance d'une lettre de la reine.

Le feld-maréchal Khevenhüller, dont les opérations en Bavière avaient été couronnées de succès, paraissait moins que jamais disposé à les interrompre et à se porter vers la Bohême, où non seulement on manquait de vivres, mais où, à cause de la timidité et de la faiblesse des généraux, on n'avait rien tenté, rien entrepris. Il n'avait pas hésité à représenter à la reine les inconvénients, les dangers des ordres qu'elle lui avait fait tenir et la presque impossibilité pour lui de les exécuter faute de moyens de transport.

Khevenhüller envoya, du reste, un duplicata de ce mémoire

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen). Le prince Charles au prince Lobkowitz, Budweis, 5 février 1742, fasc. II, pièce 7.

au prince Charles, qui le reçut le 11 février. Obligé de renoncer à ses projets, qu'il considérait comme subordonnés à la coopération de Khevenhüller, le prince critiqua dans des termes d'une extrême violence la résolution, pourtant fort sage et fort rationnelle, du feld-maréchal [1].

Tandis que Lobkowitz, de retour à Iglau, affirmait au prince Charles que l'ennemi allait se porter sur Znaym, Iglau et Neuhaus, le commandant de l'armée de Bohême recevait du feld-maréchal Seherr [2] une dépêche l'informant de la présence du roi et de son armée à 8 kilomètres de Brünn, de l'arrivée des Saxons à 15 kilomètres de la place, et réclamant la mise en route immédiate d'une armée de secours.

Le prince Charles, tout en prescrivant de continuer l'évacuation des magasins, ordonna à Lobkowitz de n'abandonner Iglau que lorsque ses troupes seraient exposées à y être coupées. Mais dès le 11, Lobkowitz avait su par sa cavalerie que Frédéric s'était porté sur Trebitsch à la tête de 8,0 0 à 9,000 hommes. Le 12, ses hussards constataient la présence des Prussiens sur ce point.

Le 13 février, la plus grande partie des troupes qui occupaient Iglau se replièrent sur son ordre sur Reichenau et Cerekwe, et, le lendemain, sur Neuhaus. Lobkowitz ne quitta Neuhaus avec sa cavalerie que le 15, à 11 heures du matin. Il avait pu vider les magasins et ne fit brûler que quelques approvisionnements consistant principalement en foin [3].

Le 15 février, le prince Charles ne conservait plus de doutes sur les projets et les intentions de ses adversaires. On cherchait manifestement à l'enserrer. Sa situation était d'autant plus grave qu'il allait bientôt devenir impossible de faire vivre son armée et que, maîtres de toute la Moravie, les alliés pouvaient d'un instant à l'autre couper ses communications avec le Danube et avec Vienne.

Il résolut donc de prendre l'offensive et donna le 16, à son

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen). Journal du prince Charles, 1742, fasc. XIII, pièce 6.

[2] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen), fasc. II, pièce 16.

[3] *Haus, Hof und Staats-Archiv* (Kriegs-Acten), 362, Lobkowitz au prince Charles, 14 février.

armée, l'ordre de se tenir prête à marcher, se réservant de déterminer la direction qu'il lui ferait suivre après avoir conféré à Neuhaus avec Lobkowitz[1].

Mais les maladies, qui dans les dernières semaines venaient de faire de terribles ravages dans ses régiments, et le chiffre effrayant, et croissant sans cesse, des désertions, l'empêchèrent de donner suite à son projet. Le 17 février, au lieu de prendre l'offensive, le prince écrivait de nouveau à Khevenhüller en le suppliant de lui venir en aide et de lui envoyer des renforts[2].

### 2. Renforcement de l'armée de Bohême.

On avait reçu entre temps, à Vienne, le mémoire de Khevenhüller, et la reine, tout en ne partageant pas entièrement les idées du feld-maréchal, tout en renonçant néanmoins à l'exécution du mouvement projeté sur les derrières des Français, lui avait ordonné d'envoyer 10,000 à 12,000 hommes renforcer le prince Charles. Elle faisait valoir, auprès de Khevenhüller, l'arrivée prochaine de troupes qui, venant du Tyrol, remettraient son armée sur le pied qu'elle avait et le laissait libre de rester en Bavière ou de prendre le commandement du corps qui devait être mis en route sans retard et rejoindre au plus vite le prince Charles. « Le salut de ma maison écrivait-elle, dépend de l'exécution immédiate de ces mesures[3] ».

En présence d'ordres aussi catégoriques, Khevenhüller n'avait plus qu'à s'incliner. Il fit partir immédiatement, sous les ordres du feld-maréchal lieutenant comte de Mercy-Argenteau et des généraux Luzan et Kalckreuth, quatre régiments d'infanterie, 300 hommes des confins militaires et deux régiments de cavalerie[4]. L'infanterie, à l'exception d'un régiment stationné dans la haute Autriche, fut transportée sur des radeaux jusqu'à Linz.

Khevenhüller resta de sa personne en Bavière, où sa présence

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen), 1742, Journal du prince Charles, fasc. II, 29, pièce 32.

[2] *K. K. Kriegs Archiv* (Böhmen, 1742), fasc. XIII, pièce 5. (Extraits des lettres du prince Charles.)

[3] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bayern), 1742, fasc. II, pièce 10.

[4] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bayern). Khevenhüller à la reine, Landshut, 19 février 1742, fasc. II, pièce 14.

lui paraissait nécessaire pour surveiller les nouveaux armements des Français ; mais en réalité il lui répugnait de servir en sous-ordre sous le prince Charles.

L'armée de Bohême continuait à rester immobile. On s'y bornait à évacuer les malades. On avait eu un moment l'intention de tenter quelque coup de main, mais on abandonna cette idée presque aussitôt. Le 21 février, les hussards autrichiens s'étaient en revanche laissés surprendre à Teltsch par les Saxons et, sauf une escarmouche insignifiante à Ober-Cerekwe, on ne s'engagea nulle part ni avec les Prussiens, ni avec les Saxons. Le prince Charles ne s'en plaignit pas moins à la reine et de Lobkowitz qu'il trouvait trop vif et trop enclin à s'inquiéter des moindres mouvements des Saxons et d'autres généraux qui avaient, disait-il, perdu le goût de faire la guerre[1].

Les maladies continuaient à faire rage. Les officiers, qui, depuis plusieurs mois n'avaient pas reçu leur solde, manquaient de tout.

La fin de février arriva sans que le prince Charles, trouvant son armée toujours trop faible, eût rien entrepris. Il attendait les troupes venant de Bavière qui ne pouvaient le rejoindre avant le 12 mars. Du reste le prince n'avait pu encore arriver à fixer ser idées. Il ne savait contre lequel de ses adversaires il vaudrait mieux se porter et une fois de plus il suppliait la reine de mettre sa responsabilité à couvert en lui envoyant des ordres formels. En attaquant les Saxons, disait-il, il se trouverait entre trois armées : les Français en se portant sur Budweis lui couperaient de plus ses communications avec la haute Autriche, et les Prussiens en poussant sur Znaym, celles avec la basse Autriche. S'il dessine, au contraire, son mouvement contre les Français, les Prussiens, opérant leur jonction avec les Saxons, lui tomberont dessus par Freistadt. Enfin, pour marcher contre les Prussiens il lui faudra évacuer la Bohême et en vider les magasins, ce qui lui prendra pas mal de temps. De plus, les Français le suivront alors pas à pas, et presque tous ceux de ses soldats originaires de la Bohême ne manqueront pas de déserter.

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen). Extraits des lettres du prince Charles à la reine, 1742, fasc. XIII, pièce 5.

Sans être taxé de *trop de sévérité* à l'égard du prince Charles, on ne saurait s'empêcher de reconnaître qu'il ne possédait aucune des qualités nécessaires pour exercer le commandement suprême dans des circonstances aussi critiques et contre un adversaire de la taille de Frédéric.

### 3. Mesures prises pour couvrir la basse Autriche contre l'invasion des Prussiens.

Pendant ce temps les Prussiens s'étaient répandus en Moravie, avaient poussé jusqu'à la frontière de la basse Autriche et répandu la terreur dans ce pays qu'on n'avait même pas pu couvrir à l'aide du cordon dont l'établissement avait été décidé lors de la conférence du 28 janvier. Le prince Charles, afin de mettre cette province à l'abri des coups de main des coureurs prussiens, dut par suite se résigner à détacher de son armée deux régiments de dragons et deux de hussards. Arrivés à Neuhaus le 27 ou le 28 février, ils y rejoignirent le feld-maréchal-lieutenant Saint-Ignon, qui, avec les huit régiments de cavalerie dont il disposait désormais, avait reçu l'ordre de se porter de Neuhaus sur Horn.

Mais pendant que ces troupes exécutaient leur mouvement, Posadwosky avait eu tout le temps d'exécuter son raid, de venir avec ses hussards jusqu'à Korneuburg et de jeter l'épouvante à Vienne, dont la garnison se composait d'environ 3,000 hommes et 6,000 bourgeois, auxquels on distribua des armes en toute hâte.

Cette fois encore, Marie-Thérèse seule ne perdit pas un moment ce calme, cette lucidité, ce sang-froid, cette sérénité dont elle ne cessa jamais de faire preuve dans toutes les circonstances critiques. Elle n'avait pas cru un seul instant au danger qu'on redoutait, qu'on s'exagérait autour d'elle. Le raid de Posadowsky avait même servi, jusqu'à un certain point, la cause de Marie-Thérèse. Les paysans de Moravie, exaspérés par les violences et les mauvais traitements des Prussiens, mais restés sourds jusque-là à la voix de la reine, coururent aux armes, se soulevèrent et se mirent dès lors à inquiéter les communications et à enlever les convois des Prussiens.

La gravité des circonstances avait fourni d'autre part à Marie-

Thérèse un moyen, un prétexte, pour stimuler le zèle des généraux, pour les amener à reprendre l'offensive.

Pour ce qui est de Khevenhüller, la reine lui demandait uniquement de faire partir pour la Bohême un corps volant de 1000 à 1500 hussards sous les ordres de Menzel. Khevenhüller, qui ne croyait pas aux conséquences dangereuses du mouvement des Prussiens, ne fut pas fâché de pouvoir, une fois de plus, exposer à la reine les motifs pour lesquels il lui était impossible de se conformer à ses ordres, en se basant sur ce fait que Menzel avait déjà passé le Lech et poussait sur Donauwörth. Il persistait à prétendre que le mouvement des Prussiens n'était rien autre qu'un stratagème de Schmettau, grâce auquel les Autrichiens se croiraient obligés de retirer leurs troupes de Bavière.

Dans la lettre qu'elle adressait le même jour, 1er mars, au prince Charles, la reine insistait encore sur la nécessité de conserver la Bohême jusqu'à la dernière extrémité et de tomber, si faire se pouvait, sur l'un ou l'autre des alliés[1].

Mais quelques jours après on avait appris, par des lettres interceptées, que le roi se proposait d'aller s'établir avec 38 bataillons, 54 escadrons et quelques milliers de hussards et de uhlans entre Krems et Zlabings, afin de couper les communications de l'armée autrichienne avec Vienne, et d'y rester jusqu'au moment où une armée française de 30,000 hommes serait arrivée à Donauwörth et obligerait Khevenhüller à se retirer. Le fait, que le roi avait pris cette résolution, au moment où il venait d'apprendre que la reine se proposait de faire venir des renforts tirés de son armée de Bavière, décida Marie-Thérèse à donner à son armée l'ordre de se porter en Moravie. Elle pensait qu'on aurait d'autant moins de peine à y venir à bout des troupes prussiennes, que les insurgés hongrois allaient, eux aussi, se diriger de ce côté, et qu'on évaluait à 25,000 combattants l'effectif disponible du prince Charles. Du reste, Marie-Thérèse répétait encore au prince Charles qu'elle le laissait entièrement libre d'opérer à sa guise, après s'être préalablement entendu avec le prince Lobkowitz.

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen), 1742, fasc. III, pièce 1.

### 4. Le conseil de guerre de Neuhaus.

Dans l'intervalle, le prince Charles avait pris, d'accord avec Lobkowitz, mais toujours sous la réserve de l'approbation de la reine, la résolution de se porter contre les Prussiens et les Saxons. Le courrier envoyé par le prince le 1er mars rencontra en route celui de la reine. Mais la lettre de la reine, loin d'encourager le prince Charles dans ses résolutions, produisit sur l'esprit de ce général un tout autre effet. Au lieu de se borner à conférer avec Lobkowitz, il réunit, le 4 mars, à Neuhaus un conseil de guerre, auquel il convoqua tous ses feld-maréchaux-lieutenants et deux de ses généraux-majors, et à la suite duquel, se conformant à l'avis de la majorité, il résolut de se porter contre les Prussiens, en laissant à Budweis 4 régiments d'infanterie et 300 chevaux chargés de couvrir les communications avec la haute Autriche. L'armée autrichienne devait se concentrer entre Zlabings et Waidhofen sur la Thaya. Quant à ses opérations ultérieures, comme elles dépendaient des mouvements de l'ennemi, il ne croyait pas pouvoir les fixer à l'avance. Seul le corps de Saint-Ignon, établi entre Zlabings et Altstadt, devait, aussitôt après avoir été rejoint par trois régiments d'infanterie, essayer de chasser les Saxons de leurs quartiers. Enfin, la cavalerie de Lobkowitz, qui avait jusque-là été disposée face au nord, recevait l'ordre de couvrir, du côté de la Moravie, la concentration de l'armée.

Pour ce qui était des troupes venant de Bavière et qui se concentraient aux environs de Linz, le prince comptait les acheminer sur Ybbs et les diriger de là sur son armée. Mais la grosse difficulté consistait dans le déplacement des magasins. Rien que pour ceux de Neuhaus et de Budweis, il s'agissait de réunir pour le moins 4,000 voitures. Les préparatifs retardèrent forcément le mouvement. Le prince en profita pour réfléchir, pour examiner à nouveau la situation. Plus hésitant, plus craintif, plus indécis que jamais, il éprouva, avant de rien faire, le besoin de consulter le feld-maréchal-lieutenant Browne, qui jouissait de toute sa confiance et qu'une indisposition avait empêché d'assister au conseil de guerre de Neuhaus.

Browne déclara au prince que, d'après lui, il fallait se porter de suite contre les Français qui, affaiblis par le détachement de 8 bataillons et de 10 escadrons qu'ils venaient de faire sur Eger, ne pouvaient mettre en ligne que 12,000 hommes. En trois jours il devait, d'après Browne, être aisé de réunir plus de monde qu'il n'en fallait pour bousculer les Français. Les Saxons ne manqueraient pas de se mettre alors aussitôt en retraite et les Prussiens y regarderaient à deux fois avant de continuer à s'avancer.

Si, au contraire, on se décidait à quitter la Bohême, il faudrait laisser au moins 8,000 hommes à Budweis et à Tabor afin d'arrêter le maréchal de Broglie et de l'empêcher de suivre l'armée. Le mauvais temps ne permettait guère d'entreprendre une opération sérieuse contre les Prussiens et les Saxons, opération dont la préparation prendrait, du reste, pas mal de temps.

Enfin, dès que l'armée aura passé la Thaya et aura pénétré en Moravie, le roi de Prusse ne manquera pas de concentrer son armée en arrière de Brünn. Il aura de la sorte atteint le but qu'il se proposait et aura réussi à obliger l'armée à abandonner la Bohême et à dégager la Bavière [1].

Le mémoire de Browne ne pouvait manquer d'impressionner le prince Charles. Sans arrêter pour cela ses préparatifs, il soumit le mémoire à l'appréciation de la cour et donna, en attendant, l'ordre à Mercy-Argenteau de rester à Linz, « ne sachant pas, disait il, quel parti il allait prendre et dans quelle direction il allait se porter » [2].

Mais pendant ce temps, la réponse, que la reine, adoptant les idées de Königsegg, partisan de la marche sur la Moravie, avait chargé d'adresser au prince Charles, tombait entre les mains des Prussiens, et le maréchal de Broglie, mis en éveil par l'activité qui régnait dans les camps autrichiens, avait résolu de pousser sur Wodnian, le 7 mars, une colonne de 6,000 hommes.

Cette attaque obligea le prince Charles à se concentrer à Budweis et à envoyer à Wodnian un renfort de 4 régiments de cavalerie [3].

Broglie, qui avait réussi de la sorte à constater la présence

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv*. Manuscrit de Browne. 1741.
[2] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen), fasc. III, pièce 4.
[3] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen), fasc. III, pièce 18.

de l'armée autrichienne, fit rentrer ses troupes dans leurs quartiers après avoir approvisionné le château de Frauenberg.

Cette démonstration, insignifiante en elle-même, avait cependant suffi pour replonger le prince Charles dans de nouvelles indécisions.

A Vienne, on voyait encore moins clair dans la situation, d'autant moins clair qu'on y avait reçu la nouvelle de l'arrivée sur la rive droite du Rhin de troupes fraîches venant de France et destinées à chasser Khevenhüller de la Bavière.

La reine, quoique peu satisfaite de la façon dont le prince exerçait le commandement, mais ne voulant, d'autre part, lui témoigner la moindre méfiance, ne pouvait, dans sa lettre du 10, que regretter le temps précieux qu'on perdait en correspondances inutiles avec la cour et l'inviter une fois de plus à se porter vigoureusement et immédiatement contre l'un de ses adversaires [1].

Une fois de plus la reine mettait, en somme, le prince en demeure de prendre un parti. Dans l'intervalle, le commandant de l'armée de Bohême avait envoyé à Linz, à Mercy-Argenteau [2], l'ordre de le joindre en passant par Freistadt. Cet ordre prouve bien qu'à ce moment le prince ne savait encore contre qui il allait marcher; mais un pareil mouvement devait en tout cas retarder sensiblement l'ouverture des opérations, surtout dans le cas où le prince aurait voulu avoir tout son monde sous la main avant de rien entreprendre contre les Saxons et les Prussiens.

Enfin, lorsqu'il reçut la lettre de la reine, il n'eut rien de plus pressé que de réunir à Neuhaus un nouveau conseil de guerre, dans lequel, naturellement, on ne décida rien. On devait simplement continuer à se préparer à prendre l'offensive en Moravie. Afin de couvrir contre les coups de main des Saxons et des Prussiens le transport des magasins à Waidhofen, Lobkowitz devait, avec sa cavalerie et le corps de Saint-Ignon, s'établir en cordon de Königseck à Horn.

Saint-Ignon, qui était depuis le 2 mars sur la ligne Altstadt—

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen), 1742, fasc. III, pièce 22.

[2] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen). Le prince Charles au F. M. L. Mercy-Argenteau, Budweis, 9 mars 1742, fasc. III, pièce 21.

Zlabings, avait poussé sur Pulkau le général d'Ollone avec l'ordre d'enlever le bataillon prussien qui s'y trouvait. Découvert en route par les patrouilles et les reconnaissances prussiennes, d'Ollone fut repoussé le 6 mars et contraint de se replier.

Avec sa cavalerie, Saint-Ignon s'était porté à petites journées par Waidhoffen sur Horn, où il arriva le 13 mars et où, renforcé par un régiment de cuirassiers, il forma la droite du cordon. Ses deux régiments d'infanterie étaient restés à Zlabings.

Les Saxons s'étant repliés à ce moment au nord de Znaym, Lobkowitz en profita pour étendre son cordon vers le nord et en poussa la gauche jusqu'à Humpoletz, au nord d'Iglau, à peu de distance de Deutsch-Brod [1].

Il était désormais évident que les Saxons et les Prussiens étaient en train d'opérer leur concentration plus en arrière, du côté de Brünn. Saint-Ignon n'en resta pas moins immobile à Horn, se contentant de faire de temps à autre battre l'estrade dans la direction de Znaym.

Ses coureurs y enlevèrent, le 9 mars, un officier saxon, qui portait au bataillon, chargé de garder les ponts de la Thaya, l'ordre de suivre le mouvement rétrograde de l'armée du roi. Les hussards autrichiens en profitèrent pour attaquer le lendemain à Drosendorf ce bataillon, qui fit bonne contenance, les repoussa et continua ensuite sa marche sur Znaym.

Les Autrichiens ne parvinrent, du reste, ni à inquiéter, ni à accélérer la retraite des Saxons, qui ne quittèrent Znaym que le 19, après avoir eu le temps de faire filer les approvisionnements existant dans cette ville et de couper les ponts de la Thaya, considérablement grossie par le dégel et les pluies. Saint-Ignon s'arrêta à Pulkau avec sa cavalerie sans même songer, lorsque les ponts furent réparés, à faire côtoyer et inquiéter les Saxons en retraite sur Brünn.

Le prince Charles n'avait pas, lui non plus, profité du mouvement rétrograde de ses adversaires pour reprendre les opérations. Il est juste de reconnaître toutefois que les renforts, que lui amenait Mercy-Argenteau, n'arrivèrent à Budweis que du 22 au 26 mars.

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen). Annexe au journal du prince Charles, 1742, fasc. XIII, pièce 6.

### 5. Evénements militaires sur les confins de la basse Autriche et de la Moravie.

Le général Baranyay, chargé de couvrir la basse Autriche avait, dans les premiers jours de mars, pris position d'abord à Mistelbach, puis à Poisdorf, avec un régiment de hussards, 900 insurgés et portalistes, quelques cuirassiers et fantassins, tirés de la garnison de Vienne, et des paysans armés qui avaient porté l'effectif total de ses troupes à près de 4,000 hommes.

Loin de rester inactif comme les autres généraux, Baranyay avait de suite poussé des colonnes volantes de cavalerie contre les postes prussiens de Laa, Nikolsburg, Eisgrub et Lundenburg, et envoyé des coureurs en Moravie.

Le 10 mars, informé par ses patrouilles de découverte du mouvement de recul des Prussiens sur Brünn, il faisait enlever un piquet prussien près de Laa, arrivait le 10 au soir en vue de cette petite ville occupée par un bataillon prussien, brûlait les ponts et coupait ainsi la retraite aux troupes du colonel von Dohna. Ne pouvant enlever cette localité entourée de murs et bâtie sur une île formée par la Thaya et par une de ses dérivations qui alimente un moulin, Baranyay espérait prendre les Prussiens par la famine.

Malheureusement pour lui, Dohna avait pu envoyer un émissaire à Frédéric à Pohrlitz, et, le 12, après avoir combattu pendant près de trois heures contre le régiment d'infanterie que le roi fit partir en toute hâte, Baranyay dut se décider à battre en retraite. Le lendemain 13, il faisait du reste occuper Laa aussitôt après le départ des Prussiens, pendant que, sur l'ordre du Conseil aulique de la guerre, il se dirigeait vers Lundenburg avec le gros de son détachement.

Il n'en continua pas moins à inquiéter les Prussiens en Moravie, à maintenir les communications entre Vienne et Brünn. Ses coureurs entrèrent même jusque dans les cantonnements des Prussiens; le 15, ils poursuivirent une patrouille prussienne jusqu'à hauteur des premières maisons de Pohrlitz, qu'occupait un bataillon prussien [1], et le 21 ils poussèrent l'au-

---

[1] *Correspondance politique* II, 745. Le roi au général chevalier de Saxe, Selowitz, 16 mars 1742.

dace jusqu'à attaquer, à Gross-Selowitz, le quartier général du roi [1].

## 6. Evénements militaires sur les frontières de Moravie et de Hongrie.

Sur la frontière hongroise on avait établi, dès le mois de février, un cordon de troupes qu'on se proposait de renforcer dans le courant de mars, de façon à donner à ce rassemblement une force suffisante pour permettre à son chef, le feld-maréchal-lieutenant Ghylanyi, de contrarier les opérations des Prussiens en Moravie. Mais le 15 mars, ce général n'avait autour de lui que 6,000 hommes manquant à un point tel d'instruction et de solidité, qu'ils furent hors d'état d'opposer la moindre résistance au prince Thierry d'Anhalt.

Le 9 mars, ce prince, chargé par le roi de disperser les insurgés hongrois dont on s'était exagéré le nombre, et de renvoyer sur Ungarisch-Hradisch et Kremsier tout le bétail dont il réussirait à s'emparer, rassembla à Auspitz sa colonne forte de 8 bataillons, 30 escadrons et 4 pièces de gros calibre. Le 10 il poussait sur Göding, y surprenait le major Gyulay et l'obligeait à mettre bas les armes avec 5 officiers et 287 hommes.

A la première nouvelle de la marche des Prussiens, Ghylanyi avait fait occuper Wessely et Strassnitz et s'était établi de sa personne à Ungarisch-Ostrau. Informé le soir même de la surprise de Göding, il ne laissa que des postes dans ces localités et donna à ses troupes l'ordre de se concentrer au pont de Rohatetz. Le 11 et le 12, il ramena la plus grande partie de son monde à Skalitz, où le prince Thierry d'Anhalt, trompé par de faux rapports qui évaluaient à 18,000 le nombre des insurgés réunis sur ce point, avait hésité à les attaquer.

Le 13, le général prussien se porta contre cette ville, prit ses dispositions de combat sur les bords mêmes de la March ; mais Ghylanyi, qui n'avait avec lui, en dehors des insurgés, que 3 petits bataillons de nouvelle formation, n'osa pas risquer un

---

[1] Journal d'opérations du chevalier de Saxe.

engagement et se mit en retraite sur Holics, couvert par 900 chevaux de l'insurrection.

A 5 heures 1/2 du soir le prince Thierry, prévenu du départ de Ghylanyi, entrait à Skalitz. Sa cavalerie se lança aussitôt sur les traces du feld-maréchal-lieutenant. Son apparition et deux ou trois coups de canon suffirent pour débander complètement les insurgés, qui s'enfuirent dans toutes les directions. Il ne resta autour de Ghylanyi qu'une soixantaine de cavaliers avec lesquels il se retira jusqu'à Szenic où il retrouva 300 fugitifs qui, d'ailleurs, pris subitement de panique le lendemain matin, l'abandonnèrent de nouveau. Profondément découragé par ces tristes événements qu'il n'avait pu empêcher, Ghylanyi n'en essaya pas moins de rallier les bandes de l'insurrection, tout en demandant du reste à être relevé d'un commandement aussi ingrat.

Le 14 mars, le prince Thierry d'Anhalt quitta Skalitz pour se rejeter sur la Moravie. Il se porta sur Ungarisch-Brod où son avant-garde surprit et enleva un poste de hussards. Ungarisch-Brod, cerné pendant la nuit, se rendit le 16 au matin.

Plus au nord, du côté de Walachisch-Meseritsch, des bandes de paysans armés avaient essayé de tendre, le 3 mars, près de Neutitschein, une embuscade à un bataillon prussien en marche sur Kremsier. Le 5, soutenus par quelques hussards, ils avaient tenté un autre coup de main contre des postes prussiens de Napagedl.

Les Valaques avaient en même temps fait des incursions en Silésie, poussé le 6 du côté de Teschen et occupé le 13, aussitôt après le départ des Prussiens, Leipnick et Weisskirchen.

Frédéric, décidé à mettre fin à cet état de choses, envoya au prince Thierry l'ordre de se porter sur Walachisch-Meseritsch. Passant par Holleschau et marchant à petites journées, le prince tomba le 22, avec ses hussards, près de Wsechowic, sur 300 Valaques qui n'opposèrent qu'un semblant de résistance.

Cette affaire suffit pour calmer, dans ces parages, l'effervescence des paysans; de plus le 24 le prince Thierry attaquait Walachisch-Meseritsch, où il ramassait 7 canons, et le 26 ses troupes rentraient dans leurs quartiers et s'établissaient depuis la March jusqu'à la basse Thaya.

---

## VII.

### DÉFENSE DE BRUNN.

Nous avons déjà eu l'occasion de dire que, vers la fin de janvier, au moment où les troupes prussiennes dépassèrent Wischau et semblèrent vouloir menacer Brünn, les ouvrages de la place et ceux du Spielberg étaient absolument délabrés, dépourvus d'artillerie et gardés seulement par quelques débris des garnisons de Troppau et d'Olmütz. Les Prussiens auraient donc pu ou s'emparer sans peine de la ville, ou tout au moins bloquer le Spielberg. Contre toute attente ils s'arrêtèrent aux environs de Wischau et laissèrent arriver à Brünn des canons, des munitions et des troupes, si bien que, le 8 février, la garnison de la ville se composait déjà de 3,528 combattants, répartis en trois brigades : l'une, celle du Spielberg, sous les ordres du général Roth, les deux autres dans la ville, sous les généraux Terzy et Andrassy. Cette garnison allait d'ailleurs être renforcée par un millier de hussards et par quelques compagnies de garde bourgeoise.

Les Prussiens n'inquiétèrent en aucune façon les travailleurs, laissèrent les hussards escorter d'Ungarisch-Hradisch à Brünn les vivres qu'on y avait réunis et lever en toute tranquillité des contributions dans tout le pays. Leur attitude semblait donc confirmer ce que le roi avait dit à Pfütschner à Olmütz, lorsqu'il lui avait déclaré qu'il ne songeait en aucune façon à rien entreprendre contre Brünn.

Le manque de cavalerie empêcha Seherr d'inquiéter, comme il aurait voulu pouvoir le faire, le mouvement des Prussiens sur Gross-Bitesch. Le 9 février cependant, protégés par le brouillard, quelques hussards poussèrent jusqu'à un millier de pas de l'escorte de Frédéric et enlevèrent un officier de dragons. Mais en réalité Seherr ne put étendre le rayon d'action de sa cavalerie que lorsqu'il eut reçu le régiment de hussards Beleznay. A peine arrivé à Brünn, ce régiment entreprit toute une série de coups de main hardis contre la ligne d'étapes que les Prussiens avaient établie de Wischau à Znaym par Austerlitz, Mönitz, Pohrlitz et Irritz.

Au commencement de mars les troupes de Schwerin se rapprochèrent de l'armée, et l'on en profita pour resserrer les lignes d'investissement sur les faces sud et est de Brünn. Il ne resta, au nord de la place, que six compagnies de grenadiers à Wischau et trois à Prossnitz.

Beleznay en profita aussitôt. Le 5 mars il enlève le magasin de Boskowitz et envoye à Brünn dix voitures chargées de grain. Le 8, il part de Brünn avec 300 hussards, rejoint les escadrons qu'il avait laissés à Boskowitz et tente un coup de main sur la communication entre Olmütz et Prossnitz. Dans la nuit du 10, il entre avec eux dans les faubourgs d'Olmütz et y enlève une trentaine d'hommes et tout l'équipage de campagne du roi.

Les coups de main des hussards avaient eu une portée considérable; on avait de la sorte réussi, non seulement à inquiéter et à préoccuper les Prussiens, mais leur exemple et leurs succès décidèrent les populations exaspérées et ruinées par les vexations et les violences des Prussiens[1], à se défendre les armes à la main. Ces bandes indisciplinées, incapables de s'attaquer aux troupes régulières, n'en rendirent pas moins de grands services, en enlevant des courriers et même de petits détachements.

Ce fut, comme nous l'avons dit, au commencement de mars que le roi reconnut la nécessité d'investir Brünn et de se porter, avec toute son armée, des bords de la Thaya vers l'est et le sud de Brünn. Le 8 mars, les troupes prussiennes commencèrent leur mouvement; le 9, le roi qui avait quitté Znaym avec un second échelon, arriva le soir à Irritz et y régla la disposition des troupes chargées du blocus de Brünn, que les Saxons devaient assurer à l'ouest et les Prussiens à l'est de la Zwittawa-Schwarzawa. Les Saxons devaient établir 9 bataillons au nord de Brünn, à Kinitz et Ewanowitz; les Prussiens, 7 bataillons sous les ordres du général Truchsess, sur la ligne Nennowitz—Schlapanitz—Raussnitz. L'investissement de la place devait être achevé le 15 mars. Le général La Motte était chargé de cantonner 6 ba-

---

[1] Le général saxon Renard écrivant, le 26 mars, à l'Electeur, lui dit : « Les Prussiens ont levé des contributions énormes, emmené des otages, enrôlé de force les jeunes gens du pays, mis la main sur tous les produits de la terre et sur tous les animaux. Non contents de se faire nourrir avec abondance, ils ont tout déménagé, tout jusqu'aux lits. Les villages qu'ils quittent ne sont plus que des ruines désertes ». (*Archives saxonnes*, fasc. 1165.)

taillons et 15 escadrons dans les localités situées sur la basse Schwarzawa et la Thaya pour couvrir les lignes d'investissement du côté du sud, et Frédéric, qui s'était rendu le 11 à Pohrlitz, mit le 13 son quartier général à Gross-Selowitz.

Les Saxons ne marchèrent, comme on devait s'y attendre, qu'avec une extrême lenteur. Leurs régiments décimés par les maladies ne présentaient plus qu'un effectif des plus réduits. Leurs compagnies comptaient à peine de 50 à 60 combattants. On avait demandé du canon[1] au roi de Pologne pour assiéger Brünn. « Ce prince le refusa faute d'argent. » Les Saxons se plaignaient de plus des quartiers que les Prussiens ne leur assignaient qu'après avoir eu le soin de les occuper et de les épuiser avant eux. Leurs généraux, mécontents et désappointés, ne cessèrent d'insister sur les conséquences désastreuses de ce mouvement : l'armée saxonne ne trouvera pas, disaient-ils, un morceau de pain; la Moravie a été si terriblement dévastée que, si elle est attribuée, à la paix, à l'Électeur, elle ne lui rapportera rien avant quinze ans. Quelques jours plus tard, le 2 avril, le général Renard allait plus loin encore dans ses réclamations. Il déclarait à son souverain que son armée, après avoir marché tout l'hiver, était absolument épuisée : c'étaient les Saxons qui avaient tout le temps été obligés de couvrir les Prussiens afin de leur permettre de tirer de la Moravie jusqu'aux dernières ressources du pays et de ménager leurs troupes. Il appelait l'attention d'Auguste III sur les intentions de Frédéric, qui ne craignait pas de déclarer qu'il se retirerait sur la haute Silésie, si les Français éprouvaient un échec un peu sérieux.

Le 15 mars, les Saxons, qui n'avaient laissé que quelques déta-

---

[1] Frédéric, dans l'*Histoire de mon Temps*, explique d'une façon assez amusante le refus d'Auguste III. « Il venait, dit-il, de dépenser 400,000 écus pour acheter un gros diamant vert ; il voulait la chose (Brünn) et se refusait aux moyens. »

Frédéric n'avait pas attendu la publication de l'*Histoire de mon Temps* pour formuler ses griefs contre Auguste III et les Saxons. Ecrivant à Jordan, de Chrudim, le 5 mai 1742, il lui disait : « La Moravie, qui est un très mauvais pays, ne pouvait être soutenue faute de vivres, et la ville de Brünn ne pouvait être prise à cause que les Saxons n'avaient pas de canons, et que, lorsqu'on veut entrer dans une ville, il faut faire un trou pour y passer. D'aileurs, le pays est mis en tel état que l'ennemi ne saurait y subsister et que, dans peu, vous l'en verrez ressortir. »

chements à Znaym et Erdberg, atteignirent la ligne Jaispitz—Kromau—Eibenschitz—Namiest—Mährisch-Budwitz. Le chevalier de Saxe mit son quartier général à Kromau où il resta jusqu'au 21, bien que le roi eût voulu laisser ses troupes dans cette dernière localité. Les dissentiments, qui se produisirent à ce propos, obligèrent le roi à retarder encore de cinq jours la date de l'investissement.

Seherr, qui avait profité du répit qu'on lui avait laissé pour renforcer les ouvrages de Brünn et du Spielberg, avait en outre mis tout en œuvre pour contrarier les projets de son adversaire. Frédéric, quoique contraint d'attendre jusqu'au 20 pour former le blocus de Brünn, n'en avait pas moins tenu à couper de suite les communications de la place avec le nord et, le 13 mars, il avait donné, au général Truchsess l'ordre d'occuper le village de Lösch, sur la route de Brünn à Jedownitz.

*Combat de Lösch* (14 mars 1742). — Truchsess se porta avec son régiment de Turas sur Schlapanitz où il laissa un bataillon et occupa Lösch avec un autre bataillon. Il avait à peine eu le temps d'établir ses avant-postes sur les hauteurs à l'ouest de Lösch, lorsque les hussards attaquèrent les Prussiens.

Seherr, prévenu par ses émissaires du mouvement de Truchsess, avait immédiatement poussé sur Lösch les hussards de Beleznay qui, après après avoir malmené les avant-postes prussiens, fit mettre pied à terre à ses cavaliers et obligea Truchsess à s'enfermer dans le château. Dès qu'il eut été rejoint par quelques compagnies d'infanterie, Beleznay fit sommer Truchsess de se rendre. Devant le refus énergique du général prussien, il mit le feu aux communs et aux maisons voisines du château, pendant que son infanterie, répartie en deux groupes, s'établissait au sud de Lösch. Chassé du château par l'incendie, Truchsess dut se frayer un passage à la baïonnette et se replier au prix de pertes sensibles, et en abandonnant un de ses canons, jusqu'à 800 mètres au sud-ouest de Lösch où il rallia les restes de son bataillon, et le forma en carré pour continuer sa retraite en bon ordre sur Schlapanitz. Le général Truchsess avait été blessé dans cette affaire.

Seherr avait d'ailleurs réussi à atteindre le but qu'il s'était proposé; les Prussiens, renonçant à investir Brünn du côté du

nord, se contentèrent d'interdire aux Autrichiens l'usage de la route de Wischau. Le roi avait, de plus, dû céder devant les réclamations du chevalier de Saxe, et se résigner à faire occuper par ses troupes une partie du secteur qu'il avait voulu confier à la garde des Saxons.

Le 18 mars, le chevalier de Saxe, arrivé au quartier général du roi, régla avec lui tous les détails de l'investissement qui devait être complètement achevé le 24 et divisa son corps en deux divisions. La division Jasmund devait s'établir au nord et à l'ouest de Brünn, la division Renard au sud. Une brigade de cette division restait en réserve générale à Eichorn, Bitischka, Rossitz et Eibenschitz. La cavalerie se cantonna sur la ligne Blansko—Namiest.

Les Saxons commencèrent leur mouvement le 20, mais retardés par le mauvais état des chemins ils ne purent arriver que le 25 sur la ligne Mödritz—Strutz—Bysterz.

*Escarmouche de Mödritz* (21 mars 1742). — Les hussards autrichiens avaient continué à harceler les colonnes ennemies pendant ces quelques jours. Un de leurs partis réussit, rien qu'en se montrant, à arrêter pendant une grande partie de la journée une colonne saxonne, forte d'un régiment d'infanterie, d'un escadron de cavalerie et de quelques uhlans, qui n'osa pas déboucher des bois et n'entra à Strutz que le soir après le départ des hussards.

La colonne du général Rochow, arrivée le 20 au soir à Mödritz, eut à deux reprises affaire avec les hussards pendant la journée du 21.

A 4 heures du matin, quelques hussards Esterhazy, venant de Poisdorf avaient surpris les postes de uhlans saxons. Le soir venu, le colonel Beleznay ne craignit pas de venir avec quelques hussards alarmer les quartiers saxons de Mödritz. Le colonel faillit payer chèrement son audace. Plus heureux que l'officier qui l'avait accompagné, il ne dut son salut qu'à l'obscurité et à la vitesse de son cheval.

*Surprise de Skalitzka* (23 mars 1742). — Le 23, les hussards prirent une revanche éclatante. Un des officiers de Beleznay, envoyé avec 250 hommes au nord de la place, afin d'y réquisitionner des vivres et du bétail, avait appris que des dragons

saxons étaient en marche sur Blansko et Czernahora. Il résolut de les surprendre et leur tendit une embuscade dans un chemin creux près de Skalitzka. Ce coup, qui réussit à merveille, puisque le capitaine Imeri, qui commandait ce parti, rentra le soir à Brünn en y ramenant 10 officiers parmi lesquels le lieutenant-colonel des dragons, 114 sous-officiers et soldats et 160 chevaux, produisit sur les Saxons un tel effet, que le chevalier de Saxe crut utile d'envoyer, le 25, 4 escadrons et 1 bataillon de grenadiers pour dégager l'autre escadron de dragons qu'il croyait compromis, et qui s'était retiré sur Tischnowitz, dès que son chef eut été informé du coup de main des hussards.

*Investissement de Brünn.* — L'activité déployée par la garnison, jointe au mauvais état des chemins, avait donné raison au chevalier de Saxe qui, dès le 22, avait demandé au roi de remettre au 28 la date choisie pour la fermeture du blocus. Le 26 et le 27, les Saxons se portèrent vers les points qui leur avaient été indiqués, tandis que le feld-maréchal Seherr, afin d'obliger les assiégeants à camper, faisait incendier toutes les localités situées sur la ligne probable d'investissement.

Le 27, on réussit à mettre le feu au village de Parfuss, déjà occupé par un régiment saxon qui y perdit, de cette façon, la plus grande partie de ses bagages, et à endommager sérieusement 4 canons régimentaires.

A partir du 27, en dépit des menaces des généraux prussiens et saxons, il ne se passa pas de jour qui ne fût marqué par des incendies allumés par les paysans eux-mêmes. Le 29, le feu réduisait en cendres Strzelitz et Nihow ; le 30, Schlapanitz ; le 31, Brisenuitz et Jundorf ; le 3 avril, Medlanko, Frainspitz, Lautschitz et quelques villages voisins d'Austerlitz ; le 6, enfin, c'était le tour de Turas. Le nombre des villages et localités incendiés ne s'éleva pas, d'après les différentes évaluations données par Frédéric lui-même, à moins de 16 ou même de 22 [1].

---

[1] Frédéric II (*Histoire de mon Temps*) : « Le commandant de cette place était un homme intelligent. Il envoyait des gens déguisés pour mettre le feu aux villages que les troupes occupaient. Toutes les nuits il y eut des incendies. On compta plus de seize bourgs, villages ou hameaux qui périrent par les flammes. »

*Correspondance politique*, II. 781. Au conseiller baron Le Chambrier, à

Le 28 mars, le chevalier de Saxe se porta, avec 6 bataillons, 2 escadrons et les uhlans de Bisterz, vers le nord de la place, tandis que le général Rochow l'investissait par le sud avec les autres bataillons. Mais, au lieu d'établir ses troupes aussi près de la ville et du Spielberg qu'il avait l'intention de le faire, le chevalier de Saxe, après avoir reconnu la place, crut prudent de les arrêter sur la ligne Rzeczkowitz—Komein—Parfuss—Morbes—Unter-Gerspitz.

En somme, les assiégeants se tinrent à plus de 4 kilomètres de la place et ne purent même pas fermer leurs lignes d'investissement, interrompues sur une assez vaste étendue au nord-est entre Rzeczkowitz et Bellowitz. Les hussards profitèrent naturellement de cette trouée pour prendre à revers les quartiers des Saxons, couper leurs communications et tenir les troupes assiégeantes perpétuellement sur le qui-vive.

Le roi n'en était que plus décidé à parachever l'investissement. Il alla même, en présence des réclamations du chevalier de Saxe qui, se plaignant du manque de vivres dont souffraient ses soldats, proposait au roi de ramener toute l'armée à Olmütz, jusqu'à fournir du pain aux Saxons et à leur assigner toute une zone de pays pour leur ravitaillement, mais à condition qu'ils se rapprocheraient de la place. Le 31 mars, en effet, 4 bataillons de la division Jasmund et 2 bataillons tirés de la brigade de réserve allèrent s'établir dans des localités plus voisines de la ville. Ce mouvement donna lieu à une petite escarmouche qui se termina par l'incendie du village de Jundorf.

Quant aux Prussiens, ils n'avaient pas bougé et n'avaient rien fait pour fermer l'investissement. Le roi trouvait qu'il était inutile d'exposer ses troupes en les établissant à portée du canon de la place. Ce simulacre d'investissement ne dura d'ailleurs pas longtemps. Le 3 avril les Prussiens commencèrent à s'éloigner de Brünn. Le 7, les Saxons suivirent leur exemple. Trois salves de l'artillerie de la place et du Spielberg saluèrent le départ des assiégeants.

---

Paris. Wischau, 6 avril 1742. (Précis des raisons qui ont déterminé le roi de Prusse de marcher avec ses troupes de la Moravie en Bohême.) « ... Les Autrichiens ont fait brûler par une troupe d'incendiaires plus de vingt villages de nos cantons. »

## VIII.

### FRÉDÉRIC II CHERCHE A RENOUER DES NÉGOCIATIONS.

Il ressort de tout ce qui précède que, en réalité et pour des raisons que nous avons déjà eu lieu d'exposer au moins en partie, la prise de Brünn ne tenait pas fort à cœur au roi. Après avoir négligé cette place, il n'en entreprit peut-être bien le siège que pour employer utilement le temps et attendre ainsi l'arrivée, sur le théâtre de la guerre, des armées alliées avec lesquelles il comptait, quelques mois plus tard, porter un coup mortel à l'Autriche. En réalité Frédéric ne se souciait pas d'entreprendre des opérations qui ne devaient profiter qu'à ses alliés. En bon négociant, il voulait que la guerre lui rapportât de gros intérêts. Il ne se gêne pas, du reste, pour le dire précisément à propos de Brünn, lorsque dans l'*Histoire de mon Temps* il s'écrie : « Après tout, pourquoi s'opiniâtrer à conquérir cette Moravie pour laquelle le roi de Pologne, qui devait l'avoir, témoignait tant d'indifférence? » Le roi avait d'ailleurs été d'assez mauvaise humeur pendant tout le mois de mars. Les événements n'avaient pas pris la tournure qu'il voulait et l'avaient « fait réfléchir sur la situation où il se trouvait ». Bien qu'il eût appelé à lui ses troupes stationnées dans le nord de la Moravie et dans la haute Silésie, l'effectif de son armée était d'autant moins considérable qu'alarmé par les nouvelles de Hongrie[1], il avait cru nécessaire de détacher le prince Thierry d'Anhalt afin de couvrir la haute Silésie, qu'il avait complètement dégarnie.

Malgré les brillants résultats de l'expédition du prince Thierry, le roi résolut de couvrir Olmütz et la haute Silésie contre les tentatives éventuelles de l'insurrection hongroise, et ordonna au prince héritier d'Anhalt de venir se poster, avec 17 bataillons et 35 escadrons, sur la ligne Troppau—Ratibor. Presque au même moment, tout en approuvant le projet de Broglie de se retirer

---

[1] *Correspondance politique*, II, 740 et 741. Au cardinal de Fleury et au roi de Pologne, Selowitz, 15 mars 1742.

derrière la Beraun en cas d'une attaque sérieuse des Autrichiens, il avait refusé de prendre l'offensive, comme Valory lui avait demandé de le faire, afin de détourner de Prague les dangers qui semblaient menacer la capitale de la Bohême. Le roi avait au contraire, déjà à ce moment, songé sérieusement à se replier sur Olmütz.

S'il ne donna pas suite à ce projet, ce fut, d'une part, à cause du mauvais effet que cette résolution aurait produit sur ses alliés, mais surtout parce que, en agissant de la sorte, il s'interdisait tout moyen de renouer des négociations latérales et secrètes avec la cour de Vienne.

C'était à cet état de choses qu'il faisait allusion lorsqu'il écrivait, le 11 mars, à Jordan : « Les choses s'embrouillent de plus en plus, et il n'est aucune prudence humaine qui, dans un état aussi critique, puisse juger solidement des affaires [1] ».

Il convient d'ajouter encore que la réponse peu favorable, faite par la reine aux propositions que Giannini avait été chargé de lui transmettre, n'était pas de nature à le satisfaire. La cession de Glatz ne suffisait plus pour satisfaire son appétit. Mais, toujours prudent et ne voulant jamais compromettre l'avenir, le roi, avant de s'éloigner de Brünn, avait eu soin de dire qu'il ferait connaître ses résolutions le mois suivant. Aussi, tout en rejetant à ce moment les offres de lord Hyndford, en lui refusant même l'autorisation de se rendre à son quartier général, le roi s'était gardé de refermer la porte entr'ouverte par les missions de Pfütschner et de Giannini.

Il avait pu constater que l'Autriche et la Hongrie étaient en mesure de lui opposer une résistance plus énergique qu'il ne l'avait cru dans le principe. Décidé à continuer la guerre jusqu'au moment où il obtiendrait de la reine des conditions avantageuses, il se rendit compte de la faute qu'il avait commise en entrant en campagne avec trop peu de monde. Grâce aux ordres qu'il envoya au prince Léopold d'Anhalt, qu'il se réservait de pousser de Jägerndorf, où il devait se trouver le 30 avril avec 14 bataillons et 25 escadrons, sur la Hongrie, du côté de Tyrnau, le roi comptait pouvoir, tout en laissant 16 bataillons et

---

[1] *Œuvres posthumes*. Correspondance à Jordan, de Porhlitz, 11 mars 1742.

15 escadrons en Bohême et en Silésie, 25 bataillons et 36 escadrons dans les provinces de la Vieille-Prusse, exécuter pendant l'été son mouvement projeté sur Vienne et Pressburg avec deux armées fortes ensemble de 54 bataillons et 135 escadrons.

Il ne tarda pas, du reste, à s'apercevoir que l'attitude de ses alliés contrarierait la réalisation de ce plan. L'empereur Charles VII, loin de vouloir coopérer à ce projet en mettant du monde en Bohême et en y retenant une bonne partie des troupes de la reine, multipliait ses doléances et ne faisait que gémir sur le sort de ses États héréditaires occupés par l'ennemi.

La marche des renforts français s'effectuait d'une façon si déplorable, tellement contraire aux principes les plus élémentaires, que chacun de leurs échelons avait la plus grande chance d'être battu et anéanti isolément et en détail par Khevenhüller. « Le fardeau de la guerre pesait presque uniquement sur les épaules des Prussiens [1]. »

Le 15 mars, le roi essaya une dernière fois de décider ses alliés à entreprendre une action combinée, tendant à un but nettement déterminé, et adressa à cet effet trois lettres, à Belle-Isle, à Fleury et à l'empereur Charles VII [2]. A tous il demandait de renforcer le corps de Bohême. Il invitait Belle-Isle à veiller à ce que les renforts ne marchassent pas éparpillés. Après avoir parlé au cardinal des affaires politiques de l'Europe, de la révolution de Russie, de l'agitation qui régnait en Angleterre, il décochait en passant un trait au maréchal de Broglie en priant le cardinal de lui envoyer de bons officiers généraux. Il lui garantissait que « le tableau deviendrait bientôt plus riant » et ne manquait pas d'ajouter : « Il n'y a offres et propositions que la reine de Hongrie ne m'ait faites pour me séparer de l'alliance, mais le tout est peine perdue, et vous voyez, par les efforts que je fais, le peu d'effet qu'ont eu toutes ces négociations... »

Avec l'empereur, son ton est tout différent. Il faut, « pour l'amour des propres intérêts de Charles VII », que l'empereur renforce au plus vite le maréchal de Broglie ; il faut au maréchal 20,000 hommes outre ce qu'il a, « sans quoi la Bohême est per-

---

[1] Frédéric II. *Histoire de mon Temps*, ch. V.

[2] *Correspondance politique*, II, 739, 740, 742. A Belle-Isle, au cardinal de Fleury, à l'empereur Charles VII, Selowitz, 15 mars 1742.

due au printemps, notre communication délabrée, nos troupes sur la défensive et les Saxons coupés de Dresde : ceci vaut des réflexions sérieuses... ».

A ce moment, le roi est encore sérieusement et réellement disposé à agir de concert avec ses alliés : il veut entreprendre contre Marie-Thérèse une campagne décisive qui lui vaudra des accroissements considérables.

Mais, dès le lendemain du jour où il avait expédié ces trois lettres, « il arriva dans le ministère anglais un changement » qui n'était guère de nature à favoriser la réalisation des projets de Frédéric. « On fouetta le roi sur le dos de son ministre, comme le dit spirituellement Frédéric, il fut obligé de chasser Walpole, que milord Carteret remplaça. » Le roi ne se dissimula pas un instant la gravité de cet événement. « Ma foi, l'honneur de faire tourner la grande roue des événements de l'Europe est un travail très rude », écrit-il, le 17 mars, de Selowitz à Jordan, et, songeant à sa situation actuelle, la comparant aux années tranquilles d'autrefois, il ajoute : « A présent, je vogue en pleine mer, une vague m'emporte jusqu'aux nues, une autre me rabaisse dans les abîmes et une troisième me fait remonter plus promptement encore jusqu'à la plus haute élévation ».

L'événement était, en effet, d'autant plus grave que Carteret, partisan avéré de l'alliance autrichienne, avait juré une haine implacable à tout ce qui portait le nom français. « Cet Anglais ne démentit pas l'opinion qu'on avait de lui, il fit payer des subsides à la reine de Hongrie et la prit sous sa protection; il fit passer des troupes anglaises en Flandre... [1] »

En réfléchissant sur la situation que ce changement de ministère faisait à la France, « sur les pitoyables généraux qui conduisaient les Français, sur la faiblesse de leur armée, sur la faiblesse encore plus grande de celle de l'empereur [1] », Frédéric reconnut que le moment était venu pour lui « de ne pas s'enfoncer trop avant dans ce labyrinthe, mais d'en chercher l'issue au plus tôt ». La prudence lui conseillait de profiter des avantages momentanés de la situation, de se séparer, si faire se pouvait, sans bruit et sans éclat de ses alliés. N'était-il pas encore à ce

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*.

moment l'adversaire le plus redoutable de l'Autriche, lui dont les troupes occupaient une partie de la Bohême, la haute Silésie et la Moravie ? La trace du combat, assez court du reste, qui se livra dans l'esprit de Frédéric, se retrouve tout au long dans deux pièces, sans date il est vrai, mais évidemment rédigées le 15 ou le 17 mars 1742, et qui figurent dans la *Correspondance politique*, II, nos 768 et 769, sous les titres d' « *Exposé des raisons que je puis avoir pour rester dans l'alliance de la France*, et *Exposé des raisons que je pourrais avoir de faire une paix avec la reine de Hongrie*[1] ».

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 768. — *Exposé des raisons que je puis avoir pour rester dans l'alliance de la France :*

« Il est mal de violer sa parole sans raison ; jusqu'à présent, je n'ai pas lieu de me plaindre de la France, ni de mes alliés. L'on se fait la réputation d'homme changeant et léger, si l'on n'exécute point un projet que l'on a fait et que l'on passe souvent d'un parti à l'autre.

« Si cette campagne se termine heureusement, les armes prussiennes en auront tout l'honneur ; peut-être qu'une campagne gagnée découragera les Hollandais et les Anglais et nous procurera la paix ; si cela arrivait, les Prussiens seraient les arbitres de la paix et leurs intérêts n'en souffriraient pas ; l'empire s'attacherait alors sûrement au roi de Prusse, il aurait l'autorité de l'empereur et l'Electeur de Bavière l'embarras ; les quartiers d'hiver, que l'on peut prendre, après avoir défait l'ennemi, peuvent richement indemniser des frais de la guerre.

« En restant dans le parti de la France, l'on ne sera pas obligé de payer aux Hollandais et Anglais les sommes considérables qu'ils ont avancées à l'empereur défunt.

« Les affaires d'Allemagne sont dans une situation si violente que le cardinal ne peut les abandonner sans être perdu de crédit dans l'Europe et sans s'attirer sur les bras une guerre plus funeste que celle qu'il fait.

« L'Angleterre ne donnera jamais les mains à ce que la France fasse une paix séparée avec la reine de Hongrie ; il n'y a nulle sûreté à faire la paix avec la reine de Hongrie. Si elle ne perd la Bohême et la Moravie, la paix ne sera que platrée. »

*Correspondance politique*, n° 769. — *Exposé des raisons que je pourrais avoir de faire une paix avec la reine de Hongrie :*

« Les mauvais arrangements que prennent les Français, qui font augurer qu'ils seront encore battus quelque part en détail.

« L'éloignement de la France, qui occasionne la lenteur des secours et des apprêts, munitions et recrues nécessaires pour l'armée.

« L'effet que pourrait produire sur l'esprit du cardinal si l'Angleterre et la Hollande lui déclaraient la guerre en Flandre, ce qui pourrait l'obliger à retirer une bonne partie des troupes françaises d'Allemagne et de me laisser moi seul chargé du poids de la guerre.

« Le traité que j'ai fait avec les alliés ne porte qu'une simple garantie sans stipuler le nombre des troupes.

« Le but de cette campagne, qui est de mettre l'empereur et le roi de

Frédéric n'hésita pas bien longtemps : tout bien considéré, il avait jugé que le manque de vivres ne devait pas tarder à l'obliger à quitter la Moravie, et qu'il avait chance d'obtenir de meilleures conditions en entamant des négociations tant qu'il tenait encore ses troupes dans cette province. Mais au lieu d'avoir recours, comme par le passé, à Giannini, il crut sage de ménager le nouveau ministère anglais, de se mettre à l'abri d'un mouvement possible de troupes anglaises partant du Hanovre, de s'adresser à lord Hyndford et de l'inviter à se rendre « à Breslau, afin de faciliter d'autant plus les moyens de vous parler d'abord où les circonstances, où je suis actuellement, le veulent permettre[1] ».

Podewils, appelé aussitôt au quartier général, y avait, sur l'ordre du roi, rédigé les conditions connues sous le nom de « Programme de Selowitz[2] ». Tout en réclamant certaines con-

---

Pologne en possession de grandes et belles provinces ; qu'en travaillant pour la Saxe, il faut penser que c'est un voisin qu'on agrandit et qui paye actuellement d'ingratitude la maison d'Autriche, qui a perdu deux royaumes pour mettre le roi Auguste sur le trône de Pologne.

« Que l'heureuse fin de cette guerre rend la France l'arbitre de l'univers.

« L'effronterie de l'empereur et des Français, qui m'ont demandé un emprunt de 6 millions de florins sans hypothèque.

« Les sommes considérables que coûte la guerre.

« Les grands secours que la reine de Hongrie est à la veille de tirer de la Hongrie, les revers de fortune qui pourraient me faire perdre tout ce que j'ai gagné jusqu'à présent et la guerre générale qui pourrait peut-être, par le pays de Hanovre, s'étendre dans mon pays. »

[1] *Correspondance politique*, II, 748. Au comte de Hyndford, ministre de la Grande-Bretagne à Berlin, Selowitz, 18 mars 1742.

[2] *Correspondance politique*, II, 751. — Conditions sur lesquelles j'ai ordonné à mon ministre d'Etat, le comte de Podewils, d'entrer en négociation avec milord Hyndford, ministre plénipotentiaire du roi de la Grande-Bretagne à ma cour, pour conclure la paix avec la reine de Hongrie :

« Selowitz, 22 mars 1742.

« Je demande comme un ultimatum :

« 1° Qu'on me fasse une cession formelle, en pleine souveraineté et indépendance, de la couronne de Bohême et de l'Empire, pour moi et mes successeurs de l'un et de l'autre sexe, à perpétuité, de toute la basse Silésie, la ville de Breslau y comprise, et tout le territoire jusqu'à la Neisse avec la ville de Neisse et une lisière d'une bonne lieue d'Allemagne de largeur en deçà de cette rivière, le long de son cours et, de l'autre côté de l'Oder, la rivière de Brinnitza, pour limites ;

« 2° Qu'on me cède toute la comté de Glatz avec la ville et château de ce nom, de même que tout le cercle de Königgrätz en Bohême avec la seigneurie

cessions, d'ailleurs absolument insignifiantes, en faveur des Saxons établis alors à côté de ses troupes devant Brünn, Frédéric, bien décidé à signer la paix pour son compte, ne pensait qu'à conclure au plus vite un traité dont il pensait avoir exposé tout au long et dans toutes les règles les conditions dans ce « Programme de Selowitz » qui ne ressemblait en rien à un traité en bonne et due forme. Frédéric croyait fermement que l'expérience faite à Klein-Schnellendorf n'avait laissé aucun germe de méfiance dans l'esprit de la reine. Mais s'il était pressé d'en finir, la reine était bien décidée à ne plus jamais signer avec lui qu'un traité dont la forme et la rédaction seraient inattaquables.

Le 25 mars, le roi se décida pourtant à faire venir Giannini de Brünn à Selowitz, et à lui annoncer que lord Hyndford allait se rendre à Olmütz. Le roi, qui avait pris cette résolution afin de pouvoir suivre de plus près la marche des négociations, déclara à Giannini que la paix devait être signée dans un délai de six semaines. Il s'engageait à n'entreprendre aucune attaque pendant ce temps et demandait qu'on n'attachât aucune importance au mouvement que le prince d'Anhalt-Dessau avait reçu l'ordre d'exécuter. Cette dernière remarque éveilla, au contraire, les soupçons de la reine. Ne croyant pas à la sincérité de Frédéric,

---

de Pardubitz, en pleine souveraineté et indépendance de la Bohême et sur le même pied que la basse Silésie;

« 3° Qu'on stipule dans le traité à faire entre moi et la reine de Hongrie, en termes généraux, que cette princesse s'engage de donner une satisfaction raisonnable à mes alliés;

« 4° Qu'elle est prête d'accepter, pour parvenir à une paix générale, ma médiation de concert avec celle des puissances maritimes;

« 5° Que je reste jusqu'à la paix générale dans la possession de la haute Silésie, à la réserve de la principauté de Teschen;

« 6° Moyennant toutes les conditions marquées ci-dessus, j'offre de retirer mes troupes de la Moravie, dès que les préliminaires de la paix à faire entre moi et la reine de Hongrie seront signés et ratifiés de part et d'autre, bien entendu pourtant qu'on permettra aux troupes saxonnes qui sont en Moravie de se retirer en même temps en toute sûreté et sans être attaquées ou molestées dans leur retour.

« C'est le plan sur lequel j'ai autorisé par celle-ci mon susdit ministre à entrer en négociation avec milord Hyndford, dès que celui-ci veut se charger de travailler, en vertu des ordres qu'il a de sa cour, à rétablir la paix entre moi et la reine de Hongrie.

« Signé : Frédéric. »

elle en conclut que le roi voulait de cette façon se mettre à l'abri d'une attaque qu'il lui importait à tout prix d'éviter pour le moment et qui aurait pu gravement le compromettre en se produisant avant l'entrée en ligne de ses renforts.

### 2. Le roi prend le parti d'évacuer la partie sud de la Moravie.

Malgré la réussite complète de la pointe faite par le prince Thierry d'Anhalt, et malgré l'alarme momentanée répandue en Hongrie par cette incursion, le roi ne se dissimulait pas « qu'il se trouvait dans un pas scabreux ».

Les populations de la Moravie prenaient les armes. Les paysans, soutenus par les hussards et les insurgés hongrois, harcelaient ses troupes nuit et jour, coupaient ses communications, enlevaient ses convois. Le service de sûreté devenait de jour en jour plus difficile et plus pénible, et les maladies faisaient des ravages de plus en plus terribles dans les rangs de ses soldats épuisés de fatigue.

L'état sanitaire des Saxons, manquant de tout et plus mal vêtus que les Prussiens, était encore plus déplorable.

En leur supposant même un bon vouloir, dont ils étaient loin d'être animés, les Saxons étaient en réalité hors d'état d'entreprendre des opérations quelque peu sérieuses.

Cette armée affamée, affaiblie par les maladies, ne pouvait guère lui rendre de services.

Enfin, à la date du 18 mars, Frédéric s'était de plus rendu compte que ses magasins renfermaient à peine les approvisionnements nécessaires pour assurer pendant un mois l'existence de son armée. Le roi donna aussitôt au commissariat général des guerres l'ordre de se procurer deux mois de vivres ; mais il savait lui-même qu'on ne trouverait plus rien en Moravie, et se rendait compte de la faute qu'il avait commise dès les premiers jours de sa rentrée en campagne. Or, comme il lui fallait en faire tomber la responsabilité sur quelqu'un de son entourage, ce fut Schwerin, auquel il en voulait depuis Mollwitz, qu'il choisit comme bouc émissaire. Le feld-maréchal, réellement malade du reste et de plus profondément blessé par les procédés du roi

à son égard, demanda un congé de convalescence qu'on lui accorda, il est vrai, mais qui devait commencer à courir du jour, où la commission de délimitation des frontières entre la haute et la basse Silésie, siégeant à Neisse et dont il devait prendre la présidence, aurait terminé ses opérations.

Les différents incidents du blocus de Brünn n'étaient pas de nature à calmer la mauvaise humeur du roi, qui ne fit que s'accroître jusqu'au jour où un de ses espions, établi à Vienne, lui annonça que, sur l'ordre de la Cour, l'armée du prince Charles allait se mettre en marche pour reconquérir la Moravie. Le roi reçut cette nouvelle avec joie. Il allait pouvoir se tirer du mauvais pas, où il était engagé, par une bataille dans laquelle, avec le concours des Saxons, dont il s'exagérait du reste la force, il pourrait mettre en ligne une armée à peu près égale à celle du prince Charles. Cette bataille, il comptait la donner sur un terrain avantageux pour lui et qu'il venait de choisir près d'Irritz.

A partir de ce moment, il ne songea plus qu'à se préparer à la lutte. Déjà, dès le 17 mars, il avait rédigé une instruction pour sa cavalerie en vue du combat; le 23, il lance une disposition pour rassembler son armée autour de Pohrlitz et, le 25, une instruction à l'usage de son infanterie. Dans l'intervalle, le 24, il a écrit au chevalier de Saxe. Il le prie de lui « mander d'une manière bien positive et catégorique, lui écrit-il de Selowitz[1], quand l'ennemi pourrait marcher sur nous et que je trouvasse alors nécessaire d'assembler vos troupes à un certain lieu vers un certain jour et heure pour aller alors conjointement attaquer l'ennemi, si je puis compter fermement que vos troupes y seront infailliblement, au lieu mandé et au jour et heure marqués? » Bien que dans l'*Histoire de mon Temps* le roi ait cru pouvoir dire que « le chevalier de Saxe donna une réponse ambiguë qui préparait dès lors une excuse de sa désobéissance », il n'en est pas moins certain que le chevalier de Saxe répondit au contraire en promettant au roi le concours qu'il lui demandait[2].

---

[1] *Correspondance politique*, II, 754. Au chevalier de Saxe, Selowitz, 24 mars 1742.

[2] *Kriege Fiedrich's des Grossen*. 1re partie, III, 133.

Mais cette grande bataille, cette bataille « qui devait décider du sort de l'Europe, dont les conséquences devaient être bien autrement considérables que celles de la bataille de Pharsale[1] », le roi l'attendit et l'espéra en vain. Le retour du détachement du prince Thierry d'Anhalt, la certitude que le corps du prince héritier d'Anhalt-Dessau aurait achevé, le 7 avril, sa concentration à Jägerndoff, ne suffisaient pas pour rétablir une situation compromise par la pénurie des vivres, par le soulèvement de plus en plus inquiétant des paysans de Moravie, par le manque d'artillerie de siège, par les mesures énergiques et intelligentes de Seherr, enfin par le peu d'entrain et l'indifférence des Saxons qu'inquiétait le bruit d'un mouvement des Autrichiens sur Eger. « Si cela arrive, écrivait Frédéric à Podewils[2], il s'enfuiront tous à Dresde de façon que cela détraquera toute l'affaire. »

Dès le 23 mars, le chevalier de Saxe avait proposé au roi d'abandonner le blocus de Brünn et de se retirer sur Olmütz. Le 30, accompagné des généraux Birckholz et Renard, le chevalier se rendit auprès du roi à Selowitz.

Il lui exposa l'état lamentable de son armée, insista sur l'inutilité manifeste et l'insuccès certain de l'entreprise tentée contre Brünn, sur l'impossibilité pour les Saxons de pouvoir, dans de pareilles conditions, rendre service au roi.

Malgré la détresse de plus en plus grande de l'armée, malgré l'épuisement presque total des subsistances (les Prussiens n'avaient eux-mêmes guère plus de 8 jours de vivres), le roi ne consentit pas à céder. Mais, de plus en plus préoccupé de sa situation personnelle, du mal que faisaient à ses troupes « les Hongrois, l'engeance la plus maudite que Dieu ait créée[3] », des nouvelles que lui apportaient les lettres de Valory, de Bellé-Isle et de Fleury, il n'en est que plus désireux et plus pressé de signer la paix pour son compte. Cinq jours avant la venue du chevalier de Saxe à Selowitz, il avait bien marqué ce désir à Podewils : « On ne m'offre aucun avantage. Il faut donc, lorsque Hyndford viendra, lui proposer le projet de pacification, le troc

---

[1] Arnim, Journal d'opérations (*Archives de Saxe*, fasc. 1164).
[2] *Correspondance politique*, II, 761. Selowitz, 27 mars.
[3] *Correspondance politique*, II, 740. Au cardinal de Fleury, Selowitz, 15 mars.

de la Bohême contre la Bavière [1] », et il ajoute comme dernière recommandation : « Mais il faut que cette paix ne m'engage point dans une autre guerre ». Deux jours après il revient à la charge : « Plus vous pourrez presser l'affaire d'Hyndford, mieux cela vaudra. . . S'il paraît qu'ils nous recherchent beaucoup, il faut nous vendre cher ; si vous trouvez leur empressement diminué, il vaut mieux mettre de l'eau dans notre vin. Mais je ne fais jamais la paix si l'on veut toucher la corde du détrônement impérial ou d'une garantie des Etats de la reine de Hongrie ; c'est que je crains beaucoup qu'une pareille idée ne renverse totalement tout notre projet. Dès que vous aurez parlé à Hyndford, mandez-moi ce que nous avons à espérer, et cela par un exprès [2] ».

Le 31, le lendemain de son entrevue avec le chevalier de Saxe, son impatience a encore grandi. « Plus j'y pense, plus je vois qu'il me faut une prompte paix [3]. » Il a d'ailleurs de bonnes raisons pour cela. On a résolu d'augmenter les troupes en Hollande ; on se propose d'envoyer, dans les Pays-Bas, des Anglais pour remplacer les Autrichiens qu'on veut tirer des places ; le cardinal de Fleury ne cache pas son désir « de se tirer de ses engagements ». Enfin, et surtout, le roi s'inquiète de l'embarras où il est « par rapport à la subsistance de l'armée en Moravie où il n'y a de magasins, tout comptés, qu'environ pour 4 semaines ». Les Saxons ne cherchent qu'une défaite pour s'en aller, et dans ce cas, il sera obligé de se replier vers Olmütz, « ce qui rendrait la Cour de Vienne très orgueilleuse et peu traitable ». « Il faut faire jouer tous les ressorts pour un prompt acheminement à la paix sans montrer trop d'empressement. . . Envoyez-moi un courrier dès que vous aurez parlé [3]. »

Mais, si le roi était de plus en plus pressé, lord Hyndford, de son côté, ne précipitait guère son départ pour Olmütz, et Marie-Thérèse ne semblait nullement disposée à accepter les propositions de Frédéric. L'invasion de la Moravie avait manqué son effet ; on sentait bien, à Vienne, que de toute façon Frédéric serait avant peu obligé de lever le siège de Brünn.

---

[2] *Correspondance politique*, II, 756. A Podewils, Selowitz, 25 mars.
[3] *Correspondance politique*, II, 761. A Podewils, Selowitz, 27 mars 1742.
[1] *Correspondance politique*, II, 767. A Podewils, Selowitz, 31 mars 1742.

Le roi lui-même le savait bien, mais il lui fallait sauvegarder le prestige des armes prussiennes et il n'attendait, pour quitter la Moravie, qu'un prétexte, qu'une occasion pour se tirer d'embarras. L'inaction et la lenteur du prince Charles allaient les lui fournir. Le 1er avril, il recevait de Valory une dépêche l'informant d'un mouvement que le prince de Lorraine méditait de faire sur l'armée du maréchal de Broglie, qui demandait les troupes saxonnes pour le renforcer[1]. Rien ne répondait mieux aux désirs du roi que cette nouvelle. Il se garda bien de laisser apercevoir sa joie, affecta d'avoir besoin de la confirmation de ce bruit, et prévint de suite le chevalier de Saxe[2]. Le lendemain même il lui déclara que : « pour le bien de la cause commune, pour le service de Sa Majesté le Roi son maître, et pour la sûreté de ses Etats, il était indispensablement nécessaire de faire toute la diligence possible pour marcher au plus tôt vers Prague[3] » et lui prescrivit de commencer sa marche le 4. Il ajoutait même qu'il allait se diriger, avec une partie de ses troupes, sur la Bohême vers Königgraetz afin d'être à portée de soutenir Prague. Enfin comme il comptait entrer lui-même en Bohême par Landskron, il recommandait au chevalier de régler sa marche de façon à éviter le croisement de leurs colonnes.

Dès que les Saxons furent partis, le roi, renonçant définitivement à son projet antérieur de marche sur Vienne et sur Pressburg, heureux en somme « de se défaire d'alliés suspects », résolut de ne conserver en Moravie, du côté d'Olmütz, qu'un corps d'observation sous les ordres du prince Thierry, et de se porter, avec le reste de son armée, sur la Bohême pour s'y joindre aux troupes du prince héritier d'Anhalt. Ce n'était, du reste, nullement pour être à portée de soutenir la ville de Prague que le roi avait pris ce parti. S'il avait eu réellement l'intention de dégager Broglie, il n'aurait jamais consenti à se séparer des Saxons, à affaiblir l'armée placée sous ses ordres. Mais, à ce

---

[1] *Correspondance politique*, II, 770. Au marquis de Valory, Selowitz, 1er avril 1742.

[2] *Correspondance politique*, II, 771. Au chevalier de Saxe, Selowitz, 1er avril 1742.

[3] *Correspondance politique*, II, 774. Au chevalier de Saxe, Selowitz, 2 avril 1742.

moment, l'idée d'un paix séparée, « d'une prompte paix » hante seule son esprit. Les lettres qu'il adresse à Jordan le 2 et le 3 avril en font foi et prouvent bien qu'il se promettait beaucoup de l'effet produit par son évolution[1].

« Nous sommes à la veille de forts grands événements, lui dit-il dans la première de ces deux lettres : il est impossible de les pronostiquer, mais il est sûr que nous apprendrons, dans peu, de ces grandes nouvelles qui changent ou fixent la face de l'Europe. »

Dans la seconde, il se préoccupe davantage de l'opinion publique et de celle de ses alliés, et il éprouve le besoin de donner le change sur son mouvement de retraite. « Je suis à présent à Wischau, d'où je marche en Bohême pour des raisons qui m'ennuient à vous déduire. Je compte être, le 20 de ce mois au plus tard, avec toute l'armée, à quelques milles de Prague. Vous comprenez bien que c'est pour défendre cette capitale de la Bohême contre les Autrichiens, et pour soutenir la faiblesse des Français, qui ne sauraient la défendre. »

Devant Brünn c'était le peu de fonds qu'il pouvait faire des Saxons, qu'il invoquait à tout moment pour expliquer ses insuccès. Maintenant ce sont les Français et le pauvre maréchal de Broglie qui, par leur faiblesse, l'obligent à abandonner sa proie. Frédéric, on le voit, tient à avoir l'air de se sacrifier pour des alliés dont il affecte, aux yeux du monde, d'être la victime.

Et cependant, dès le 2 avril, il a prescrit au prince héritier d'Anhalt, en marche de la Bohême vers la haute Silésie, de s'arrêter, de cantonner ses troupes à Glatz et d'établir des magasins à Pardubitz, Nimburg, Chlumetz et Königgräetz et à son père, le prince d'Anhalt, dont le corps commençait à se porter des provinces de la vieille Prusse sur la haute Silésie, de venir en Bohême dans les cercles de Königgräetz et de Bunzlau.

Le 3 avril, l'armée du roi, forte de 21 bataillons et 50 escadrons, reçut l'ordre de marcher vers la Bohême en deux échelons. Il ne restera dans le nord de la Moravie que le prince Thierry d'Anhalt, chargé de couvrir la haute Silésie, avec 14 bataillons et 30 escadrons. Il avait ordre de quitter Olmütz, dès qu'un en-

[1] Frédéric II, *Œuvres posthumes*, VI. Lettres à Jordan, Selowitz, 2 avril et Wischau, 5 avril 1742.

nemi supérieur en nombre serait arrivé à deux ou trois marches de ce point par trop isolé et en l'air, de tenir bon d'abord à Ratibor, Troppau et Jägerndorf, puis s'il y était forcé, de résister vigoureusement entre Neisse et Neustadt.

Le roi n'avait pas manqué, avec son habileté ordinaire, de réserver à son armée la ligne de marche par Landskron et Zwittau, d'interposer entre les Autrichiens de Lobkowitz et de Saint-Ignon et ses propres troupes les Saxons, qui durent s'engager dans de mauvais chemins et prendre leur direction sur Policzka.

Avant de pousser plus loin, d'aborder un autre ordre d'idées, d'étudier l'offensive du prince Charles de Lorraine, il est indispensable d'ouvrir encore une fois la *Correspondance politique*, à la date des 5 et 6 avril 1742, ne serait-ce que parce que la comparaison même de ces deux lettres permettra au lecteur de porter lui-même un jugement sur le caractère et l'absence de scrupules du grand roi de Prusse. Dans sa dépêche à Podewils il continue à marquer la défiance que lui inspirent les Saxons; il va même jusqu'à leur prêter des intentions qui ne sont autres que celles dont il poursuit la réalisation; il insiste plus que jamais sur la nécessité de faire la paix, et pour la première fois aussi il laisse entrevoir que, s'il le faut, il restreindra quelque peu ses exigences.

« . . . . . Je ne me fie pas, lui dit-il [1], aux avis que les Saxons nous donnent. . . . . Je crois plutôt qu'ils aiment à nous donner de l'inquiétude partout. Néanmoins vous direz à Bülow, dans des termes polis et convenables, que je suis bien obligé au roi son maître des avis qu'il me donnait, que je *me doute moi-même qu'il se trame quelque chose avec la cour de Vienne, qu'il faut y avoir toutes les attentions possibles et qu'il faut prendre entre nous, en fidèles alliés, des arrangements convenables, si tels avis devaient continuer*. . . . . Il y a de la malignité dans l'insinuation des Saxons; *ils ont envie de faire une paix séparée* et ils veulent que je la leur proposé; ce qui ne se fera pas. » Et deux lignes plus loin le roi ne craint pas d'ajouter : « Envoyez Bülow à Neisse en attendant que vous signiez avec Hyndford. Si nous ne pouvons pas absolument obtenir le cercle de Königgraetz pour

---

[1] *Correspondance politique*, II, 779. A Podewils, Wischau, 5 avril 1742.

avoir la paix, il faudra se contenter de la haute Silésie, quoique à regret, *car je considère la paix comme prudente et nécessaire pour nous; moi je l'accepterai à quelque prix que ce soit, pourvu que j'aie des avantages.* »

Quant à la deuxième lettre, celle qu'il adresse au baron Le Chambrier, son représentant à Paris, quant au *précis des raisons qui ont déterminé le roi de Prusse de marcher avec ses troupes de la Moravie sur la Bohême*[1], pièces destinées au cardinal, ce n'est qu'un long réquisitoire contre les Saxons, réquisitoire dans lequel le roi, tout en se gardant bien de parler des fautes qu'il a commises, est obligé néanmoins de faire l'aveu des difficultés de toute sorte qui ont amené l'insuccès final de ses opérations en Moravie.

---

[1] *Correspondance politique*, II, 781. Au conseiller baron Le Chambrier, Wischau, 6 avril 1742.

IX.

OFFENSIVE DU PRINCE CHARLES CONTRE LES PRUSSIENS ET LES SAXONS.

---

### 1. Concentration de l'armée autrichienne à Znaym.

A Vienne, on était unanimement d'avis qu'il fallait à tout prix faire enfin prendre l'offensive à l'armée du prince Charles; mais on n'avait pu arriver à se mettre d'accord sur la direction dans laquelle cette offensive devait se produire. Les uns, comme Bartenstein, par exemple, proposaient, le 21 mars, à la reine de porter le gros de l'armée contre les Français. Mais la reine, cédant probablement à l'influence du grand-duc et aux raisons exposées par le général Roth, dont le rapport était parvenu à Vienne le 20 mars, se rallia à l'opinion du feld-maréchal comte Königsegg et résolut d'envoyer au prince Charles, qui le reçut le 16 à Budweis, l'ordre de mettre son armée en marche sur la Moravie, d'y battre les Saxons et de ne laisser en Bohême, à Budweis et à Tabor, qu'un corps d'observation de 10,000 hommes.

Le 27 mars, le prince Charles annonçait, en effet, au prince Lobkowitz, d'ailleurs fort mécontent de cette mission, qu'il le laissait à Budweis avec 8 régiments d'infanterie, 7 régiments de cavalerie et 22 bouches à feu, représentant un effectif total de moins de 10,000 hommes.

L'armée d'opérations, dont, tant afin de ménager les hommes qu'afin de faciliter leur subsistance en route, les corps allaient se rendre chacun pour leur compte à Znaym, se composait de 13 régiments d'infanterie, 16 régiments de cavalerie, 1200 hommes des confins militaires de Carlstadt qui allaient être rejoints, le 7 ou le 8 avril, par 3,000 hommes des confins militaires de Warasdin, et 37 bouches à feu. Son effectif total, qui aurait dû être de 36,000 hommes, ne s'élevait pas, en réalité, à plus de 30,000 hommes.

Afin de couvrir la marche de son armée, le prince avait décidé que Saint-Ignon resterait sur les positions qu'il occupait jusqu'après le départ du dernier échelon. Le mouvement de l'armée devait commencer le 31 mars, et le 8 avril l'armée tout entière devait être rassemblée autour de Znaym. Le prince avait, en outre, prescrit au général baron von Philibert, qui se trouvait déjà du côté de Znaym, de prendre toutes les mesures nécessaires pour y constituer des magasins et y rassembler des vivres.

Le prince, qui avait remarqué que le maréchal de Broglie avait toujours été informé, par l'intermédiaire de l'envoyé de France Vincent, qui avait continué à résider à Vienne, des plans d'opération qu'il soumettait au conseil aulique de la guerre, avait eu cette fois le soin de n'adresser son rapport qu'au moment même où son armée commençait son mouvement. Le conseil aulique, auquel le prince demandait de constituer à Znaym un magasin central renfermant quatre jours de vivres, s'étonna et s'irrita presque du procédé, fort sage cependant, du prince, qui avait eu, du reste, le soin de faire distribuer aux hommes quatre jours de vivres et de se faire suivre par un convoi chargé de six rations.

Le 1er avril, de Schwarzbach, où il avait transféré son quartier général, le prince annonçait à la reine que son armée était en marche et qu'il avait laissé, à Budweis, Lobkowitz qui lui paraissait assez fort pour se maintenir contre les entreprises des Français « dans ce pays d'étangs et de marais [1] ». Le 3 avril, le prince était à Schrems, le 4, à Waidhofen sur la Thaya où il apprenait qu'on lui envoyait comme *ad latus*, comme conseiller, le feld-maréchal comte Königsegg. Le feld-maréchal, accompagné du général de cavalerie prince Liechstenstein, rejoignit l'armée à Znaym le 12 avril.

Le choix que venait de faire la reine n'était pas des plus heureux. A côté d'un prince jeune, sans grande expérience de la guerre, timide et indécis, il eût été sage de placer un général moins âgé, moins affable et surtout plus résolu que Königsegg auquel on avait donné dans le peuple le surnom, du reste fort justifié, de « général Repos » (*general Rasttag*).

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acteu Böhmen), Extraits des lettres du prince Charles, 1742, fasc. XIII, p. 5.

De Waidhofen, le prince Charles avait écrit à la reine pour lui proposer d'envoyer en Bohême le corps de Khevenhüller, qui n'aurait laissé derrière lui, pour couvrir la haute Autriche, que 2 régiments d'infanterie, 2 de cavalerie et ses troupes légères. Mais la tournure prise, entre temps, par les événements militaires en Bavière, empêcha la reine de donner suite à cette proposition.

Saint-Ignon, qui était resté dans l'inaction la plus absolue dans les environs de Pulkau, pendant la marche de l'armée, et s'était contenté de faire couvrir son front par 700 chevaux du général Nadasdy, poussa le 6 et le 7 avril, à l'approche du prince, quelque cavalerie au nord-est de Znaym, afin de masquer la concentration du gros des forces autrichiennes.

Prévenus par les habitants, les cavaliers de Nadasdy s'établirent à Pohrlitz le 6 avril, aussitôt après le départ des Prussiens, et s'occupèrent immédiatement du transport à Nikolsburg du petit magasin que les troupes de Frédéric avaient négligé de détruire.

Après s'être arrêté, le 6 au soir, à Raabs, le 7 à Höflein, le prince Charles mettait, le 8, son quartier général à Znaym. La retraite complète des Prussiens lui permit de modifier ses projets et d'établir dans des cantonnements au nord de la Thaya ses troupes, qu'en raison de la température encore assez rigoureuse et du fait que la plupart de ses régiments avaient dû faire transporter leurs tentes par le convoi qui n'était pas encore arrivé, il lui était impossible de faire bivouaquer en plein air. Ce ne fut, du reste, que le 10 avril que son armée fut complètement installée au nord de la Thaya dans des cantonnements qui s'étendaient sur un front de 17 kilomètres et une profondeur de 10 kilomètres, sur la ligne Gross-Tajax—Prossmeritz-Znaym.

Le prince qui, dès son arrivée à Znaym, avait dû envoyer un de ses régiments de hussards renforcer l'insurrection hongroise, n'avait pas l'intention de commencer immédiatement les opérations. Il voulait donner quelques jours de repos à ses troupes et en profiter pour régler la question si grave et si difficile des subsistances.

Mais tandis que le prince n'en continuait pas moins à redouter une attaque soudaine et inattendue de l'ennemi, la lenteur même de sa marche avait permis à ses adversaires de se retirer

sans encombre. Il ne tenta même rien contre les Saxons dont il eût été si aisé de compromettre ou tout au moins d'inquiéter la retraite, puisque, au lieu de pousser Saint-Ignon en avant, il l'avait laissé dans l'immobilité la plus complète à Pulkau, malgré les instances de Lobkowitz [1], malgré les précieuses indications fournies par le feld-maréchal Seherr [2], malgré les résultats considérables qu'on était certain d'obtenir sans rien risquer. Seherr supplia en vain le prince, le 7 avril [3], de pousser son armée par Tischnowitz et Gewitsch sur Mährisch-Trubau, d'affirmer que ce simple mouvement suffirait pour jeter le désordre et la confusion dans les colonnes de l'ennemi et pour assurer l'enlèvement du magasin de Mährisch-Neustadt.

Le prince resta sourd à toutes les prières, refusa de modifier en quoi que ce soit le mouvement par trop méthodique de son armée et continua à se préoccuper de l'établissement ultérieur des magasins bien plus que des opérations qui, entreprises de suite, auraient été si avantageuses pour la cause de la reine. Seules, les troupes légères du général Baranyay, toujours actif et toujours prêt à marcher de l'avant, le faible détachement du général Nadasdy et quelques petites fractions de la garnison de Brünn avaient suivi d'assez loin, et sans pouvoir l'inquiéter sérieusement, la retraite des Prussiens et des Saxons.

## 2. Retraite des Prussiens.

Frédéric II avait donné au premier échelon des troupes se rendant en Bohême l'ordre d'arriver le 9 avril sur la ligne Könitz—Littau—Prossnitz. Ce mouvement, commencé le 3 avril, avait été couvert par 2 régiments établis à l'est de Brünn, par les 4 bataillons du général Selchow laissés à Gross-Selowitz, enfin par les régiments qui surveillaient le cours de la March, c'est-

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen), Lobkowitz au grand-duc, 29 mars 1742, fasc. III, p. 58.

[2] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen), Seherr au prince Charles, 5 avril 1742, fasc. IV, p. 7.

[3] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Actem Böhmen), Seherr au prince Charles, 7 avril 1742, fasc. IV, p. 12.

à-dire par des forces plus que suffisantes pour tenir en respect le détachement du général Baranyay, la garnison de Brünn et l'insurrection hongroise.

Le 2e échelon ainsi que celles des troupes appelées à faire partie du corps nouvellement formé du prince Thierry d'Anhalt et stationnées dans le sud de la Moravie, devaient être rendus sur les mêmes points le 14 avril.

Tandis que le 1er échelon et le quartier général du roi atteignaient sans encombre Wischau le 5, Prossnitz le 7 et Zittau le 9, les régiments du 2e échelon en vinrent plus d'une fois au contact avec les troupes légères des Autrichiens et plus particulièrement avec celles du général Baranyay qui, depuis la mi-mars, n'avait cessé de harceler les détachements prussiens poussés vers la basse Thaya. Baranyay, qui disposait en tout de 1400 chevaux, en avait établi 500 sur la March au sud de Göding, réparti 400 entre Laa et Lundenburg sur les chemins menant dans la basse Autriche et s'était posté avec les 500 autres près de Nikolsburg.

Arrêté et maintenu à distance dans le principe par les bataillons que le général Selchow avait concentrés, le 6 avril, à Gross-Selowitz, Baranyay s'empressa de se porter sur Pohrlitz, d'y prendre possession du magasin abandonné par les Prussiens et s'y relia avec les 700 chevaux du général Nadasdy; mais au moment où il se disposait à se diriger vers la March, Baranyay fut rappelé à Brünn par le feld-maréchal Seherr, qui avait projeté de se porter sur Wischau pendant que Nadasdy pousserait sur Gross-Selowitz.

Le général Selchow, après avoir évacué, le 8, Gross-Selowitz, était arrivé le 9 à Austerlitz suivi de près par Nadasdy qui, voulant l'y cerner, demanda du renfort au feld-maréchal Seherr. Baranyay, que devait suivre un détachement d'infanterie sous les ordres du général Roth, se remit immédiatement en route. Mais Selchow, se voyant entouré par les hussards, avait envoyé 3 officiers, dont un seul réussit à remplir sa mission, prévenir du danger qu'il courait, le général Münchow, établi à Wischau avec 3 bataillons. Nadasdy, qui, à l'approche de la colonne prussienne que précédait un régiment de dragons, avait rassemblé tout son monde, se porta vers Raussnitz à la rencontre des dragons prussiens. Arrêté par les feux des dragons dont une

partie avaient mis pied à terre, Nadasdy essaya en vain de charger son adversaire, et dut renoncer à son entreprise Malgré cela le général Selchow n'osa quitter Austerlitz que dans l'après-midi du 18 avril, lorsqu'il fut bien sûr de la présence de l'infanterie du général Münchow à Raussnitz, et continua, sans être inquiété, sa retraite jusqu'à Wischau. Baranyay et Nadasdy s'arrêtèrent à Raussnitz, tandis que Roth qui, en route, avait reçu l'avis de l'approche d'une forte colonne prussienne arrivant de Wischau, s'était replié sur Brünn. Seherr, renonçant à son projet d'opération contre Wischau, renforça d'un régiment de hussards Nadasdy et Baranyay et se chargea d'observer Wischau où le prince Thierry disposait, le 10 au soir après l'arrivée de Selchow, de 10 bataillons et de 10 escadrons. Le prince Thierry résolut de ne rester à Wischau que pendant le temps nécessaire pour achever de vider les magasins. Le 11 avril, il se replia sur Prossnitz après avoir fait piller cette petite ville et mettre le feu aux magasins. Les hussards l'avaient suivi de si près qu'ils purent arriver à temps pour éteindre l'incendie et sauver une partie des vivres que le prince voulait détruire. Baranyay occupa Wischau, pendant que Nadasdy prenait plus à l'Est sur Kremsier où se trouvait un magasin de vivres gardé par un bataillon prussien.

Le prince Thierry resta avec le général Voigt, qui commandait le 2e échelon de l'armée du roi, à Prossnitz jusqu'au 13. Mais aussitôt après le départ de Voigt pour Könitz et Littau, le prince, se croyant trop faible pour se maintenir à Prossnitz, s'engagea sur la route d'Olmütz. — Sa retraite fut inquiétée par les hussards qui essayèrent de surprendre, à 2 heures du matin, 5 compagnies du régiment des gens d'armes cantonnées à Zeltsch.

Le prince Thierry avait vainement essayé pendant sa marche sur Olmütz de faire parvenir au bataillon posté à Kremsier l'ordre de se retirer. Le commandant de ce bataillon avait d'ailleurs pris sur lui de se porter le 13 sur Prerau, où il arriva le soir, suivi par les hussards qui avaient passé à la nage la March, dont les Prussiens avaient détruit les ponts. Le 14 au matin, les Prussiens, après avoir commis toutes sortes d'excès à Prerau, s'engagèrent sur la route d'Olmütz. Nadasdy les y avait prévenus et avait armé les paysans qui essayèrent de leur barrer le chemin à leur sortie de Kokor.

Pendant que les hussards de Nadasdy et de Baranyay faisaient preuve d'une si remarquable activité, on avait eu le plus grand mal à faire marcher les troupes de l'insurrection hongroise. Les généraux qui les commandaient, découragés par l'attitude des insurgés lors du combat de Skalitz, n'étaient guère tentés de renouveler une expérience qui leur avait si peu réussi et refusaient de se porter en avant sans être soutenus par quelques troupes régulières. De plus, Ghylanyi venait d'obtenir la faveur d'être relevé de son commandement. Envoyé à l'armée de Khevenhüller, il avait été remplacé par le feld-maréchal lieutenant Festetics, qui entra en Moravie avec l'insurrection, renforcée par les bataillons hongrois de la garnison de Brünn, mais ne parvint pas à joindre les Prussiens. Le corps franc, organisé par le lieutenant-colonel Sedlnitzky, avait fait preuve de plus d'entrain et pris part, à côté des paysans, à l'affaire de Kokor.

### 3. Retraite des Saxons.

L'ordre de battre en retraite avait causé une surprise d'autant plus grande au chevalier de Saxe, que le roi lui avait prescrit, quarante-huit heures plus tôt, de resserrer le blocus de Brünn, qu'on venait de faire partir tous les moyens de transport disponibles afin de faire rentrer les vivres que devaient fournir les réquisitions. Le roi ne pouvait pas ignorer ces faits, et cependant il accordait moins de quarante-huit heures au commandant du corps saxon pour commencer son mouvement[1].

Bien que le chevalier de Saxe lui eût aussitôt fait connaître que son armée ne pourrait se mettre en marche avant le 8, le roi ne voulut rien entendre et lui renouvela, le 3, l'ordre de marcher droit à Prague[2]. Le chevalier n'avait plus qu'à s'incliner, à donner ses ordres de mouvement, à évacuer ses malades sur Olmütz, où force lui fut, afin de les protéger contre les coups de main des hussards, de les faire escorter par un détachement

---

[1] *Correspondance politique*, II, 774, au chevalier de Saxe, Selowitz, 2 avril.
[2] *Correspondance politique*, II, 777, au chevalier de Saxe, Selowitz, 3 avril.

placé sous les ordres du général von Arnstädt, qui devait le rejoindre ensuite, le 15 au plus tard. Malgré cela, lorsque les troupes se mirent en marche, il restait encore 300 malades, que l'on dut charger sur des chariots, qui allaient ralentir et alourdir la marche des colonnes, cette marche que les généraux saxons voulaient, à bon droit, accélérer le plus possible, au moins jusqu'au moment où l'on aurait réussi à passer l'Elbe et à échapper aux atteintes de l'ennemi. Les ordres que le chevalier reçut, le 6, à Roschitz, n'étaient guère de nature à lui faciliter sa tâche. Le roi lui répétait qu'il ne pouvait « diriger sa marche autrement que par Landskron, vers Pardubitz...... » et qu'il croyait « que la route à prendre par les troupes saxonnes serait en deçà de l'Elbe, vers Prague[1] ».

Le chevalier de Saxe avait, entre temps, décidé d'exécuter, sur deux colonnes, son mouvement sur Policka. Celle de droite, forte de 3 bataillons et de 8 escadrons, sous le général-lieutenant von Polenz, était chargée de couvrir l'artillerie. La colonne de gauche (général-lieutenant von Birckholz), avec laquelle marchait le quartier général, par cela même qu'elle était plus exposée à une attaque de flanc, était plus fortement constituée. Elle se composait de 4 bataillons et 13 escadrons, suivis à la distance d'une journée de marche par les 10 bataillons avec lesquels le général-lieutenant von Jasmund faisait l'arrière-garde. Ces deux colonnes avaient ordre de se concentrer : celle de droite à Lissitz, celle de gauche à Donbrawnik. Les troupes d'investissement devaient quitter leur position le 7 avril, à la pointe du jour. Elles auraient réussi à exécuter leur mouvement sur Rossitz sans avoir été remarquées, si quelques compagnies qui flanquaient la droite de la colonne ne s'étaient trop approchées de la place, n'avaient été aperçues et canonnées par l'artillerie du Spielberg et poursuivies par les hussards pendant plus d'une lieue.

Le 8 avril, le feld-maréchal Seherr lança sur les talons des Saxons un régiment de hussards, 500 fantassins et 2 canons. Après quelques escarmouches insignifiantes, cette petite colonne,

---

[1] *Correspondance politique*, II, 780, au chevalier de Saxe, Wischau, 5 avril 1742.

n'osant s'aventurer trop loin de la place, revint à Brünn le 9 au soir.

Le mouvement de l'armée saxonne avait présenté des difficultés inouïes. Les chemins par lesquels l'armée du chevalier avait à passer, défoncés à la suite du dégel, avaient été coupés en plus d'un point par les paysans et rendus impraticables aux voitures. Les marches de concentration avaient été tellement retardées par l'état du terrain que l'armée saxonne ne put commencer son mouvement que le 10, et, bien que l'on n'eût pu faire que des étapes fort courtes, les troupes souffrirent tellement qu'il fallut les laisser reposer le 12 et le 13, et que, vu leur état d'épuisement, les généraux saxons tremblaient de voir se produire des attaques auxquelles ils ne croyaient pas leurs soldats en état de résister.

Les hussards de Brünn inquiétèrent seuls la marche des Saxons. Le 9 avril, 300 à 400 d'entre eux avaient poussé jusqu'au quartier général. Un autre de leurs partis avait surpris Zelezny, où se trouvaient les malades de deux régiments saxons. D'autres partis enlevèrent quelques voitures à la colonne du général Rochow. Dans la nuit du 9 au 10, ils avaient réussi à mettre le feu au village de Raschow, occupé par l'artillerie saxonne, qui y perdit 144 chevaux et un assez grand nombre de caissons de munitions.

Le 12, pendant que les troupes se reposaient, le chevalier de Saxe reçut du feld-maréchal Schmettau et du général Neubauer, des nouvelles inquiétantes, qui lui firent redouter une série d'attaques. Malgré tout son désir de se dérober au plus vite aux atteintes de ses adversaires, le chevalier de Saxe, obligé d'attendre ses convois, dut se résigner à rester immobile pendant toute la journée du 13. Le chevalier de Saxe, de plus en plus inquiet, écrivit à ce moment au roi pour le prier de l'autoriser à passer l'Elbe à Pardubitz. Cette lettre du chevalier se croisa avec une dépêche du roi lui enjoignant de se porter, non pas sur Chrudim, mais sur Czaslau, et lui affirmant qu'il n'avait rien à craindre pour son front et pour ses flancs, complètement couverts par les Prussiens. Cette dépêche, arrivée au quartier général saxon le 14 avril, n'allait pas tarder à être démentie par les événements.

Le prince Charles de Lorraine, cédant enfin aux instances du

feld-maréchal Seherr, s'était décidé à donner au général baron Philibert l'ordre de se porter vers le nord et de quitter Pohrlitz le 13 avril avec 600 cavaliers allemands, 500 hussards et 500 hommes de Warasdin. Après deux jours d'une marche assez dure, le général arriva, le 14 au soir, à Kunstadt (60 kilomètres de Pohrlitz), où il apprit que quatre compagnies saxonnes occupaient Austup et négligeaient de se garder. Sans perdre un moment, il envoya, pendant la nuit, les Warasdiner à Austup, qu'ils enveloppèrent de tous côtés. Pénétrant dans le village, ils y surprirent complètement les Saxons, qui n'eurent tout juste que le temps de courir aux armes. Après un combat assez vif, dans lequel les Saxons perdirent 7 officiers et 140 hommes, ce qui restait des quatre compagnies (7 officiers, l'aumônier, le docteur et 235 hommes) fut obligé de mettre bas les armes. 4 drapeaux, 4 canons, la caisse du régiment et les bagages des compagnies tombèrent également entre les mains des Warasdiner.

Lorsque le général Jasmund, qui avait entendu le bruit du combat, arriva à Austup, les Croates avaient eu le temps de filer avec leurs prisonniers et leur butin. Il se vengea en faisant pendre un chasseur qui avait servi de guide aux Croates, ainsi qu'un paysan qui lui avait donné de fausses nouvelles; au moment du départ, ses uhlans mirent le feu au village et précipitèrent dans le brasier tous les habitants qui y étaient restés.

L'arrivée opportune des hussards autrichiens sauva seule une partie de ces malheureux. Les hussards reprirent aussitôt la poursuite, harcelèrent si vivement le général Jasmund, qu'il dut s'arrêter et faire front à plus d'une reprise et n'arriva à Bistrau qu'à 5 heures du soir. Il avait mis onze heures pour parcourir 12 kilomètres.

Quant au général von Philibert, il arrêta sa poursuite sur ce point. Les Saxons étaient arrivés de l'autre côté des montagnes, et son petit détachement était trop faible pour s'aventurer seul loin de l'armée. Ses hussards seuls suivirent les Saxons jusqu'à Policka.

Que serait-il advenu des Saxons si, au lieu du petit corps volant de Philibert, le prince Charles avait consenti à lancer les régiments de cavalerie dont il pouvait disposer sur les traces des troupes du chevalier de Saxe?

Le 16 avril, la petite armée saxonne avait atteint la Bohême,

et le chevalier de Saxe y avait reçu du roi l'ordre de ne passer l'Elbe qu'en aval de Nimburg. Frédéric ajoutait que « si les Saxons se permettaient encore, comme ils l'avaient fait en Moravie, de se ravitailler sur les territoires réservés aux subsistances des Prussiens, son armée quitterait immédiatement la Bohême et se dirigerait sur la Silésie ». Le roi prévenait en outre le chevalier de la présence de ses troupes dans le secteur Hohenmauth—Pardubitz, et lui faisait savoir que le prince de Dessau avait ordre de venir se cantonner entre Nimburg et Pardubitz. Ces ordres et les difficultés « que les Prussiens créèrent à tout propos aux Saxons, augmentèrent encore leur mécontentement ». Pour qu'il n'y manquât rien, les quartiers, qu'on avait assignés aux malheureuses troupes du chevalier de Saxe, étaient si misérables qu'on n'y trouva ni vivres ni abris, et que, dès le 17 avril, force fut d'avoir recours à Séchelles, l'intendant général de l'armée française.

Après avoir donné un jour de repos à ses troupes, le 17 avril, le chevalier de Saxe reprit sa marche sur Czaslau. Les rapports avec les Prussiens devenaient de jour en jour plus aigres et plus tendus. Frédéric II en vint jusqu'à défendre aux troupes saxonnes du général Arnim, de passer à travers les quartiers occupés par les Prussiens, jusqu'à faire enlever aux Saxons du général Grumbkow des vivres que ce général avait fait réunir dans une ferme près de Lazan.

Le 19 au matin, le chevalier de Saxe recevait de nouveaux ordres du roi, lui interdisant plus formellement encore le passage à travers les quartiers prussiens et lui prescrivant de marcher par suite par Swratka, Biela, Hammerstadt, Rattay et Kaurim. C'était, en somme, l'obliger à faire un détour considérable.

Poussé à bout par de pareilles exigences que rien ne justifiait, exaspéré par les souffrances et les privations de ses troupes, le chevalier de Saxe perdit patience : il répondit en termes assez vifs, fit remarquer au roi les modifications successives qu'il avait fait subir à leurs marches, lui exposa toutes les concessions qu'il lui avait faites et lui déclara qu'il lui était impossible maintenant de s'engager dans la direction que le roi voulait lui faire prendre.

Le 20 avril, le chevalier de Saxe recevait la réponse de Séchelles, qui, malgré les difficultés qu'il rencontrait pour faire

vivre l'armée du maréchal de Broglie, se déclarait néanmoins prêt à céder aux Saxons les cercles de Chrudim et de Czaslau, dans lesquels il n'avait pas encore réquisitionné pour les Français, et la nouvelle que les hussards avaient surpris et enlevé, le 16, les magasins établis précédemment par les Saxons à Kuttenberg. Les Prussiens, arrivés après le départ des hussards, avaient transporté à Kolin ce que les cavaliers autrichiens y avaient laissé.

Le 21 et le 22, la pluie ralentit encore la marche des troupes, empêcha les convois de rejoindre et obligea le chevalier de Saxe à arrêter son armée pendant deux jours dans de mauvais quartiers à l'est de Ronow. Le roi s'était du reste laissé attendrir par la description que le général-lieutenant Renard, envoyé à son quartier général, lui avait faite de l'état des soldats saxons, et avait permis de prendre dans les magasins prussiens des vivres qu'on s'engageait à lui rendre en nature, dans un délai maximum de seize à vingt jours.

Auguste III, épouvanté des rapports du chevalier de Saxe, qui déclarait à son souverain que son infanterie aurait au moins besoin de quatre mois pour se refaire, avait pris la résolution de donner à son armée le repos dont elle avait si grand besoin. Le 22 avril, le chevalier de Saxe reçut d'Auguste III l'ordre de se porter, non pas sur Prague, mais sur Leitmeritz. Il en donna immédiatement avis au roi, en lui demandant l'autorisation de passer l'Elbe à Elbeteinitz.

Rien ne marque du reste mieux l'extrême tension des rapports entre les Saxons et le roi que le silence gardé par Frédéric pendant toute la période qui s'était écoulée du 8 au 23 avril. Pendant tout ce temps, au lieu de continuer comme par le passé à correspondre avec le chevalier, il avait chargé le colonel von Schmettau de lui faire tenir ses ordres. Le 23 avril, après avoir reçu la dépêche par laquelle le chevalier l'informait des ordres qu'il venait de recevoir de son roi, il crut cependant nécessaire de répondre à la lettre que venait de lui adresser le commandant de l'armée saxonne : « Je promets à Votre Majesté que je ne m'arrêterai nulle part et que je pousserai tout d'un train et au plus vite, jusqu'au delà de Nimburg, pour ne point traverser nulle part ses troupes et passer ces endroits encore avant l'arrivée du feld-maréchal, le prince d'Anhalt ». Frédéric répondit d'un

ton aigre à cette dépêche et revint encore une fois à la charge, sur les avantages qu'aurait présentés la marche des Saxons sur Prague [1]. Malgré ces représentations, le chevalier de Saxe ne se laissa pas décontenancer; il se hâta de profiter de l'autorisation que le roi lui avait donnée à contre-cœur, et d'employer les journées des 26, 27 et 28 avril pour ramener ses troupes sur la rive droite de l'Elbe. Le chevalier de Saxe avait été d'autant mieux inspiré que, prenant pour prétexte certaines exactions commises par les Saxons dans les cercles de Bunzlau et de Königgrätz, Frédéric II écrivait à nouveau, le 27 au soir, au chevalier, pour lui dire que, de plus en plus mécontent de la conduite de quelques-unes de ses troupes, il avait été obligé de donner ordre à toutes ses « garnisons le long et au delà de l'Elbe, dans les cercles de Königgrätz et de Bunzlau, de ne plus laisser passer l'Elbe à aucune de ces troupes, mais de leur dire en son nom de prendre leur route en deçà de l'Elbe [2] ». Lorsque l'ordre arriva, l'armée saxonne avait, heureusement pour elle, achevé son passage. Elle n'avait pas mis moins de dix-neuf jours pour parcourir les 140 kilomètres qui séparent les environs de Brünn d'Elbeteinitz. Elle y arrivait du reste dans un état de dénuement et d'épuisement si complets qu'elle n'eût pu être d'aucune utilité au maréchal de Broglie à Prague et qu'elle ne dût son salut qu'à l'impéritie et à l'inqualifiable inaction du prince Charles et de Königsegg.

#### 4. Situation des Prussiens vers la mi-avril 1742.

Les Prussiens avaient mis, pour les raisons que nous avons exposées, moins de temps que les Saxons à évacuer la partie sud de la Moravie. Parti le 10 avec son premier échelon de ses quartiers de Konitz—Littau—Prossnitz, Frédéric était dès le 17 à Chrudim, et ses troupes n'avaient employé que treize jours pour

---

[1] *Correspondance politique*, II, 802, au chevalier de Saxe, Chrudim, 23 avril 1742. Le roi n'avait pas manqué de se plaindre vivement de cette résolution des Saxons, dans les lettres qu'il adressa le même jour à Belle-Isle et à Charles VII (*Ibidem*, II, 799, 800 et 801).

[2] *Correspondance politique*, II, 811 et 812, au chevalier de Saxe, Chrudim, 27 avril 1742.

parcourir une distance de 180 kilomètres. Suivi de près par les hussards, inquiété par les paysans qui coupaient toutes les communications, le roi, qui n'avait reçu en route que des renseignements vagues et contradictoires venant de Prague, ou émanant des Saxons, était encore intimement convaincu que l'armée autrichienne, après avoir en réalité occupé Wischau le 16, était restée à Budweis. Il persistait à croire que le prince Charles ne songeait qu'à prendre l'offensive contre le maréchal de Broglie et se refusait à ajouter foi aux renseignements que Valory lui avait fait parvenir le 1er avril. Enfin, et c'est là chose encore plus singulière, il n'avait pas eu connaissance des ordres arrivés en Moravie pour y préparer des vivres destinés à l'armée autrichienne et paraissait ignorer, ce que tout le monde savait à Olmütz dès le 30 mars, que le prince Charles avait à cette époque commencé sa marche sur la Moravie.

Et cependant déjà lors de son séjour à Prossnitz, il avait reçu, dans un rapport du duc de Clermont, joint à une lettre de Valory, la confirmation du mouvement du prince Charles contre les Saxons. A Müglitz, une dépêche d'Auguste III avait encore corroboré ces nouvelles. L'affaire d'Austerlitz, l'attitude de plus en plus menaçante des troupes légères autrichiennes, les dépêches du prince Thierry, ne pouvaient avoir laissé subsister le moindre doute dans son esprit. Malgré cela il ne s'en estimait pas moins fort heureux d'avoir pu trouver un prétexte plausible pour quitter la Moravie, et ne songeait nullement à modifier ses dispositions.

Le 14, à Leitomischl, le prince Thierry l'informait de sa retraite de Wischau sur Olmütz et le chevalier de Saxe lui signalait à la date du 12 l'existence d'un fort rassemblement autrichien sur la ligne Eibenschütz—Konitz—Kromau. Tout indiquait donc la marche sur Brünn d'une armée autrichienne forte d'environ 30,000 hommes.

Le roi n'en continua pas moins à ne vouloir rien admettre : pour lui, il n'y avait en Moravie que quelques milliers d'Autrichiens, si bien qu'après avoir recommandé au prince Thierry de laisser souffler ses troupes pendant huit jours, il lui prescrivit de se faire rejoindre par 4 bataillons et 10 escadrons du 2e échelon et de se reporter sur Wischau, d'où il n'aurait pas de peine à chasser les Autrichiens du général Roth, « qui n'auront d'autre ressource que de détaler au plus vite ».

Le reste du 2e échelon (5 1/2 bataillons et 10 escadrons) avait ordre de s'arrêter à hauteur de Littau-Gewitsch et Zwittau, d'où le prince Thierry pourrait les faire venir en cas de besoin. Le combat d'Austup, dont il reçut la nouvelle le 16, à Hohenmauth, ne fit que confirmer le roi dans sa croyance. C'était pour lui une preuve de plus que les Autrichiens, n'ayant en Moravie que 6,000 à 7,000 hussards soutenus par un millier de dragons, le prince Thierry ne devait rencontrer aucune difficulté à se maintenir à Olmütz. Il admettait tellement peu la probabilité d'événements qui pourraient l'obliger à revenir sur la Moravie, qu'il ne tint aucun compte de cette éventualité, lorsqu'il établit ses troupes et celles des deux princes d'Anhalt-Dessau en Bohême. Le roi se souciait d'autant moins d'avoir à rentrer en Moravie que ses troupes avaient dévasté ce malheureux pays à tel point que, écrivant au prince héritier d'Anhalt, il n'avait pas eu honte de lui avouer qu'après le départ de son armée « un uhlan maraudeur n'y trouverait plus rien à piller ». Il est assez naturel que dans ces conditions il ait préféré rester en Bohême et charger le prince Thierry de couvrir le nord de la Moravie. De plus, comme il le disait dans sa lettre à Podewils [1], il tenait à faire la paix pour son compte. Il l'avait, d'ailleurs, nettement laissé entendre à M. de Bulow, qui le suivait en qualité de ministre de Saxe, et, le voyant sur son départ de la Moravie, lui dit : « Mais, Sire, qui donc couronnera mon maître ? » Le roi lui répondit qu'on ne gagnait les couronnes qu'avec des canons, et que c'était la faute des Saxons s'ils en avaient manqué pour prendre Brünn [2] ». Il se souciait d'autant moins de la France et de la Bavière que, d'après des communications reçues de la cour de Dresde, ces puissances semblaient disposées, la France surtout, à entamer des négociations.

Toutes ces considérations ne firent qu'augmenter le désir du roi de « sortir au plus vite de ce labyrinthe ». Il en vint jusqu'à déclarer à Podewils qu'il se contenterait de la haute Silésie. Enfin de plus en plus impatient, trouvant qu'Hyndford tardait

---

[1] *Correspondance politique*, II, 779, à Podewils, Wischau, 5 avril.
[2] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. V.

trop à arriver à Breslau, il songea, dès le 8, à envoyer un émissaire à Vienne[1].

Le roi n'a à ce moment qu'une pensée, qu'un désir : la paix. La joie éclate à toutes les lignes de la lettre qu'il écrit, le 15 avril, de Leitomischl à Podewils[2]. Il vient d'apprendre que lord Hyndford a quitté Berlin pour se rendre à Breslau. Il a hâte de connaître le fond de la pensée, les intentions du diplomate, de savoir s'il obtiendra la paix ou s'il lui faudra reprendre la campagne, car, dans ce cas, « il lui faudrait agir avec toute sa vigueur ». Et il ajoute : « Comme je suis extrêmement intrigué de voir clair dans les circonstances présentes pour régler mes mesures là-dessus, je vous prie de retourner Hyndford de tous les côtés pour voir ce que l'on peut se promettre de lui et jusqu'où je pourrai pousser ma bisque. N'épargnez rien en courriers pour m'en informer et faites usage de toute votre éloquence pour le persuader à *nous faire avoir notre morceau et cela au plus vite* ; *car quinze jours plus tôt ou plus tard font beaucoup dans la situation où je suis, et il faut que je sache à quoi m'en tenir avant que Belle-Isle arrive* ».

---

[1] *Correspondance politique*, II, 784. Eichel à Podewils, Prossnitz, 8 avril 1742. « Je crois, lui répondit Podewils, qu'il faudra toujours regarder l'envoi d'un émissaire à Vienne comme notre dernière ressource, dont on ne doit se servir qu'à toute extrémité. ..... La cour de Vienne serait capable de faire semblant de négocier avec un tel émissaire et d'en avertir en même temps le ministre de France qui est encore à Vienne. »

[2] *Correspondance politique*, II, 789, à Podewils, Leitomischl, 15 avril 1742.

## X.

### REPRISE DE LA MORAVIE PAR LE PRINCE CHARLES DE LORRAINE.

Rassemblée le 10 autour de Znaym, l'armée du prince Charles ne reprit son mouvement que le 12. De tout ce que le prince avait appris jusque-là, il semblait ressortir que les Prussiens avaient l'intention d'accepter le combat à Olmütz, et, de toute façon, c'était du côté d'Olmütz que l'armée autrichienne devait chercher à reprendre contact avec eux.

Le général en chef avait à choisir entre deux routes : celle passant par Tischnowitz et Gewitsch proposée par Scherr, parce que, amenant le prince entre les Saxons et les Prussiens, elle menaçait de flanc leurs lignes de retraite sur la Bohême, mais qui présentait le grave inconvénient de retarder la marche des colonnes qui auraient eu à suivre les mauvais chemins de montagne de la frontière entre la Moravie et la Bohême; ou bien celle conduisant par Raigern-Wischau à Olmütz, plus facile, plus praticable, mais qui laissait aux Prussiens et aux Saxons toute tranquillité et toute facilité d'opérer leur jonction avec l'armée du maréchal de Broglie. Le prince Charles, que la reine avait laissé libre de faire ce qu'il voudrait [1], donna la préférence à cette dernière route.

Le 12, son armée, dont les régiments ne devaient se faire suivre que des voitures transportant les tentes, se porta en quatre colonnes, précédées par les Croates et les hussards, de Znaym sur Misslitz, où l'on reçut la nouvelle de l'évacuation de Wischau par les Prussiens. Le prince Charles chargea les généraux Philibert et Nadasdy de prendre la tête de la poursuite, pendant que son armée s'avançait jusqu'à Raigern et faisait une marche qui n'excédait pas 12 à 14 kilomètres. Le 14, on fit halte pour distribuer aux troupes deux jours de pain, un jour de farine et trois jours de fourrages. Le prince Charles, avec

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen). Marie-Thérèse au prince Charles. Vienne, 9 avril 1742, fasc. IV, p. 19.

le feld-maréchal Königsegg, avait profité de cette halte pour se rendre à Brünn, où on lui confirma la nouvelle de la retraite des Prussiens sur Mährisch-Trubau, des Saxons sur Leitomischl. On avait laissé prendre une telle avance à l'ennemi qu'il était impossible de songer à le joindre. On se borna donc à envoyer quelques troupes légères sur ses traces.

Le 15 avril, Baranyay, dont le petit détachement venait d'être renforcé par un régiment de hussards, avait, après avoir bousculé les uhlans du prince Thierry, poussé jusque dans les faubourgs d'Olmütz qu'il quitta seulement à l'approche d'un régiment de cavalerie prussienne.

Le 16, le prince mit son quartier général à Wischau, où son armée fit de nouveau halte pendant la journée du 17 et où l'on distribua aux troupes trois jours de vivres.

Le 18, reprenant sa marche vers Olmütz, il s'avança d'environ 24 kilomètres jusqu'à Prossnitz. Les hussards autrichiens donnèrent ce jour-là contre les Prussiens.

Informé la veille par un de ses espions de la présence du prince Charles de Lorraine à Wischau, avec 3 régiments d'infanterie et 6 de cavalerie, de 4,000 Hongrois à Prerau, d'autant à Teschen, le prince Thierry disposant à Olmütz de 7 bataillons et de 20 escadrons qui devaient y être incessamment rejoints par les 9 1/2 bataillons et les 20 escadrons du général Voigt et se croyant assez fort pour défendre Olmütz, résolut de donner une leçon aux cavaliers autrichiens, dont l'audace et l'impertinence croissaient de jour en jour. Les hussards autrichiens se retirèrent devant le prince Thierry jusqu'au moment où ils rejoignirent les dragons. Bien que le général Nadasdy n'eût pas voulu s'engager et eût préféré se replier en bon ordre et fort lentement, le prince Thierry n'osa pas donner suite à son projet de pousser sur Wischau. Il se contenta de camper le soir à Schnobolin et rentra le 19 à Olmütz.

Il paraissait désormais certain que le prince Thierry allait tenir à Olmütz. Le prince Charles s'y était attendu, mais, ignorant encore si son adversaire lui offrirait la bataille en avant d'Olmütz ou l'attendrait derrière les murs de la place, il ordonna à Seherr de lui envoyer de Brünn du canon et des munitions et établit, par mesure de prudence, ses troupes au bivouac au nord de Prossnitz.

Le 20, on poussa jusqu'à Olschan, et le prince Charles prit ses dispositions d'attaque en vue de l'assaut probable qu'il lui faudrait peut-être donner à la place. Afin de se procurer le bois et les matériaux dont il avait besoin, il porta son armée, le 23, au sud d'Olmütz. Mais, pendant ce temps, et tandis que le prince Charles s'attendait à rencontrer une résistance énergique à Olmütz, le prince Thierry évacuait cette place. Il avait reconnu la gravité de sa situation. Ses communications avec le quartier général étaient coupées depuis cinq jours. Les insurgés hongrois menaçaient sa ligne de retraite sur la Silésie et avaient rejeté, de Fulnek sur Troppau, ses dragons, qui avaient eu toutes les peines du monde à se frayer un chemin et ne purent atteindre Troppau que grâce à l'intervention du général Dumoulin, qui envoya 500 hommes d'infanterie, 250 hussards et 3 canons pour les recueillir et les dégager. L'affaire de Fulnek et les renseignements apportés le 22 à Olmütz par un déserteur autrichien, d'après le dire duquel le prince Charles aurait eu 60,000 hommes avec lui, décidèrent le prince Thierry à donner à ses troupes l'ordre de quitter en silence Olmütz pour se porter sur Sternberg, où elles s'arrêtèrent le 23 afin de permettre au convoi de prendre un peu d'avance. Les hussards avaient cependant réussi à s'apercevoir du départ des Prussiens. A 8 h. 1/2 du matin, après avoir réparé le pont de la March, ils entrèrent dans Olmütz, se lancèrent à la poursuite des Prussiens et s'engagèrent avec leur arrière-garde près de Laschtian.

Le prince Charles, qui avait trouvé à Olmütz des magasins considérables, se contenta d'occuper la ville, ne tira aucun parti de cet avantage et ne fit rien pour inquiéter la retraite du prince Thierry. Seuls les hussards, les insurgés hongrois et le corps franc Sedlnitzky profitèrent de la lenteur forcée de la marche du prince Thierry, retardé par les mauvais chemins et l'énorme convoi qu'il emmenait avec lui, pour le harceler sans répit et lui enlever nombre de voitures, pour s'emparer même, le 26, presqu'aux portes de Troppau, d'un lieutenant-colonel et de 150 hommes. Après avoir donné vingt-quatre heures de repos à son petit corps, le prince Thierry quitta Troppau le 28 pour aller s'établir à hauteur de Jägerndorf, s'y réunir aux troupes stationnées dans la haute Silésie

et se charger de couvrir la Silésie à la tête de forces qui s'élevaient à 23 1/2 bataillons et 60 escadrons.

Il avait perdu dans sa retraite d'Olmütz à Troppau la plus grande partie de ses bagages et de son convoi de vivres. Pendant ce temps, le corps franc de Sedlnitzky et les insurgés hongrois du lieutenant-colonel Dessewffy avaient obligé la petite garnison prussienne de Freudenthal à capituler dans la nuit du 29 au 30 avril.

Les troupes du prince Thierry d'Anhalt avaient été si rudement éprouvées pendant leur retraite, que le prince dut renoncer d'abord à dégager, puis à reprendre Freudenthal. La capitulation de Freudenthal causa au roi un chagrin si profond qu'il ne put s'empêcher de s'écrier qu'il eût « volontiers donné un de ses doigts pour empêcher la chute de cette petite place », qui n'était cependant qu'une bicoque.

---

XI.

DE LA PRISE D'OLMUTZ AU CONSEIL DE GUERRE DE SAAR.

## 1. La reddition de la citadelle de Glatz.

Pendant que la marche du prince Charles restituait la Moravie à Marie-Thérèse, la citadelle de Glatz avait dû, comme il fallait s'y attendre du reste, ouvrir ses portes aux Prussiens.

Le siège, soutenu par le lieutenant-colonel Fontanella, n'avait pas duré moins de trois mois et demi, et ce brave officier ne se décida à capituler que lorsqu'il y fut forcé par la famine et les maladies. Dès le 18 janvier, la garnison de la citadelle avait commencé à souffrir du manque d'eau. A partir du 27 février, lorsque les Prussiens eurent jeté de la chaux dans l'étang où les soldats de Fontanella allaient chercher de l'eau, on dut réserver l'eau de source pour les malades et calmer la soif des hommes valides à l'aide de neige fondue. Deux mois après le commencement de l'investissement, l'infanterie seule comptait 166 malades et avait perdu 99 hommes. Les désertions augmentaient naturellement et leur chiffre s'élevait, à la date du 7 mars, à 198 hommes.

A la fin de mars on avait déjà presque entièrement épuisé les approvisionnements de viande, bière, eau-de-vie et tabac. A partir du 5 avril les soldats ne touchèrent plus que des pois, du sel et du pain. Quant aux officiers, on ne leur donna plus par semaine qu'une livre de viande salée et un peu de vin. Vers la mi-avril, les fontaines de la citadelle qui, pendant une quinzaine avaient fourni de l'eau en quantité presque suffisante, n'en donnèrent plus que fort peu. On n'avait plus de graisse pour faire cuire les pois et à partir de ce moment la garnison n'eut d'autre aliment que du pain. Et cependant malgré les ouvertures du prince héritier d'Anhalt, l'héroïque lieutenant-colonel refusait toujours de rendre la citadelle, bien que le 23 avril la garnison

ne se composât plus que de 800 hommes, dont 300 à peine en état de servir. Les pertes jusqu'à ce jour s'élevaient à 285 morts et 350 malades; 330 hommes avaient déserté. Ce ne fut qu'après avoir pris l'avis de ses officiers réunis en conseil que Fontanella signa, le 26 avril, la capitulation [1]. Le 28 au matin, les débris de la garnison sortirent de la citadelle avec les honneurs de la guerre et prirent, avec armes et bagages et trois canons, la route de Brünn, où ils arrivèrent dans la journée du 9 mai, complètement épuisés et ressemblant à des morts plutôt qu'à des vivants.

## 2. Mouvement des Autrichiens sur Saar.

L'abandon d'Olmütz par les Prussiens avait causé une vive satisfaction au prince Charles qui, s'exagérant la force de cette ville, se voyait déjà à la veille de devoir en faire le siège en règle. La première idée du prince avait été de se porter sur la Silésie. Il y renonça, la trouvant trop téméraire, d'abord parce que Lobkowitz serait seul resté en face des Français, ensuite parce qu'après avoir cru à la marche de Frédéric sur la Silésie, il avait appris que le roi réunissait des forces considérables entre Zwittau et Leitomischl. Il résolut par suite d'attendre cette attaque sur une position qu'il avait choisie près d'Olschan et resta immobile au sud d'Olmütz jusqu'au 2 avril.

---

[1] Frédéric II ressentit une joie si vive de la capitulation de Glatz qu'il éprouva le besoin de la célébrer en vers (Lettre à Jordan, de Chrudim, 29 avril 1742) :

« Enfin, la demeure éthérée
Aux astronomes consacrée,
Qu'une troupe d'Autrichiens
Gardait à ses fiers souverains,
De tout le monde séparée,
Fréquentant, au lieu des humains,
Les chats-huans de la contrée
Ou quelque ombre triste, égarée
Qui plaignit encore ses destins,
Environnée de Prussiens,
De tout secours désespérée
Ses tours, ses forts, ses ravelins,
Sont tombés ce jour dans nos mains. »

« C'est-à-dire que Glatz s'est rendu le 28 de ce mois par capitulation, de sorte que je suis à présent maître sans réserve de toute la Silésie. »

De son côté, la cour de Vienne, qui croyait savoir que Frédéric comptait rester en Bohême, envoya sur ces entrefaites l'ordre au prince Charles de se porter avec son armée, par Leitomischl et Hohenmauth, droit sur Königgrätz.

Mais quand cet ordre parvint à Olmütz, on était loin d'y avoir résolu la question si grave des transports et des ravitaillements. Les difficultés de toute sorte, qu'on rencontra et que l'on ne parvint d'ailleurs pas à surmonter, retardèrent une fois de plus les opérations que le prince Charles ne voulait du reste pas se décider à entreprendre avant de s'être entendu avec son *ad latus* Königsegg. Le vieux général, plus prudent que jamais, se prononça contre le mouvement sur Königgrätz.

On ne pouvait pas, disait-il, faute de vivres et de moyens de transport suffisants, s'engager dans la montagne. Il fallait, et le prince Charles ne demanda pas mieux que de se ranger à son opinion, se tenir sur la route de Brünn afin d'être plus près des magasins. Du reste il ne faudrait, à l'armée, que quatre marches pour arriver à Saar où l'on prendrait une résolution définitive. Pendant ce temps on pourrait de Vienne envoyer des vivres par Znaym à Iglau. En se portant sur Saar, on perdait trois marches, il est vrai, mais on amenait contre l'ennemi des troupes en parfait état. Königsegg, on le voit, subordonnait entièrement les opérations à la question des subsistances, et c'est peut-être bien à lui que Frédéric faisait allusion, lorsque dans l'*Instruction militaire adressée* à ses généraux, il disait : « Certain général dit que, pour bien établir le corps d'une armée, il faut commencer par le ventre et que c'est là la base et le fondement de toutes les opérations ».

Au lieu d'aller sur Königgrätz, le prince se décida donc à revenir sur Brünn. Mais, instruit par les expériences qu'on venait de faire, on chargea le comte Festetics de couvrir la Moravie à la tête d'un corps qui ne tarda pas à s'élever à plus de 10,000 hommes, sans compter les paysans qui s'armèrent de tous côtés et le corps franc de Sedlnitzky. Le feld-maréchal lieutenant Festetics établit son quartier général à Sternberg.

Loin d'attendre cette fois la réponse de la cour de Vienne à laquelle il avait fait connaître, par sa lettre du 27, l'opinion de Königsegg, le prince Charles avait mis son armée en mouvement

dès le 28. Le 30, pendant qu'après deux étapes, l'armée se reposait autour de Wischau, le prince Charles avait si complètement adopté la manière de voir de Königsegg, partagée du reste par Lobkowitz, qu'il paraissait disposé à négliger complètement les Prussiens et à se porter de Saar droit sur Prague.

Cette fois, le fait est trop rare pour qu'on néglige de le relever, les conseillers de la reine avaient mieux jugé la situation militaire en Bohême et en Moravie que les généraux placés à la tête des armées de Marie-Thérèse, le prince Charles, Königsegg et Lobkowitz. Aussi, le grand-duc, répondant le 29 à son frère, condamnait le mouvement qu'il venait d'entreprendre. Tant qu'on n'aura pas chassé l'ennemi du cours central de l'Elbe, qu'on ne l'aura pas privé de ses magasins de Pardubitz et de Königgrätz, toute opération dirigée contre Prague a de grandes chances de n'amener aucun résultat, surtout si pour l'exécuter on commence par faire un grand détour en passant par Brünn et Iglau.

La lettre du grand-duc produisit une profonde impression sur le prince Charles. Afin de se renseigner sur la position occupée par les armées ennemies en Bohême, il chargea le général Nadasdy de pousser avec deux régiments de hussards par Czernahora et Bömisch-Trubau vers la Bohême; puis après avoir expédié au grand-duc un mémoire détaillé, rédigé par Königsegg, il partit pour Vienne et remit au feld-maréchal le commandement de l'armée qui devait continuer sa marche sur Saar.

Le 3 mai, l'armée fit séjour à Modritz. Elle reprit son mouvement le 4 et s'engagea dans la région accidentée qui s'étend entre la Moravie et la Bohême. Königsegg ne tarda pas à s'apercevoir que la marche de Brünn sur Saar n'était guère plus facile que celle qu'on aurait voulu lui faire entreprendre d'Olmütz sur Königgrätz. Le 4, on ne fit que 18 kilomètres et la marche avait été si rude qu'on dut s'arrêter pendant toute la journée du 5. Les deux marches du 6 et du 7 furent d'ailleurs pour le moins aussi pénibles que les précédentes et l'on ne put dépasser la ligne Radostin—Neustadtl—Gross-Janowitz.

Nadasdy avait, pendant ce temps, repris le contact des Prussiens, constaté dès le 2 mai la présence de grands rassemblements de troupes prussiennes entre Leitomischl et Bömisch—Trubau; il s'était établi à Policzka. Menacé bientôt par un déta-

chement aux ordres du colonel von Winterfeld, aide de camp du roi de Prusse, Nadasdy se replia après une escarmouche insignifiante sur Ingrowitz, où il resta jusqu'à l'arrivée de l'armée, à sa hauteur.

Le 6 mai les Prussiens avaient réoccupé Zwittau.

Lobkowitz, laissé avec son faible corps à l'est de la Moldau, entre Budweis et Tabor, avait en revanche profité pendant tout ce temps des moindres occcasions pour inquiéter les quartiers Prussiens du sud de l'Elbe. Ce fut ainsi par exemple qu'il fit enlever le 25 avril, à Küttenberg, 1000 quintaux de farine et 10,000 florins que les Prussiens venaient de faire rentrer dans leurs caisses. Lobkowitz avait d'ailleurs fait alarmer également, par ses troupes légères, les cantonnements du maréchal de Broglie. Enfin, dans les premiers jours de mai, ses hussards en se montrant et en se tenant sur la droite des quartiers prussiens du côté de Habern, avaient obligé Frédéric à détacher à Czaslau le prince de Bevern avec 3 bataillons et 5 escadrons.

Grâce à l'activité des hussards, Königsegg put être informé, dès le 7 mai, de la marche des 24,000 hommes qui, sous les ordres du vieux prince d'Anhalt-Dessau, venaient rejoindre le roi, et savoir que l'armée prussienne de Bohême occupait des cantonnements tellement resserrés qu'elle pouvait, en 24 heures, être réunie tout entière et prête à donner la bataille.

Regrettant à ce moment les conseils qu'il avait donnés et le temps qu'il avait fait perdre, Königsegg avait hâte de pouvoir commencer les opérations et de voir le prince Charles rejoindre son armée, qu'il établit le 8 dans un camp dont il avait fait reconnaître l'emplacement aux environs de Saar.

L'armée autrichienne n'avait pas mis moins de onze jours pour venir d'Olschan à Saar (150 kilomètres). Elle n'aurait pas plus souffert en se portant d'Olschan sur Leitomischl.

Elle aurait pu franchir, en six ou sept jours, les 80 kilomètres qui séparent ces deux points, prendre une bonne position sur la gauche du roi et tomber à l'improviste, dès le 3 ou le 4 mai, sur les quartiers de son aile gauche, à un moment où une partie seulement des troupes du prince d'Anhalt-Dessau avait pu arriver jusqu'à l'Elbe.

Königsegg n'en persistait pas moins dans son projet de marche sur Prague; seulement au lieu de se porter sur Deutsch-Brod,

d'y faire venir Lobkowitz et d'y opérer sa jonction avec lui, il comptait diriger son armée sur Czaslau et Chotebor. Sans attendre l'arrivée du prince Charles, il poussa, le 10, sur Swratka, Nadasdy qui devait, de la sorte, couvrir la droite de l'armée lors de son mouvement sur Chotebor, tandis que les hussards du colonel Morocz protégeraient sa gauche. En même temps, malgré le mauvais temps et bien qu'il ne pût rien entreprendre avant le retour du prince Charles, Königsegg, afin de rétablir la discipline qui s'était sensiblement relâchée pendant les marches, se hâta d'établir toute son armée au camp de Saar, où la surveillance était plus facile à exercer que dans les cantonnements.

### 3. Concentration de l'armée prussienne en Bohême.

Le 17 avril, le roi avait établi son quartier général à Chrudim, où le prince héritier Léopold d'Anhalt lui soumit le tableau de marche du corps qui, sous les ordres de son père, était arrivé sur les frontières de la Bohême.

Obligé de songer surtout aux moyens de faire vivre ses troupes, le prince proposa au roi de les faire passer par le cercle de Leitmeritz et, bien que cette ligne de marche ne fût pas la plus courte, le roi accepta d'autant plus facilement le projet du prince qu'il croyait avoir largement le temps de réunir son armée sur l'Elbe avant l'arrivée des Autrichiens.

Mais, dans le courant de la journée, les nouvelles parvenues au roi, qui n'avait cessé de penser que le prince Charles se porterait sur Prague, lui inspirèrent des craintes sérieuses pour le prince Thierry. Dans l'impossibilité de détacher quoi que ce soit des forces peu considérables qu'il avait en Bohême (10 bataillons et 45 escadrons), il prescrivit le jour même au prince d'Anhalt de se porter sur Neu-Kolin, Prelouc et Pardubitz et d'y passer l'Elbe. Le prince venait précisément, sur la demande de son fils, de s'arrêter à Zittau, où il reçut le 19, l'ordre du roi. Mais craignant de manquer de ressources dans les régions qu'on lui ordonnait de traverser, il crut pouvoir prendre sur lui de différer la mise en route de son corps jusqu'au 22, date à laquelle il comptait avoir reçu les réponses et les prestations demandées aux autorités civiles.

Ce contre-temps irrita d'autant plus le roi, qui ne dissimula guère son mécontentement dans une lettre fort sévère adressée au prince, qu'il n'y avait plus rien à y changer et qu'il lui fallût se contenter de renouveler au vieux prince l'ordre de se porter sur la haute Elbe et d'en faire partir pour Landskron 12 compagnies de grenadiers qui s'y rendirent en marches forcées et n'arrivèrent sur ce point que le 7 mai.

Dans l'intervalle on avait reçu la nouvelle de la retraite du prince Thierry. Il n'y avait plus de raison pour prendre l'offensive en Moravie. Le roi résolut par suite de masser des forces respectables sur l'Elbe et de faire couvrir la Silésie par un corps dont il confia le commandement au prince d'Anhalt, auquel il recommanda de prendre jusqu'à nouvel ordre une attitude expectante, de se borner à y faire la petite guerre tout en ne laissant échapper aucune occasion de profiter des fautes de l'ennemi. Le prince se rendit le jour même en Silésie. Le 4 mai, il faisait partir de Jägerndorf la colonne du général von Derschau (5 bataillons et 10 escadrons) que le roi rappelait à lui et qu'il fit renforcer encore le 11 mai par 6 compagnies de grenadiers et 8 escadrons. Mais le général von Derschau ne rallia l'armée du roi que le 21 mai, alors que tout était déjà fini.

Le corps même du prince, qu'il laissa se refaire dans ses quartiers de Jägerndorf, Troppau, Ratibor, se composait de 19 bataillons et 50 escadrons.

La principale armée prussienne se concentrait pendant ce temps en Bohême. Elle avait été rejointe, du 30 avril au 5 mai, par les renforts amenés par le prince héritier d'Anhalt qui s'établirent dans des quartiers au sud de l'Elbe, dans le secteur Kuttenberg, Chrudim, Chotebor, Habern, puis par quelques troupes venant de Glatz. L'armée, forte alors de 37 bataillons d'infanterie, 2 compagnies de grenadiers et 70 escadrons, était partagée en 3 divisions de force à peu près égale ; l'une sous le général-lieutenant von Kalckstein, aux environs de Czaslau, l'autre sous les ordres directs du roi, autour de Chrudim, la troisième avec le général-lieutenant von Ieetze, du côté de Leitomischl. Pardubitz et Königgräetz étaient occupées par deux bataillons. Quelques détachements avaient été poussés sur Landskron, Zwittau, Policzka, Goltsch-Ienikau. L'armée était établie de telle façon qu'elle pouvait se masser sur son centre en deux fois 24 heures

sur l'une de ses ailes en 4 jours. La distance, à laquelle se trouvait encore l'ennemi, avait permis de donner à l'armée un front un peu long et de lui faire occuper des cantonnements quelque peu étendus que Frédéric appelait « des quartiers de rafraîchissements », de faire venir des ressources des pays du sud de l'Elbe et de ménager les approvisionnements rassemblés dans les magasins de Königgräetz, Pardubitz, Nimburg et Brandeis.

Il est presque superflu d'ajouter que toute cette partie de la Bohême ne fut pas mieux traitée que la Moravie.

### 4. Les négociations de Breslau.

Malgré cet énorme déploiement de forces, Frédéric n'avait en réalité aucune envie de reprendre l'offensive. N'avait-il pas, le 24 avril, abandonné, aussitôt après l'avoir conçu, le projet de se porter par Iglau et Teltsch sur la basse Autriche? Un peu plus tard, au commencement de mai, au lieu de songer à prendre de flanc le prince Charles, qu'il s'attendait à voir se porter de la Moravie sur Budweis, afin de soutenir de là le feld-maréchal Khevenhüller, le roi n'avait-il pas proposé aux Français de pousser l'armée du maréchal de Broglie vers la Bavière, de la diriger vers le Danube et de se charger lui-même de couvrir Prague où il serait resté bien tranquille? Ce projet souriait au roi, non seulement parce qu'il lui aurait donné une partie de la Bohême, et parce qu'il aurait de la sorte fait sortir les Français de Prague où il ne les avait vus entrer et rester qu'à contre-cœur, mais surtout parce qu'il était las de la guerre et parce que, depuis son infructueuse campagne d'hiver, il désirait réellement la paix.

En dépit des difficultés mêmes qui résultaient et des prétentions de Frédéric et des conditions premières posées par la reine, on aurait peut-être pu arriver à une solution dans le genre de celle qui intervint quelques semaines plus tard, sans le souvenir encore trop vivace de la conduite que le roi n'avait pas craint de tenir après la convention de Klein-Schnellendorf.

On se défiait, avec juste raison, de Frédéric; on redoutait l'habileté et l'absence de scrupules dont il venait de faire preuve pour renier sa parole. Enfin, le hasard même s'était chargé de raviver la méfiance bien naturelle, bien légitime de la cour de

Vienne. Au moment où Giannini annonçait à la reine que le roi avait fait venir lord Hyndford à Olmütz, afin de conclure la paix dans un délai de six semaines au plus, on avait appris par des dépêches importantes tombées entre les mains du gouvernement autrichien que le roi tenait plus que jamais à rester l'allié de la France. Belle-Isle s'était porté garant de la fidélité de Frédéric et deux lettres du cardinal de Fleury, en date des 29 et 31 mars, prouvaient que l'entente n'avait jamais été plus intime et plus cordiale. Enfin, le 11 avril, Podewils avait invité Valory à se rendre au quartier général du roi. De plus, la situation de l'Autriche s'était sensiblement améliorée depuis le moment où, dans les premiers jours de mars, Giannini avait été chargé de faire les premières ouvertures à la reine.

Lord Hyndford lui-même se méfiait du roi depuis Klein-Schnellendorf. Sa défiance s'était encore accrue, lorsque, au lieu de lui accorder l'entretien qu'il avait demandé à Frédéric, on fit savoir à Hyndford qu'il aurait à conférer avec Podewils, avec l'homme d'Etat qu'il croyait gagné à l'influence française. D'ailleurs une lettre de Schmettau lui avait donné à penser que le roi persisterait à exiger la cession de la Bohême à Charles VII. Loin de hâter son départ pour Breslau, il se borna à écrire au roi, le 27 mars, qu'il allait se mettre en route; mais il n'en ajourna pas moins son voyage, et quand Podewils le pria de se rendre, au lieu de Breslau, à Olmütz, il ne prit même pas la peine de lui répondre. Du reste, il ne croyait pas au succès des négociations, et, de plus, il tenait avant tout à recevoir des instructions du nouveau ministère anglais. Enfin, en fait de pleins pouvoirs il ne possédait que ceux que la Cour de Vienne lui avait donnés au moment de Klein-Schnellendorf.

Arrivé à Breslau le 17 avril, après avoir fait en route un crochet sur Dresde, Hyndford ne fut guère satisfait du résultat du premier entretien qu'il eut avec Podewils, le 18 au matin, et dans lequel celui-ci lui exposa le programme de Selowitz. Malgré tout le désir de son gouvernement de voir la paix se rétablir entre Frédéric et Marie-Thérèse, Hyndford ne put s'empêcher de répondre que le roi se piquait de trop de générosité aux dépens de l'Autriche et il protesta sans plus tarder contre la satisfaction « raisonnable » que le roi réclamait en faveur de ses alliés.

Au cours des négociations, Podewils, qui avait reçu du roi

une lettre expédiée de Chrudim, le 22 avril, se servit d'un dilemme imaginé par le roi, pour montrer à Hyndford « le ridicule que la Cour de Vienne se donne en demandant son assistance (celle du roi) contre ses ennemis[1] et pour prouver que sa neutralité suffirait pour valoir la victoire à Marie-Thérèse; mais c'était précisément cette neutralité qu'Hyndford, tout comme la Cour de Vienne, ne pouvait considérer comme une garantie réelle et sérieuse. Cette idée, Hyndford l'avait déjà émise 6 semaines auparavant en écrivant à son collègue Robinson : « Il faut forcer ce monarque, qui ne respecte pas plus les lois divines que les lois humaines, qui a violé sans le moindre scrupule le traité du 9 octobre, à s'allier solennellement avec la reine et à chasser, de concert avec elle, les Français hors d'Allemagne ».

Bien qu'au premier abord l'entente parut fort difficile à établir, es négociations n'en avaient pas moins, d'autre part, quelques chances d'être couronnées de succès, chances d'autant plus sérieuses que l'Angleterre en avait assumé la direction, que le cabinet de Saint-James avait pris la reine sous sa protection, qu'il pouvait par cela même obtenir d'elle des concessions qu'elle aurait refusées sans cela et que le roi lui-même, inquiet de sa situation politique et militaire, avait de bonnes raisons pour faire une paix séparée, qu'il ne voulait plus d'une guerre dont le poids avait pesé uniquement sur ses épaules. D'autre part, l'entretien, qu'il venait d'avoir le 19 avec Valory, à Chrudim, n'avait en aucune façon satisfait Frédéric. Il avait cru s'apercevoir d'après quelques

---

[1] *Correspondance politique*, II, 796, à Podewils, 22 avril 1742 :

..... « S'ils (les Autrichiens) ne sont pas assez forts pour repousser eux seuls les Français et les Saxons, comment résisteront-ils à ces puissances lorsque je suis réuni avec elles ?

« Et s'ils sont assez forts d'eux-mêmes pour résister à tous, à plus forte raison résisteront-ils et vaincront-ils, s'ils n'ont affaire qu'à une partie de leurs ennemis.

« Ainsi, ils n'ont pas besoin de mon assistance et ma neutralité leur vaut la victoire..... » Un peu plus loin Frédéric ajoute : « ..... Il nous faut la paix et nous l'aurons toujours plus avantageuse si nous la faisons séparée, que si nous attendons la paix générale. Ainsi, attendez la réponse de la Cour de Vienne, ménagez et disputez ensuite le terrain pied à pied, mais cédez s'il le faut, et que nous ayons la paix..... »

Le 25, Podewils, après avoir lu le dilemne à Hyndford, mandait au roi :... « Hyndford se mit à rire et dit : « Répondez, je vous prie, au roi, que je « trouve ce dilemne aussi juste qu'une démonstration de Newton, je souhaite « seulement qu'on pense de même à Vienne ».

mots échappés à l'ambassadeur, que la France, elle aussi, songeait à la paix. En attendant on lui avait ouvertement demandé d'envoyer des troupes prussiennes dans le duché de Clèves, afin de tenir les Hollandais en échec. Enfin, et c'était là ce qui l'avait impressionné le plus désagréablement, on l'avait prié de fournir des subsides à l'empereur, et invité à lui payer les 200,000 écus qu'il lui devait encore du chef de la cession de Glatz[1], dont la citadelle tenait toujours. De plus, le prince de Dessau, au lieu d'arriver sur l'Elbe le 25, n'allait pouvoir rejoindre le roi au plus tôt qu'au commencement de mai. Aussi Frédéric se montre-t-il, dans les lettres qu'il écrit à Podewils les 20, 21 et 22 avril, disposé à toutes sortes de concessions : « Pourvu que la reine de Hongrie ne s'opiniâtre point sur mon assistance contre ses ennemis, il faudra conclure et se relâcher de quelques autres avantages ; car je suis de l'opinion qu'il faut toujours préférer le certain à l'incertain...[2] ». Le lendemain il va plus loin encore. Les Anglais ont affecté de n'avoir pas besoin de lui et ont insisté sur « le soupçon dans lequel la Cour de Vienne est que nous en userions après la paix comme après le protocole de Klein-Schnellendorf[3] ». S'il glisse assez légèrement sur le point de « faire sentir à l'Anglais tout le besoin que leur parti a de nous détacher », il déclare que « quant au second point il faut mettre aux Anglais et aux Autrichiens l'esprit en repos sur ce que nous romprions nos engagements, leur bien faire sentir la différence d'un traité et d'un pourparler et leur dire... que nous ne changeons pas d'avis à la première occasion ». S'il rejette absolument l'article de l'assistance, il est prêt à accepter « tels expédients qu'il plairait à Hyndford de proposer pour tranquilliser la Cour de Vienne à ce sujet. Il n'élève plus de prétentions sur certains territoires qu'il aurait voulu acquérir en Bohême ; il est disposé à se contenter de Glatz et du cordon des quartiers d'hiver dans la haute Silésie. Il charge même Podewils, lui qui tient tant à son argent, de faire sentir à Hyndford « que s'il vient à bout de cette négociation, 100,000 écus seront sa récompense ». Le 23, pour rassurer Hyndford sur la nature de l'engagement que le roi prendrait de ne pas

---

[1] *Correspondance politique*, II, 791, à Podewils, Chrudim, 19 avril 1742.
[2] *Ibidem*, II, 792, à Podewils, Chrudim, 20 avril 1742.
[3] *Ibidem*, II, 794, à Podewils, Chrudim, 21 avril 1742.

rompre un accommodement, Podewils communique au diplomate anglais le passage de la lettre même que le roi lui avait écrite le 21. Mais l'Anglais, devenu prudent depuis l'expérience de Klein-Schnellendorf, demanda que le roi lui renouvelât ces assurances dans un petit billet autographe qui devrait lui être adressé.

De tout ce qui précède, il semble qu'on est en droit de porter sur Frédéric le jugement qu'il porta plus tard sur la Cour de Vienne : « On a vu, de tout temps, écrit-il dans l'*Histoire de mon Temps,* l'esprit de la Cour d'Autriche suivre les impressions brutes de la nature ; enflée dans la bonne fortune et rampante dans l'adversité, elle n'a jamais su parvenir à cette sage modération qui rend les hommes impassibles à l'égard des biens et des maux que le hasard dispense. Alors son orgueil et son astuce reprenaient le dessus ». Dès qu'il ne vient plus de mauvaises nouvelles, dès qu'il sait que les Autrichiens n'ont pas inquiété la retraite du prince Thierry sur la Silésie, dès qu'il a appris que Maurice de Saxe a pris Eger[1], que les renforts français vont arriver en Bavière[2], que Khevenhüller, au lieu de se porter en avant pour les battre isolément, se dispose à se replier sur Landshut, il change de ton, tout en poursuivant encore l'obtention d'une paix séparée ; il a parcouru et vu les cercles de Königgraetz et de Pardubitz ; ils sont bien situés pour la Prusse, riches et fertiles; il désire les obtenir et croit qu'on pourra y parvenir par l'Angleterre. Du reste, il n'est déjà plus si pressé d'en finir. Il ne voit « aucun inconvénient à ce que les négociations durent deux mois[3] ». Il affecte d'oublier que l'avant-veille il a écrit à Podewils : « Je n'ai pas besoin de la paix... C'est à présent le temps de m'avoir ou jamais, et dès que je serai éclairci de ce que j'ai à espérer des puissances maritimes et de la maison d'Autriche, je prendrai mon parti pour la paix ou bien pour entrer aveuglément dans toutes les vues de la France et pour m'unir d'une façon si indissoluble avec cette puissance que la maison d'Autriche et le roi d'Angleterre, peut-être lui aussi, pourront se reprocher de m'avoir négligé[4] ».

---

[1] *Correspondance politique*, II, 803, au maréchal de Broglie, Chrudim, 23 avril 1742.
[2] *Ibidem*, II, 809, à Podewils, Chrudim, 27 avril 1742.
[3] *Ibidem*, II, 815, à Podewils, Chrudim, 28 avril 1742.
[4] *Ibidem*, II, 807, à Podewils, Chrudim, 26 avril 1742.

Il fait mieux encore, il écrit directement à Hyndford une lettre, qu'il ne lui fit pas remettre d'ailleurs, et dans laquelle il lui déclare que la situation des affaires présentes l'engage à se prêter à un accommodement avec la reine et que, si les Anglais lui font avoir l'équivalent des avantages qu'il perd en quittant le parti de la France, aussitôt après la conclusion de la paix, il contractera une alliance défensive avec les puissances maritimes[1]. Le même jour il a refusé à Belle-Isle de se porter contre Lobkowitz[2]. Enfin le lendemain, quand il apprend que « les Français ont un homme qui négocie pour eux à Vienne[3] », il écrit à Podewils : « Ceci me fait résoudre à m'accommoder le premier à tout prix[4] », et le lendemain, mais trop tard d'ailleurs, il lui conseille d'accepter même rien que la haute Silésie[4].

Le 1er mai, le comte de Mortagne, chef d'état-major de Belle-Isle, arrive au quartier général du roi. « Il souffle feu et flammes. Les Français veulent se servir de nous pour tirer les marrons du feu. Ils seront bien habiles s'ils y arrivent[5] », et aussitôt après Eichel mande à Podewils, au nom du roi : « La paix, je la veux, il me la faut. Si l'on me donne des conditions avantageuses, je m'en réjouirai ; si l'on ne m'en offre que de médiocres, je ne renoncerai pourtant pas à la faire[5] ».

Le 6 mai, enfin, il est plus calme et moins pressé. « ... J'ai oublié de vous dire que les Autrichiens ont évacué toute la Moravie et qu'ils se retirent en Bohême et en Autriche, ce qui nous met à notre aise et dans l'état d'attendre tranquillement la fin de la négociation. Toutes mes troupes m'ont joint, de façon que je ne crains pas le diable, quand même il aurait les cornes dix fois pires que les prêtres les dépeignent[6] ».

Ce mouvement de bascule, ces alternatives de calme et d'impa-

---

[1] *Correspondance politique*, II, 816, au comte de Hyndford, Chrudim, 28 avril 1742.

[2] *Ibidem*, II, 814, au maréchal de Belle-Isle à Francfort, Chrudim, 28 avril 1742.

[3] « J'ai découvert que les Français ont à Vienne un certain Fargis depuis quatre à cinq semaines. » Klinggräffen au roi, Francfort, 17 avril.

[4] *Correspondance politique*, II, 817 et 820, à Podewils, Chrudim, 29 et 30 avril 1742.

[5] *Ibidem*., II, 822 et 823, à Podewils, Chrudim, 1er mai 1742.

[6] *Ibidem*, II, 832, à Podewils, Chrudim, 6 mai 1742.

tience auraient pu durer longtemps encore, si le roi n'avait pas fini par recevoir la réponse de la Cour de Vienne. Pleine de confiance dans la réussite du mouvement de l'armée du prince Charles, trouvant exhorbitantes les concessions qu'on lui demandait, ne croyant pas, du reste, à la sincérité du roi[1], la reine refusait de rien céder en Bohême. Elle accorderait tout au plus au roi ou Glatz ou une partie de la haute Silésie, mais à la condition que le roi lui garantira ses Etats d'Allemagne et signera avec elle et les puissances maritimes un traité d'alliance contre la France. Par suite d'une foule d'incidents et de circonstances, ce fut le 11 mai seulement que le roi prit connaissance de la réponse de la reine au moment même où, afin de faciliter et d'accélérer la marche des choses, il venait d'envoyer à Breslau le colonel von der Goltz, le négociateur de Klein-Schnellendorf.

« J'ai cru tomber en syncope en recevant la lettre que vous m'avez écrite. Je vois à présent que nous n'avons rien à espérer de la négociation de Hyndford et qu'il faut renoncer à toute paix séparée..... Vous devez déclarer à Hyndford..... que puisqu'il paraît, par les courriers de Hyndford, que la Cour de Vienne est d'une arrogance si insupportable, je ne puis faire mieux que de resserrer plus étroitement les nœuds qui m'unissent contre cette maison et ses alliés avec la France. J'ai fait écrire aujourd'hui à Belle-Isle de venir et, puisque les Autrichiens sont aveuglés, il faut précipiter leur ruine. Il semble que ce soit un arrêt de la Providence auquel nous ne pouvons pas résister. En un mot, mon parti est pris de pousser les opérations avec toute la force possible, afin de réduire la Cour de Vienne au point d'abaissement où elle doit être. Adieu, j'ai bien du chagrin de cette affaire, mais je n'y vois point de remède[2]. »

Et, en post-scriptum ces quelques mots:

« *Nous campons le* 13. *Effet de la négociation.* »

---

[1] Uhlefeldt, causant à ce moment à Robinson, lui disait : « Je regrette de voir l'Angleterre admettre la possibilité d'une chose absolument impossible, et croire que le roi de Prusse ne veuille pas nous tromper ».

[2] *Correspondance politique*, II, 839, à Podewils, Chrudim, 11 mai 1742. Cf. *Correspondance*, à Jordan, Chrudim, 11 mai 1742.

# XII.

## OFFENSIVE DU PRINCE CHARLES DE LORRAINE DANS LA DIRECTION DE PRAGUE.

---

*Opérations des armées autrichienne et prussienne jusqu'au 16 mai au soir.*

### 1. La conférence de Saar.

On avait dû s'incliner à Vienne devant la déplorable résolution du prince Charles et de Königsegg. Il ne restait donc plus, lorsque le prince arriva à Vienne, qu'à régler la marche de l'armée au delà de Saar. Mais, même sur ce point, on n'arriva pas à s'entendre à Vienne. La reine et le grand-duc n'avaient jamais voulu entraver par des ordres positifs la liberté d'action du prince. Marie-Thérèse et ses conseillers étaient à ce moment moins que jamais disposés à changer leur manière de faire, à donner autre chose que des conseils au jeune général dans lequel l'opinion publique, toujours prompte à s'enflammer, se complaisait à voir le libérateur et le conquérant de la Moravie.

Mais pendant ce temps, l'armée autrichienne arrivait sur la frontière de la Bohême et de la Moravie, et le prince quitta Vienne sans rapporter des instructions formelles, sans avoir pris une résolution. On s'était en somme borné à se conformer à son désir, en lui conseillant de conférer à Saar avec Lobkowitz et Königsegg avant de donner ses derniers ordres de mouvement. Arrivé le 10 au soir à Saar, le prince s'y entretint pendant presque toute la journée du 11 avec Lobkowitz et Königsegg, qui émirent naturellement des avis diamétralement opposés. Grâce aux nouvelles transmises par Nadasdy, auquel ses émissaires avaient fait savoir que les Prussiens paraissaient vouloir revenir en arrière sur Pardubitz, nouvelles que semblait confirmer le fait qu'un détachement prussien venant de l'aile droite du roi

avait été rappelé de Goltsch-Jenikau sur Czaslau, on finit par accepter les propositions de Königsegg; on résolut de se porter sur Prague en marchant par Chotebor et Czaslau. On paraissait croire, — le mémoire envoyé à Vienne en fournit la preuve manifeste, — que les Prussiens n'attendraient pas l'attaque de l'armée, qu'ils n'avaient nullement envie de donner la bataille et qu'ils n'avaient évacué la Moravie que pour éviter avec l'armée autrichienne une rencontre qu'ils redoutaient.

Afin d'immobiliser Broglie et de détourner son attention de Prague, Lobkowitz devait, au moment où l'armée partirait de Saar, attaquer le château de Frauenberg, qu'il avait seulement investi jusqu'à ce moment, et se porter, à cet effet, sur Zahaj au nord-ouest de Budweis.

La résolution prise par le prince Charles et la direction qu'il avait choisie furent loin de lui valoir l'approbation de la cour de Vienne. Le grand-duc surtout critiqua la décision de son frère. Il lui exposa à nouveau dans une lettre motivée les observations fort judicieuses qu'il lui avait déjà faites de vive voix à Vienne. Il avait bien jugé la situation et avait eu raison de trouver dangereux tout mouvement offensif contre Prague exécuté tant que les Prussiens, se tenant sur la ligne de l'Elbe, pourraient, en moins de deux marches, couper les communications de l'armée autrichienne, d'autant plus compromise devant Prague que le manque de grosse atillerie ne lui permettait même pas de briser la résistance de la faible garnison. Le grand-duc persistait, par suite, à dire à son frère que seul le mouvement sur Königgrätz pouvait déterminer le roi à évacuer le nord-ouest de la Bohême, à se retirer sur Glatz et à découvrir la route de Prague.

### 2. Marche de l'armée autrichienne sur Ronow (12-16 mai 1742).

Dès le lendemain de la conférence de Saar, l'armée du prince Charles avait franchi la frontière de Bohême, s'était portée, en marchant sur deux colonnes, sur Borau (15 kilomètres). La colonne du sud (aile droite et réserve d'artillerie) avait pris par Gross-Losenic, celle du nord (aile gauche et corps de réserve) par Radcin et Weprikau.

Le 13, on continua le mouvement dans le même ordre; mais

le corps de réserve formait l'avant-garde, et l'armée s'arrêta le soir à Chotebor (12 kilomètres); on y fit halte le lendemain pour donner aux convois le temps de rejoindre. Cette halte était d'autant plus nécessaire que, malgré les bons résultats que le prince s'était promis de l'établissement des lignes d'étapes et de ravitaillement basées sur les magasins de Znaym et d'Iglau, malgré les nombreux séjours qu'on avait fait faire à l'armée, malgré les marches ridiculement courtes exécutées par les troupes, malgré la longue durée de l'arrêt à Saar, l'armée avait de nouveau manqué de pain, depuis qu'elle avait repris son mouvement.

Le 13, on apprit que les Prussiens avaient quitté Czaslau pour se concentrer à Chrudim. Il était désormais probable, presque certain, que le roi ne songeait en aucune façon à se retirer derrière l'Elbe. Königsegg et le prince Charles envisageaient, du reste, avec confiance et non sans une certaine satisfaction l'éventualité d'une bataille, dont l'issue devait leur être favorable, puisqu'ils croyaient avoir la supériorité du nombre. Du reste, on avait encore des doutes sur les véritables intentions du roi qui, tout en s'établissant au sud de l'Elbe, avait pris position à une assez grande distance de la ligne d'opération de l'armée sur Prague. De toute façon, on crut bien faire en prenant, sans plus tarder, possession de Czaslau, que le prince fit occuper le jour même, 14 mai, par 700 chevaux et 800 hommes de Warasdin, sous les ordres du colonel comte Bentheim, qui n'y trouva plus personne et s'y installa tout tranquillement.

Le 15 mai, l'armée reprit son mouvement sur Czaslau en deux colonnes formées sur deux lignes, la réserve d'artillerie derrière la première ligne, le corps de réserve derrière la deuxième, et campa dans la même formation à l'est de Wilimow, son front tourné vers Chrudim. Le général Nadasdy, poussé de Swratka sur Sec, avait informé, le 15, le prince Charles qu'il avait relevé la présence aux environs de Podhoran, sur la route de Chrudim à Czaslau, de grosses masses de troupes prussiennes. Il était, dès lors, évident que le prince et Königsegg s'étaient absolument trompés. Le fait d'avoir poussé du monde de Chrudim sur Podhoran, c'est-à-dire sur un point plus rapproché de Czaslau que ne l'était Wilimow, indiquait bien nettement l'intention de Frédéric d'interdire aux Autrichiens à hauteur de Czaslau la

route de Prague. Le prince Charles, tenant à contrôler par lui-même l'exactitude du renseignement envoyé par Nadasdy, poussa en personne jusqu'à Ronow, d'où il découvrit un gros camp prussien établi sur les hauteurs de Podhoran. D'après le dire des déserteurs, il n'y avait là qu'une avant-garde forte de 6,000 hommes, conduite par le roi, tandis que le gros de son armée était encore à Chrudim. Le prince renonça, par suite, à envoyer de nuit les quartiers-maîtres et les fourriers déterminer l'emplacement du camp de Ronow. Le 16 au matin, l'armée, dont le corps de réserve formait l'avant-garde, se porta en deux colonnes sur Ronow. Quand elle arriva sur ce point, il n'y avait plus aucune trace d'un camp prussien à Podhoran. Nadasdy venait du reste, de mander au prince que l'armée prussienne tout entière avait quitté, dès l'aube, Chrudim pour serrer sur l'avant-garde. Quelques instants plus tard, comme les troupes postées à Czaslau, faisaient savoir que l'avant-garde prussienne, passant par le nord de Czaslau, se portait par Starkocz et Zbyslau sur Kuttenberg, le prince Charles résolut de maintenir son armée au camp de Ronow.

### 3. Mouvements de l'armée prussienne jusqu'au 15 mai.

Frédéric II avait commencé par refuser de croire à la nouvelle que le colonel von Winterfeldt, envoyé contre Nadasdy, lui fit tenir le 5 mai en lui annonçant que l'armée autrichienne, se portant par Saar et Deutsch-Brod, allait chercher à arriver sur Prague en longeant la Sazawa. Le roi persistait encore à penser que les Autrichiens « rentreraient dans leurs vieux quartiers (à Budweis) ou qu'ils tâcheraient de renforcer le corps de Khevenhüller[1] ». La nouvelle de l'entrée à Habern des hussards autrichiens, qui lui semblaient envoyés sur ce point afin de flanquer sur sa droite la marche de l'armée sur Neuhaus, ne fit que confirmer le lendemain le roi dans sa manière de voir.

Le service d'exploration et des renseignements semble d'ailleurs avoir été assez mal organisé à ce moment, puisque ce fut le 9 seulement que le roi eut, de façon positive, connaissance

---

[1] *Correspondance politique*, II, 830, au maréchal de Broglie, Chrudim, 5 mai 1742.

des mouvements des Autrichiens vers la Sazawa, et, le 10, qu'il apprit qu'ils avaient quitté Saar, renoncé aux cantonnements et fait camper leurs troupes.

Il était clair désormais que le prince Charles était décidé à rentrer en opération. Tout en ne croyant pas à la probabilité d'une attaque dirigée contre lui, Frédéric, afin d'empêcher de toute façon son adversaire de s'emparer de Prague, résolut de faire serrer ses troupes sur sa droite et de les établir du côté de Czaslau ou de Ronow.

Le mouvement qui amena, le 8, Lobkowitz à Kralowitz à environ 30 kilomètres à l'ouest de Deutsch-Brod, dissipa les derniers doutes du roi. Il crut même l'attaque tellement imminente que, dans la crainte de n'avoir plus le temps d'opérer la concentration de son armée sur sa droite, il lui donna, le 10, l'ordre de s'assembler le 13 à Chrudim, la droite appuyée au village et au château de Medleschitz, la gauche à Slatinan. L'armée du roi se composait à ce moment de 35 bataillons, 2 compagnies de grenadiers, 60 escadrons, d'un régiment de hussards et de 88 canons. Son effectif total s'élevait à 19,000 fantassins, 8,600 cavaliers et 1000 hussards.

Après avoir reçu, le 11, la dépêche par laquelle Hyndford l'informait du refus de la cour de Vienne d'accepter ses propositions, le roi avait le choix entre deux partis : « ou de mettre l'Elbe devant soi ou d'aller à la rencontre du prince de Lorraine et de le combattre. Le dernier parti prévalut, non seulement comme le plus glorieux, mais encore comme le plus utile, parce qu'il devait hâter la paix ; les négociations, comme nous l'avons dit, demandaient un coup décisif[1] ».

Le résultat final ne faisait pas de doutes pour le roi. Son armée était nombreuse, en parfait état, animée du meilleur esprit, et, de plus, il s'attendait à être renforcé à tout instant par le détachement du général von Derschau, en route pour le rejoindre.

Le 14, les batteurs d'estrade, les espions et les déserteurs l'avertissent que le prince Charles allait camper à Sec et à Bojanow. Tandis que le prince héritier d'Anhalt s'imagine que l'ennemi se propose d'attaquer Czaslau, le roi, au contraire, a vu

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. VI.

plus juste. Pour lui, les Autrichiens veulent se porter sur Prague, c'est pour cela qu'ils occupent Czaslau et que, afin de l'empêcher de les suivre, ils s'efforcent de détruire ses magasins établis à proximité de l'Elbe. Peut-être enfin prendront-ils position à Kuttenberg pour le couper de l'armée française.

Le roi, qui a hâte d'en venir aux mains avec le prince de Lorraine, a, dès ce moment, pris la résolution de lui offrir la bataille du côté de Kuttenberg et de Czaslau. Mais, avant de commencer le mouvement, il faut distribuer à l'armée du pain que doit fournir la boulangerie de campagne de Königgrätz. Aussi Frédéric, craignant d'être prévenu par les Autrichiens à Czaslau et à Kuttenberg, prend le parti de diviser son armée. Il part de sa personne avec une avant-garde forte de 10 bataillons, 10 escadrons de cavalerie et le régiment de hussards pour gagner la route de Prague. Le prince héritier d'Anhalt doit le suivre le lendemain avec le reste de l'armée dès que les caissons de pain seront arrivés [1].

C'était là une résolution quelque peu hardie et aventureuse que le roi justifie et explique en disant : « Il fallut presser cette marche pour arranger la boulangerie de l'armée à Podiebrad [2] ». Il tenait de plus à paralyser l'action des hussards autrichiens qu'il redoutait de voir détruire les magasins qu'il avait eu le soin d'établir sur la route de Prague.

Le 16 au matin il quitte le camp de Chrudim, se porte vers les hauteurs à l'ouest de Podhoran, arrive vers midi sur les crêtes du côté de Chotieborcz, y range ses troupes sur un poste avantageux, va à la découverte avec les hussards sur une colline qui n'en était pas distante ; on y aperçut des hussards qui battaient le pays du côté de la Doubrawa, et du côté de Willimow « un camp qu'on jugea à peu près devoir contenir 7,000 à 8,000 hommes [3] ».

Malgré son grand désir d'arriver au plus vite jusqu'à la chaussée de Prague, le roi crut plus prudent d'arrêter ses troupes sur la position avantageuse qu'il venait de choisir. Il était trop

---

[1] *Correspondance politique*, II, Relation de la bataille de Chotusitz, Czaslau, 19 mai 1742.

[2] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. VI.

[3] *Correspondance politique*, Relation de la bataille de Chotusitz.

près de l'ennemi pour s'éloigner davantage du gros de son armée, et de plus il n'avait sur la force et les intentions de son adversaire que des données incertaines et tellement vagues qu'il devait avant tout se mettre en garde contre une surprise. « En combinant avec la marche du prince de Lorraine le corps qu'on apercevait, on jugea que ce pourrait être le prince de Lobkowitz qui venait de Budweis pour se joindre à l'armée du prince [1] ». L'arrivée d'un déserteur autrichien que lui envoya le prince héritier d'Anhalt confirma le roi dans cette croyance et il donna ordre au prince Léopold de se mettre en marche dès l'aube du jour pour venir camper à Chotusitz [2], afin que ces deux corps fussent à portée de se soutenir réciproquement.

De Podhoran, l'armée prussienne devait se porter vers Czaslau pour barrer aux Autrichiens la route de Prague.

### 4. Positions des deux armées le 16 mai.

Les deux armées étaient si près l'une de l'autre que le roi fit camper ses troupes en ordre de combat pendant la nuit du 15 au 16 mai : « Les chevaux de la cavalerie étaient sellés et les soldats habillés. Les patrouilles des Prussiens allèrent pendant toute la nuit. Le lendemain 16, à la pointe du jour, des hussards rapportaient que le camp, que l'on avait vu la veille à Willimow, avait disparu [3] ». C'était là une fausse nouvelle transmise par la cavalerie légère du roi qui n'avait pas osé s'éloigner autant qu'il l'aurait fallu pour arriver à se bien renseigner. L'armée du prince Charles était encore à ce moment à Willimow. Elle avait, il est vrai, replié ses tentes, mais elle ne se mit en marche qu'après 6 heures. Il y a donc tout lieu de croire que les cavaliers prussiens, comme le roi la veille, n'avaient vu que l'avant-garde autrichienne, le corps de réserve qui, formant l'avant-garde, avait fort bien pu décamper à la pointe du jour.

Le service d'exploration de la cavalerie légère du roi laissait, on le voit, encore beaucoup à désirer. Il semble du reste, et

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. VI.
[2] *Correspondance politique*, Relation de la bataille de Chotusitz.
[3] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. VI.

ses différents écrits nous en fournissent la preuve, que le roi ignora, même longtemps après la guerre de la Succession, quelles étaient les troupes qu'il avait aperçues à Willimow; loin d'être un détachement du corps Lobkowitz ou de constituer l'avant-garde du prince Charles, c'était l'armée entière de ce prince qui campait à Willimow [1].

Croyant à ce moment qu'il n'avait eu devant lui la veille qu'une avant-garde qui s'était hâtée de décamper pour arriver avant lui à Czaslau ou à Kuttenberg, le roi renonça à attendre l'approche de son gros et se mit en marche entre 5 et 6 heures du matin pour gagner Kuttenberg « afin d'en tirer du pain pour l'armée qui n'en avait plus que pour le jour même et pour être à portée de devancer l'ennemi, s'il voulait aller sur Prague ou de nous joindre à l'armée, s'il s'agissait de livrer bataille [2] ». Il avait eu le soin de prévenir le prince Léopold du mouvement qu'il exécutait sur Czaslau; après avoir laissé une partie des hussards Bronikowski au camp de Chotieborcz, il avait chargé le reste de ce régiment de couvrir son flanc gauche contre les coups de main des hussards autrichiens, dont l'audace et la curiosité devenaient de jour en jour plus gênantes.

Pendant que le roi exécutait ce mouvement, l'armée autrichienne marchait de son côté sur Ronow sans être aperçue par les éclaireurs prussiens qui, n'osant dépasser les crêtes des collines de peur de se montrer, ne purent découvrir les deux colonnes défilant à peu de distance dans les fonds de la vallée, dans des chemins creux qui couraient à travers de nombreux petits bois. De plus, pressé d'arriver à Kuttenberg, le roi qui, sachant que Czaslau avait été occupé la veille par les Autrichiens, avait chargé le prince héritier Léopold d'Anhalt d'en déloger ses adversaires, avait quitté la chaussée avant d'arriver à hauteur de Czaslau et s'était rejeté plus au nord. Vers midi, le roi entrait sans encombre à Kuttenberg. On n'avait aperçu en route que quelques hussards. Le roi en conclut qu'au lieu de se porter vers l'ouest, le corps autrichien, qu'il avait vu la veille, avait dû se rapprocher du gros de l'armée. En tout cas il avait réussi à

---

[1] Il suffit pour cela, de comparer l'*Histoire de mon Temps* avec la relation de la bataille de Chotusitz, *Correspondance politique*, II.

[2] *Correspondance politique*, II. Relation de la bataille de Chotusitz.

devancer son adversaire sur la route de Prague. Il ne s'agissait plus pour lui que de faire vivre ses troupes qu'il établit en cantonnements étendus. Lui-même s'installa avec sa garde à Kuttenberg. « On trouva dans cette ville une cuisson de pain préparée pour les Autrichiens et tous les vivres dont les troupes peuvent avoir besoin [1]. »

La position, que le roi venait de prendre sur la foi de fausses nouvelles, était en somme assez dangereuse. Il était arrivé, il est vrai, à Kuttenberg, mais il n'y avait que le tiers de son armée, dont le gros se trouvait encore à plus de 15 kilomètres de lui, tandis que l'armée autrichienne était à Ronow, à 6 kilomètres de la ligne de marche du roi et par suite en mesure de s'interposer entre les diverses fractions de son armée. La situation était d'autant plus critique que le prince Charles était, grâce à l'activité et à l'intelligence de ses cavaliers, absolument au courant de tout.

Le prince de Lorraine, qui recherchait maintenant la bataille, n'aurait pu désirer une occasion plus avantageuse que celle qui s'offrait à lui pendant la journée du 16. Et cependant il n'osa rien entreprendre et donna à son armée l'ordre de camper à Ronow. Si l'on peut jusqu'à un certain point admettre qu'il ait craint d'être pris entre deux feux en poussant jusqu'à Zbyslau, il est d'autre part impossible de s'expliquer les raisons pour lesquelles il a négligé de couper les communications entre les deux groupes de l'armée du roi, de détruire par exemple le pont de la Doubrawa.

Non content de perdre une occasion aussi favorable, le prince de Lorraine en laissa échapper une seconde que la fortune, généralement avare, lui offrit dans la même journée. Le prince héréditaire d'Anhalt, parti de Chrudim à 4 heures du matin et marchant sur deux colonnes, avait reçu, avant d'avoir atteint le défilé d'Hermanmestetz, en même temps que l'ordre de pousser au delà de Podhoran et de venir camper entre Czaslau et Chotusitz, l'avis que les Autrichiens n'avaient plus personne du côté de Willimow. Entre 10 et 11 heures, au moment où ses colonnes très éprouvées par la marche, arrivaient à proximité des hauteurs de Podhoran, le général-lieutenant von Flanss l'informa de

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. VI.

la présence des hussards autrichiens à l'endroit même où le roi avait campé la veille. Le prince Léopold, après les avoir fait chasser, se porta jusque sur les crêtes et découvrit, à sa grande surprise, un camp établi à moins de 6 kilomètres de là, entre Ronow et Zleb, un camp qu'il apercevait nettement et dans lequel devaient se trouver de 28,000 à 30,000 hommes, c'est-à-dire toute l'armée du prince Charles. La situation était grave. S'il se conformait aux ordres du roi, s'il se décidait à continuer sa marche, il courait risque d'être arrêté au pont de Zbyslau, attaqué de flanc par un adversaire supérieur en nombre et obligé d'accepter le combat dans des conditions absolument défavorables et qui ne laissaient guère de doute sur l'issue finale. Sans vorloir rechercher les motifs qui décidèrent le prince à mépriser le danger réel dont il était menacé, il n'en faut pas moins reconnaître que, connaissant les idées du roi, il crut devoir s'y conformer aveuglément, imprudemment peut-être et donna sans hésiter l'ordre de continuer la marche. Il eut d'ailleurs le soin de faire avertir le roi de la présence de toute l'armée autrichienne à Ronow[1] et de lui demander de se porter au plus vite de son côté, afin d'opérer sa jonction avec lui.

Les troupes légères autrichiennes avaient d'ailleurs occupé les passages de la Doubrawa. Il fallut déployer un régiment d'infanterie pour les chasser du pont de Zbyslau et s'ouvrir la route que devaient suivre les trois officiers que le prince envoyait au roi à Kuttenberg.

Les deux colonnes du prince Léopold, resserrées dans l'étroit défilé que formait le pont de Zbyslau, employèrent tout le reste de l'après-midi au passage de la Doubrawa, sans que le prince Charles et Königsegg, prévenus par les hussards, se fusssent décidés à rien entreprendre contre lui. On avait donc, pour la deuxième fois dans la même journée, mais cette fois sans qu'il soit possible de faire valoir la moindre excuse plausible, laissé échapper l'occasion d'écraser le prince Léopold et d'en finir le lendemain avec le roi, dont la faible avant-garde n'aurait pas été en mesure de résister aux 30,000 hommes de la grande armée de Bohême.

---

[1] *Correspondance politique*, II. Relation de la bataille de Chotusitz.

Le passage du pont de Zbyslau avait pris tellement de temps, avait présenté de si grandes difficultés, que le prince Léopold n'arriva que fort tard devant Czaslau encore occupé par les troupes autrichiennes, qui décampèrent, il est vrai, dans la nuit. Mais la journée était déjà si avancée, ses troupes si fatiguées, que le prince n'osa pas attaquer. Au lieu de s'établir sur les emplacements que le roi lui avait désignés, force lui fut de camper à 4 kilomètres au nord de la ville entre l'étang de Cirkwitz et le village de Sehuschitz.

---

## XIII.

### LA BATAILLE DE CZASLAU (17 MAI 1742).

Comme nous le faisions remarquer il y a deux ans, à propos de la bataille de Mollwitz, la bataille de Czaslau, la deuxième grande bataille livrée par le roi de Prusse, est, elle aussi, trop connue pour qu'il soit nécessaire de la décrire en détail. Elle n'est, d'ailleurs, de l'avis même de l'un des plus fervents admirateurs de Frédéric, comme Mollwitz, Hohenfriedberg et Soor, qu'une bataille de rencontre, une de ces batailles dans lesquelles le roi ne prend l'offensive qu'au dernier moment[1]. Nous nous bornerons donc à emprunter au 3e volume de la *Guerre de la Succession d'Autriche* les données nouvelles que les auteurs ont réussi à découvrir, et plus particulièrement les considérations qui suivent le récit de cette bataille.

Le prince héréditaire d'Anhalt, loin de s'illusionner sur la gravité de sa situation, semble s'être, jusqu'à un certain point, exagéré jusqu'aux inconvénients que présentait l'emplacement d'un camp, que la longueur de la marche, l'heure tardive de son arrivée, l'épuisement de ses troupes, très éprouvées par la grande chaleur, et le terrain accidenté qu'elles avaient eu à traverser, l'avaient contraint à établir. Après avoir essayé de son mieux de se mettre à l'abri des coups de main des hussards, qui escadronnaient de tous côtés, il avait permis à ses troupes de dresser leurs tentes, à sa cavalerie de desseller. Mais il n'en était pas moins soucieux et préoccupé, d'autant plus inquiet même que le roi n'avait pas encore répondu aux dépêches qu'avaient dû lui remettre les trois officiers, le colonel von Schmettau, le lieutenant-colonel von Wylich et le capitaine Blankensee, qu'il lui avait envoyés à son arrivée sur les bords de la Doubrawa. N'y tenant plus, il fit partir pour Kuttenberg,

---

[1] Clausewitz, *Hinterlassene Werke, Strategische Betrachtung mehrerer Feldzüge*, t. X. Clausewitz a toutefois soin de faire remarquer que le roi avait prévu et voulu la bataille de Hohenfriedberg.

à 10 heures du soir, son aide de camp, le capitaine von Bülow, qui lui rapporta, à 2 heures du matin, une lettre du roi. Clausewitz, il suffira pour cela de jeter un coup d'œil sur cette dépêche, ne s'est donc pas trompé en qualifiant de bataille de rencontre la bataille du 17 mai 1742.

Le roi, après avoir promis au prince de se joindre à lui le lendemain, après lui avoir dit qu'il lui enverra du pain et qu' « ensuite de quoi il faut attaquer l'ennemi sans balancer et dans quelque lieu qu'il se trouve », ne doute pas du résultat final. « Je me promets, à moins que la Providence ne soit contre nous, que l'ennemi sera à nous et que nous en aurons bon marché. Vous voyez cependant que nous avons eu raison de marcher et qu'une occasion comme celle-ci ne se retrouvera peut-être jamais [1]. »

Mais il y avait à cette dépêche un *post-scriptum* qui donne entièrement raison à Clausewitz, un *post-scriptum* que l'on a supprimé dans la *Correspondance politique,* mais qui se trouve dans le rapport du prince héréditaire d'Anhalt, en date du 30 mai, comme dans celui de Schmettau à l'empereur Charles VII : « *L'armée se reposera le* 17 *et n'attaquera que le* 18 ».

Au quartier général autrichien, on avait passé toute la journée du 16 à examiner la situation et à discuter ce qu'il convenait de faire. On voulait effacer l'échec de Mollwitz, on voulait se battre; mais on laissait passer l'occasion inespérée qui s'était présentée, le moment où une attaque quelque peu énergique aurait été couronnée de succès. Enfin, après avoir longuement conféré au lieu d'agir de suite, le prince Charles et Königsegg, convaincus que « l'armée prussienne, épuisée par des marches forcées serait obligée de s'arrêter [2] », résolurent, après avoir tenu leur armée pendant toute la journée au bord d'une petite rivière et d'un marais qu'ils n'avaient pas osé passer en plein jour, de lui faire exécuter une marche de nuit dans ce terrain même « afin de voir s'il ne serait pas possible de joindre l'ennemi [2] ». Mais il s'agissait de savoir où le gros de l'armée prussienne allait camper cette nuit. C'était là une tâche qui devait incomber aux hussards ; or, en raison

---

[1] *Correspondance politique,* II, 845. Au prince héréditaire d'Anhalt-Dessau. Kuttenberg, 16 mai 1742.

[2] *Relation du prince Charles.*

même des ordres donnés par le prince, il se trouvait précisément n'avoir pas la moindre troupe légère sous la main pendant la journée du 16, et ce fut seulement vers le soir que Nadasdy, revenu le premier, put se remettre en route. On le dirigea sur Kuttenberg, sans avoir eu le soin de lui dire que le colonel Bentheim occupait Czaslau avec 400 hussards, que d'autres battaient le pays du côté du camp prussien de Chotusitz, si bien qu'arrivé dans la nuit en vue des cantonnements de Kuttenberg avec des cavaliers hors d'état d'aller plus loin, ne pouvant apprendre rien de précis pendant la nuit, Nadasdy n'hésita pas à faire savoir au prince que l'armée prussienne était cantonnée dans ces parages et à donner à ses hussards un repos dont ils avaient grand besoin.

Dès 7 heures, sans attendre les renseignements que Nadasdy devait lui envoyer, le prince avait expédié à ses régiments l'ordre de se tenir prêts à se porter par ligne, vers leur gauche, la cavalerie en tête, en laissant au camp leurs bagages, leurs tentes et leurs voitures de vivres. Entre 8 et 9 heures du soir, l'armée autrichienne commença son mouvement sur Czaslau, en deux colonnes, marchant parallèlement et à peu de distance l'une de l'autre, la cavalerie à l'avant-garde, la réserve d'artillerie en queue et flanquées sur leur droite par le corps de réserve, qui se dirigeait également sur Czaslau, mais en passant par Zleb.

L'armée, n'ayant en somme que 12 kilomètres à parcourir pour atteindre Czaslau, aurait dû y être rendue tout entière vers minuit, d'autant plus que la nuit était claire et que la lune était dans son plein. Mais on rencontra tant de difficultés en route, surtout au passage d'un petit ruisseau, que la cavalerie seule arriva à minuit et demi et que l'armée n'atteignit, en réalité, Czaslau qu'à 4 heures du matin, au moment où le jour allait paraître.

Le prince Charles semble avoir cru, même encore à ce moment, que l'armée ennemie était tout entière cantonnée très au large du côté de Kuttenberg. Les renseignements fournis par les gens du pays dans la journée du 16, ceux que Nadasdy lui envoya dans la nuit, et dont l'inexactitude n'était que la conséquence forcée des instructions incomplètes données à ce général, qu'on n'avait pas mis au courant de la situation, auraient pu, à la

vérité, confirmer le général dans cette idée. Mais il est difficile d'admettre que, ni Bentheim, qui occupait Czaslau, ni les hussards, qui avaient harcelé jusqu'après la tombée de la nuit l'armée du prince héréditaire du côté de Chotusitz, ne lui aient rien signalé, ne lui aient pas rendu compte de la marche du gros de l'armée ennemie.

Quoi qu'il en soit, le prince Charles n'en résolut pas moins, lorsque son armée fut réunie à 7 heures du matin à Czaslau, de lui faire continuer, couverte par une avant-garde composée du corps de réserve et des cavaliers de Bentheim, sa marche en deux colonnes sur Kuttenberg, sans rien changer pour le reste à l'ordre de marche adopté pendant la nuit.

L'expédition des ordres et la formation de l'avant-garde firent perdre tellement du temps, que ce fut vers 5 heures du matin seulement que la pointe de cette avant-garde atteignit les hauteurs de la rive gauche de la Brslenka et aperçut les troupes ennemies établies sur le mouvement de terrain qui va de Chotusitz à l'étang de Cirkwitz. C'étaient, à n'en pas douter, des avant-postes couvrant un camp établi en arrière du pli de terrain. « On allait avoir l'occasion de s'attaquer à l'ennemi [1]. »

Le prince ordonne aussitôt à son armée, qui se trouvait encore à Czaslau, de se déployer en *ordre de bataille* au nord de la Brslenka, à son infanterie de mettre sac à terre et de passer le ruisseau sur les deux ponts de pierre dont on disposait, pendant que la cavalerie attaquait à 5 h. 30. Afin de pouvoir porter sa gauche droit contre l'extrémité est de l'étang de Cirkwitz, il dut pousser sa droite à cheval sur la Brslenka, si bien que ses deux ailes se trouvèrent en l'air, sans point d'appui, et sans autre couverture que celle de la cavalerie.

Quant au déploiement même, en raison des formations rigides en usage à cette époque, de la difficulté que présentait le passage des défilés formés par les deux ponts de pierre, il prit d'autant plus de temps que, malgré l'ardeur des troupes qui avaient oublié toutes leurs fatigues et qui brûlaient d'en venir aux mains avec l'ennemi, ce fut seulement vers 8 heures qu'elles réussirent à prendre pied sur la rive gauche de la Brslenka.

---

[1] *Relation du prince Charles.*

Les Prussiens n'avaient pas eu vent de la marche des Autrichiens de Ronow à Czaslau. Dès la pointe du jour, le prince héréditaire, voulant rectifier la ligne de ses avant-postes qu'il n'avait pu bien établir la veille au soir à cause de l'heure tardive de son arrivée à Sehuschitz, était monté à cheval pour se rendre d'abord à son aile droite, puis à Chotusitz où le commandant de ses avant-postes d'extrême droite lui manda qu'il venait d'apercevoir une colonne autrichienne débouchant de Czaslau. Le prince héréditaire, retournant à sa droite et n'apercevant que des cavaliers, n'en envoya pas moins l'ordre à sa cavalerie de seller, à l'infanterie de faire rentrer ses postes et de se tenir prête à marcher. A 6 heures du matin, bien qu'il eût continué à ne voir que de la cavalerie, il n'en était pas moins évident pour lui, en raison même du nombre de ces cavaliers, que l'armée autrichienne était là. Il en donna avis au roi et prit ses dispositions pour résister jusqu'à son arrivée.

La position du prince héréditaire était assez difficile; ses troupes, contrairement à l'usage, n'avaient pas pu camper sur les positions mêmes sur lesquelles elles auraient pu attendre et repousser une attaque. Il lui fallait sortir au plus vite de ce camp provisoire, faire prendre à son armée de nouvelles positions en présence d'un adversaire dont le déploiement était déjà commencé. La transmission des ordres était encore si compliquée, l'exécution de ces ordres était sujette à tant d'erreurs lorsqu'on les faisait parvenir aux troupes soit par écrit, soit verbalement par des officiers d'ordonnance, que le prince héréditaire prit le sage parti de rejoindre son armée et de donner lui-même et de vive voix ses ordres à ses lieutenants. A sa droite, où il fallait laisser la place nécessaire à l'entrée en ligne de l'armée du roi, il prescrivit à Buddenbrock de faire un demi-à-droite pour aller s'établir parallèlement à l'étang de Cirkwitz. La cavalerie de l'aile droite se rangea en potence et formait par suite un crochet offensif qui, prolongeant la droite de la ligne, allait exercer une influence considérable sur la marche de la journée. L'infanterie du général von Kalckstein devait quitter le camp et se porter droit devant elle jusqu'au bord même du pli de terrain ; l'artillerie de réserve allait se mettre en batterie sur le point le plus élevé, la hauteur d'où le prince avait aperçu la cavalerie autrichienne. A gauche, l'infanterie reçut l'ordre

de venir appuyer sa droite au village de Chotusitz et la cavalerie de s'établir plus à gauche, à l'est du village de Chotusitz. Il était plus de 7 heures, lorsque le prince eut achevé de donner ses ordres, et malgré la hâte que l'on mit à les exécuter, bien qu'on eût négligé de lever les tentes et de faire prendre au convoi la formation réglementaire, le déploiement de l'aile gauche prit d'autant plus de temps que le terrain marécageux obligeait les troupes de cette aile à suivre les routes et à marcher en colonne. A l'aile droite, les choses avaient été plus vite. Un peu après 7 heures, la cavalerie de Buddenbrock était en position au sud de l'étang de Cirkwitz, derrière un léger accident de terrain qui la dérobait aux vues des Autrichiens. A 7 h. 30, l'infanterie de Kalckstein se portait en bataille vers la position qui lui avait été assignée. Le roi venait de faire dire qu'il était en marche et qu'on devait laisser à ses troupes la place dont ses 16 bataillons et ses 10 escadrons avaient besoin dans la 2e ligne. Quelques instants plus tard, 5 de ses escadrons de dragons arrivaient sur le terrain et allaient renforcer la cavalerie de Buddenbrock. A gauche, un régiment s'était mis en bataille au sud de Chotusitz. Tout le reste de cette aile s'avançait en colonne vers Chotusitz au moment où (7 h. 30 du matin) le roi arriva sur le champ de bataille avec 8 bataillons.

Les deux armées présentaient un effectif à peu près égal : 34 bataillons et 26 compagnies de grenadiers, 12 régiments de cavalerie, 4 de hussards et quelques troupes des confins militaires, soit du côté des Autrichiens, un peu plus de 23,000 hommes, plus environ 5,500 hommes de troupes légères, dont une partie, du reste, ne rejoignit que pendant la journée.

Du côté des Prussiens, 33 bataillons, 60 escadrons de cavalerie et 10 de hussards, environ 28,000 hommes. Mais les Prussiens avaient une artillerie plus puissante comme calibre et plus nombreuse comme pièces, que les Autrichiens, et le roi put opposer 80 bouches à feu aux 40 canons du prince Charles.

A 7 h. 30, l'armée autrichienne avait à peu près achevé son déploiement : mais l'absence des hussards avait empêché le prince de Lorraine de se procurer des renseignements sur la position et les intentions de l'ennemi. Afin de mettre un terme à cet état de choses, le prince Charles prescrivit à ce moment à la cavalerie de sa gauche (général de cavalerie comte Batthyany)

de se porter droit devant elle. Batthyany, précédé par quelques hussards, se dirigea vers la hauteur occupée par l'artillerie prussienne qui, ouvrant le feu, jeta le désordre et la confusion dans les rangs de ses cavaliers. Cette avant-garde, échappant à ses chefs, fit demi-tour, se précipita sur le corps de réserve qui la suivait, et le rompit de telle sorte que Batthyany ne parvint à rallier ses cavaliers que derrière sa 2e ligne. A la vue de ce mouvement de recul de son avant-garde, le prince de Lorraine donna, à 7 h. 45, l'ordre à toute sa ligne de se porter en avant. Mais de son côté, et pendant que l'artillerie prussienne criblait de ses boulets les masses autrichiennes, le roi, craignant de ne pouvoir tenir sur sa droite les positions de son infanterie qui n'avait pas encore été rejointe par ses 8 bataillons, ordonna à Buddenbrock, qui avait entre temps prolongé sa ligne vers la droite, de charger la cavalerie autrichienne à la fois de front et de flanc. Avant que la gauche de cette cavalerie ait eu le temps d'exécuter un changement de front vers sa gauche, les escadrons prussiens avaient pu tomber sur elle et culbuter les régiments du général de cavalerie comte Hohenems. Si cette première ligne avait poussé plus à fond cette attaque, si elle avait continué à suivre les escadrons entièrement rompus de Hohenems, l'aile gauche autrichienne aurait été définitivement compromise dès le début de la journée. Mais les généraux prussiens se conformant à la lettre aux instructions que le roi avait données à sa cavalerie le 17 mars, arrêtèrent et rallièrent leurs hommes dès qu'ils eurent culbuté les Autrichiens.

La 2e ligne de la cavalerie prussienne (10 escadrons de dragons sous le général Rothenburg) avait suivi la 1re ligne, et s'était jetée contre l'infanterie de l'aile gauche qui l'accueillit par un feu terrible et l'obligea à renoncer à ses tentatives après lui avoir infligé des pertes sensibles, tandis qu'une partie de la 2e ligne de la cavalerie autrichienne se reportait en avant, au milieu d'une poussière épouvantable, prenait en flanc les escadrons prussiens, qu'elle chargeait « à la turque[1] », « à la hussarde[2] » et qu'elle fit plier[3]. Soutenu de part et d'autre, ce

---

[1] Extrait d'une lettre particulière.
[2] *Correspondance politique*, II. *Relation de la bataille de Chotusitz.*
[3] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*. « Rothenburg fut blessé et sa troupe, mise en confusion, se retira de la mêlée avec peine. »

combat de cavalerie se continua avec des alternatives de succès partiels des deux côtés pendant près de deux heures.

La cavalerie de l'aile droite du prince Charles avait eu, pendant ce temps, affaire avec les cuirassiers prussiens de Bredow, aux environs de Druhanitz. Mais, arrêtée par le terrain marécageux, cette cavalerie finit par être si vivement ramenée que les cuirassiers prussiens furent bien près de s'emparer du prince Charles et du feld-maréchal Königsegg, qui ne leur échappèrent qu'à grand' peine. Voyant qu'il leur serait impossible de rejoindre les leurs en revenant droit en arrière, les cuirassiers prussiens continuèrent à pousser de l'avant, sabrèrent les Warasdiner, franchirent un des affluents de la Brslenka, tombèrent à l'improviste sur deux régiments d'infanterie autrichienne de la 2e ligne, les entamèrent, se frayèrent un passage et finirent par rejoindre la cavalerie prussienne de l'aile droite. Les cuirassiers du prince Guillaume avaient fourni là une des charges les plus mémorables dans les fastes de la cavalerie. Ils avaient parcouru en chargeant près de 6 kilomètres, culbutant et sabrant les escadrons et les bataillons qui avaient essayé de s'opposer à leur incroyable chevauchée. Le régiment Prince-Guillaume avait, il est vrai, laissé en route la moitié de ses hommes et de ses chevaux.

Malgré ce brillant fait d'armes des cuirassiers Prince-Guillaume, la droite autrichienne ne tarda pas à reprendre pied, à se remettre, à rejeter ce qui restait de cavalerie prussienne et à pousser sur Chotusitz qu'elle prit à revers et qu'elle incendia afin d'obliger l'infanterie prussienne à l'évacuer.

L'échec éprouvé à la gauche autrichienne par la cavalerie de Batthyany, la longue mêlée qui s'ensuivit, avaient amené un certain flottement dans les rangs de l'infanterie de cette aile, qui, exposée plus que le reste de la ligne aux feux de l'artillerie prussienne, chargée sur son flanc par la cavalerie prussienne, dut se borner à rester sur place, pendant que le centre et la droite continuaient à s'avancer. A ce moment, du reste, l'aile gauche prussienne n'avait pas encore pu se déployer entièrement, et les généraux autrichiens en profitèrent judicieusement pour redoubler leurs efforts du côté de Chotusitz. Le prince héréditaire d'Anhalt, envoyé par le roi à sa gauche, y prit sur ces entrefaites la direction du combat. Renforçant aussitôt sa ligne, comblant au plus vite les vides qui s'y trouvaient, il par-

vint à se maintenir à l'ouest de Chotusitz, tandis que, malgré l'incendie, une partie de son infanterie continuait à soutenir dans le village une lutte inégale et désespérée, à laquelle elle ne renonça que lorsque les flammes l'obligèrent à l'évacuer. L'incendie de Chotusitz, Frédéric II le fait remarquer avec raison [1], loin de servir aux Autrichiens, leur nuisit au contraire.

A ce moment (9 heures), la bataille semblait pourtant devoir se terminer à l'avantage des Autrichiens. La droite autrichienne avait gagné du terrain et menaçait de déborder le corps de bataille du roi. Les réserves du prince Charles étaient intactes et n'avaient point été engagées. Sa gauche, quoique ayant été plus éprouvée, avait réussi à se maintenir. La cavalerie de cette aile continuait à lutter contre celle de Buddenbrock sans gagner, ni perdre du terrain.

Les généraux autrichiens pensèrent alors que pour décider le sort de la journée, il fallait déloger les Prussiens de leur position au sud-ouest de Chotusitz. L'artillerie de réserve reçut l'ordre de préparer cette attaque, qui, exécutée par de grosses masses d'infanterie, soutenues par la cavalerie qui devait déboucher au nord de Chotusitz, aurait été décisive si elle avait réussi. Elle aurait même dû réussir d'autant plus facilement que le roi, encore sous l'impression des souvenirs de Mollwitz et de la fameuse charge de Römer, préoccupé de ce qui se passait à sa droite, où la cavalerie de Buddenbrock lui paraissait compromise, garda auprès de lui son infanterie dont le prince héréditaire aurait eu cependant si grand besoin.

La grande attaque des Autrichiens échoua néanmoins, surtout par la faute de la cavalerie. Au lieu de s'engager dans la direction qui leur avait été donnée, les hussards, s'apercevant que les camps prussiens n'étaient pas gardés, s'y précipitèrent pour les mettre au pillage. Leur déplorable exemple fut suivi par les cavaliers allemands, qui faillirent y enlever le confident le plus intime du roi, son secrétaire de cabinet, Eichel. Privée de l'ap-

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps.* « En quoi il commit une grande sottise, parce qu'il ne faut pas embraser un village qu'on veut prendre ; mais il est prudent de mettre le feu à un village que l'on abandonne..... Ce feu éleva comme une barrière, qui empêcha les deux armées de s'assaillir de ce côté. »

pui de la cavalerie, gênée par l'incendie de Chotusitz, l'infanterie ne put exécuter que des attaques partielles, successives, décousues. Malgré les prodiges de valeur de ces régiments, et surtout de deux régiments hongrois, « qui voulurent entrer dans cette ligne le sabre à la main [1], » tous les efforts des Autrichiens vinrent se briser contre les feux bien dirigés et la solidité de l'infanterie prussienne.

A partir de ce moment (10 heures), la bataille est en réalité finie, l'élan des Autrichiens est brisé. Ils ont perdu l'espoir de vaincre, bien qu'à leur gauche leur cavalerie ait fini, lors de l'entrée en ligne de Nadasdy, qui tombe sur les derrières des escadrons prussiens, par obliger Buddenbrock à quitter le champ de bataille. Poursuivis par les Autrichiens, ses cavaliers se replient vivement, d'une part, sur la route de Kuttenberg, de l'autre, derrière la droite de l'infanterie du roi, vers le camp à l'est de l'étang de Cirkwitz, où leur arrivée en désordre cause une véritable panique.

Mais cet événement se produit trop tard pour les Autrichiens. Le roi n'a plus rien à craindre de la cavalerie autrichienne. L'infanterie de son aile droite n'a, en réalité, plus rien devant elle. A sa gauche, le combat a cessé depuis que les Autrichiens ont reconnu l'impossibilité de forcer les positions du prince héréditaire et se sont massés au sud-ouest de Chotusitz. Le moment est venu pour lui d'engager les 21 bataillons intacts qu'il a sous la main et qu'il va jeter sur la gauche de son adversaire. Donné à 10 h. 30, l'ordre est exécuté aussitôt, et vers 11 heures les Autrichiens aperçoivent tout à coup une longue ligne d'infanterie qui débouche à l'improviste d'un pli de terrain. Une ligne d'artillerie, qui précède cette infanterie, prend immédiatement position. Ébranlés par son feu, les régiments autrichiens commencent à plier, et le prince Charles, croyant à la vue de ces lignes qui menacent sa gauche, que les Prussiens ont reçu des renforts, donne l'ordre de battre en retraite derrière la Brslenka, où son armée doit se rallier au nord-est de Czaslau.

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. VI. « Cet essai leur réussit si mal que soldats et officiers, de même que le régiment de Léopold Daun, étaient couchés devant les bataillons prussiens comme s'ils avaient mis les armes bas; tant le fusil bien manié est devenu une arme redoutable. »

L'aile gauche prussienne poursuivit seule, avec quelque vigueur, les régiments autrichiens qui, sous les ordres du feldzeugmeister Thüngen, avaient continué à combattre du côté de Chotusitz. S'ils échappèrent à une destruction complète, si, comme le dit dans sa *Relation* le lieutenant-colonel comte Spaur, ils réussirent, tout en perdant une partie de leur artillerie, à se retirer à la barbe de l'ennemi, ils le durent surtout à l'inaction du roi qui, arrêtant son aile droite formée presque entièrement de troupes qu'il n'avait cependant engagées qu'au dernier moment, se contenta de faire accompagner la retraite du prince Charles par les feux de son artillerie.

Vers midi, l'infanterie autrichienne se ralliait au nord-est de Czaslau. La cavalerie de l'aile droite, qui avait quitté à temps les camps des Prussiens, avait couvert la retraite de l'infanterie. La cavalerie de l'aile gauche, qui avait en grande partie poursuivi les escadrons de Buddenbrock jusqu'à Kuttenberg, ne rentra que fort tard. Quelques escadrons de dragons, qui étaient restés sur le champ de bataille, avaient seuls pu se joindre au mouvement rétrograde du gros de l'armée.

Le roi s'avança avec son infanterie, d'abord jusque sur les rives de la Brslenka, puis jusqu'à Czaslau, qu'il occupa. Dans l'après-midi, il établit son armée dans un camp, au nord-est de Czaslau, pendant que Buddenbrock, à la tête de toute la cavalerie qu'il avait pu réunir, et le général-lieutenant von Ieetze, avec quatre bataillons de grenadiers, chargés de poursuivre les Autrichiens, ne poussaient que jusqu'à Horka (5 kilomètres sud de Czaslau).

L'armée du prince Charles continua, sans être inquiétée, sa marche par Ronow, où elle retrouva ses bagages, jusqu'à Willimow (20 kilomètres de Czaslau), où les troupes, qui étaient sur pied depuis vingt-quatre heures, purent enfin prendre un peu de repos.

Malgré sa défaite, l'armée autrichienne n'était pas démoralisée. Elle n'avait, quoi qu'en dise Frédéric dans l'*Histoire de mon Temps*[1] et dans sa *Relation de la bataille*, perdu aucun drapeau,

---

[1] « On leur aurait enlevé quantité d'étendards si, par précaution, ils ne les avaient tous laissés en arrière sous la garde de 300 maîtres. » (Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. VI.)

et elle ramenait avec elle 800 prisonniers, 2,000 chevaux, 1 drapeau et 11 étendards; mais elle avait laissé entre les mains du vainqueur 19 de ses 40 canons. L'esprit de l'armée autrichienne était tellement bon que l'on comprend que le prince Charles ait cru à la possibilité de reprendre l'offensive au bout de quelques jours. Les pertes des Autrichiens s'élevèrent à 2 généraux, 38 officiers et 993 hommes tués; 2 généraux, 158 officiers et 1783 hommes avaient été blessés; 40 officiers et 2,316 hommes (dont 1200 faits prisonniers) avaient disparu. Leurs pertes totales s'élevaient donc à 6,332 hommes.

Les pertes des Prussiens n'étaient guère moins considérables (2 généraux, 36 officiers et 1975 hommes tués ou morts des suites de leurs blessures; 2 généraux, 88 officiers et 1946 hommes blessés; 18 officiers et 711 hommes disparus, soit un total de 4,778 hommes, non compris les pertes des hussards).

Tel est le bilan de cette courte et sanglante bataille, dans laquelle un peu plus de 50,000 hommes avaient été engagés et qui ne dura guère plus de quatre à cinq heures.

---

## XIV.

### CONSIDÉRATIONS SUR LA BATAILLE DE CZASLAU.

Des écrivains aussi consciencieux, aussi désireux d'arriver à la vérité que les auteurs du 3e volume de *La guerre de la Succession d'Autriche,* pouvaient d'autant moins se borner à présenter à leurs lecteurs le récit de la bataille de Czaslau, sans le faire suivre de commentaires, que jusqu'à présent on s'était presque exclusivement servi de documents prussiens. Afin de remettre les choses au point, de faire la lumière sur toutes les phases de cette bataille, si incomplètement et si inexactement décrite jusqu'ici, les capitaines von Hoen et Kienast se sont appliqués à relever, avec le plus grand soin, toutes les erreurs commises jusqu'à ce jour. S'il est malheureusement trop long de les suivre pas à pas dans cette remarquable discussion, il convient en revanche d'analyser les pages qu'ils ont consacrées à l'étude du rôle joué par le roi pendant la bataille et de rechercher ensuite les motifs pour lesquels Frédéric a laissé l'armée du prince Charles se retirer devant lui, sans songer à inquiéter sérieusement sa retraite.

Ce ne furent nullement de graves considérations stratégiques ou tactiques qui motivèrent les résolutions du roi. Il n'avait et ne pouvait avoir aucun doute sur la situation. Il avait assurément dû reconnaître que, si l'infanterie autrichienne parvenait vers les 10 heures à prendre pied sur les hauteurs à l'ouest de Chotusitz, à en chasser le prince héréditaire, à s'établir sur le flanc des Prussiens, la bataille était irrémissiblement perdue. Le roi l'avoue du reste lui-même, puisque, en examinant dans l'*Histoire de mon Temps* les fautes commises par Königsegg, il s'écrie : « Il prend le village de Chotusitz et, au lieu de s'en servir pour tourner entièrement le flanc gauche de son ennemi, il se prive de cet avantage. . . . . *Ainsi dans le moment qu'il tient la victoire entre ses mains, il la laisse s'échapper* ». Mais le roi se garde bien de se faire son procès à lui-même. Il oublie de dire qu'ayant entre ses

mains une excellente infanterie, absolument intacte, il n'a rien fait pour conjurer le danger qui le menaçait. Ce fut au hasard, à la fortune et à l'incomparable solidité que son père et le vieux Dessauer avaient su inculquer à son infanterie qu'il dut cette victoire, dont les conséquences devaient être si considérables pour lui. Le roi avait cependant une raison, presque une excuse, à faire valoir. Encore sous l'impression profonde des événements de Mollwitz, de la supériorité écrasante dont la cavalerie autrichienne y avait fait preuve, le roi espérait que sa cavalerie aurait à cœur de prendre sa revanche. Tant que la cavalerie de Buddenbrock parut avoir l'avantage, lorsque les dragons de Rothenburg eurent réussi à pénétrer dans les rangs de l'infanterie autrichienne, le roi, comme le dit Stille, « porta ses bataillons en avant d'un pas rapide », mais il arrêta presque aussitôt son mouvement. A partir de ce moment, du reste, il concentre toute son attention sur les péripéties du long combat, de la mêlée confuse et interminable de ses escadrons. Rien ne le prouve mieux, du reste, que la *Relation de la bataille de Chotusitz*, écrite deux jours après la bataille, que cette relation adressée par lui au prince régnant d'Anhalt-Dessau, et précédée de ces mots caractéristiques : « *La relation est de moi et rien n'y est mensonge* ». Le roi n'y parle guère que du rôle joué par sa cavalerie, tandis qu'il n'en est déjà plus de même dans le récit fait à une date plus tardive et qui se trouve, par exemple, dans l'*Histoire de mon Temps*.

Sans songer à ternir le moins du monde la gloire et la juste réputation de ce grand capitaine, il importe de considérer que la bataille de Czaslau était la première grande action qu'il livrait et qu'il exerçait ce jour-là *pour la première fois* le commandement en chef. Il faut se rappeler que Frédéric était jeune et n'avait pas encore pu acquérir l'expérience complète des choses de la guerre.

Bien qu'il n'y eût, à proprement parler, personne devant lui, il était en réalité impossible au roi d'exécuter le mouvement qu'il fit vers la fin de la bataille, avant d'être sûr que la cavalerie de sa droite parviendrait à repousser l'ennemi, et il ne pouvait découvrir entièrement sa droite à ce moment en faisant exécuter à son infanterie une conversion à gauche. Force lui était de rester immobile et d'assister en spectateur au combat qui se

déroulait devant lui. Mais il n'en était plus de même quand, à 10 h. 30, le roi prit le parti de se porter en avant; le prince Charles n'avait plus que 7 bataillons de troupes fraîches à opposer aux 21 bataillons intacts que le roi faisait entrer en ligne. L'armée autrichienne à laquelle le prince héréditaire venait d'arracher la victoire, pouvait à grand'peine échapper à une catastrophe. Il était de toute impossibilité pour elle de résister à une attaque générale vigoureusement conduite; l'unique ligne de retraite du prince Charles était menacée; il suffisait de se porter résolument en avant pour acculer l'infanterie autrichienne au défilé du pont de Druhanitz, peut-être même pour réussir à lui en interdire le passage. Or, il semble que le roi n'a jamais envisagé les conséquences considérables et certaines de ce mouvement. Il n'en parle même pas dans l'*Histoire de mon Temps;* il n'en souffle même pas mot dans la *Relation;* on peut donc affirmer qu'il n'a jamais eu l'idée de recueillir les fruits d'une victoire qu'il devait à l'héroïque ténacité de sa droite et qu'il aurait si facilement pu rendre complète, décisive, éclatante. Il a bien commencé à se porter en ligne dans la seule direction qui fût rationnelle; mais il s'empressa de s'arrêter, dès qu'il vit que les Autrichiens rompaient le combat, et se contenta de suivre leur retraite en les canonnant de loin.

On pourra peut-être prétendre que Frédéric, avant d'accentuer et de pousser plus loin son mouvement, tenait à attendre le retour de la cavalerie autrichienne qui s'était laissée entraîner hors du champ de bataille à la poursuite des escadrons de Buddenbrock. C'est là un argument tellement spécieux qu'il serait oiseux de chercher à le réfuter. Il est plutôt permis de croire que le roi avait été ému, troublé, impressionné par les pertes sensibles éprouvées par sa cavalerie. Son ami Rothenburg était, il l'avait vu, au nombre des blessés. Il voulait éviter l'effusion du sang, c'était là le fond de sa pensée, non seulement à ce moment, mais même près d'un mois plus tard, lorsque, au lendemain de la signature des préliminaires de Breslau, il écrivait à Podewils : « Adieu, je m'en vais expédier mon gros Valory et Mortagne qui sont *insatiables de l'effusion du sang prussien*[1] ».

---

[1] *Correspondance politique*, II, 888, à Podewils, Kuttenberg, 13 juin 1742.

Ce que Frédéric voulait, ce qu'il lui fallait, c'était la paix. Il avait désiré et recherché la bataille parce que, « en remportant la victoire, on se procurait la paix[1] ».

Le roi avait atteint son but d'autant plus complètement qu'en rehaussant, par une victoire et surtout par une victoire qui ne pouvait avoir de trop graves conséquences, le prestige des armes prussiennes, il ne risquait pas de travailler pour la cause de ses alliés dont il était plus que jamais fermement décidé à se séparer. Grâce à cette victoire, il était désormais sûr de la pression que l'Angleterre n'allait pas manquer d'exercer sur Marie-Thérèse. Qui sait même si, en n'inquiétant pas davantage la retraite du prince Charles, il n'avait pas songé à laisser à la reine une armée qui ne le gênait plus, une armée contre laquelle il n'allait plus avoir à combattre, mais qu'il n'était pas autrement fâché de conserver à la cour de Vienne, afin qu'elle pût quelques semaines plus tard l'opposer à ses alliés.

Commencée au milieu du désordre et de la confusion, la retraite de l'armée autrichienne put par suite s'achever méthodiquement et sans encombre, sans qu'il se produisit aucun de ces événements qui dépriment le moral des soldats et découragent les chefs. Les généraux autrichiens étaient pleins de confiance, et le haut commandement, qui avait fait preuve d'une certaine intelligence et d'une audace inattendue en découvrant le point faible de la position du roi, en y jetant le gros de ses forces, paraissait même disposé à tenter de nouveau, et dans un avenir très prochain, la fortune des armes.

Le roi de Prusse n'a pas manqué, lorsqu'il rédigea et publia, trois ans plus tard, la première édition de l'*Histoire de mon Temps,* de faire lui-même la critique de la journée de Czaslau, de chercher à justifier son attitude et d'insister sur les fautes commises, d'après lui, par les généraux autrichiens et par le prince héréditaire d'Anhalt.

C'est par Königsegg qu'il commence : « Il forme, dit-il, le projet de surprendre les Prussiens ; il s'empare de nuit de Czaslau, et ses troupes légères escarmouchent jusqu'au lever de l'aurore

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps,* chap. VI.

avec les grand'gardes des Prussiens. Était-ce à dessein de les tenir alertes et de les empêcher d'être surprises ou de les avertir du projet qu'il méditait? Le jour de l'action, il pouvait dès l'aube tomber sur le camp du prince Léopold. . . . . . . Que fait-il? Il attend jusqu'à 8 heures du matin pour se mettre en mouvement. . . . . ». Puis vient l'exposé des fautes commises par Kõnigsegg pendant la bataille. Il a laissé Buddenbrock « se saisir d'une hauteur avantageuse d'où la cavalerie prussienne fond sur son aile gauche et l'accable ». Il prend Chotusitz, mais, au lieu de s'en servir pour tourner le flanc gauche de son adversaire, il se prive de cet avantage en y mettant le feu. Enfin il fixe toute son attention sur sa droite et néglige sa gauche que le roi déborde et force de reculer jusqu'à la Doubrawa. Ces reproches seraient accablants s'ils étaient fondés et s'ils ne reposaient pas et sur le besoin de cacher ses propres fautes et sur des données inexactes.

L'action intempestive des troupes légères s'est produite à l'insu et contre la volonté du prince Charles et de Königsegg. Elle n'est rien autre que la conséquence forcée, inévitable, du mode d'emploi des hussards qui échappaient à cette époque à la direction du commandement, hors d'état de leur faire parvenir des ordres en temps utile. Il convient d'ajouter, du reste, qu'elle ne causa cette fois aucun tort aux Autrichiens.

Il est parfaitement vrai que l'armée autrichienne ne fut réunie et ne dessina son attaque qu'au moment où les deux groupes de l'armée prussienne avaient opéré leur jonction. On ne saurait contester la lenteur de la marche des Autrichiens; mais il est bon de se rappeler que le prince Charles n'avait aucune donnée précise sur la position de son adversaire. L'heure plus ou moins tardive de l'attaque a d'autant moins de signification que de toute façon, comme il fallut près de trois heures pour enlever Chotusitz, l'avant-garde, sous les ordres du roi, aurait toujours eu le temps d'arriver. Pour ce qui est de l'incendie de Chotusitz, il n'est que juste de se rappeler qu'il fut allumé sans ordre par un officier qui y eut uniquement recours pour briser la résistance qu'il y rencontrait.

Quant au dernier reproche, celui d'avoir négligé sa gauche, il est également aisé de le réduire à ses justes proportions. Non seulement le prince Charles et Königsegg avaient de bonnes raisons de

croire qu'ils avaient affaire à toute l'armée ennemie, mais n'apercevant aucune troupe entre l'aile gauche du roi et l'étang de Cirkwitz, ils avaient au contraire toutes sortes de motifs pour brusquer l'attaque.

En revanche, le roi ne parle pas de la véritable faute, de la faute capitale commise par le commandement en chef de l'armée autrichienne, la veille de la bataille. Le prince Charles et Königsegg auraient dû, ce jour-là, ou bien pousser résolument de l'avant et s'établir entre les deux groupes séparés de l'armée prussienne, ou bien tomber sur les colonnes du prince héréditaire d'Anhalt qui exécutaient presque sous leurs yeux une marche de flanc des plus périlleuses. Le roi a de bonnes raisons pour se garder de critiquer ou même de relever cette faute. Il aurait dû, en en parlant, faire constater la faute qu'il avait commise et dont un adversaire plus clairvoyant et plus résolu n'aurait pas manqué de tirer parti.

Pour les mêmes raisons, le roi passe également sous silence les dispositions défectueuses et dangereuses prises par le prince Charles, lorsqu'il se décida à battre en retraite.

S'il est plein d'indulgence pour lui-même, s'il se borne à dire qu'il a eu tort de ne pas prendre plus tôt en personne le commandement en chef[1], il est en revanche sévère pour le prince héréditaire d'Anhalt. C'est au prince Léopold qu'il attribue tout ce qui est à « reprendre à la manière dont le terrain fut occupé : il aurait dû sortir de sa sécurité, étant averti des desseins de l'ennemi par de continuelles escarmouches qui durèrent toute la nuit. Il n'avait pas fait un usage judicieux du terrain où il devait combattre : il aurait dû occuper le parc de Spislau qui couvrait la gauche. . . . . Mais la faute principale, que le prince Léopold commit dans ce qui précéda cette action, fut qu'il ne voulut croire que les ennemis venaient pour l'attaquer que lorsqu'il vit leurs colonnes commencer à se déployer devant son front ».

Les dispositions prises par le prince prêtent en effet, par plus d'un côté, à la critique. Mais il importe de tenir compte de l'heure tardive de son arrivée aux environs de Chotusitz, qui l'empêcha

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. VI. « Ce qu'on peut censurer dans la conduite du roi, c'est de n'avoir pas rejoint son armée dans le camp. »

de reconnaître le terrain, de la fatigue de ses troupes, de l'inquiétude qu'il manifesta dès le 16 au soir et qu'il ne parvint guère à faire partager au roi, puisque, le 17, celui-ci laissa les troupes de son aile gauche sans secours, sans soutien pendant plus de deux heures et demie.

En réalité, ce fut surtout à la valeur, à l'intrépidité de son infanterie qu'il dut la victoire. Quant à sa cavalerie, s'il convient de reconnaître qu'elle avait fait depuis Mollwitz d'énormes progrès, les éloges qu'il lui adresse n'en sont pas moins exagérés. Les cuirassiers de son aile gauche méritent seuls l'admiration du roi et de l'historien. Le roi lui-même, avant de déclarer dans sa *Relation* que le glorieux succès de la journée devait « être principalement attribué à sa brave cavalerie », avait plus exactement apprécié les services que venaient de lui rendre les différentes armes de son armée, lorsque, le soir même de la bataille, il avait annoncé sa victoire au vieux prince d'Anhalt : « Mon infanterie, lui écrit-t-il, a droit à tous mes éloges. Elle a fait tout ce qu'on peut être en droit de demander à de vrais soldats. *Quelques-uns* de mes régiments de cavalerie ont bien fait leur devoir[1] ». Il n'avait pas changé d'avis quarante-huit heures après dans une deuxième lettre adressée également au vieux prince : « Une *partie* de ma cavalerie a été admirablement brave et s'est battue héroïquement[2] ».

Enfin, il importe de le constater à la louange du roi, tant dans sa *Relation* que dans l'*Histoire de mon Temps*, il ne ménage pas les éloges que méritait d'ailleurs à tous égards la bravoure des troupes autrichiennes, la valeur déployée non seulement par les grenadiers, mais par toute l'infanterie du prince Charles, qui peut à juste titre inscrire dans ses annales la journée de Czaslau. « En un mot, s'écrie Frédéric dans sa *Relation de la bataille*, on doit rendre justice à l'ennemi que ce n'est pas faute de valeur qu'il a perdu la bataille. »

---

[1] *Correspondance politique*, II, 848, au prince d'Anhalt-Dessau, Czaslau, 17 mai 1742.

[2] *Correspondance politique*, II, 852, au prince d'Anhalt-Dessau, Czaslau, 19 mai 1742.

## XV.

### LES DERNIERS ÉVÉNEMENTS MILITAIRES DE LA CAMPAGNE.

---

#### Le roi se décide à faire une paix séparée.

« On se propose de prendre sous peu la revanche[1] ». C'est par ces mots que commence la dépêche que le prince Charles adressait à la reine le lendemain de la bataille. Königsegg et lui avaient en effet l'intention de renouveler leur attaque, d'offrir de nouveau la bataille aux Prussiens. Mais ils avaient compté sans l'effet dissolvant que produit toujours sur les troupes un mouvement rétrograde, sans les désertions qui prirent aussitôt après la bataille des proportions inquiétantes. Avant de faire tête aux Prussiens, il fallait avant tout rétablir la discipline, mettre un terme aux désertions et reconstituer sur des bases nouvelles les approvisionnements de l'armée que l'on avait acheminés sur la route d'Iglau à Deutsch-Brod. On avait de plus été forcé de diriger la retraite sur Willimow et de passer par Ronow, où l'armée avait laissé ses bagages. Le prince, en se repliant le soir même de la bataille sur Willimow, découvrit la ligne d'étapes et de ravitaillement de l'armée, que menacèrent aussitôt des détachements qui poussèrent jusqu'à Horka, à proximité de la grande route de Czaslau à Deutsch-Brod.

Obligé de rétablir l'ordre dans son armée qui avait besoin de repos, de couvrir en même temps ses magasins, le prince s'arrêta sur les hauteurs au sud de Habern, sur une position dont le front était couvert par la petite Sazawa et par les terrains marécageux qui bordent ses rives. Ce fut de Habern qu'il adressa à la reine une relation détaillée de la bataille et qu'il écrivit à Lob-

---

[1] *K. und K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen). Le prince Charles à la reine, 18 mai 1742, fasc. XIII, pièce 5.

kowitz, tant pour le mettre au courant de la situation que pour l'inviter à accentuer et à presser ses opérations contre Frauenberg. On voit donc que, le 19 mai au matin, il n'avait pas encore renoncé au projet de s'attaquer aux Prussiens, qu'il pensait pouvoir les battre et s'ouvrir le chemin de Prague.

Quant à Frédéric, la victoire qu'il venait de remporter n'avait en rien modifié ses idées. Il ne voulait en profiter que pour obtenir une paix plus avantageuse. Il s'empressa par suite de l'annoncer à l'Europe entière en ayant soin d'en exagérer, pour les besoins de sa politique, les conséquences et la portée. Le soir même il envoie à l'Électeur de Saxe, à l'empereur Charles VII et au vieux prince d'Anhalt, la nouvelle de la *victoire complète et signalée* qu'il vient de remporter[1], et fait partir : pour Francfort, où il retrouvera Charles VII, le feld-maréchal Schmettau; pour Paris et Dresde, ses aides de camp von Borcke et le comte Wartensleben.

Le 18 au matin il écrit aux maréchaux de Broglie et de Belle-Isle, pour les pousser à reprendre immédiatement l'offensive contre Lobkowitz, et à Valory[2] auquel, bien que songeant plus que jamais à conclure une paix séparée, il ne craint pas cependant de dire : « . . . . . Comme cet inconvénient doit jeter l'armée de Lobkowitz dans une grande consternation, j'espère que M. le maréchal de Broglie s'en prévaudra pour faire quelque mouvement sur Lobkowitz. Il ne serait pas permis si votre armée en Bohême voulait rester à présent sans rien faire; je crois que ce serait une honte éternelle qui rejaillirait sur la nation française si, après une action si éclatante, l'armée de M. le maréchal de Broglie voulait rester les bras croisés ».

Malgré sa victoire « complète et signalée » il lui fallait pourtant se rendre compte de ce que voulaient faire les Autrichiens. La cavalerie, qu'il avait poussée en avant le 18 au matin, ne lui ayant fourni aucun renseignement précis, le roi qui avait com-

---

[1] *Correspondance politique*, II, 846, 847 et 848, du champ de bataille, du camp de Chotusitz et du camp de Czaslau, 17 mai 1742.

[2] *Ibidem*, II, 849 et 850, camp de Czaslau, 18 mai 1742. En *post-scriptum* de cette dernière dépêche, le roi ajoute : « Eh bien! l'ami Valory! n'ai-je pas tenu parole, et n'avons-nous pas bien battu les Autrichiens? J'espère que messieurs les Français seront contents de moi, d'autant plus que ma victoire vaut la Bohême à l'empereur ».

mencé à faire un mouvement sur Zleb, revint dans son ancien camp à la nouvelle apportée par les déserteurs que l'armée du prince Charles complètement démoralisée se retirait sur la Moravie. Dans ces conditions il semblait impossible au roi que, malgré toute son énergie et sa ténacité, la reine pût songer à continuer la lutte. Il lui fallait se rattacher à l'idée d'une paix générale qui pouvait d'ailleurs lui être fort profitable, plus avantageuse même sous certains rapports qu'une paix séparée, à condition toutefois d'obtenir de ses alliés des bases à peu près semblables à celles qu'il avait exposées à Pfütschner, à Olmütz. Il n'était pas homme à réfléchir longtemps dès qu'il était parvenu à voir clair dans les événements, et sans plus tarder il fit adresser à Schmettau, en route pour Francfort, la relation de la bataille jointe à une lettre dans laquelle il invitait le feld-maréchal « à presser son voyage » et dans laquelle il lui disait : « Vous savez le point auquel je vise et je compte sûrement sur votre dextérité et savoir-faire pour que j'obtienne certainement ce que je me suis proposé d'obtenir, et il serait injuste que moi, qui fais tout pour les autres dans un temps où je pouvais rester les bras croisés, dusse avoir travaillé pour des ingrats[1] ».

Le 18 au soir et le 19 au matin le roi, tout en ayant encore l'intention de faire cause commune avec ses alliés, est en revanche très décidé à ne pas recommencer une série d'opérations qui serviraient à cette cause et que d'ailleurs l'éternelle question des subsistances ne lui aurait permis de reprendre qu'au bout d'un certain temps. Mais si, continuant à croire les Autrichiens en pleine retraite sur la Moravie, il se tint le 19 et le 20 mai dans l'immobilité la plus absolue, il déploya en revanche une énorme activité intellectuelle pendant ces deux journées au cours desquelles son attention se porta tout entière sur la situation politique dont il compte tirer le plus grand parti possible. C'est ainsi qu'il fait tenir à Podewils la relation de la bataille, cette relation officielle et exacte qu'il a rédigée à « sa façon », qu'on doit « rendre publique partout » et expédier au comte

---

[1] *Correspondance politique*, II, 855, au feld-maréchal baron de Schmettau, camp de Czaslau, 19 mai 1742; écrivant le même jour à Valory (*ibidem*, II, 854) il lui disait : « J'ai tenu parole; à présent je suis quitte envers vous et mes alliés de la bataille, et ces..... de Saxons n'en ont pas été. ».

Podewils à La Haye, à Andrié à Londres, à Ammon à Dresde, qu'on communiquera aux journaux officiels allemands, français, hollandais et anglais[1]. Il invite en même temps Valory à répandre cette relation en lui disant qu'il pourra « en faire tel usage que vous trouverez convenable ».

Mais ce qui prouve mieux que tout le reste que ce jour là encore le roi avait l'intention de rester fidèle à ses alliés, ce sont les mots mêmes par lesquels se termine sa dépêche à Podewils : « Hé bien ! ils l'ont voulu et leur volonté est accomplie, que nous reste-t-il à désirer ? Dites à Hyndford : ***Monsieur, vous avez forcé le roi*** à détruire la maison d'Autriche que vous vouliez sauver ».

Jusqu'au 20 mai le roi, comme le prince Charles, s'étaient fait tous deux, on le voit, une idée absolument fausse de leur situation réciproque. Mais le 20 mai dans l'après-midi, Frédéric apprend par ses émissaires que l'armée autrichienne est toujours à Habern, que le prince a reçu des renforts et qu'il a l'intention de lui offrir la bataille. Sa cavalerie ne tarde pas d'ailleurs à lui confirmer ce renseignement, et le roi, toujours intimement convaincu de la désorganisation de l'armée autrichienne, croyant malgré tout qu'il lui suffira de se montrer pour contraindre le prince Charles à se replier sur la Moravie, se décide le 28 mai, aussitôt après l'arrivée des renforts amenés par le général von Dirschau (5 bataillons, 6 compagnies de grenadiers et 28 escadrons), à pousser son avant-garde sur Habern. Cette avant-garde, après avoir forcé les vedettes et les grand'gardes autrichiennes à se replier, s'arrêta au nord de Habern à la vue de l'armée autrichienne, qui avait pris les armes et paraissait décidée à recevoir son attaque sur la bonne position qu'elle occupait.

L'attitude du prince Charles dissipa les dernières illusions du roi qui, loin de se porter avec toute son armée sur Habern, rappela son avant-garde, alla occuper un nouveau camp au sud de Czaslau, à Brzezy et prit à partir de ce moment la résolution de traiter pour son compte avec Marie-Thérèse.

A peine arrivé au camp de Brzezy, Eichel charge sur son ordre

---

[1] *Correspondance politique*, II, 853, à Podewils, camp de Czaslau, 19 mai 1742.

Podewils de dire à Hyndford « que quoique Sa Majesté sache se défendre et rabattre l'orgueil de l'ennemi, Elle est néanmoins dans des sentiments de modération; qu'avec tous les sentiments de modération de Sa Majesté, Elle ne se laisserait poutant leurrer de la cour de Vienne et que si l'on voulait faire quelque chose, il fallait que cela se fît pendant un temps de quinze jours[1] ».

En même temps, du reste, le roi s'empressait de modifier les instructions données à Schmettau : « Quant aux 200,000 écus (le dernier terme du payement à faire pour la cession de Glatz), vous irez un peu bride en main, afin que je puisse voir auparavant comment la grande affaire se dénouera et vous ne presserez pas le nouveau négoce à vous connu, avant que nous voyons clair dans les affaires[2] ».

L'armée prussienne ne bougea naturellement pas pendant les journées suivantes. Le roi se contenta de suivre les événements de Bohême. Il savait depuis la veille que Broglie et Belle-Isle s'étaient décidés à se porter contre Lobkowitz afin de secourir le château de Frauenberg. Il s'intéressait si vivement à la réussite de cette opération, qui devait faciliter la marche des négociations qu'il voulait reprendre avec Vienne, qu'afin d'être mieux et plus rapidement renseigné il envoya un de ses officiers, le lieutenant-colonel de Wylich, au quartier général de Belle-Isle, sous le prétexte apparent de lui expliquer la situation dans laquelle il se trouvait.

Bien décidé à profiter des succès des Français pour obtenir de meilleures conditions, il se gardait bien cependant d'entreprendre quoi que ce fût de son côté et, comme il l'écrivait à Belle-Isle et à Broglie, il se borna à faire observer l'armée du prince Charles[3], cette armée qui n'était en somme qu'à cinq marches de l'armée française, et qui, simplement surveillée par le roi, pouvait manœuvrer et se mouvoir sans être inquiétée par ses troupes.

---

1 *Correspondance politique*, II, 856, à Podewils, camp de Brzezy, 22 mai 1742.

2 *Ibidem*, II, 859, au feld-maréchal Schmettau, camp de Brzezy, 22 mai 1742.

3 *Correspondance politique*, II, 857 et 858, aux maréchaux de Belle-Isle et de Broglie, camp de Brzezy, 22 mai 1742.

Le roi ne tenait nullement à appuyer et à faciliter les opérations des Français. Il savait qu'on n'obtiendrait pas de grands résultats en Bohême. Il désirait seulement voir les Français remporter quelques petits succès qui intimideraient et inquiéteraient la reine et dont il comptait bien tirer parti pour la décider à s'entendre avec lui. C'est bien là l'impression qui résulte de la lecture de la dépêche qu'il adresse à Schmettau en réponse à celle dans laquelle il lui annonçait que Belle-Isle avait écrit « au duc de Weissenfels pour qu'il s'approche avec les troupes saxonnes vers Prague ». « Elles ne viendront jamais à temps, dit-il [1], pour faire quelque chose qui vaille, mais leur approche sera toujours bonne et portera du respect à celles des ennemis ».

Du reste, la pensée vraie du roi ressort bien clairement de ses instructions à Podewils [2] :

« *Je suis toujours du sentiment qu'une paix séparée me convient mieux que la paix générale.* Voyez donc comment vous pourrez insinuer d'une bonne manière à Hyndford que la condition de Königgrätz et de Pardubitz pourrait encore être acceptable, mais je crains que, si à Vienne ils ne se pressent pas, leur ruine sera totale avant qu'ils s'y attendent.

« C'est une désertion prodigieuse dans ces troupes, un abattement parmi l'officier, un découragement parmi les communs et la confusion parmi les chefs de l'armée. Indépendamment de ces tristes circonstances, *si nous faisons la paix ils seraient encore en état de faire tête au reste des alliés.*

« Je remets donc entre vos mains cette affaire dont le but est si sage, si utile et si nécessaire. Je crois que vous rencontrerez beaucoup plus de facilité dans votre négociation que par le passé et que, si nous réussissons, cela ne tardera guère à être conclu. »

---

[1] *Ibidem*, II, 859, au feld-maréchal Schmettau, camp de Brzezy, 22 mai 1742.

[2] *Ibidem*, II, 860, à Podewils, 22 mai 1742.

## XVI.

### LE PRINCE CHARLES DE LORRAINE REPREND L'OFFENSIVE CONTRE LES FRANÇAIS.

Le revirement complet qui s'était produit le 21 mai dans l'esprit du roi avait, par un singulier hasard, coïncidé avec des modifications non moins radicales que la force même des choses avait obligé le prince Charles à faire subir à ses projets. De l'examen de la situation de son armée, établie à la date du 20 mai, il résultait en effet que l'effectif total des combattants ne dépassait guère le chiffre de 15,000. Il lui était d'autant plus impossible de songer à reprendre la lutte contre le roi que, au moment où son avant-garde se présentait au sud de Habern, il venait d'apprendre que l'armée prussienne avait été rejointe par des renforts.

Le conseil de guerre réuni par le prince Charles reconnut à l'unanimité que l'armée était trop faible pour tenter quoi que ce fût contre l'armée du roi, mais qu'il fallait se porter au secours du corps du prince Lobkowitz.

Le 22, à 2 heures du matin, le prince faisait filer les bagages de l'armée sur Deutsch-Brod, levait son camp et chargeait Nadasdy avec une colonne volante d'essayer de détruire les magasins prussiens de Pardubitz. Le 23 mai, l'armée autrichienne qui avait marché sur deux colonnes, campait autour de Deutsch-Brod, où son chef comptait la laisser se refaire, jusqu'au jour où, après avoir été rejoint par Lobkowitz, il lui ferait reprendre sa marche en avant. Mais le 24 il avait reçu de Lobkowitz une dépêche lui rendant compte du peu de progrès que faisait le siège de Frauenberg, du mouvement des Français sur Zahaj et de la probabilité d'une affaire entre ses troupes et celles de Belle-Isle et de Broglie.

Le prince Charles, tout en s'occupant avant tout de combler les vides que la bataille de Czaslau avait causés dans les rangs de

son armée, de reconstituer son artillerie réduite de moitié, de se procurer des vivres qu'il avait grand'peine à trouver sur place, n'avait pas jusqu'au 26 mai renoncé complètement à l'idée de se porter de Deutsch-Brod contre les Prussiens et d'appeler à lui dans ce but le corps de Lobkowitz.

Les ordres qu'il reçut de Vienne ce jour-là, et que le grand-duc son frère s'était chargé de lui faire tenir, étaient tellement impératifs que, de toute façon, le prince n'aurait pu faire autrement que de s'y conformer. Après avoir critiqué son mouvement de retraite sur Deutsch-Brod, on lui défendait d'opérer avec Lobkowitz une jonction qui paraissait d'autant plus dangereuse qu'on abandonnait de la sorte Budweis aux Français, auxquels on ouvrait la route de la haute Autriche. On lui prescrivait en conséquence de laisser Lobkowitz là où il était, « de marcher au contraire vers la gauche afin de donner de l'ombrage aux Français qui croiront qu'on veut se porter contre eux ou contre Prague ». Si les Français se replient sur Pisek, le prince pourra alors se réunir à Lobkowitz; du reste, il faut d'abord s'emparer de Frauenberg afin de pouvoir utiliser la Moldau pour le transport des subsistances destinées à l'armée.

Le coup de main tenté par Nadasdy sur les magasins de Pardubitz n'avait pas réussi; mais, comme afin de calmer les inquiétudes du commandant de cette petite ville, le roi avait cru devoir envoyer une assez forte colonne du côté de Chrudim, le prince Charles, voyant qu'il n'était pas exposé à une attaque immédiate, avait fait savoir à Vienne qu'il se disposait à exécuter dans quelques jours le mouvement prescrit vers sa gauche, c'est-à-dire dès qu'il aurait réussi à réunir des vivres en quantité suffisante.

Mais dans l'intervalle, Lobkowitz, trompé par un mouvement habilement combiné et exécuté par les troupes de Belle-Isle et de Broglie qui, au lieu de se porter droit sur Zahaj avaient pris par Wodnian et réussi à lui faire croire qu'ils allaient essayer d'enlever Budweis, avait quitté sa position que l'avant-garde française s'était hâtée d'occuper. Lorsqu'il s'aperçut de son erreur et voulut reprendre le 25 mai cette position, il ne put réussir à en débusquer les maréchaux. Au lieu de renouveler le lendemain son attaque avec la totalité de ses troupes, il prit au contraire le parti de lever le siège et se mit le soir même en retraite sur Budweis.

Ce fut deux jours après le combat insignifiant en lui-même de

Zahaj que le prince Charles reçut la première nouvelle du mouvement de recul de Lobkowitz sur Budweis.

Le lendemain ce général lui faisait savoir qu'en présence de l'énorme supériorité numérique de Belle-Isle, dont il évaluait les forces à 20,000 hommes, il ne croyait pas pouvoir rester à Budweis, qu'il se proposait d'évacuer après y avoir laissé un bataillon. Le prince Charles, inquiet des conséquences qu'aurait eues l'abandon de Budweis, s'empressa de prescrire à Lobkowitz d'y tenir jusqu'à la dernière extrémité. Il lui faisait savoir en même temps que son armée se porterait le 30 sur Humpolec et de là sur Czernowitz et qu'une fois arrivé sur ce point il verrait s'il y aurait lieu, en raison des événements, soit d'aller s'établir à Neuhaus afin de le soutenir, soit, ce qui lui paraissait plus probable, de pousser par Tabor sur Moldauthein dans le cas où les Français n'auraient pas passé la Moldau[1].

Les Français restèrent en effet immobiles en face de Budweis. Belle-Isle était tombé malade et Broglie ne voulait pas continuer l'offensive avant d'être certain que les opérations du roi empêcheraient le prince Charles de se porter contre lui. En attendant, afin de s'assurer la possession de plusieurs points de passage sur la Moldau, il envoya d'Aubigné avec une brigade d'infanterie et une de cavalerie à Moldauthein, et le duc de Boufflers avec une brigade d'infanterie et une de dragons à Krumau.

Le prince Charles se porta en effet le 30 sur Humpolec après avoir eu le soin de se couvrir contre les tentatives éventuelles du roi de Prusse, qui ne songeait en aucune façon ni à inquiéter sa marche, ni à entrer de nouveau en Moravie. L'avantage remporté par les Français à Zahaj n'avait pas été assez signalé, assez décisif pour le faire changer de manière de voir et le décider à reprendre les opérations et à continuer la guerre. On avait en vain essayé de « faire valoir l'affaire de Zahaj comme la plus grande victoire[2] ». Renseigné de la façon la plus exacte et la plus complète par le lieutenant-colonel de Wylich, le roi fit plus que jamais la sourde oreille aux propositions qu'on lui adressa, aux ouvertures que Belle-Isle allait lui apporter à son quartier

---

[1] *K. K. Kriegs Archiv* (Feld-Acten Böhmen, 1742). Extraits de lettres du prince Charles, fasc. XIII, pièce 5, et manuscrit de Browne. 1742.

[2] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. VI.

général. Son armée, qu'il avait laissée dans la haute Silésie, commençait à souffrir du manque de vivres et avait fort affaire pour se maintenir contre les entreprises du corps Festetics qui ne cessait de la harceler. Le roi, de plus en plus mécontent de ses alliés, était plus que jamais disposé à faire une paix séparée. Au lendemain de Czaslau, alors qu'il croyait l'armée autrichienne complètement désorganisée, en pleine dissolution, il avait eu réellement, sérieusement, l'intention de porter de concert avec ses alliés le coup mortel à l'Autriche, mais depuis lors il avait longuement réfléchi sur sa situation et l'affaire de Zahaj avait si peu modifié son intention, désormais bien arrêtée, de faire la paix pour son compte, qu'il suffit de jeter un coup d'œil sur les deux lettres qu'il adressa à Belle-Isle, le 27 et le 29 mai, pour se rendre un compte exact de ses dispositions et de ses projets, et se convaincre que sa résolution d'en finir au plus vite et pour son compte était fermement arrêtée. On y trouve des félicitations presque banales, des conseils, mais pas un mot relatif à l'offensive qu'on voudrait lui voir reprendre, au concours que ses alliés attendent de lui.

« Quoique l'affaire n'ait pas été décisive, lui dit-il le 27[1], néanmoins, c'est toujours un bon commencement, qui ne manquera pas de faire impression dans les conjonctures où nous sommes. Il serait à souhaiter que les circonstances voulussent permettre de suivre l'ennemi, afin de lui brûler au moins et ruiner ses magasins, et, si c'est une chose à faire, je suis persuadé que vous y penserez. » Deux jours après, il fait encore mieux comprendre à Belle-Isle qu'il aurait tort de compter sur le concours de son armée : « Après avoir mûrement réfléchi sur les conjonctures présentes et sur les circonstances où nous sommes actuellement, j'ai trouvé qu'il sera d'une nécessité absolue de faire avancer les troupes saxonnes pour montrer d'autant plus de vigueur et de force contre l'ennemi. Quant à moi, Monsieur, je ne prétends point qu'ils viennent ici[2] m'assister; au contraire, j'y renonce de bon cœur ».

Le roi, d'ailleurs, prit à ce moment toute une série de dispo-

---

[1] *Correspondance politique*, II, au maréchal de Belle-Isle, camp de Brzezy, 27 mai 1742.

[2] *Ibidem*, II, au maréchal de Belle-Isle, camp de Brzezy, 29 mai 1742.

sitions, qui indiquaient bien son intention de se retirer de la lutte. Non content de faire rentrer, le 27, son avant-garde, qui s'était tenue jusque-là à Chrudim, le roi avait déjà renvoyé se refaire dans le nord de la Bohême celles de ses troupes qui avaient le plus souffert à Czaslau. Il se proposait même de cantonner toute son armée, lorsqu'il reçut l'avis de la marche du prince Charles sur Humpolec.

L'exécution de ce mouvement ne prêtait qu'à deux suppositions : la première, la plus vraisemblable, indiquait de la part du prince Charles l'intention de renforcer Lobkowitz et d'attaquer les Français; la deuxième hypothèse, la moins problable, était celle d'une concentration générale à Humpolec et de la reprise des opérations contre le roi après l'arrivée de Lobkowitz.

De toute manière, Frédéric, s'il avait voulu agir dans l'intérêt de ses alliés, aurait dû se porter en avant et immobiliser le prince. Mais un pareil mouvement pouvait aisément amener une rencontre. C'était précisément ce que le roi tenait à éviter et ce qui le décida, le 1er juin, à aller établir son armée à Kuttenberg. Le 3 juin, les rapports du colonel von Winterfeld, qu'il avait chargé d'observer les mouvements des Autrichiens, ne laissaient plus aucun doute sur les projets du prince Charles. Le roi qui, comme il l'avait écrit à Belle-Isle, avait décampé pour prendre le camp de Kuttenberg, sous le prétexte de se rapprocher de ses magasins, n'eut garde d'en bouger.

Le prince Charles arriva sans encombre, le 1er juin, à Czernowitz, et se porta le lendemain sur Sobeslau, à peu de distance des Français qui se tenaient toujours sur la Moldau. L'insouciance et la négligence des lieutenants du maréchal de Broglie étaient si grandes, que, bien que le prince Charles eût été obligé de s'arrêter pendant toute la journée du 3 à Sobeslau pour ravitailler son armée, qui avait consommé en route ses quatre jours de vivres, ils furent hors d'état d'interdire aux Autrichiens le passage de la Moldau, qu'ils forcèrent le 5 juin, à Moldauthein. Le maréchal de Broglie, « fort étonné de ce qui lui arrivait » et craignant de voir le prince le couper de sa ligne de retraite, évacua Budweis et ramena son armée, le 8 juin, à Pisek.

---

## XVII.

### OPÉRATIONS DU DÉTACHEMENT DU FELD-MARÉCHAL-LIEUTENANT FESTETICS. — LA FIN DE LA CAMPAGNE.

La mission confiée à Festetics consistait non seulement à couvrir la Moravie, mais aussi à inquiéter le plus possible les troupes du prince d'Anhalt, cantonnées entre Troppau et Jägerndorf. Comme les Prussiens ne firent aucune tentative d'incursion en Moravie, le feld-maréchal-lieutenant put employer ses deux régiments de hussards, quelques cavaliers de l'insurrection hongroise et ceux du corps franc Sedlnitzky à l'exécution d'une série de coups de main, dans lesquels les hussards et les Valaques de Sedlnitzky étaient passsés maîtres.

Il serait trop long de parler ici des alertes continuelles, journalières, données aux cantonnements, des pointes faites à tout instant sur les communications des Prussiens sur la ligne d'étapes de Jägerndorf—Neustadt—Neisse et sur celle de Troppau—Ratibor. Nous nous bornerons donc à mentionner les plus instructives et les plus curieuses de ces opérations.

Le 20 mai, le colonel Beleznay tend, sur la route de Troppau à Ratibor, une embuscade dans laquelle il fait tomber, entre Bojanow et Kranowitz, la brigade de cavalerie du prince Eugène d'Anhalt-Dessau, à laquelle il enlève 1 officier, 224 hommes, 265 chevaux et 2 étendards. Inquiété à tout instant par les entreprises des troupes légères de Festetics, obligé de tenir constamment en éveil ses régiments, dans les rangs desquels la maladie faisait de terribles ravages, le même prince d'Anhalt pria en vain, à deux reprises, le 21 mai et le 2 juin, le roi de le relever de son commandement et de l'autoriser à retirer ses troupes de la haute Silésie.

Festetics ne s'était, du reste, pas borné à tracasser l'armée du prince d'Anhalt, et, dès le milieu du mois de mai, il avait poussé le colonel Cziraky sur la ligne d'étapes de l'armée du roi, allant de Czaslau, par Chrudim, Königgrätz, Nachod et Glatz, à Neisse.

Soutenu par les paysans qui coururent aux armes à son appel, Cziraky ne cessa de battre le pays dans le comté de Glatz, pénétra, le 23 mai, dans la ville même de Glatz et eut même l'audace de paraître, le 28, devant la petite place de Braunau.

Le roi lui-même s'est chargé de rendre justice à l'activité et à l'intelligence de Cziraky et de ses partisans : « Je ne vous écris rien, ajoute-t-il en *post-scriptum* à la lettre qu'il envoie le 30 mai à Podewils, puisqu'il n'est pas nécessaire de mettre ces gueux de hussards dans notre secret[1] ».

Le roi, comme le prince d'Anhalt, se vit, par suite, amené à renforcer sensiblement l'effectif des troupes chargées de la garde des lignes d'étape. Si l'on parvint de cette manière à protéger le grand hôpital d'Ottmachau, on ne put arriver, ni à rétablir la sécurité des transports sur l'Oder, ni à intimider Beleznay, qui osa même pousser avec un millier de chevaux jusqu'au milieu des quartiers prussiens de Ratibor et s'avancer avec eux jusqu'à Ober-Glogau, qu'il essaya d'enlever par surprise dans la nuit du 9 juin.

Enfin, du côté de Glatz, si le général von Dewitz réussit à battre, près de Wartha, un des partis de Cziraky, à obliger le colonel à se replier, le 13 juin, sur Habelschwerdt, il ne put l'empêcher d'en repartir dès le 15 pour renouveler le coup de main sur Braunau, qui avait échoué dans le courant de mai. Prévenu de la marche de Cziraky, Dewitz essaya de lui faire barrer le chemin à Reinerg, le 18 juin, par ses hussards, que Cziraky malmena et ramena vivement jusque sous le canon de Glatz. Après ce nouveau succès, Cziraky, débarrassé de Dewitz, « trop content de le voir s'éloigner de Glatz », reprit le chemin de Braunau. Il était sur le point d'y arriver, lorsqu'il reçut, le 19, la nouvelle de la cessation des hostilités.

*La fin de la guerre.* — A partir du jour de son établissement au camp de Kuttenberg, l'armée du roi ne bougea plus, et tous les efforts tentés par Belle-Isle, pendant les quelques jours qu'il y passa auprès du roi, étaient d'autant plus condamnés à échouer

---

[1] *Correspondance politique*, II, 871, à Podewils, camp de Brzezy, 30 mai 1742.

que, avant même d'avoir conféré avec le maréchal, Frédéric avait chargé Eichel de faire tenir des instructions formelles à Podewils. « Votre Excellence connaît les sentiments du roi et je puis vous affirmer que Sa Majesté ne se laissera dérouter ni à droite ni à gauche[1]. » Comme le roi le dit dans l'*Histoire de mon Temps,* il n'entra dans aucune des mesures que le maréchal de Belle-Isle lui proposait, et les audiences ne se passèrent qu'en compliments et en éloges. Et, en effet, pendant les conférences des 4 et 5 juin, Frédéric s'attacha à rejeter les plans politiques et militaires du maréchal, en critiquant vivement les fautes qu'il croyait pouvoir reprocher au maréchal de Broglie, en exposant à nouveau ses griefs contre les Saxons et à bien lui faire comprendre surtout qu'il était décidé à ne plus prendre part aux opérations. Belle-Isle, de son côté, n'avait pas manqué de répondre au roi et de se plaindre, lui aussi, de sa conduite et de la manière dont il avait manœuvré. Après ces explications, qui ne menaient à rien, Belle-Isle dut se contenter d'un engagement, d'ailleurs absolument vague, du roi, qui n'excluait pas la possibilité pour lui de s'avancer, vers la fin de juillet, sur la rive droite de la Moldau et de charger le prince d'Anhalt d'exécuter une diversion du côté de la Hongrie. Le roi lui permit de plus de répandre à Prague le bruit de ces différentes résolutions. En revanche, malgré toute sa dextérité et son savoir-faire, Belle-Isle n'avait pu arriver à obtenir du roi les confidences qui l'intéressaient le plus, à connaître les conditions que Frédéric poserait lors du renouvellement de l'alliance ou de la signature de la paix.

Le roi nous a du reste donné lui-même le procès-verbal de ce curieux entretien[2] :

« 1° Si la guerre devait être traînée en longueur ou abrégée ?

*Réponse.* Abrégée le plus que l'on peut pour prévenir le chapitre des accidents, qui ne manquent jamais de s'en mêler, si elle venait à traîner en longueur.

---

[1] *Correspondance politique,* II, 873, à Podewils, camp de Maleschau, 3 juin 1742.

[2] *Correspondance politique,* II, 874, à Podewils, camp de Maleschau, 4 juin 1742. *Points de l'entretien que j'ai eu avec le maréchal de Belle-Isle, ou sa façon de m'interroger, avec mes réponses.*

2° Ce que je pensais sur les opérations ?

*Réponse.* Qu'il fallait faire avancer les Saxons et qu'après leur jonction avec Broglie l'on pourrait agir, dès que les fourrages le permettraient.

3° Si j'agirais aussi ?

*Réponse.* Oui, quand la saison en serait venue ou en cas que l'on ait à craindre pour Prague.

*Demande.* Si je croyais que les Hollandais se déclareraient ?

*Réponse.* Non, d'autant plus que la bataille que j'ai gagnée leur en ferait bien passer l'envie (sur quoi nous avons supputé les forces des Hollandais, Anglais et Autrichiens, déduit leurs garnisons et trouvé qu'ils ne pourraient entreprendre sur la France qu'à leur grand détriment. Belle-Isle ajouta, qu'assurée de mon arrivée, l'armée de Maillebois pourrait tourner la Hollande et y faire une diversion du côté de Munster).....

*Demande.* Qu'il avait ordre de s'ouvrir avec moi en confidence sur la situation critique de cette guerre et de me consulter sur la façon que l'on pourrait faire la paix.

*Réponse. Beati possidentes.* Je crois d'ailleurs qu'après encore une bataille gagnée, l'empereur pourra avoir la Bohême et le Brisgau, peut-être la Saxe, la haute Silésie ; mais je crois que l'on viendrait difficilement à bout d'arracher plus que le susmentionné, cette année ici, à la reine de Hongrie.

Il paraît que j'ai dit en toutes mes réponses ce qu'il pensait et que je l'ai prévenu sur tous les points.

La France, autant que j'ai pu le remarquer, ne demande que le Montbéliard, quelques villages du Germersheim et la démolition de Luxembourg. A savoir s'ils ne gardent rien *in petto*, c'est ce qui est bien difficile à deviner.

*P.-S.* — Tout ceci est fort curieux, vous connaissez assez ma façon de penser pour deviner tout ce que je conclus de tout ceci. »

C'était là tout ce que Belle-Isle put emporter lorsqu'il quitta Kuttenberg le 5 juin, se rendant à Dresde où il allait continuer ses démarches et réclamer le concours de l'armée saxonne.

Malgré le peu de cas que Frédéric faisait des talents militaires du maréchal de Broglie, il n'avait jamais pu s'imaginer qu'une

q..aire aussi peu importante que celle de Mo
de pareilles conséquences; qu'à la suite d
4 juin par d'Aubigné, l'armée française se re
le 6 sur Protivin, puis sur Pisek, enfin qu'à
rivée à Wodnian de Lobkowitz et de sa jonc
Charles, l'armée française continuerait sa retra
où elle prit position le 11 juin.

Le roi ignorait encore ces événements lorsque ... visa le 7 juin de la présence de l'armée de Khevenhüller au nord du Danube. C'était là une nouvelle qui contraria d'autant plus le roi que les trois armées autrichiennes n'auraient plus eu qu'à opérer leur jonction pour écraser sans peine les corps français mal commandés et par trop éparpillés et se réunir ensuite contre lui; mais c'était aussi une raison de plus pour lui d'en finir au plus vite, de signer la paix même au prix de quelques concessions de sa part. Aussitôt après l'arrivée de Valory, il examine la situation, l'expose à Podewils et lui envoie ses instructions : « Je vous avoue que je souhaiterais de bon cœur de pouvoir tirer au plus tôt possible mon épingle de ce jeu, puisque je n'augure rien de bon et qu'à la fin cela ira mal[1] ». Les bruits inquiétants, les rumeurs alarmantes qui circulent à Kuttenberg le lendemain, le décident à faire écrire par Eichel à Podewils une dépêche qui se termine par ces mots : « Le roi est dans la meilleure disposition du monde pour la paix, ainsi que j'espère qu'avec l'assistance du bon Dieu, Votre Excellence aura la satisfaction et la gloire d'avoir achevé ce grand et salutaire ouvrage[2] ».

Mais depuis le 2 juin le roi n'a pas eu de nouvelles de Breslau; redoutant un revirement complet dans l'esprit et les conseils de la reine, il se prépare à tout hasard à la continuation de la lutte. Il lui faut pour cela disposer de plus de monde et il envoie au prince Thierry d'Anhalt l'ordre de venir, en passant par le comté de Glatz, le rejoindre avec 8 bataillons et 20 escadrons. Il a à peine expédié cet ordre que le maréchal de Broglie et le lieutenant-colonel de Wylich lui font part de la retraite des Français

---

[1] *Correspondance politique*, II, 876, à Podewils, camp de Maleschau, 7 juin 1742.
[2] *Ibidem*, II, 878, Eichel à Podewils, camp de Maleschau, 8 juin 1742.

sur Pisek. Le roi, prévoyant ce qui allait arriver, sachant qu'il n'y avait plus un instant à perdre pour négocier sérieusement avec Marie-Thérèse, fit partir le soir même pour Breslau son aide de camp, le capitaine von Sydow, porteur d'instructions formelles donnant à Podewils « vingt-quatre heures pour que tout soit fait, c'est-à-dire l'échange des pleins pouvoirs, le traité avec mylord Hyndford sur les convenances à me faire et la signature des préliminaires de la paix[1] ». Il ne demande plus que la basse Silésie et la lisière en deçà de Neisse avec la ville et le comté de Glatz. Enfin, il a si grande hâte d'être fixé que Sydow doit lui rapporter les préliminaires, afin qu'il puisse les ratifier, pendant qu'Hyndford en donnerait avis par un courrier exprès au prince Charles, « afin que celui-ci soit informé sans mieux que l'affaire entre moi et la reine de Hongrie est faite[1] ». Mais le roi ne peut, malgré la gravité des circonstances, dépouiller entièrement le vieil homme et, dans son *post-scriptum* s'il répète « la Silésie et Glatz *sine qua non* », il ajoute : « Et du reste tout ce que vous pourrez leur extorquer[1] ».

Comme toujours Frédéric se ménage un moyen de resserrer l'alliance en cas d'insuccès des négociations avec l'Autriche. Avec son habileté et sa duplicité ordinaires, il n'hésite pas à écrire le même jour à Auguste III, à l'engager à faire marcher ses troupes au secours du maréchal de Broglie, à lui dire qu'il fera de son mieux pour couvrir Prague et le pays en deçà de la Moldau[2].

Enfin quelques instants après avoir expédié le capitaine von Sydow à Podewils, il ne craint pas d'adresser au maréchal de Broglie la lettre que l'on va lire[3] :

« Monsieur,

« Je viens de recevoir votre lettre du 8 de ce mois par laquelle j'ai su ce qui s'est passé de votre part et les raisons que vous avez eues pour vous replier jusqu'a Pisek. J'en suis bien fâché,

---

[1] *Correspondance politique*, II, 881, à Podewils, camp de Maleschau, 9 juin 1742.

[2] *Ibidem*, II, 879, au roi de Pologne, camp de Maleschau, 9 juin 1742.

[3] *Ibidem*, II, 883, au maréchal de Belle-Isle, camp de Maleschau, 9 juin 1742.

mais j'espère néanmoins que vous serez en état de soutenir votre poste contre les efforts qu'il paraît que l'ennemi tâche de faire de ce côté-là contre les troupes sous vos ordres. J'attendrai encore une lettre de vous par laquelle vous m'avertirez de l'état où vous vous trouvez dans la position où vous êtes et s'il y a quelque chose à craindre pour la ville de Prague, auquel cas je m'en approcherai pour la défendre contre ce que l'ennemi voulait entreprendre là-dessus. La proposition que vous me faites de marcher à Budweis serait très bonne, si mon armée, en y marchant, pouvait trouver de la subsistance et si je ne devais absolument par là m'éloigner de tous mes magasins, dont il faut que mon armée vive. Vous considérez donc vous-même qu'avant six semaines, c'est-à-dire avant que les herbes ne soient venues, il m'est impossible de marcher sur Budweis, quelle bonne volonté que je puisse avoir pour y marcher. J'attends au plus tôt possible de vos nouvelles, dont j'espère qu'elles seront heureuses. »

Les événements marchaient avec une telle rapidité, les choses prenaient une tournure si inquiétante que, avant même d'avoir reçu une réponse de Breslau, le roi dut, à la nouvelle de la retraite des Français sur Beraun, se décider à faire partir pour Kaurim le général von Nassau avec trois régiments de cavalerie. Le 13, tout allait encore plus mal. Wylich venait de l'informer que, dans l'après-midi du 12, le maréchal de Broglie avait continué sa retraite sur Prague et que les Autrichiens faisaient mine de l'y suivre. Le roi allait donc à contre-cœur être forcé de donner à son armée l'ordre de se porter sur Prague, lorsque, heureusement pour lui, l'arrivée opportune de Sydow vint mettre un terme à ses embarras. Les préliminaires de paix avaient été signés à Breslau par Podewils et lord Hyndford le 11 juin.

Charles de Lorraine qui, au lieu de suivre les Français sur Prague, s'était porté plus à l'ouest sur Pilsen, y reçut le 17 une lettre du prince héréditaire d'Anhalt l'informant de la signature des préliminaires; il envoya aussitôt à Festetics l'ordre de cesser les hostilités contre les Prussiens.

Ce fut le 24 seulement que la reine informa son beau-frère de ce qui venait de se passer. Elle avait avant tout tenu à se convaincre de la sincérité du roi, à être sûre qu'on ne tendait pas un nouveau piège à sa loyauté.

« Le cas n'est plus le même, écrit-elle au prince, et l'on peut à bon droit compter de la part des Prussiens sur une attitude bien différente de celle qu'ils ont eue après l'acte de Klein-Schnellendorf[1]. »

[1] *Haus, Hof und Staats-Archiv,* 365, Marie-Thérèse au prince Charles de Lorraine, 24 juin 1742.

# XVIII.

## LES PRÉLIMINAIRES DE BRESLAU (11 JUIN 1742).

Le roi de Prusse avait trop bonne mémoire pour oublier, que le premier de tous, lord Hyndford, s'était ouvert à lui dès le commencement du mois de septembre 1741 sur la possibilité et les avantages d'une paix séparée avec l'Autriche. Aussi, le roi avait non seulement prêté une oreille attentive aux insinuations qu'Hyndford lui avait faites en février 1742, à ses allusions relatives à un rapprochement entre la France et les Habsbourg, mais encore écrit à Podewils, le 29 avril, la fameuse dépêche, dans laquelle il lui déclarait qu'il était résolu à *faire sa paix le premier*. Le programme de Selowitz avait, il est vrai, fait échouer cette première tentative. Mais la victoire de Czaslau, si elle avait modifié la situation, avait en même temps donné à réfléchir au roi.

On trouve, du reste, la trace de ses préoccupations dans cette phrase significative de la dépêche, qu'Eichel adressa, par son ordre, à Podewils le lendemain même de la bataille : « Le roi ne sait pas encore quel parti il va prendre : négocier une paix séparée ou persévérer jusqu'au bout dans l'alliance [1] ». On chercherait vainement dans cette phrase la moindre trace de l'enthousiasme, de la confiance, des vastes projets, conséquences ordinaires d'une victoire. La lettre que le roi écrit deux jours plus tard, le 20 mai, à son ami Jordan, la première qu'il lui adresse après le billet laconique du 17, écrit sur le champ de bataille même, est également conçue dans des termes peu habituels chez un vainqueur : « Je crois que la paix nous viendra dans peu et que je reviendrai à Berlin plus tôt que vous n'avez osé l'espérer [2] ». Le roi, depuis sa victoire, est moins avide,

---

[1] *Correspondance politique*, II, 851, Eichel à Podewils, camp de Czaslau, 18 mai 1742.

[2] Frédéric II, *Œuvres posthumes*, Frédéric à Jordan, au camp de Schlep, 20 mai 1742.

moins exigeant, non seulement que le philosophe Jordan, mais même qu'un calculateur aussi froid que son ministre Podewils, qui rêve d'extorquer la Bohême à la cour de Vienne. Il lui répète, au contraire, le 24 mai, qu'il faut faire savoir à lord Hyndford, « sous termes couverts, que Königgrätz et Pardubitz sont les paroles sacramentales[1] ».

L'affaire de Zahay ne modifie en rien sa manière de voir. Au lieu de devenir plus exigeant, il en conclut que « cet avantage mènera peut-être les affaires d'autant plus tôt au point où nous les désirons[2] ».

Tout en exprimant à Podewils sa satisfaction des démarches entreprises par Hyndford à Londres et à Vienne, il craint encore, le 5 juin, que la cour de Vienne ne considère pas ses affaires aussi désespérées que l'Angleterre semblait le penser. Frédéric avait deviné juste. On croyait si peu à la sincérité des intentions de la Prusse que le chancelier d'État autrichien, le comte Uhlfeld, avait déjà donné l'ordre de préparer un mémoire justificatif.

Mais comme le roi l'avait prévu, on tenait avant tout, à Vienne, à ménager l'Angleterre, et l'on avait répondu à la Cour de Londres par une note dans laquelle l'Autriche déclarait, en somme, se contenter de la neutralité de la Prusse, et, pour mieux prouver son désir de tout concilier, elle avait envoyé à Hyndford les pleins pouvoirs dont le diplomate anglais avait besoin, et une réponse, rédigée par Bartenstein, « *à l'écrit remis par M. de Robinson, le* 28 *mai* 1742 ».

Le 4 juin, lord Hyndford, auquel Robinson avait expédié les pleins pouvoirs par courrier, avait eu une première conférence avec Podewils, qui n'osa pas échanger ses pouvoirs avant d'avoir reçu des ordres formels du roi, mais n'en essaya pas moins, quoiqu'en vain, d'obtenir des confidences, que le diplomate anglais se garda bien de lui faire.

Pendant que le ministre de Frédéric conférait avec Hyndford, le roi avait, avec Belle-Isle, la conversation dont nous avons parlé et à la suite de laquelle, après avoir examiné à nouveau la

---

[1] *Correspondance politique*, II, 864, à Podewils, camp de Brzezy, 26 mai 1742.

[2] *Ibidem*, II, 865, à Podewils, camp de Brzezy, 25 mai 1742.

situation, il chargeait Podewils d'insinuer à mylord Hyndford qu'il lui importe extrêmement de savoir où il en est, son « intention étant de finir cette année avec la guerre, ou par la voie d'un prompt accommodement, ou par celle des armes, par des vigoureuses opérations [1] ».

Le 7 juin, le roi, comme nous l'avons dit, après avoir reçu la nouvelle des échecs que les Français venaient d'éprouver, et prescrit à Podewils de faire tout au monde pour l'aider à « tirer au plus tôt possible son épingle de ce jeu », avait éprouvé le besoin de s'épancher avec son ami Jordan [2]. « Nos maudits Français gâtent tout, pendant que je raccommode tout. Voilà deux oisons que l'empereur et le roi de France avaient choisis avec bien du soin pour commander en Bavière, qui laissent passer à Khevenhuller le Danube en leur présence. Il est impossible de compter toutes les fautes qu'ont faites ces généraux. Qu'en résultera-t-il? Que tout le poids de la guerre tombera sur moi. Belle consolation que de faire des conquêtes pour les autres! Le prince Charles a marché vers la Moldau pour attaquer le maréchal de Broglie, qui se tient à Frauenberg; Belle-Isle est à Dresde, les Saxons sur leurs frontières. Quelle bizarrerie! Voici le point critique de cette armée. Dans quinze jours, la scène des événements sera plus éclaircie..... »

Le 8 juin, Frédéric a reçu le rapport de Podewils du 5. Il est satisfait du résultat obtenu; on renonce à son assistance et Marie-Thérèse désire la paix. Abordant aussitôt la question des conditions, il autorise Podewils à dire à Hyndford qu'il payera les dettes de la basse Silésie à l'Angleterre, mais que, si l'Angleterre lui procure le Königgrätz et Pardubitz, il se chargera du remboursement de celles de la haute Silésie. Il sait bien, dit-il, que la haute Silésie est un pays ruiné, insoutenable et dont les sujets ne lui seront jamais fidèles, mais le Königgrätz est un pays abondant, qui produit un revenu clair, qui fournit des hommes et des chevaux pour la guerre; c'est une acquisition solide.

---

[1] *Correspondance politique*, II, 875, à Podewils, camp de Maleschau, 5 juin 1742.

[2] Frédéric II, *Œuvres posthumes*, Frédéric à Jordan, camp de Kuttenberg, 7 juin 1742.

D'après lui, en lui cédant ce seul cercle, il est sûr et certain que la reine gagne tout le reste (l'abandon qu'il fait de ses alliés). « En un mot, ajoute-t-il, les Autrichiens n'ont nulle ressource que dans une paix particulière avec nous, et si nous en sentons les raisons, elles ne leur sont pas moins sensibles[1]. »

Podewils s'acquitta avec une merveilleuse habileté de la mission délicate que le roi lui avait confiée, et réussit même, dans la conférence du 10, à se faire communiquer par l'Anglais le projet de traité qu'il avait reçu de Vienne et dans lequel l'Autriche offrait de céder au roi la basse Silésie, la lisière en deçà de Neisse et le comté de Glatz. Podewils, qui avait pu acquérir la conviction que la reine ne consentirait pas à céder Königgrätz, fit mine d'être tellement déconcerté par cette proposition, qu'il affecta de vouloir rompre les négociations; mais en même temps il conseilla au roi d'accepter ces ouvertures et continua, non seulement à conférer avec lord Hyndford, mais à discuter les points de détail des propositions, la question du statut personnel des catholiques et des protestants de Silésie et du réglement des dettes de cette province.

Le 8 juin, Frédéric était réellement, comme nous l'avons indiqué et comme Eichel l'avait écrit à Podewils, dans la meilleure disposition du monde pour la paix; mais le jour même il avait craint de voir Marie-Thérèse modifier ses dispositions à la nouvelle des avantages que le prince Charles venait de remporter sur les Français. Dès le 9, il avertissait Podewils que pour se renforcer en Bohême et pour faire tête aux armées de l'ennemi, il faisait marcher de la haute Silésie sur la Bohême 10,000 hommes, tout en laissant un corps de 16,000 hommes dans la première de ces deux provinces, et lui prescrivait d'en faire part à lord Hyndford[2].

Quelques heures après, en possession du rapport du colonel von Wylich qui lui mandait la retraite précipitée du maréchal

---

[1] *Correspondance politique*, II, 877, à Podewils, camp de Maleschau, 8 juin 1742. « Quant à la paix particulière avec la France, dit encore Frédéric, je défie la reine de la faire, bien moins avec l'empereur, à moins que de cracher dix fois pis dans le bassin. »

[2] *Correspondance politique*, II, 880, à Podewils, camp de Maleschau, 9 juin 1742.

de Broglie sur Prague, il renonce définitivement à s'engager de nouveau, comme il craint un moment d'être obligé de le faire et il adresse à Podewils la dépêche qui doit l'empêcher d'avoir à supporter seul tout le poids de la guerre et qui aboutira, quarante-huit heures plus tard, à la signature des préliminaires de Breslau.

« Mon cher Podewils[1],

« Des circonstances imprévues, qui viennent d'arriver avec les troupes françaises en Bohême, m'obligent de vous ordonner de la manière la plus positive que, d'abord que vous aurez reçu la présente, vous devez faire l'échange de vos pleins pouvoirs avec ceux de mylord Hyndford. Cela fait, et les pleins pouvoirs de mylord Hyndford examinés, vous devrez tâcher de voir les instructions qu'il a de la reine de Hongrie pour l'accommodement avec moi, et vous prendrez vos mesures pour que l'on ne puisse jamais dire que ce mylord ait surpassé ses instructions. Alors vous devez traiter incontinent après avec ledit mylord sur les conditions que la reine de Hongrie m'offre pour avoir la paix avec moi. Comme Hyndford vous a déjà dit *que la Reine m'offre des conditions qui me feront plus avoir en paix et en repos que mes alliés ne m'ont promis,* je suppose que la Reine me cède en pleine souveraineté toute la basse Silésie et la lisière stipulée en deçà de Neisse, avec la ville et le comté de Glatz. Cela posé pour base, vous devez, quant aux autres conditions, tâcher de les avoir pour moi, si bien qu'il sera possible, soit du côté de la Bohême, ou s'il n'y a rien à faire de ce côté, du côté de la haute Silésie. Mais *après avoir tant fait pendant une demi-journée, ma volonté expresse est que sans m'en faire votre rapport, sans même me demander ou attendre ma résolution là-dessus, vous devez absolument régler les points dont vous pourrez convenir avec mylord Hyndford, les arrêter par écrit et les signer incontinent avec mylord Hyndford en forme de préliminaires de paix.....*

« ..... Il s'agit de terminer en douze heures, pour peu que la

---

[1] *Correspondance politique*, II, 881, à Podewils, camp de Maleschau, 9 juin 1742.

chose soit faisable : la Silésie et Glatz, *sine quâ non*, et du reste tout ce que vous leur pourrez extorquer. Je dors en repos, persuadé que Sydow me rapportera les préliminaires signés. Il faut limiter les ratifications au terme de huit jours. »

La dépêche qu'Eichel adressa le même jour par ordre du roi à Podewils[1] est encore plus catégorique et plus pressante. On y trouve l'expression complète des pensées intimes de Frédéric. Il redoute les conséquences d'un mouvement des Autrichiens sur Prague. Il ne veut pas, il ne peut pas décemment laisser attaquer et prendre cette ville sans aller à son secours, et d'autre part, il ne se soucie nullement d'avoir à livrer une nouvelle bataille.

La correspondance de Frédéric avec Jordan est, comme dans tous les moments critiques, utile et intéressante à consulter[2]. Le 7 juin, il craint encore une reprise des hostilités : « Dieu sait quand je pourrai vous entretenir dans ces charmantes retraites et parler raison, hors du tourbillon du monde et des embarras. Je crains fort que ce temps désiré ne soit encore plus éloigné qu'on ne le croit..... » Trois jours plus tard il est difficile de déterminer la nature des sentiments qu'il éprouve, lorsqu'il lui écrit, sous le titre : « *Gazette*. Charles de Lorraine et Lobkowitz se sont joints : ils ont passé la Moldau et chassent devant eux un troupeau de Français dont Broglie est le berger. Les Prussiens vont marcher à Prague pour remettre les Français dans le bon chemin ou pour faire la paix ».

Le 11 juin, à 6 heures du matin, Podewils, en possession des instructions que le roi avait rédigées pour lui l'avant-veille, s'empressa d'aller retrouver lord Hyndford. Tout en regrettant trop tard les confidences qu'il avait faites quarante-huit heures auparavant au ministre de Frédéric, et qui allaient coûter à l'Autriche le riche district minier d'Oppeln, l'Anglais ne s'en montra que plus résolu à s'en tenir au texte même du projet de traité. La discussion fut longue, la lutte acharnée, puisque la confé-

---

[1] *Correspondance politique*, II, 881, Eichel à Podewils, camp de Maleschau, 9 juin 1742.

[2] Frédéric II, *Œuvres*, à Jordan, 7 et 10 juin 1742, du camp de Kuttenberg.

rence dura toute la journée et que le capitaine von Sydow ne quitta Breslau et n'emporta les préliminaires revêtus des signatures des deux plénipotentiaires que le 12 juin, à minuit.

Lord Hyndford avait remis ensuite à Sydow la lettre par laquelle il donnait avis au prince Charles de la signature des préliminaires, avis, qu'afin de gagner du temps, il chargeait le roi de Prusse de lui faire remettre par un parlementaire.

Le 13 juin, Sydow arrivait à Maleschau. Frédéric donnait aussitôt à ses troupes l'ordre de cesser les hostilités et en informait le jour même le prince d'Anhalt. Le 14 au matin, il adressait au prince Charles la lettre de lord Hyndford à laquelle il avait joint une lettre de sa main, qu'un trompette prussien remit le 15 au général en chef autrichien pendant sa marche sur Brenn-Poritschen. Le prince, sans attendre les ordres de sa Cour, s'engagea à donner l'ordre de suspendre les hostilités contre les Prussiens, en Bohême, en Moravie et en Silésie.

S'il avait été, comme on vient de le voir, facile de se conformer aux stipulations contenues dans le premier paragraphe de l'article IV des préliminaires de Breslau, l'exécution des clauses du deuxième paragraphe de ce même article IV relatives à l'évacuation de la Bohême par les troupes prussiennes, faillit tout remettre en question.

Aux termes du paragraphe 2 de l'article IV, les troupes du roi devaient évacuer le territoire autrichien dans un délai de seize jours, qui commençait à courir du jour même de la signature des préliminaires, et non pas, comme Podewils avait vainement essayé de l'obtenir, du jour de la ratification. Pressé par son souverain, Podewils avait dû céder sur ce point et signer les préliminaires avant d'avoir pu recevoir la réponse à sa dépêche du 8 et les observations que ce projet de traité avait suggérées à Frédéric. Comme son ministre, le roi aurait voulu ne faire cesser les hostilités que du jour de la *ratification* et ne retirer ses troupes que « pendant l'espace de *six* semaines, à compter du temps de la ratification, puisqu'il me faut absolument ce temps pour consommer les magasins que j'ai assemblés, en partie pour mon propre argent, et pour transporter les amas de munitions de guerre et de l'artillerie que j'y ai, de même pour transporter les malades et blessés de mon armée que je ne pourrai abandonner aux mains d'autrui et même pour

faire les arrangements nécessaires, pour mettre en quartiers mes troupes dans les pays de ma domination[1] ».

Mais lorsque Podewils essaya d'exposer les désirs du roi à lord Hyndford, le diplomate anglais déclara nettement et sèchement qu'il refusait d'intervenir et d'avoir l'air de prêter la main à quelque machination dans le genre de celle qui s'était produite après Klein-Schnellendorf. Le roi n'aurait du reste qu'à discuter cette question avec le prince Charles qui pouvait, mieux que lui, traiter un sujet purement militaire. Quant à lui, Hyndford, il était décidé à ne se mêler en rien à des négociations de ce genre. L'entêtement du roi sur ce point pouvait tout compromettre, et, pour en finir, il chargea Podewils de transmettre littéralement à Frédéric les réponses qu'il venait de lui faire.

On se tira d'ailleurs d'affaire plus tard en appliquant le délai de seize jours à la durée des préparatifs de l'évacuation qui ne commença qu'à l'expiration de ce terme.

Du reste, pendant que Podewils essayait vainement d'arracher ces concessions à lord Hyndford, le roi lui adressait le 13, une lettre[2] dans laquelle il ne lui cachait pas la joie que lui causait la signature de ces préliminaires, grâce auxquels il obtenait en

---

[1] *Correspondance politique*, II, 886, à Podewils, camp de Maleschau, 12 juin 1742.

[2] *Correspondance politique*, II, 888, à Podewils, camp de Kuttenberg, 13 juin 1742. « Mon cher Podewils, je suis très content de votre exactitude à m'obéir et *des préliminaires que vous venez de signer*. Nous aurions peut-être pu avoir, avec le temps, une paix plus avantageuse, mais nous en aurions aussi pu avoir une bien plus mauvaise. En un mot, lorsque je vous reverrai, je vous détaillerai toutes mes raisons, et vous conviendrez avec moi, quoi qu'on en dise, qu'en politique et pour le bien du peuple que je gouverne, je n'ai pas pu faire autrement. Enfin, c'est *un grand et heureux événement qui met ma maison en possession d'une des plus florissantes provinces d'Allemagne au sortir d'une guerre la plus glorieuse du monde. Il faut savoir s'arrêter à propos : forcer le bonheur c'est le perdre ; en vouloir davantage est le moyen de n'être jamais heureux*. Adieu, je m'en vais expédier mon gros Valory et Mortagne, qui sont insatiables de l'effusion du sang prussien. »

C'est le même ton que l'on retrouve, d'ailleurs, dans les lettres qu'il écrit à ce moment à Jordan : « Et enfin, je vous apprends cette nouvelle tant attendue, tant désirée, la fin de la guerre, cette grande nouvelle, en un mot, la conclusion d'une bonne et avantageuse paix. » Telle est la phrase par laquelle commence la lettre du 13 juin et qu'il commentera en vers dans une autre lettre en date du 18 juin.

somme en toute souveraineté les territoires qu'il convoitait et qui avaient été les seules causes de la guerre qu'il avait entreprise dix-huit mois auparavant. Malgré cela, il n'ose encore avouer à Belle-Isle et à Fleury l'acte peu loyal à l'égard de la France et de ses alliés d'Allemagne, qu'il venait de commettre en pleine connaissance de cause, et il se borne à préparer le cabinet de Versailles à la révélation ultérieure d'un fait qu'il lui sera impossible de cacher bien longtemps. Avec Belle-Isle, il commence naturellement par rendre les Saxons responsables de tout ce qui s'est passé en Bohême et par faire part au maréchal des craintes qu'il a pour l'avenir. Quant à son armée, il lui est absolument impossible de la porter vers Prague. Il risquerait de la ruiner, s'il la menait maintenant à une autre bataille, et un échec entraînerait la perte de toute la Bohême et même de toute la Silésie. On ne s'y est pas bien pris pour exécuter les opérations, les choses vont tant à rebours qu'il n'a pas bonne opinion de leur réussite, et, d'après lui, « il n'y aura guère d'autres ressources, pour ne pas gâter tout, que *de faire la paix à des conditions si bonnes qu'on les puisse avoir*[1] ».

La dépêche adressée au cardinal de Fleury est encore sur le même modèle. Le roi y prend cependant un ton plus dolent. Il est bien mortifié d'avoir à lui mander tant de désagréables nouvelles, mais le mal est fait, les moyens de le redresser sont éloignés et incertains, et « dans des circonstances si critiques il ne restera guère d'autre remède pour en sortir que par une paix qu'on sera obligé de faire à des conditions si bonnes que les circonstances le voudront permettre ». Frédéric connaît du reste si bien l'homme auquel il a affaire qu'il termine par une de ces flatteries dans lesquelles il excelle et qui le compromet d'autant moins qu'il a déjà tiré son épingle du jeu : « Je me remets là-dessus sur vos lumières[2] ».

Ce qui inquiète à ce moment le roi, c'est bien moins la façon dont il s'y prendra pour annoncer le fait accompli à ses alliés, que certaines craintes au sujet de l'attitude et des projets ulté-

---

[1] *Correspondance politique*, II, 889, au maréchal de Belle-Isle, camp de Kuttenberg, 13 juin 1742.

[2] *Correspondance politique*, II, 890, au cardinal de Fleury, camp de Kuttenberg, 13 juin 1742.

rieurs de la cour de Vienne, que le temps relativement long qui s'écoule jusqu'à la réception de la ratification des préliminaires.

Dans une dépêche en date du 19 juin, sur laquelle nous aurons d'ailleurs à revenir, il dit en effet à Podewils : « Je crains toujours deux choses : l'une que la cour de Vienne ne nous fasse quelque anicroche à notre traité, et la seconde que, si elle conserve la Bohême, nous n'ayons, dans quatre ou cinq ans, une nouvelle guerre à soutenir. Parlez-en à Hyndford pour qu'il me tranquillise sur ces deux points[1] ». Il est facile de comprendre et de partager la première de ces deux préoccupations, fort naturelle de la part de l'homme qui avait fait si peu de cas des engagements pris à Klein-Schnellendorf. Pour ce qui est du deuxième de ces soucis, de cette éventualité d'une nouvelle guerre provoquée par l'Autriche, il est d'autant plus nécessaire de l'enregistrer, que ce ne fut pas Marie-Thérèse qui attaqua la Prusse pour essayer de reconquérir la Silésie, mais que ce fut le roi qui reprit les armes, en 1744, pour arracher à la couronne des Habsbourg un morceau de la Bohême.

Dans son impatience de voir tout fini, Frédéric, lorsqu'il écrivit à Podewils, avait oublié les ordres qu'il avait donnés dix jours auparavant et qui furent seuls causes du retard éprouvé par la transmission de la réponse de la cour de Vienne. Si le roi avait signé dès le 14 cette ratification, il avait, dès le 9, prévenu Podewils, qu'afin d'empêcher l'arrivée à Breslau de fausses nouvelles ou de rumeurs exagérées relatives aux progrès des Autrichiens en Bohême, il avait prescrit d'interrompre complètement pendant quatre jours le service des estafettes entre la Bohême et la Silésie[2], si bien qu'on avait retenu pendant trente heures, à Neisse, le courrier qu'Hyndford envoyait à Vienne où il ne put arriver que le 15 au soir. Le 17, après vingt-quatre heures de délibérations et de réflexion, Marie-Thérèse signait cet acte qui, rapporté à Breslau le 19, parvint le 21 entre les mains du roi qui le reçut « avec grande joie [3]».

---

[1] *Correspondance politique*, II, 901, à Podewils, camp de Kuttenberg, 19 juin 1742.
[2] *Ibidem*, II, 882, Eichel à Podewils, camp de Maleschau, 9 juin 1742.
[3] *Ibidem*, II, 905, à Podewils, camp de Kuttenberg, 23 juin 1742. Dès

Malgré la résistance et les objections de plusieurs de ses conseillers et de Bartenstein en particulier, la reine s'était décidée au sacrifice qu'on lui demandait, parce qu'elle tenait par-dessus tout à chasser les Français de la Bohême ; que, débarrassée des Prussiens, presque certaine de voir les Saxons rentrer sous peu chez eux, elle espérait, grâce au concours effectif que l'Angleterre ne pourrait lui refuser, en arriver d'autant plus sûrement à ses fins qu'elle avait déjà, malgré la coalition contre laquelle elle avait à lutter, réussi à malmener singulièrement l'armée du maréchal de Broglie. Les victoires, sur lesquelles elle comptait, devaient dans l'esprit de la reine, lui valoir, aux dépens de la France et de la Bavière, des compensations territoriales qui rachèteraient la perte de la Silésie. Dès les pourparlers de Klein-Schnellendorf et plus encore à ce moment, la reine songeait à reconnaître Charles VII, pour peu que l'on s'engageât à choisir le grand-duc, son mari, comme roi des Romains, à faire de lui le successeur désigné de l'empereur actuel. En consentant à ce sacrifice momentané, la reine voulait s'assurer la certitude de ramener la couronne impériale dans la maison de Habsbourg et faciliter la réalisation du programme qu'elle ne cessa de poursuivre avec une si admirable persévérance.

Nous n'extrairons des préliminaires de Breslau que les points les plus importants contenus dans les douze articles : la cession au roi de Prusse en toute souveraineté « de la ville et du comté de Glatz, de la haute et de la basse Silésie, à l'exception de la principauté de Teschen et de celle de Troppau et de ce qui est au delà de la rivière d'Oppau et des hautes montagnes allant dans la haute Silésie, aussi bien que la seigneurie de Hennersdorf et des autres districts qui font partie de la Moravie, quoique enclavés dans la haute Silésie, et le payement par le roi des dettes hypothéquées sur la Silésie, mais rien que pour les 1,700,000 écus dus aux marchands anglais ; l'obligation de comprendre dans ces préliminaires le roi d'Angleterre en sa qualité d'électeur de Hanovre, l'impératrice de Russie, le roi de Danemark, les États généraux, la maison de Wolfenbüttel et l'électeur de Saxe, ce dernier,

---

ce moment, Frédéric redoutait le *renversement des alliances*. « Tout ce qui pourrait arriver de plus fâcheux pour nous dans l'avenir, dit-il dans cette même lettre, serait la ligue de la France et de l'Autriche. »

toutefois, à la condition qu'il s'engageât à retirer ses troupes de Bohême dans un délai de seize jours après la notification qui lui sera faite desdits préliminaires[1] ».

La nouvelle de la signature des préliminaires avait été accueillie avec des transports d'enthousiasme au camp de Kuttenberg. « Enfin, écrivait, le 24 juin, Frédéric à Jordan[2], nous voici au moment de notre départ et près d'évacuer cette Bohême où nos officiers ont recruté leurs hommes et leurs compagnies, où nous avons battu les Autrichiens et d'où nous les aurions chassés, si je n'avais préféré la conservation du sang prussien à la vaine gloire d'accabler une femme malheureuse et un pays ruiné. » Parti de Kuttenberg, le 26 juin, le roi s'arrêta deux jours, du 27 au 29, à Glatz, du 4 au 5 juillet à Breslau, et arriva à Charlottenburg le 14.

L'armée prussienne avait commencé à quitter la Bohême dès le 18 en trois colonnes. Le roi, qui avait présidé à leur départ, ne se mit en route qu'avec le dernier échelon. La première colonne, sous le prince héréditaire Léopold d'Anhalt, se porta par Jung-Bunzlau, Zittau et Bautzen sur Magdeburg ; la 2e, avec le général-lieutenant von Kalckstein, par Reichenberg et Görlitz sur Berlin, tandis que la 3e (général-lieutenant von Jeetze) se rendait par Chlumetz, Trautenau et Braunau dans les territoires cédés à Frédéric.

Les Prussiens avaient même pendant ces derniers jours tellement pressuré le pays, commis de telles exactions, surtout dans les cercles de Chrudim et de Königgrätz, le général von Kalckstein en particulier, avait eu recours à des procédés tellement odieux pour prendre sur plus d'un point des chevaux et des conscrits, que le prince Charles de Lorraine adressa ses réclamations motivées tant à lord Hyndford qu'au prince héréditaire d'Anhalt, réclamations qui restèrent d'ailleurs sans effet.

L'Angleterre s'était empressée entre temps, sur la demande du roi, de garantir par l'acte de Kensington-House, en date du 24 juin, l'exécution des stipulations contenues dans les prélimi-

---

[1] Les autres articles étaient relatifs à la suspension d'armes, à l'échange des prisonniers, à la liberté de conscience et au commerce.

[2] Frédéric II, *Œuvres*, à Jordan, au camp de Kuttenberg, « où je ne resterai pas longtemps », 24 juin 1742.

naires de Breslau et de promettre l'adhésion des États généraux.

Au grand déplaisir du roi, la Saxe avait, elle aussi, adhéré presque immédiatement aux préliminaires de Breslau. Ce n'était pas précisément là ce qu'aurait voulu Frédéric. Dès le 16 juin, il avait chargé Eichel de dire à Podewils qu'il lui serait fort agréable de retarder, si faire se pouvait, de cinq à six jours, la communication qu'on devait faire aux alliés [1], et, le 19, il écrivait encore au même Podewils [2] : « Je souhaiterais beaucoup que les Saxons, conjointement aux Français, continuassent les opérations, ce qui mâterait d'autant plus la cour d'Autriche et lui ferait perdre peut-être encore quelque bon morceau ». Les recommandations du roi auraient probablement été inutiles : en tout cas, elles arrivèrent trop tard, puisque, dès le 13, lord Hyndford avait mis ses collègues de Dresde au courant des événements.

Le 24 juin, Marie-Thérèse elle-même annonçait au prince Charles le prochain retrait des troupes ennemies, qui commencèrent leur mouvement le 3 juillet. Six jours plus tard, les dernières fractions du corps saxon passaient la frontière de Bohême et se dirigeaient sur Pirna.

Auguste III n'en essaya pas moins d'obtenir quelques avantages, que Marie-Thérèse lui refusa d'ailleurs, et bien que la déclaration officielle de la reine fût arrivée à Dresde le 24 juillet, ce fut seulement le 17 septembre que la paix fut officiellement signée à Dresde entre les cours d'Autriche et de Saxe.

En Angleterre, l'heureuse issue des négociations conduites par lord Hyndford avait été accueillie avec tant de joie qu'on eut au premier moment des velléités de générosité. On voulait indemniser l'Autriche du sacrifice qu'elle venait de faire en renon-

---

[1] *Correspondance politique*, II, 896, Eichel à Podewils, camp de Kuttenberg, 16 juin 1742.

[2] *Ibidem*, II, 901, à Podewils, camp de Kuttenberg, 19 juin 1742. Sans parler de la lettre que le roi adressa à Auguste III, le 18 juin 1742 (*Correspondance politique*, II, 897), et dans laquelle il rejette sur ses alliés toute la responsabilité de ses actes, voici ce que Frédéric ne craint pas de dire au sujet de la Saxe dans l'*Histoire de mon Temps*, chap. VII : « Pour l'Electeur de Saxe, tout jaloux qu'il était de l'agrandissement de la maison de Brandebourg, il devait l'obligation au roi de ce que, l'ayant compris dans la paix de Breslau, il pouvait se tirer honorablement d'un mauvais pas ».

çant à la Silésie. Lord Carteret avait fait miroiter aux yeux de Wasner la rétrocession de la Lorraine au grand-duc François-Étienne, l'expulsion des Bourbons de Naples et de la Sicile ; enfin, la perspective d'agrandissements territoriaux du côté de l'Ouest[1]. Mais ce n'étaient là que des paroles en l'air. L'égoïsme britannique reprit bientôt le dessus, et Marie-Thérèse ne tarda pas à s'apercevoir que, si l'Angleterre comptait sur le concours de l'Autriche pour affaiblir la France, loin de vouloir lui tenir compte de ses sacrifices et de ses efforts, elle cherchait, au contraire, à agrandir d'autres États, à se faire de la sorte de nouveaux amis aux dépens de la maison de Habsbourg.

Le bruit, puis la nouvelle de la signature des préliminaires de Breslau avaient causé un profond désappointement, une légitime indignation à Paris où l'on était déjà assez mal disposé à l'égard de Frédéric, depuis le combat de Moldauthein, depuis qu'on avait su qu'il n'avait rien fait pour soutenir Broglie, où l'on ignorait encore à ce moment la retraite vers Prague, et où, de plus en plus las de la guerre, on désirait vivement la conclusion d'une paix générale. Si, dans l'*Histoire de mon Temps*, le roi a essayé de faire l'apologie de sa conduite, naturellement en insistant sur le peu de bonne volonté de ses alliés, en déclarant que « loin d'avoir intention d'offenser cette puissance (la France) il voulait conserver tous les dehors de la bienséance envers elle et se borner à ne point suivre la carrière périlleuse où elle était engagée et à devenir simple spectateur d'acteur qu'il avait été », il s'est bien gardé de dire qu'il a agi de propos délibéré et ne s'est décidé à parler de la paix à Valory que lorsque, à cause du mouvement de retrait de ses troupes, il lui fut impossible de cacher plus longtemps la signature qu'il avait donnée.

C'est, du reste, avec un cynisme effrayant qu'il raconte à Podewils comment « l'ami Valory a été obligé d'avaler ce calice ». « Aucun Polichinelle, lui dit-il[2], ne peut imiter les contorsions de Valory ; ses sourcils ont fait des zigzags, sa bouche s'est élargie, il s'est trémoussé d'une étrange façon, et tout ceci sans avoir rien de bon à me dire. Sa plus grande inquiétude roulait sur le

---

[1] *Haus, Hof und Staats-Archiv*, Wasner à Marie-Thérèse.

[2] *Correspondance politique*, II, 901, à Podewils, camp de Kuttenberg, 19 juin 1742.

parti que je prendrais après la paix. Je l'ai fort rassuré sur cet article; qu'il pouvait compter que jamais mes armes ne se tourneraient contre la France, et que je remplirais de mon alliance tous les points qui étaient possibles, comme ceux qui regardent la succession de Juliers, mais qu'on ne devait pas demander de moi des efforts et des risques continuels, et que simplement, pour avoir la paix, je m'étais tiré d'affaire comme j'avais pu. J'ai même promis de lui communiquer en gros la teneur de notre traité. »

L'entretien, dont le roi parle à Podewils, avait eu lieu la veille, le 18, et avec cette malice et ce scepticisme qui lui étaient propres, Frédéric, qui venait d'écrire au roi de Pologne et à l'empereur, avait remis au malheureux ambassadeur une lettre pour Belle-Isle et une autre pour Fleury[1], cette dernière

[1] *Correspondance politique*, II, 900, au cardinal de Fleury, camp de Kuttenberg, 18 juin 1742. « Monsieur mon Cousin, il vous est connu que, depuis le moment où nous avons pris des engagements ensemble, j'ai fait ce qui a dépendu de moi pour seconder avec une fidélité inviolable les desseins du roi votre maître. J'ai détaché la Saxe du parti autrichien; j'ai donné ma voix à l'Electeur de Bavière; j'ai accéléré le couronnement impérial; j'ai concouru avec vous pour contenir le roi d'Angleterre et j'ai décidé celui du Danemark sur le parti qu'il avait à prendre; en un mot, par la voie de la négociation, par celle des armes et par une fidélité rigide à remplir tous mes engagements, je vous ai rendu tous les services dont j'étais capable, quoique toujours inférieurs à ma bonne volonté et au désir d'être utile à mes alliés.

« Lorsque mes troupes, épuisées par les fatigues, demandaient le repos qui semblait leur être dû après la campagne de 1741, je ne pus refuser au maréchal de Belle-Isle un détachement de 20 escadrons qu'il me demandait en Bohême, ni la marche de M. de Schwerin en Moravie. Au mois de janvier de cette année, lorsque j'appris que les Autrichiens étaient prêts à entrer en Bavière pour y établir le théâtre de la guerre, mon zèle pour l'empereur me transporta : je volai en Saxe, j'agitai tout, et, après bien des peines, j'obtins du roi de Pologne que ses troupes opéreraient, de concert avec les miennes, une diversion en Moravie, démarche qui aurait été efficace, si M. de Ségur ne se fût rendu trop tôt avec sa garnison de Linz, et si M. de Broglie avait eu aux bords de la Moldau 20,000 hommes sous ses ordres. Mais la lâcheté de l'un et la faiblesse de l'autre, jointes au peu de volonté et d'intelligence de la guerre des officiers saxons, avec l'impardonnable négligence du maréchal de Schwerin à former les magasins à Olmütz, lorsqu'il en était temps, m'obligèrent de quitter ce pays, où tous ceux qui y ont été conviennent que les troupes n'auraient pu se maintenir, sans risquer de périr par misère ou même par inanition.

« Je ne m'arrête point à relever tous les mauvais propos qui se sont tenus sur ce sujet : la guerre est de toutes les choses du monde celle où le petit détail influe le plus sur le grand, où les fautes des subalternes font des combinaisons nouvelles et sur laquelle ces espèces de hasards ou d'événements,

d'autant plus curieuse qu'elle est non seulement une apologie, mais un véritable panégyrique de sa conduite. Malgré tous ses

---

qu'on ne saurait prévoir, ont droit et dans laquelle les succès ne se suivent pas également; en un mot, le cœur a eu plus de part à mon expédition de Moravie que la prudence.

« Lors même que, pour ébranler ma fermeté, la reine m'a fait, par différentes reprises, les offres les plus avantageuses, aucune raison d'intérêts n'a pu me décider, bien moins m'arrêter dans les opérations que j'étais résolu de faire pour l'avantage de mes alliés uniquement.

« Ainsi, j'ai garanti la ville de Prague contre le prince Charles, qui marchait droit pour en faire le siège. On m'a reproché que je n'avais pas poursuivi le prince assez loin après sa défaite; mais j'en appelle aux mânes immortelles du grand Turenne et de Condé si je devais, sans être muni de subsistances, mettre mon armée victorieuse dans le risque de périr de misère, en la menant dans un pays où l'armée autrichienne avait passé deux fois l'automne dernier, où les Saxons et les Français avaient hiverné après le prince Lobkowitz, où les mêmes Saxons ont repassé en revenant de Moravie, par où l'ennemi est venu à moi et par où il a pris la fuite?

« Nos succès et le passage de la Moldau par le prince Lobkowitz engagèrent le maréchal de Broglie à se porter sur Frauenberg. L'affaire de Sahay, où la cavalerie française eut de l'avantage sur l'autrichienne, obligea le prince Lobkowitz à lever le siège de Frauenberg, à repasser la Moldau et se réfugier dans son vieux camp de Budweis.

« Averti de ce qui se passait de ce côté, je conseillai à M. de Broglie à faire de deux choses l'une, savoir : d'attaquer le prince Lobkowitz à Budweis, où il l'aurait battu en détail avant la jonction du prince Charles, ou de reprendre le poste de Pisek pour éviter, par sa prudence, une retraite précipitée, semblable à une fuite, qu'il ne pouvait éviter à l'approche du prince Charles. M. de Broglie, ne trouvant pas à propos de suivre ces partis, demeura à Frauenberg et fit quelqnes détachements dont la faiblesse faisait présumer tout homme de guerre à quel succès on pouvait s'attendre.

« Je fis avertir le maréchal de Broglie, par différentes reprises, des marches du prince Charles, dont je lui envoyais l'itinéraire. Ce fut sur mon dernier avis que le maréchal se retira, moyennant quoi il évita d'être surpris. Vous savez apparemment le détail de ce qui s'est passé ensuite à cette armée et la perte des Français. Par la position actuelle de vos troupes, elles sont entièrement coupées de la Bavière, de Pilsen, où elles ont leurs magasins, et par où viennent leurs recrues. Dans ces conjonctures, les Saxons auraient pu apporter un prompt remède; mais, malgré les promesses faites au maréchal de Belle-Isle, leurs troupes ne marchent point au secours des Français. J'apprends même qu'ils retirent à eux celles qui étaient les plus avancées en Bohême; de ceci et d'avis particuliers que j'ai reçus de Dresde, je puis conjecturer sans me tromper que les Saxons sont, non seulement en négociations avec la cour de Vienne, mais même qu'ils sont prêts à conclure.

« Dans cette situation, où il n'y a point de secours à attendre de la France ni de la Saxe, où il faudrait gagner trois batailles de suite pour expulser les Autrichiens de la Bohême, où les succès de l'armée du comte d'Harcourt ne répondent point à l'attente que l'on en avait, où une guerre longue et ruineuse appesantirait tout son poids sur mes épaules, où l'argent des Anglais arme presque toute la Hongrie, prête à fondre sur l'armée du

efforts, il ne réussit guère à apaiser le cardinal, à donner le change à l'opinion, et son ministre à Paris, Le Chambrier, n'exagérait en rien lorsqu'il lui écrivait : « L'exaspération contre Votre Majesté n'a pas de bornes, et je n'oserai, sans l'ordre formel de Votre Majesté, lui écrire ce que l'on dit et écrit à son sujet ».

Malgré son scepticisme et son indifférence, Frédéric n'en crut pas moins sage et utile de chercher à réagir contre l'opinion qu'on avait de lui à Paris : « Je ne suis pas étonné des discours du public en France; des gens qui ne sont pas instruits ne passent jamais pour juges; la postérité est la seule qui puisse décider de la réputation des princes; pendant leur vie ils n'ont que des flatteurs et des envieux [1] ».

Frédéric ne manquait pas d'ajouter, sans en penser un mot, du reste : « Vous pouvez être persuadé que j'employerai tout ce que je puis employer pour être utile à l'empereur, que vous ne trouverez nulle part un zèle semblable pour la gloire de la

---

prince d'Anhalt en haute Silésie, où le hasard des événements devient plus décisif que jamais, où la supériorité de l'ennemi et sa fortune m'obligeraient enfin de succomber avec les autres, il m'a fallu, quoique dans l'amertume de mon cœur, me sauver d'un naufrage inévitable et gagner le port comme j'ai pu.

« Il n'y a que la nécessité et l'impuissance qui puissent me vaincre ; on ne condamne personne pour n'avoir pas fait des choses impossibles. Quant aux possibles, vous trouverez en moi une fidélité invariable : jamais je ne penserai à révoquer les renonciations que j'ai faites sur les pays de Juliers, de Berg et de Ravenstein, on ne me verra point, ni directement, ni indirectement, troubler l'ordre établi dans cette succession, et plutôt mes armes se tourneraient-elles contre moi-même que contre des alliés qui me sont aussi chers que les Français. Vous me trouverez toujours disposé à concourir, autant qu'il dépendra de moi, aux avantages du roi votre maître et à tout ce qui peut influer sur le bonheur de son royaume.

« Le cours de cette guerre forme, pour ainsi dire, un tissu des marques de bonne volonté que j'ai données à mes alliés; je me flatte que l'on sera assez convaincu de mes sentiments sur ce sujet pour ne pas m'en supposer de contraires; je suis persuadé, Monsieur, que vous convenez de toutes les choses que je viens de vous exposer avec toute la bonne foi imaginable et que vous plaignez avec moi que le caprice du sort ait fait avorter des desseins aussi salutaires que l'étaient les nôtres.

« Je suis, avec toute l'estime imaginable, Monsieur mon Cousin, votre fidèle ami et cousin. « Frédéric. »

[1] *Correspondance politique*, II, n° 938, au cardinal de Fleury, Charlottemburg, 28 juillet 1742.

France et une estime plus pleine d'amitié et d'admiration pour le véritable Mentor de la France[1] ».

Cette fois encore, le roi éprouve le besoin d'expliquer sa conduite, et, si l'on veut connaître le fond de sa pensée, on devra, une fois de plus, aller en chercher l'expression dans sa correspondance : « Enfin, écrit-il à Jordan[2] quelques heures après avoir ratifié les préliminaires de Breslau, voilà la paix venue, cette paix après laquelle vous avez tant soupiré, pour pour laquelle tant de sang a été répandu et dont toute l'Europe commençait à désespérer. Je ne sais ce qu'on dira de moi, je m'attends, à la vérité, à quelque trait de satire et à ces propos ordinaires, à ces lieux communs que les sots et les ignorants, en un mot, les gens qui ne pensent point, répètent sans cesse après les autres. Mais je m'embarrasse peu du jargon insensé du public et j'en appelle à tous les docteurs de la jurisprudence et de la morale politique, si après avoir fait humainement ce qui dépendait de moi pour remplir mes engagements, je suis obligé de ne m'en point départir, lorsque je vois d'un côté un allié (la Bavière) qui n'agit point ; de l'autre, un allié (la France) qui agit mal et que, pour surcroît, j'ai l'appréhension au premier mauvais succès, d'être abandonné moyennant une paix fourrée par celui de nos alliés qui est le plus fort et le plus puissant.

« Je demande si, dans un cas où je prévois la ruine de mon armée, l'épuisement de mon trésor, la perte de mes conquêtes, le dépeuplement de l'Etat, le malheur de mes peuples, en un mot toutes les mauvaises fortunes auxquelles exposent le hasard des armes et la duplicité des politiques ; je demande si, dans un cas semblable un souverain n'a pas raison de se garantir par une sage retraite d'un naufrage certain ou d'un péril évident !

« Nous demandez-vous de la gloire ? Mes troupes en ont suffisamment acquis. Nous demandez-vous des avantages ? Les conquêtes en font foi. Désirez-vous que les troupes s'aguerrissent ? J'en appelle au témoignage de nos ennemis qui est irrévocable. En un mot, rien ne surpasse cette armée en valeur,

---

[1] *Correspondance politique*, II, n° 938, au cardinal de Fleury, Charlottemburg, 28 juillet 1742.

[2] Frédéric, *Œuvres*, à Jordan, au camp de Kuttenberg, 15 juin 1742.

en force, en patience dans le travail et dans toutes les parties qui constituent des troupes invincibles.

« Si l'on trouve de la prudence à un joueur qui, après avoir gagné un sept-leva, quitte la partie, combien plus ne doit-on point approuver un guerrier qui sait se mettre à l'abri des caprices de la fortune après une suite triomphante de prospérités !

« Ce ne sera pas vous qui me condamnerez, mais ce sont ces stoïciens, dont le tempérament sec et la cervelle brûlée inclinent à la morale rigide. Je leur réponds qu'ils feront bien de suivre leurs maximes, mais que le pays des romans est plus fait pour cette pratique sévère que le continent que nous habitons, et qu'après tout, *un particulier a de tout autres raisons pour être honnête homme qu'un souverain.* Chez un particulier, il ne s'agit que de l'avantage de son individu ; il le doit constamment sacrifier au bien de la société, ainsi l'observation rigide de la morale lui devient un devoir, la règle étant : il vaut mieux qu'un homme souffre que si tout le peuple périssait.

« Chez un souverain, l'avantage d'une grande nation fait son objet, c'est son devoir de le procurer ; pour y parvenir, il doit se sacrifier lui-même ; à plus forte raison, ses engagements, lorsqu'ils commencent à devenir contraires au bien-être de ses peuples.

« Voilà ce que j'avais à vous dire et dont vous pourrez faire usage en temps et lieu dans les compagnies et les conversations, sans faire remarquer que la paix est faite. »

En réalité, Frédéric ne pouvait alléguer aucun bon motif et ne pouvait même faire valoir aucun des quatre cas de rompre les alliances qu'il a énumérées lui-même dans l'avant-propos de l'*Histoire de mon Temps*. Il a fait la paix uniquement parce que, en joueur heureux et en homme sage, il a cru prudent d'empocher ses gains, enfin parce qu'il « avait rempli le grand objet qu'il s'était proposé ». Il avait, en deux courtes campagnes, eu la bonne fortune de réaliser son programme, et, comme il le dit lui-même dans l'*Histoire de mon Temps* : « Le but de la guerre que le roi avait entreprise était de conquérir la Silésie » ; or ce but était atteint et le reste lui importait peu.

---

## XIX.

### LA PAIX DE BERLIN.

Bien que les préliminaires de Breslau eussent mis fin aux hostilités entre la Prusse et l'Autriche, bien que le roi eût évacué la Bohême à peu près dans les délais convenus, il n'en restait pas moins à donner une forme définitive et plus précise aux stipulations sur lesquelles l'accord venait de se faire. C'est ainsi qu'il fallut, avant tout, s'entendre sur l'étendue et la délimitation des territoires que l'Autriche cédait à la Prusse dans la haute Silésie. « Je trouve beaucoup d'obscurité dans la désignation des limites, écrivait le roi à Podewils, le 20 juin; il serait bon de se bien entendre sur ce sujet les uns et les autres. »

De son côté, Marie-Thérèse, mise en garde par les événements qui s'étaient produits aussitôt après l'acte de Klein-Schnellendorf, avait fait rédiger une série de *Remarques*, dont les plus importantes avaient trait à la publication du traité, au règlement des dettes de la haute Silésie. Si l'on parvint sans trop de peine à s'entendre sur le premier de ces points, il n'en fut pas de même du second. Frédéric se montra intraitable sur ce sujet. Il s'agissait d'une question d'argent, et l'on sait combien il tenait, avec raison, à ne pas imposer des charges inutiles à son Trésor. La générosité n'était, du reste, pas le péché mignon de Frédéric. C'est ainsi qu'on avait écrit à Hyndford, de Vienne, pour le prier « de porter le roi à vouloir bien donner une marque d'amitié à la reine et de n'exiger point le payement des magasins qui sont tirés de la Bohême[1] ». Il s'agissait des magasins établis par les Prussiens à Nimburg, Podiebrad, Königgrätz et Pardubitz, et Hyndford avait ajouté « qu'une pareille générosité dans les conjonctures présentes ferait le meilleur effet du monde et l'impression la plus favorable sur l'esprit de la reine[2] ». Frédéric affecta

---

[1] *Correspondance politique*, II, 902, à Podewils, camp de Kuttenberg, 20 juin 1742.
[2] Podewils au roi, Breslau, 23 juin 1742.

de prendre la chose en plaisanterie. « Dites, en riant, à Hyndford, répond-il à Podewils [3], que du foin et de la paille ne sont point un présent à faire à une reine; que si j'avais de la porcelaine ou des joyaux, ce serait plutôt de quoi lui offrir et que, quoi qu'il en dise, je ne puis me résoudre à lui faire un présent si ridicule. » Mais, en revanche, il cesse de plaisanter, il montre les dents quand, sur les instances de Hyndford, Podewils revient à la charge sur la question des dettes de la Silésie, des hypothèques accordées aux Hollandais : « Vous n'avez qu'à déclarer à Hyndford que si la reine de Hongrie ne paye pas les Hollandais, ils ne seront jamais payés, dût-il en arriver tout ce qu'il vous plaira. Je vous ordonne de lui dire nettement que je ne les payerai pas, et plutôt livrer encore une bataille, dût-il m'en coûter la vie. Ces bougres veulent nous prescrire des lois, je leur apprendrai beau jeu; en un mot, je ne veux point entendre parler des Hollandais, et je vous défends de m'en parler..... Donnez la peur à Hyndford s'il ne promet pas d'abord de me satisfaire sur le point de la Hollande [1] ».

Les Hollandais ont eu le don de mettre Frédéric de fort vilaine humeur, et comme Podewils a eu l'audace de lui proposer de transférer le siège des négociations de Breslau à Berlin et de lui exposer les raisons fort justes de la mesure qu'il propose, il le relève vertement : « Mêlez-vous, Monsieur, de vos affaires, et ne prescrivez point les voyages que je dois faire ou ne point faire. Négociez comme je vous l'ordonne et ne faites point la mie qui a des caprices, s'entend le faible et complaisant négociateur des caprices des Anglais et de l'impertinence des Autrichiens : c'est ce que je prends la liberté de vous conseiller et de vous faire souvenir, en même temps que vous ne tenez pas un langage convenable pour un ministre, dont le maître vient de gagner une bataille il y a quinze jours [2] ».

Malgré cela, lorsqu'il sut que la cour de Vienne ne céderait pas sur ce point, lorsqu'on lui eut démontré la gravité des représailles commerciales que la Hollande ne manquerait pas d'exercer et l'importance du préjudice que sa parcimonie allait

---

[1] *Correspondance politique*, II, 906, à Podewils, Königgrätz, 26 juin 1742.
[2] *Ibidem*, II, 906, à Podewils, de Königgrätz, 26 juin 1742.

causer à la Silésie, il se radoucit et consentit, afin de ne pas retarder la signature du traité, à régler la question des créances hollandaises par un acte séparé. « Quand on est bon, fait-il écrire à ce propos par Eichel, on l'est à l'excellence : mais gare la vivacité quand elle nous prend[1]. »

Pendant ce temps, on continuait également à se quereller si fort sur les questions de délimitation, sur l'interprétation de ces mots : « *les hautes montagnes ailleurs dans la haute Silésie* », que la cour de Vienne, trouvant que lord Hyndford faisait preuve de trop de condescendance à l'égard de Frédéric, jugea à propos d'envoyer à Breslau le conseiller de la chancellerie de Bohême, Hermann von Kannegiesser.

Avant que Kannegiesser ait pu arriver à Breslau, Hyndford et Podewils avaient réussi à faire pas mal de chemin, si bien que le 25 juin on avait pu expédier au roi, et le lendemain à Marie-Thérèse, le projet du traité définitif, que le roi s'empressa d'accepter et que Marie-Thérèse reçut quelques jours plus tard en même temps qu'une note de Bohême, en date du 28 juin. Dans les 17 articles dont se composait ce projet de traité, on avait tenu compte des observations de la cour de Vienne, sauf, toutefois, en ce qui avait trait aux deux seuls points importants : la question des dettes de la Silésie et celle de la délimitation.

De nouvelles réclamations s'étaient produites entre temps au sujet de la lenteur, intentionnelle ou forcée, que les Autrichiens mettaient à évacuer quelques points des territoires cédés à la Prusse, et surtout au sujet des limites de la Silésie. Marie-Thérèse s'était bornée à répondre que ses troupes n'entreraient pas dans les plaines de Silésie, à l'exception, toutefois, des enclaves au delà de l'Oppa ; mais que, de son côté, elle comptait bien que le roi s'opposerait à la prolongation du séjour de ses troupes dans les montagnes de la haute Silésie.

Afin d'être plus complètement en mesure de discuter les questions de délimitation, Kannegiesser, parti de Vienne le 2 juillet, conféra, en passant, avec le général Kheul à Olmütz, avec Festetics à Sternberg, afin de s'entendre avec eux sur les points

---

[1] *Correspondance politique*, II, 908 et 909, à Podewils, Glatz, 29 juin 1742.

que les troupes autrichiennes devaient continuer à garder ou qu'elles devaient occuper.

Kannegiesser n'arriva, d'ailleurs, que le 5 juillet à Breslau, parce qu'il avait tenu à parcourir le massif montagneux dont la possession faisait l'objet du litige. Le même jour, Podewils, Hyndford et Kannegiesser tinrent une première conférence, consacrée uniquement à la discussion de la délimitation, sans qu'on pût arriver à s'entendre. On chargea toutefois Kannegiesser de rédiger, séance tenante, un mémoire, que l'on soumit le soir même au roi. Dès le lendemain, le roi déclarait à Hyndford qu'il acceptait les propositions du diplomate autrichien, à l'exception, toutefois, de la clause relative à la ville de Jägerndorf, qu'il entendait conserver. Il consentait, en revanche, à assumer le payement des créances hypothécaires des Anglais et des Hollandais. Il avait bien, il est vrai, déclaré que si l'on n'adhérait pas, jusqu'à 5 heures du soir, aux propositions qu'il venait de faire, il enverrait au prince héréditaire Léopold d'Anhalt, l'ordre de rentrer en Bohême avec son corps d'armée; mais il offrait à la reine de lui laisser Jägerndorf, si l'on lui donnait en échange la grande enclave de Moravie, avec Hotzenplotz, Maidelberg et Rosswalde. En présence de ces exigences, d'une part, et, de l'autre, des dispositions manifestement favorables au roi que lord Hyndford avait cru inutile de dissimuler, Kannegiesser prit sur lui de déclarer que, dans ces conditions, il ne lui restait plus qu'à quitter Breslau. L'attitude résolue du diplomate autrichien produisit un tel effet que, non seulement on l'autorisa à en référer à Vienne, mais qu'on se remit, sans plus tarder, à discuter la nature de la compensation qu'il y aurait lieu d'offrir au roi en échange de Jägerndorf. A partir de ce moment, c'est Kannegiesser qui prend la direction des négociations aux lieu et place de lord Hyndford, qui avait eu, du reste, l'imprudence et la naïveté d'avouer à l'envoyé de la reine que son gouvernement, désirant par-dessus tout un accommodement entre les deux puissances, lui avait prescrit d'user de ses pouvoirs pour signer la paix à tout prix.

Aussi, Kannegiesser rejeta péremptoirement la proposition d'échange de l'enclave de Moravie contre Jägerndorf, d'abord, parce qu'il aurait fallu céder la seigneurie d'Hennersdorf; ensuite, parce qu'il aurait été très difficile de déterminer le tracé

de la frontière, et que, de plus, cette délimitation aurait donné naissance à toutes sortes de contestations et d'incidents. Il offrit en revanche, de céder au roi le district de Katscher. Podewils, en se chargeant de transmettre cette proposition au roi, affirma avant tout à Kannegiesser qu'aucun ordre de mouvement ne serait envoyé au prince héréditaire.

La réponse du roi ne se fit pas attendre, et, dès le lendemain (7 juillet), sans faire allusion à l'offre du district de Katscher, Frédéric laissait à la reine le choix entre trois solutions : 1° lui abandonner Jägerndorf, auquel cas il se charge de désintéresser les créanciers qui ont pris hypothèque sur la Silésie; 2° laisser Jägerndorf à la reine, qui aura alors à payer les dettes de la Silésie; 3° donner l'enclave de Moravie au roi, qui désintéressera les créanciers hollandais et achètera la seigneurie de Hennersdorf, située dans cette enclave, à son propriétaire actuel, le baron de Bartenstein [1].

En transmettant ces propositions du roi à sa souveraine, Kannegiesser avait cru devoir insister auprès de la reine sur l'intérêt qu'il y avait pour elle de conserver Jägerndorf.

Le 9 juillet, Frédéric, comme il l'avait décidé avant de quitter le camp de Kuttenberg, partit de Breslau pour Berlin, après avoir laissé à Podewils des instructions qui devaient lui servir de guides et dans lesquelles il n'avait naturellement pas manqué de lui répéter : « Extorquez-leur tout ce que vous pourrez [2] ». Kannegiesser n'en resta pas moins irréductible en ce qui avait trait à Jägerndorf, à tel point que lord Hyndford crut nécessaire de se rendre lui-même sur les lieux. A la grande surprise de Kannegiesser, qui redoutait les conséquences d'un voyage qu'il s'était efforcé d'empêcher, lord Hyndford se prononça en faveur de la reine.

Dans l'intervalle, du reste, Kannegiesser, qui était revenu à la charge sur l'échange du district de Katscher, avait, en réponse à des dépêches du général Kheul, recommandé à cet officier général d'occuper les points litigieux de la montagne, sans

---

[1] *Correspondance politique*, II, 917, à Podewils, Breslau, 7 juillet 1742.

[2] *Ibidem*, II, 918, à Podewils, Breslau, 8 juillet 1742.

attendre même que Frédéric ait donné, le 15 juillet [1], l'ordre aux hussards prussiens d'évacuer cette portion des territoires contestés.

Frédéric était, du reste, en veine de faire des concessions. Après avoir dit à Podewils qu'il ne se chargerait du payement des créances des Hollandais hypothéquées sur la Silésie, qu' « à proportion de sa portion [2] », six jours plus tard, le 14, il l'autorisait à céder, s'il le fallait, sur ce point comme sur la question de l'attribution à la Prusse de Weidenau et de Johannesberg. Pour Jägerndorf même, il prescrivait à Podewils d'attendre le retour du courrier envoyé à Vienne. « Si la reine cède, tout est fini, et vous n'aurez qu'à signer avec lord Hyndford ; si, au contraire, elle maintient ses prétentions, le mieux sera de vous rendre immédiatement à Berlin avec Hyndford et Kannegiesser, afin que nous arrangions le traité le mieux possible », et il ajoutait en post-scriptum ces mots significatifs : « Il faut caler les voiles, lorsque le vent ne nous souffle point en poupe, et faire nos affaires le mieux possible ; je me flatte que, l'anicroche de Jägerndorf redressé, nous pourrons conclure [3] ».

La signature de la paix avec l'Autriche était désormais certaine. La modération dont Frédéric faisait preuve à ce moment et les intentions nettement pacifiques et conciliantes qu'il manifesta pendant la dernière période des négociations méritent d'autant plus d'être signalées et mises en pleine lumière, qu'il fallut au roi toute sa merveilleuse lucidité d'esprit, toute sa puissance de raisonnement, tout son calme, tout son sang-froid, tout son grand sens politique pour ne pas prêter l'oreille aux propositions alléchantes, aux avances intéressées de l'Angleterre. En effet, pendant que l'on examinait, à Vienne, la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de déclarer officiellement la guerre à la France, dans l'espoir de se procurer, à ses dépens, une compensation à la cession de la Silésie, l'Angleterre, profitant à sa façon de la mission que lui avait confiée la reine, l'Angleterre, médiatrice d'une part, mais, de l'autre, alliée de l'Autriche, ne

---

[1] *Correspondance politique*, II, 924, à Podewils, Charlottenburg, 15 juillet 1742.

[2] *Ibidem*, II, 918, à Podewils, Breslau, 8 juillet 1742.

[3] *Ibidem*, II, 921, à Podewils, Charlottenburg, 14 juillet 1742.

s'était pas contentée d'exciter les désirs ambitieux de la Sardaigne, de l'inciter à prendre les armes pour s'agrandir en Italie aux dépens des Habsburg, elle avait essayé de se servir du roi de Prusse pour réaliser plus facilement son programme et de le séduire par des offres qu'elle se croyait presque certaine de lui faire accepter.

Lord Hyndford avait, en effet, déclaré à Podewils « que le roi d'Angleterre est non seulement prêt d'entrer dans une alliance défensive avec Votre Majesté, mais qu'il donnerait aussi, en cas que la France dût entreprendre la moindre chose contre les provinces de Clèves et de Westphalie, toute l'assistance et tout le secours imaginables dès qu'il en serait requis par Votre Majesté, et que même le prince, pour ne pas perdre de temps, a déjà donné ordre de former un camp de 20 escadrons et de 10 bataillons de ses troupes de Hanovre[1] ».

De plus, le roi d'Angleterre offrait de mettre à la disposition du roi l'armée anglaise de Flandre et de charger son ministre à La Haye de s'assurer le concours des États généraux[1].

Frédéric ne se laissa ni aveugler par « ces offres obligeantes », quelque tentantes qu'elles fussent, ni entraîner à une guerre contre la France[2]. Il se borna à insister sur la signature d'un traité d'alliance offensive et défensive avec les puissances maritimes. Quelles qu'aient été les raisons secrètes qui dictèrent au roi cette ligne de conduite, ce fait est certainement trop grave et trop caractéristique pour qu'il soit possible de le passer sous silence.

Fidèle à ses procédés, à cette politique égoïste qu'elle n'a jamais abandonnée et qui nous a fait tant de mal, l'Angleterre se souciait peu des intérêts de la Prusse et de l'Autriche, et cette fois encore elle ne songeait qu'au profit personnel qu'elle comptait tirer de cette coalition ourdie en silence, de cette coalition dont elle était l'âme, dont elle aurait tenu tous les fils

---

[1] Podewils au roi, Breslau, 11 juillet 1742.

[2] *Correspondance politique*, II, 923, à Podewils, Charlottenburg, 14 juillet, et II, 930, au comte de Stair, ambassadeur de la Grande-Bretagne à La Haye, Berlin, 18 juillet 1742.

entre ses mains et dans laquelle elle se proposait de faire jouer à chacun des alliés le rôle qui servait le mieux ses projets, de cette coalition qui lui aurait permis d'assouvir sans risques trop grands pour elle la haine implacable que mylord Carteret « avait jurée à tout ce qui portait le nom français[1] ».

Quoique certaine, la paix n'était cependant pas encore définitivement signée. Hyndford n'était pas encore revenu de sa tournée du côté de Jägerndorf et ce fut à son retour seulement que les plénipotentiaires se réunirent de nouveau, le 17 juillet, et que l'entente n'ayant pu s'établir, Podewils, exécutant les ordres de son souverain, proposa aux représentants de l'Angleterre et de l'Autriche de se rendre avec lui à Berlin. Hyndford y consentit de suite et d'autant plus facilement qu'il craignait de voir les choses traîner en longueur et qu'il savait, de plus, que le roi comptait de toute façon quitter Berlin le 28 pour aller prendre les eaux à Aix. Kannegiesser fit habilement mine de se faire tirer l'oreille, alors qu'il était bien décidé, et d'ailleurs autorisé par son gouvernement, à se rendre n'importe où, plutôt que de laisser à Hyndford le soin de défendre la cause de l'Autriche. Tout allait bien du reste, puisque, pendant que lord Hyndford et Kannegiesser se rendaient à Berlin, le roi avait cru le moment venu pour renouer des relations personnelles avec le grand-duc de Toscane, en lui rappelant l'amitié qui les liait jadis à Berlin, pour ajouter à sa lettre cette phrase significative : « Ce n'est pas un des moindres motifs du contentement que me donne la paix de pouvoir lui écrire[2] ».

Arrivés le 24 à Berlin, Hyndford et Kannegiesser, en attendant Podewils qui s'était rendu auprès du roi à Potsdam, avaient mis leur temps à profit pour élaborer un nouveau projet de traité de paix qu'ils remirent le 26 juillet à Podewils, auquel Hyndford fit savoir en particulier que lord Carteret invitait le roi à en finir au plus vite. Cette communication, insignifiante en elle-même, suffit pour démontrer à Podewils qu'il ne fallait plus compter sur l'Angleterre pour exercer une pression sur l'Autriche et

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. V.

[2] *Correspondance politique*, II, 931, au grand-duc de Toscane, Charlottenburg, 21 juillet 1742.

essayer de l'amener à abandonner Jägerndorf. Il envoya par suite le jour même au roi à Potsdam, le projet en 16 articles et un article additionnel élaboré par Kannegiesser et Hyndford et que Frédéric renvoya le lendemain avec ces mots[1] : « Très bien, j'approuve tout, à l'exception des quelques additions que j'ai jugé bon de faire ».

Rien ne s'opposait plus à la signature du traité et, le soir même, Podewils tint avec Hyndford et Kannegiesser une dernière conférence dans laquelle il tenta vainement, et pour la forme, d'obtenir encore quelques concessions. La chose était d'autant plus impossible que le roi lui-même l'avait autorisé à céder sur le point qui lui tenait le plus à cœur : Jägerndorf, en mettant en marge du projet ces mots : « J'approuve cet article, puisque l'on ne peut pas faire autrement ». Cette concession allait d'ailleurs servir plus tard de prétexte au roi pour justifier les raisons qu'il crut avoir de déclarer en 1744 la guerre à la reine de Hongrie[2] ». Il serait trop long et surtout inutile de relever les dernières discussions de détail auxquelles donna lieu la rédaction définitive des différents articles du traité de Berlin. Nous nous bornerons à dire seulement en passant quelques mots de la discussion, quelque peu puérile, qui s'engagea lors de la rédaction de l'article 13, à propos de la question du titre de duc souverain de Silésie que Marie-Thérèse, tout en abandonnant cette province à Frédéric, tenait à conserver pour elle et ses héritiers.

Lorsque la question lui fut soumise pour la première fois le 8 juillet, Frédéric avait commencé par répondre : « Je me f.... des titres pourvu que j'aie le pays[3] ». Mais quand il s'agit de signer, il changea d'idée, et mit en marge du projet de traité, la note suivante : « Il faut le correctif de souveraine duchesse *en* Silésie, mais pas *de la* Silésie. On pourrait, pour éviter ces inconvénients, leur proposer d'incorporer leur Silésie

---

[1] *Correspondance politique*, II, 936, à Podewils, Potsdam, 27 juillet 1742.

[2] *Ibidem*, III, 1341, et *Histoire de mon Temps*, chap. IX. « Pourquoi, par la paix de Breslau, la reine de Hongrie s'est-elle si obstinément opiniâtrée à se réserver les hautes montagnes de la haute Silésie, qui sont d'un si modique rapport? Certainement l'intérêt n'y a aucune part. J'y découvre un autre dessein : c'est de se conserver, par la possession de ces montagnes, des chemins avantageux pour s'en assurer l'entrée, lorsqu'elle le jugera à propos. »

[3] *Ibidem*, II, 918, à Podewils, Breslau, 8 juillet 1742.

avec la Moravie, pour que les titres mêmes ne pussent réveiller des chicanes ; mais après tout, ce sont des « coyonneries [1] ». Sur ce point encore, Podewils dut céder. « On n'a absolument pas voulu admettre, écrivait-il au roi [2], le correctif touchant le titre de souverain duc de Silésie provoquant l'exemple de la Suède, par rapport au titre de duc de Poméranie, pour un petit bout que les Suédois tiennent de cette province ».

Enfin, le 28 juillet au soir, après deux mois de négociations, les plénipotentiaires purent enfin signer le traité définitif de Berlin.

Bien que l'on eût procédé le 12 août à l'échange des ratifications, ce fut le 27 seulement que les dernières troupes prussiennes évacuèrent Jägerndorf [3].

Il ne restait plus désormais qu'à déterminer sur le terrain la nouvelle frontière entre les deux Etats, qu'à régler les relations commerciales entre les deux pays. Si les opérations de la commission de délimitation ne prirent que peu de temps, puisqu'elles furent définitivement closes en janvier 1743, il n'en fut pas de même de l'autre question qui n'était pas encore tranchée lors de la signature de la paix de Dresde (25 décembre 1745). En 1751, on avait été un instant sur le point de s'entendre ; mais les difficultés qui surgirent peu après, les prétentions que les deux Etats formulèrent à ce moment, finirent par amener en 1753 une véritable guerre de tarifs, qui durait encore au moment où éclata la guerre de Sept ans.

---

On trouve à toutes les époques de l'histoire, un certain nombre d'événements auxquels, pour des raisons qu'il est la plupart du temps impossible de découvrir, on s'est refusé à prêter l'attention qu'ils méritaient à tous égards, dont on daigna à peine s'occuper malgré l'indéniable gravité de leurs conséquences et

---

[1] *Correspondance politique*, II, 937, à Podewils, Potsdam, 27 juillet 1742.

[2] Podewils au roi, Berlin, 28 juillet 1742.

[3] L'impératrice de Russie, Elisabeth, donna, le 1/12 novembre 1743, son adhésion au traité de Berlin.

en dépit de l'état de choses auquel ils ont donné naissance. C'est à cette catégorie de faits historiques qu'appartiennent assurément les préliminaires de Breslau et la paix de Berlin. Et cependant, la signature de ce traité, la dissolution de l'alliance, la cession définitive de la Silésie marquent le point de départ d'une ère nouvelle, l'apparition sur la scène du monde d'un nouveau facteur d'une puissance à peine née de la veille et qui, non contente d'affirmer de plus en plus son existence, va poursuivre avec une incroyable persévérance, avec un incomparable esprit de suite, mais avec un manque absolu de scrupules, la réalisation de ses projets ambitieux. Frédéric II avait seul vu juste, seul bien jugé la situation, lorsque, le 26 octobre 1740, au lendemain de la mort de l'empereur, il écrivait à Voltaire : « Mon affaire de Liège est toute terminée ; mais celles d'à présent sont de bien plus grande conséquence pour l'Europe. *C'est le moment du changement total de l'ancien système de politique.* »

Il suffit, en effet, de jeter un rapide coup d'œil sur les événements des années 1741 et 1742, sur le traité qui mit fin à la première guerre de Silésie, pour se rendre un compte exact de la portée considérable, de la répercussion effrayante des faits qu'on venait de consacrer à Breslau et à Berlin. A la rivalité entre les maisons de Hohenzollern et de Habsburg, à cette rivalité qui s'était manifestée pour la première fois au temps du grand Électeur, à cette rivalité que l'Autriche croyait avoir fait disparaître à tout jamais en accordant une couronne royale à l'Électeur de Brandebourg avait succédé, dès la mort de Charles VI, un antagonisme froid et raisonné, une opposition systématique qui avait donné la première preuve de sa force lors de l'élection de Charles VII. A partir de ce moment, l'existence du Saint-Empire romain est à tout jamais compromise. La diète de Francfort-sur-le-Mein en préférant l'Électeur de Bavière, le candidat de Frédéric, au grand-duc de Toscane, a enregistré d'une facon retentissante l'éclosion d'une rivalité politique inconnue jusque-là et qui va durer plus d'un siècle ; elle a vu se poser devant elle le prologue du grand drame dont le dernier acte se dénouera 124 ans plus tard dans ces mêmes plaines de Königgrätz que, dès 1742, Frédéric II avait vainement tenté de se faire attribuer.

A partir de ce moment aussi, avant même que Frédéric n'ait

eu la possibilité de souder entre eux les morceaux épars des États dont il a hérité, de leur donner une cohésion forte et réelle, de se rendre maître de toute l'Allemagne du Nord depuis les monts de Bohême jusqu'à la Baltique, la Prusse ignorée, presque inconnue et méprisée, est devenue une puissance dont l'influence a déjà réussi à se faire sentir en Allemagne, mais dont le rayon d'action et la force vont s'étendre et s'augmenter encore à la suite de l'annexion de la Silésie.

Comme l'a si justement établi M. Lavisse [1], la paix de Westphalie, en donnant à la Prusse sur la route de l'Elbe au Rhin quelques territoires qui marquaient des étapes, lui avait donné mieux encore : l'*impuissance de l'Allemagne*. L'anarchie allemande lui laissait le champ libre. Nécessité d'agir, liberté d'agir, voilà les deux causes de la fortune prussienne.

Ce n'est pas seulement en Allemagne que la Prusse « passée grande puissance en demeurant petit État [1] » élèvera désormais la voix à tout instant, à tout propos. Le nouveau royaume a marqué sa place dans les conseils de l'Europe ; il est devenu un des facteurs les plus essentiels, les plus considérables de la politique européenne. Dix-huit mois avaient suffi à Frédéric II pour la conquête, non seulement de la Silésie, mais d'une situation qui modifiait du tout au tout les assises déjà bien instables et bien fragiles de l'équilibre européen.

Comme il se complaît à le dire à la fin du chapitre VI de l'*Histoire de mon Temps*, « le trésor que le feu roi avait laissé se trouva presque épuisé, mais c'est acheter à bon marché des États quand il n'en coûte que 7 à 8 millions ». Le succès ne le grise pas. Toujours froid, toujours méthodique, il se rend un compte exact des causes de ses succès. « Les conjonctures, dit-il, secondèrent surtout cette entreprise : il fallut que la France se laissât entraîner dans cette guerre, que la Russie fût attaquée par la Suède, que par timidité les Hanovriens et les Saxons restassent dans l'inaction ; que les succès fussent ininterrompus et que le roi d'Angleterre, ennemi des Prussiens, devînt malgré lui l'instrument de leur agrandissement. Ce qui contribua le plus à cette conquête fut une armée qui s'était formée pendant

---

[1] E. Lavisse, *Trois Empereurs d'Allemagne*, chap. I.

vingt-deux ans par une admirable discipline et supérieure au reste du militaire de l'Europe; des généraux vrais citoyens, des ministres sages et incorruptibles et enfin un certain bonheur qui accompagne souvent la jeunesse et se refuse à l'âge mûr..... Réellement, ce n'est que la fortune qui décide de la réputation; celui qu'elle favorise est applaudi, celui qu'elle dédaigne est blâmé. »

Ces phrases, écrites quelques années après les événements, ne sont que la réédition des idées qu'il avait exposées à Podewils pendant les six semaines qui s'écoulèrent entre la signature des préliminaires de Breslau et du traité de Berlin. « Il ne s'agit à présent qu'à habituer les cabinets politiques de l'Europe à nous voir dans la situation où nous a mis cette guerre, et je crois que beaucoup de modération et de douceur envers nos voisins pourra y mener [1]. »

Le roi, on le voit, ne s'illusionne pas et ne croit pas à la durée de la paix qu'il vient de conclure pour son compte. Dès le lendemain de la paix de Berlin, tout en restant dans les meilleurs termes avec l'Angleterre il a si bien pénétré les projets de lord Carteret « qui se flatte, dit-il, d'engager incessamment la Prusse dans la guerre qu'il méditait contre la France [2] », qu'il fait des avances à Valory. « Je suis bien aise, lui écrit-il [3], que vous reveniez à Berlin et que vous ne fassiez pas le loup-garou avec vos anciens amis qui vous estiment toujours également ». Enfin, quand il écrivait le lendemain au cardinal de Fleury une longue lettre dans laquelle il essayait de justifier sa conduite à l'égard de la France, il révélait au cardinal le fond de sa pensée, lorsqu'il lui disait: « Je suis persuadé que la maison d'Autriche n'oubliera, tant qu'elle subsistera, ni la Lorraine ni la Silésie [4] ». Il se hâtait d'ajouter, il est vrai, pour les besoins de la cause: « Par conséquent, nos intérêts seront toujours les mêmes ».

Frédéric, on ne saurait en douter, avait froidement mais

---

[1] *Correspondance politique*, II, 905, à Podewils, camp de Kuttenberg, 23 juin 1742.

[2] Frédéric, *Histoire de mon Temps*, chap. VII.

[3] *Correspondance politique*, II, 937, au marquis de Valory, Potsdam, 27 juillet 1742.

[4] *Ibidem*, II, 938, au cardinal de Fleury, Charlottenburg, 28 juillet 1742.

sainement envisagé la situation. Il était évident et certain pour lui que tout était loin d'être définitivement tranché par le traité qui venait de mettre fin à la première guerre de Silésie. S'il était bien décidé à s'assurer par tous les moyens en son pouvoir la possession de la belle et riche province qu'on venait de lui céder, le roi sentait également que Marie-Thérèse, tout en respectant la parole donnée et le traité sur lequel elle venait d'apposer sa signature, n'était pas femme à renoncer à tout jamais à l'espoir de reprendre cette Silésie, qu'elle considérait, à juste titre, comme l'un des plus beaux joyaux de sa couronne. Frédéric, loin de s'endormir dans une sécurité trompeuse, loin de profiter de cette tranquillité momentanée, « loin de s'amollir, en tira parti pour rétablir ses finances, pour affermir la discipline et augmenter les effectifs de son armée. Plus la guerre durait, plus la maison d'Autriche épuisait ses ressources; plus la Prusse restait en paix, plus elle acquérait de forces. La chose la plus difficile dans ces conjonctures était de maintenir tellement la balance entre les parties belligérantes que l'une ne prît pas trop d'ascendant sur l'autre. Il fallait empêcher que l'empereur ne fût détrôné et que les Français ne fussent chassés d'Allemagne, et, quoique les voies de fait fussent interdites aux Prussiens par la paix de Breslau, ils pouvaient, par les *intrigues*, parvenir aux mêmes fins que par les armes [1] ».

Comme Frédéric l'avait compris, prévu et deviné, Marie-Thérèse n'avait consenti à désarmer le roi de Prusse, à sacrifier la Silésie tout entière que pour sauver la Bohême et pour pouvoir reprendre son entière liberté d'action. Il ne s'agissait plus maintenant pour elle de défendre les droits qu'elle tenait de la Pragmatique Sanction, mais de reprendre énergiquement l'offensive sur toute la ligne, de chasser les Français de la Bohême, d'abattre l'orgueil de Charles VII, de conquérir la Bavière; enfin, d'arracher, par la victoire et par l'appui que l'Angleterre ne pouvait refuser de prêter aux revendications de la reine, une compensation suffisante pour l'indemniser au moins momentanément de la perte de la Silésie.

Ce résultat, Marie-Thérèse était sur le point de l'atteindre au

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. VII.

moment où Frédéric crut que son intérêt lui commandait de déclarer de nouveau la guerre à l'Autriche et d'entrer, encore une fois, en Bohême.

Avant de terminer, il ne nous reste plus que quelques mots à ajouter. Il nous faut demander pardon aux capitaines von Hœn et Kienast de notre insuffisance. Nous nous sommes efforcé de suivre pas à pas leur beau travail, de faire passer successivement sous les yeux du lecteur les faits si intéressants qu'ils ont présentés avec tant de clarté, et les documents d'une incontestable authenticité qu'ils ont su réunir et grouper pour éclairer d'un jour nouveau des événements qu'on avait jusqu'à eux présentés avec un parti pris, qui s'explique facilement par la nationalité même de la plupart des écrivains.

Les auteurs du 3e volume de la *Guerre de la Succession d'Autriche*, éclairés par la haute expérience et guidés par les précieux conseils de l'homme éminent qui dirige avec tant d'éclat les travaux de la Section historique des Archives de la guerre, impériales et royales, ont tenu avant tout à faire œuvre d'impartialité. S'inspirant peut-être de cette pensée, si juste et si belle, de Fénelon [1] : « Le bon historien n'est d'aucun temps, ni d'aucun pays. Quoiqu'il aime sa patrie, il ne la flatte jamais en rien », les capitaines von Hœn et Kienast, consacrant tous leurs efforts, appliquant toute leur intelligence à la poursuite de la vérité, ont réussi à démontrer qu'afin de s'acquitter pleinement et consciencieusement d'une tâche qui devient de jour en jour plus difficile et plus délicate, afin d'arriver au but qu'il s'est proposé, l'*historien n'est, ne doit et ne peut être qu'un justicier*.

---

[1] FÉNELON, *Lettre à l'Académie française*, chap. VIII. Projet d'un traité sur l'histoire.

# TABLE DES MATIÈRES

Paris. — Imprimerie R. Chapelot et C^e^, 2, rue Christine.




D 292 .G8
La Guerre de la succession d'A C.1
Stanford University Libraries
3 6105 037 470 015

